



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE - METZ	
N° inv.	1982009L
Cote	L/M ₂ 82/4
Loc	

L/M₂

82/4

T.2.

2^e ex.

II

EVITER LE PIRE



Eviter le pire ? Il en était peut-être encore temps... Depuis 1923, METZ n'avait eu cesse de montrer la France officielle plongée dans l'ère des concessions... Céder pour contenir notre puissant voisin ? A cette idée, pour séduisante qu'elle fût, on voulut lui en opposer une autre, froide, réaliste : comprendre que l'Allemagne, hier vaincue, n'avait lutté que pour son relèvement, et que désormais, campée sur son céant osait nous défier ! Leurs succès n'étaient-ils pas l'aveu implicite de nos échecs ? Or, ce qui avait été le plus provoquant, c'était leur façon de faire de tous leurs maux des procès d'intention contre nous. Septembre 1930 n'en avait-il pas été la preuve la plus convainquante ? Et si cette Allemagne revancharde se fût un jour emparé du pouvoir ? Pour la paix et notre sécurité, METZ entendit clamer toujours plus haut et plus fort qu'il y avait deux Allemagnes, l'une prudente, censée mais affadie, l'autre : cynique, vindicatrice et triomphante...

A - La crise allemande : "une France et deux Allemagnes"

(L 28.5.31)

Les extrémistes avaient dû leur victoire aux méfaits de la crise... le plus inquiétant vint de ce qu'elle s'étendit encore...

a- L'extension de la crise allemande

Le rôle moteur exercé par la crise économique en Allemagne sur les événements de septembre, n'était plus à redire. Maintenant, la chose la plus alarmante était de craindre son extension fatalement provocatrice en Allemagne du désordre intérieur, de la confusion politique. Au fond, toute aggravation eût risqué de trop exposer la paix en Europe, la sécurité de la France. Si tel eût été le cas, notre pays ayant toujours recherché la voie conciliatrice du rapprochement, l'on eût tôt fait de se méfier. L'opinion messine entreprit donc de surveiller éminem-

ment les convulsions de la crise : là serait la trame de revendications allemandes et le bienfondé de l'aide financière française !

Sans doute, nous ne donnerons pas ici un exposé détaillé de l'extension de la crise allemande, mais d'en figurer les points essentiels, vrais ou contradictoires, en tout cas indissociables de l'action. Et d'abord, par souci de clarté, nous proposerons une sorte de première analyse chiffrée.

La Crise en chiffres -

L'opinion messine prenant si bien son travail en main, sélectionna inlassablement un grand nombre de données simples mais éloquents. Ces indications bien choisies permirent alors de se faire de la crise une idée plus précise concernant notamment l'évolution :

- du nombre des chômeurs
- du taux de couverture or
- du taux d'escompte de la Reichsbank
- des excédents du commerce extérieur

... chiffres auxquels l'on ajouta en 1932, les informations de la banque messine EGLÉM (dans le Messin) sur les tendances du marché boursier en Allemagne

Nombre de chômeurs (d'après quelques exemples extraits de petits communiqués intitulés "Dernières nouvelles du Reich"

(Lorrain)

-juillet 1930	:	2,5 millions environ	(M 22.8.30)
-novembre 1930	:	3,484 millions	(L 27.11.30)
-janvier 1931	:	4,354 millions	(L 10.1.31)
-février 1931	:	+ 106 000 chômeurs	
		du 1 eu 15 février !	(L 26.2.31)
-15 novembre 1931	:	4,840 millions	
		(plus 200 000 en	
		15 jours)	(L 25.11.31)
-15 janvier 1932	:	5,966 millions	(L 5.2.32)
- mi-février 1932	:	6,250 millions	(L 20.2.32) 2e pag
- 31 mai 1932	:	5,583 millions	(L 10.6.32)

(- 546 000 depuis la mi-mars)

Plus de chiffres ensuite.

Evolution du taux de la couverture or -

-septembre 1930	: 40,1 %	(L 3.10.30)
- 15-16 juillet 31 (décret-loi)	: réduction de 40,1 à 31,2 %	(L 17.7.31)
- début octobre 31	: réduction de 31,2 % à 30,01 %	(PM début oct. 31)
- mi-octobre 31	: réduction de 30,01 % à 28,10 %	(L 18.10.31)
- novembre 31	: réduction de 28,10 % à 25,3 %	
-décembre 31	: remontée 25,3 % à 25,6 %	(L 29.12.31)
-février 32	: réduction jusqu'à 24,8 %	(L 3.2.32)
- mars 32	: réduction jusqu'à 24,1 %	(L 10.4.32)
-AVRIL 32	: remontée de 24,1 % à 25 %	(L 10.4.32)

arrêt des données après avril-mai.

Evolution du taux d'escompte de la Reichsbank -

- 11 octobre 31	: relèvement de 4 à 5 %	(L 12.10.30)
- 15-16 juillet 31 (décret-loi)	: élévation du taux d'escompte de 7 à 10 %	
- fin juillet 31	: le taux d'escompte atteint 15 %	(L 1.8.31)
	réduction brutale ensuite (après la crise aigue de juillet 31)	
- avril 32	: l'amoidrissement constaté à 6 % passe à 5,5 %	(L 9.4.32)
- fin avril 32	: diminution de 5 %	(L 9.4.32)

Evolution des excédents du commerce extérieur allemand-

- pour 1930 : "1 800 millions de marks y compris les réparations" (L 18.1.31)
- mars 31 : "Commerce extérieur en mars ; excédent 1 698 millions de francs. Le seul excédent du Commerce de l'Allemagne représente plus du double de qu'elle doit verser chaque mois au titre du plan YOUNG. Mais c'est elle qui plaide misère" (M 4.5.31)
- juin 31 : "les charges actuelles des réparations ne peuvent plus être supportées" ... "prétend M. WIRTH au comité directeur du groupe parlementaire centriste" D'après lui, l'unique solution étant "une démarche décisive vers la révision" (L 16.6.31)
- août 31 : "Sensible augmentation des exportations allemandes de 80 millions de DM (480 millions de francs) en juillet"
"balance commerciale excédentaire : 254 millions d'excédent (même 289 si l'on tient compte des livraisons en nature au titre des réparations" (L 18.8.31)
- déc. 31 (à Bâle): Le Dr. MELCHIOR représentant allemand à Bâle "confirme l'excédent du commerce extérieur du Reich : 350 millions de Reichsmarks par mois" ... mais déplore la situation monétaire délabrée de l'Allemagne, faute de trouver des nouveaux crédits
(L 10.12.31)
- février 32 : 97 millions de D.M. d'excédent)
- mars 32 : 163 millions " ") (L 16.4.32)
- septembre 32 : VON PAPEN reconnaît un excédent de 847 millions de D.M. pour les 9 mois
(L 11-12.11.32)
- octobre 32 : réactions violentes des nombreux industriels allemands, mais aussi de KAAS de LEIPART aux mesures douanières de VON PAPEN (PM début octobre 32)
- oct-Nov- déc : recherche de l'accord commercial franco-allemand (PM dernier trimestre 32)

- Pour 11 mois : 1 012 millions de D.M. d'excédent contre
2 624 en 1931 (L 16.12.31)

Rapports de la banque messine EGEEEM (en 1932, dans le Messin)
(sur les tendances du marché boursier berlinois)

- A la clôture le vendredi 5 août : "très bonne semaine avec
progression constante" (M 6.8.32 - 6e page)

- 10 septembre : la Bourse de Berlin "dès plus calme"
(M 11.9.32 - 5e page)

- 1er octobre 32 : "faible après des fluctuations violentes"
(M 2.10.32 - 6e page)

- 3 décembre 32 : Bourse de BERLIN :
"Indécise au début, plus hauts cours à la
fin"

Bourse de PARIS :

" semaine médiocre" (M 4.12.32 - 5e page)

- 17 décembre 32 : Berlin :
"marché bien disposé. Toutes les valeurs
industrielles et de charbonnages sont en
plus-value. On clôture aux plus hauts cours"

Banque EGLEEM (M 18.12.32)

Finalement, les quelques chiffres et remarques, en réalité
brefs extraits de séries longues, insistantes et non fortuites
contenaient déjà à eux-seuls une solide valeur démonstrative.
Ils ne furent qu'en réalité, l'armature soutenant l'analyse
des événements.

La crise par les faits -

Ce qui fut prévisible, ce qu'il eût été impossible, fut l'effet immédiat et désastreux que provoqua la confusion politique née des élections de septembre. D'ailleurs à la fin du mois, ce fut le cabinet BRUNING tout entier qui le prouva, lorsqu'il publia son programme financier (sans doute au moment où la S.D.N. débattait des problèmes économiques mondiaux, l'occasion était fameuse ! L 3.10.30) Le gouvernement allemand exposa sur les conséquences de la guerre, l'inflation, l'importance des capitaux étrangers, l'aggravation du déficit de 750 à 900 millions de marks. D'ores et déjà, il annonça une réduction du train de vie de l'Etat, et une diminution de 6 % du traitement des fonctionnaires (L 1.10.30).

Bien sûr, BRUNING ne put imputer aux élections une quelconque incidence sur la détresse économique. Mais à METZ, on releva surtout la montée du chômage, de 2,5 millions en juillet à 3,38 en novembre, ainsi que la brusque fuite des capitaux à l'étranger. Sur ce point, on fut très vite édifié ! L'un des premiers qui le dévoila fut "un directeur de banque danoise au MORGEN BLADET" (L 3.10.31)

Puis, rapidement on précisa. A cause de "l'entrée des nationaux-socialistes... avec le risque de la ruine économique" les "sorties d'or et de devises, la fuite des capitaux" : la vie économique et financière du Reich sentit le souffre (L 13.10.30)

Voyez quelques exemples :

- au 11 octobre : l'"exportation d'or de la Reichsbank continue" "D'après les journaux, 35 millions de marks en France. 17,5 à AMSTERDAM"

"La livraison d'or s'élèverait à 280 millions"
présuma le DEUTSCHE TAGESZEITUNG (L 11.10.30)

- depuis le 14 septembre (...) 650 millions de marks-or à l'étranger (315 en France)... à cause du "succès des hitlériens" Résultats : "désorganisation de la BOURSE, effondrement des valeurs, désarroi dans les affaires, nouvelle aggravation du chômage (déjà à 3 millions)" (...) "125 mil-

lions de crédits étrangers" (L 13.10.30)

Cette situation catastrophique détermina les 10 et 11 octobre 1930, deux réunions de la B.R.I. Les pourparlers s'en tinrent essentiellement à l'ouverture de crédits à l'Allemagne.

"On a annoncé qu'un crédit de 125 millions de dollars a été accordé par un consortium bancaire (indépendant de la B.R.I.)

"On a évoqué la situation du marché allemand de l'argent, l'exode des capitaux, le manque de numéraire et toutes ses conséquences, la fuite de l'or et les taux élevés qu'aggravent la situation économique allemande"

(L 12.10.30)

D'autres réunions de la B.R.I. eurent lieu, quand les banques américaines se décidèrent : groupe MORGAN, FEDERAL-RESERVE-BAN

Toutes ces discussions indisposèrent beaucoup les Allemands, suscitant chez eux un certain "tumulte", mais comme l'avait dit le mot célèbre :

"Faites-moi de bonnes politiques, je vous ferai de bonnes finances !" (L 14.10.30)

Rien d'exclusif ne se produisit : la santé économique et financière du Reich alla donc de mal en pris !

- "Encore 60 millions d'or allemand qui prennent le chemin de la France" (L 14.10.30)
- "A la veille d'une grève dans la métallurgie berlinoise, 80 % des ouvriers pour la grève. La police prend des mesures de sûreté" (L 14.10.30)

Le 16 octobre, BRUNING se présenta devant le Reichstag pour proposer sa déclaration ministérielle. Il y fut très mal accueilli par les députés communistes qui crièrent :

"A bas le dictateur de famine !" Courageux, demeuré imperturbable, BRUNING souligna l'ampleur de la crise, averti du déficit budgétaire évalué à 450, voire 600 millions de marks, d'un milliards l'an à venir. De la sorte, il justifia le

recours à des mesures extraordinaires. En premier, obtenir par des négociations présumées "laborieuses" un emprunt de transition à l'étranger. Et BRUNING reconnut la facilité du marché monétaire avant les élections, comparée à la phase actuelle critique depuis la fuite des capitaux. Ensuite, il avertit, si nécessaire jusqu'à des mesures de contrainte (décret-loi) l'établissement d'un programme rigoureux d'assainissement (L 17.10.30)

"BRUNING n'a pas trouvé une vraie solution dans son discours programme" tout au plus "qu'un emprunt de transition de 550 millions de marks, et le maintien des décrets-loi; qui n'empêcheront pas l'étranger de retirer ses capitaux, ni les "mauvais allemands" de placer leurs fortunes en valeurs étrangères"

"le chancelier BRUNING n'a même pas cherché à trouver des remèdes à la crise économique qui mine et affame l'Allemagne" (M 18.10.30)

Au fond, BRUNING parut se contenter des 550 millions comme d'un expédient, tout en jouant "la misère allemande et le plan YOUNG" et, grâce à ce délai, en ne suivant pas l'"offensive brutale proposée par les N.S." Mais à METZ, on critique beaucoup le chancelier pour ne pas s'être attaqué aux problèmes les plus cuisants, en premier desquels la "magalomanie allemande" (...) "On a vu trop grand :

- l'administration : palais coûteux, bureaucratie compliquée, dépensière...
- industries construites et équipées pour une production énorme, surtout tournées vers l'exportation...
- caisse d'assurances sociales ruineuses pour l'Etat...
- dépenses de l'armée et de la marine, au moins aussi importantes qu'en 1914 pour un pays qui désarme...

"Tout le mécanisme administratif, industriel, bancaire, social, doit être transformé" (M 22.10.30)

Rien de pareil ne fut entendu. Au contraire... le 21 octobre, à NEW YORK, SCHACHT évoquant le désarmement glisse que l'Allemagne devait cesser ses paiements pour les réparations, si elle n'obtenait pas une aide des autres pays au développe-

ment du commerce extérieur allemand (L 22.10.30)

Le 4 novembre, au Conseil d'Empire, BRUNING fit le lien entre économie et politique extérieure

- En politique extérieure : il se borna à rappeler que le plan YOUNG avait libéré l'Allemagne, au gouvernement du Reich d'en faire bon usage

- Il expliqua que le but de ce grand programme financier et économique, était d'élargir la capacité d'action de la politique étrangère et de la liberté qui serait créée par ce programme. La situation économique allemande posant un problème, il faudrait trouver la jonction avec la situation économique mondiale complètement modifiée aujourd'hui

(L 5.11.30)

Dernière information : le paiement des dettes allemandes à l'Amérique s'effectua à la date fixée, sans aucune remarque (L 9.11.30) par contre, "des industriels allemands" affirmèrent que les meilleurs remède à la crise économique, consisteraient à s'opposer aux traités et aux réparations (M 20.11.30
4e page)

Etait-ce un hasard ?

Fin novembre 1930 :

"La dernière manifestation oratoire du chancelier BRUNING, au cours de la session du Conseil d'Empire, nous a confirmé, une fois de plus, qu'au fond tous les Allemands sont d'accord pour demander la révision des traités et la suppression des paiements des réparations. Pour arriver à ce but, tous les partis estiment qu'il faut d'abord rétablir de l'ordre dans la maison, renoncer aux stimulants artificiels qui constituent les emprunts étrangers et adapter le train de vie de l'Allemagne à ses ressources réelles" (L 28.11.30)

Quand le Reichstag reprit ses travaux, le 3 décembre, il trouva devant lui un projet de budget draconien, assorti d'une proposition d'amnistie pour les capitaux évadés et encore des... décrets-loi "les circonstances nous y ont obligé" trancha BRUNING (L 4.12.30) qui obtint de nouveaux succès

(M 9.12.30)

Cela fut l'une de ses rares consolations ! La plaie ouverte par la crise métallurgique berlinoise à peine et mal refermée (négociations en partie réussies par le Dr STEGERWALD, ministre du travail L 22.10.30), qu'une autre blessure déchira. En janvier, l'on vit dans le probable conflit du bassin minier de la RUHR, comme l'annonce d'une extension profonde de la crise : 300 000 mineurs risquaient le congédiement.

Dès à une grève partielle présuma de la suite... d'autant que :
"les gens de MOSCOU paraissent régner despotiquement sur les organisations syndicales du Bassin" (L 4.1.31 -

2e page)

Afin de provoquer des négociations arbitrales, le gouvernement dut brandir la menace de l'article 48 ! (PM début janvier 31) Là-dessus, une de ces commissions (désignée par le ministre du travail) parvint à mettre patrons et ouvriers d'accord sur une réduction des salaires de 6 % (L 10.1.31)

... Un décret-loi d'HINDENBURG, força ceux des patrons et syndicats récalcitrants à se plier... (L 11.1.31 - M 10.1.31)

La situation devenait explosive et le chiffre de 4,3 millions de chômeurs atteint. BRUNING qui n'avait guère le choix des moyens pour apaiser, rendit visite aux provinces les plus touchées : les provinces orientales.

- A BRESLAU, il fut conspiré par une foule hurlant : "nous avons faim" puis chantant l'Internationale (L 15.1.31)

- A CHEMNITZ (Haute Silésie), venu assister au congrès des industriels saxons, BRUNING fut hué par les extrémistes de droite comme de gauche (PM 24 et 25.1.31). Il tenta vainement de leur conseiller patience et travail... (L 25.1.31)

En février de nouveau au Reichstag, le chancelier redoubla sur les méfaits de la crise mondiale et allemande, puis rebattit sur le recours à l'article 48 dont il ne fallait pas se faire une "fausse idée". Enfin, il défendit tout le projet budgétaire, tandis que les communistes n'avaient cessé de l'interloquer en lui criant : "Et la Reichswehr ?" (L 6.2.31)

En tout cas, son audace finit par rencontrer l'admiration de l'Angleterre, de plus en plus inquiète pour elle-même...

L'on considéra surtout là-bas avec étonnement ou envie, les réductions sévères, notamment de l'assurance chômage intéressant 5 millions de personnes, du salaire des fonctionnaires... etc.

L'on reconnut le courage de BRUNING discourant partout, sans égard pour sa propre popularité (M 22.2.31). Toutefois, sa tenacité exemplaire n'empêcha point l'arrêt du délâbrement. KRUPP annonça 4 millions de déficit à la fin janvier, tandis que la GAZETTE de VOSS soupçonna les magnats de l'Industrie lourde de cacher volontairement leur profit, afin de faire pression sur le gouvernement... Obtenir des réductions de salaire, des modifications en politique extérieure semblât les allécher... (L 29.1.31 - 2e page)

Février s'achevant, l'Allemagne frisa les cinq millions de chômeurs (L 26.2.31) et à Angsbourg le 11 mars, DIETRICH (ministre des finances) craignit un déficit de un milliard de marks (L 12.3.31). L'effet désastreux perdurant les mois suivants, LUTHER, le 29 avril devant les actionnaires de la Reichsbank, s'en servit comme prétexte pour accuser la France :

"M. LUTHER, président de la Banque de l'Empire, reproche à la France de posséder trop d'or" (L 30.4.31)

"Inexactitude flagrante : les Etats-Unis possèdent 45 % du métal jaune" (...)

"LUTHER veut démontrer que nous nous enrichissons par les réparations (...) que la France est la cause d'un déséquilibre entre Etats-Unis et Allemagne en particulier"

Et l'on rappela :

"les élections du 14 septembre lui ont fait perdre plus de un milliard de Marks en or" (L 1.5.31)

Le 15 juin, WIRTH prétendit :

"les charges actuelles des réparations ne peuvent plus être supportées"

C'était juste avant la proposition HOOVER et une recrudescence de la crise allemande en juillet

"L'Allemagne à la veille de la débâcle ?" (L 12.7.31)

"La banqueroute d'Etat" (M 12.7.31)

"Au bord du gouffre. La débâcle allemande" (M 14-15.7.31)

"Situation désastreuse" (L 12.7.31)

Pour la nuit du 12 au 13 juillet, un émoi crispant fait envisager la prise de mesures d'une extrême gravité. Peut-être le moratoire intérieur général ?

Après ses missions à Londres et Paris, LUTHER rentre précipitamment le 11, et commence par réfuter les chiffres "astrophonomiques" publiés par les journaux (L 12.7.31). Toutefois, l'on apprend que le conseil des ministres va siéger en permanence (M 13.7.31)

"C'est à un rythme de 50 millions de marks or que la Reichsbank a dû céder des devises étrangères pour soutenir le mark"

"Pour parer à l'effondrement en perspective, que demande l'Allemagne ? D'abord la mobilisation immédiate du bénéfice qu'elle doit tirer du moratoire HOOVER, soit 10 milliards plus 2 à 3 milliards d'argent frais, dont le montant s'ajouterait à celui de l'emprunt de 100 millions de dollars, qui vient à échéance le 16 juillet et qu'il n'est pas question de rembourser. Enfin, des crédits destinés à la Banque d'Escompte, et dont le montant atteindrait une douzaine de milliards" (L 12.7.31)

13 juillet : la DANAT suspend ses paiements. De nouveaux décrets sont pris (le gouvernement s'arroge le droit de s'opposer à la faillite et s'autorise à prendre des garanties), tandis qu'une proclamation d'Empire exhorte le peuple à garder son sang froid. Dans la soirée, on est informé qu'en PRUSSE, BAVIERE et SAXE, les bourses sont fermées.

"La panique financière règne en Allemagne" (L 14-15.7.31)

"La déconfiture financière allemande" (M 16.7.31)

"Il semble qu'après les échecs répétés de leurs appels à l'aide, les ministres du Reich cherchent résolument à se sauver eux-mêmes" (M 16.7.31)

Le 15 juillet, le cabinet se donne 48 heures pour délibérer sur l'instauration d'un moratoire extérieur complet (M 16.7.31) Cependant que des bruits démentent la création de "RENTENMARKS un moment envisagé. (le gouvernement du Reich estima que l'émission de ces RENTENMARKS, non gagés sur l'or, eût risqué d'apparaître à l'étranger comme "une inflation pure et simple et risquerait de nuire à la tenue du reichsmark sur les marchés étrangers de devises" (L 16.7.31)

Peu importe... pourvu que l'on prenne enfin des "mesures locales" !

"C'est par là qu'il eût fallu commencer et prouver au monde, dont le Reich implore la confiance, que le peuple allemand n'abandonne pas ceux qui le dirigent"

(L 16.7.31)

Pendant que BRUNING et CURTIUS partent pour Paris, à Berlin, dans la nuit du 15 au 16, de nouveaux décrets-loi paraissent.

- réduction du taux légal de la couverture or de 40 à 30 %
- élévation du taux d'escompte de 7 à 10 %

"La première mesure permettra d'imprimer 800 millions de Marks en plus"

"La 2e "agir comme une pression énergique pour obliger les possesseurs de devises étrangères à s'en débarrasser et pour provoquer une déflation brutale des crédits intérieurs"

D'autres décisions sont adoptées pour régler strictement le commerce des monnaies étrangères et des métaux précieux, afin d'empêcher la spéculation sur les changes; des mesures de police visant à interdire tout trafic occulte des devises

(L 17.7.31)

Le 16, par T.S.F., le Ministre des Finances, reitère des appels au calme (L 17.7.31). L'ordre demeure dans la rue, mais les guichets bancaires vivent la cohue. Partout on fait la chasse aux objets de luxe, considérés désormais comme les derniers placements "refuge" : fourrures, tapis, meubles, linges fins... conserver dans les quartiers populaires ! (L 17.7.31 -

2e page)

Dès lors, le sauvetage financier de l'Allemagne devient une affaire internationale : un chassé-croisé des capitales européennes commence. Après Paris, Londres, Berlin, c'est le voyage allemand de LAVAL et BRIAND en septembre.

A cette date, l'Allemagne n'a toujours pas retrouvé son équilibre économique. Voyez par exemple...

Le 3 septembre : réouverture de la Bourse de Berlin. La quasi totalité des valeurs accusent une baisse sensible de 20 à 30 % (L 4.9.31). Les jours suivants sont tout aussi mouvementés (PM début septembre 31)

L'Allemagne est en désordre...

- ... la ville de Berlin ne peut plus payer ses employés
- ... la Saxe a sollicité du cabinet d'Empire une aide pour secourir ses chômeurs
- ... 200 000 tonnes de blé ont dû être achetées en Amérique
(L 9.9.31 - 2e page)
- ... spectacle économique lamentable en Rhénanie (L 10.9.31)
- ... 4 septembre : BRUNING fait comprendre à ses concitoyens qu'ils devront se résigner à se sauver eux-mêmes... et que l'hiver aggravera encore... (M 5.9.31)

... mais pas de révolution communiste, ni de renversement de la République parlementaire "socialo-centriste" par les Hitlériens, comme l'avait tant menacé les dirigeants allemands... BRUNING parvient même en octobre à retrouver une majorité au Reichstag qui venait de le renvoyer ! Mais aucun signe de relèvement...

- fin sept. - mi-octobre, baisse de la couverture or de 40,1 à 28,2 % !
- amenuisement des réserves d'or, tombées à 1 156 millions de marks
- diminution du stock en devises réduit à 131,1 millions
- augmentation de la circulation fiduciaire totale en billets de la Reichsbank et de la Rentenmark à 5 milliards 42 millions et demi (après une hausse de 4,2 millions au 8 octobre 31)
- augmentation des avoirs étrangers atteignant 551,4 millions
(PM mi-oct. 31)

"la couverture a diminué, la circulation a augmenté ainsi que le portefeuille des effets escomptés : c'est là le résultat du manque de confiance qui empêche les exportateurs de rapatrier leurs devises étrangères et pousse la population à retirer ses dépôts des banques et caisse d'épargne et à thésauriser" (L 18.10.31)

- fin novembre : 4,84 millions de chômeurs, soit 200 000 en quinze jours (L 30.11.31)

Et puis constamment des symptômes de la misère économique. L'un des plus importants fut la publication de la régression du chiffre d'affaires du Cartel de l'acier

- fléchissement des ventes intérieures de 44 % contre 30 % à l'exercice précédent
- conséquences : licenciements massifs ramenant les effectifs à 177 000 ouvriers en 1929, à 134 000, en 1930, à 97 000 pour 1931 (L 11.10.31)

... Puisque tant d'épreuves morfondaient sans répi l'état économique du Reich, BRUNING se résigna à d'autres décrets-loi d'hiver pour l'Allemagne en général et pour une aide d'extrême urgence aux provinces orientales en particulier ! (L 9.11.31) Après la conférence de Bâle, ce fut encore la crise économique qui permit au chancelier de justifier l'arrêt du paiement des réparations en janvier 32 (PM fin déc. 31- début janv. 32). Il est vrai qu'au 15 janvier, l'on compta 5,966 millions de chômeurs (L 5.2.32) puis à la mi-février, 6,250 (L 20.2.32) et que peu de temps après le taux de la couverture or descendit jusqu'à 24,8 % (L 3.2.32). Quant aux décrets-loi de décembre, ils n'eurent qu'un mauvais effet... car les réductions de salaires décidées annihilèrent purement et simplement la baisse du coût de la vie de l'indice 130,4 en décembre, à 124,5 en janvier 32 (L 5.2.32). Dorénavant, personne ne fut plus exempt du malheur... Ainsi les villes allemandes qui, les recettes fiscales en perdition, annoncèrent un déficit de 280 millions pour 1931. A tel point que la Fédération des Communes en appela à l'aide gouvernementale et au rejet des mesures pour la consolidation des dettes communales à court terme (L 14.2.32). A ce moment, 25 % des habitants de BERLIN ne subsistaient que d'allocations chômage (L 5.5.32 - 2e page

Finalement, le 30 mai, la crise eut raison de la résistance de BRUNING dont le ministère sombra. VON PAPEN mena peut-être les conversations à Lausanne en tout cas, ^{ses} indécidesses ne parvinrent qu'à heurter les milieux industriels allemands. Ils lui reprochèrent ses projets de réglementation modérée des importations, malgré une récente élévation de nombreux

tarifs douaniers ; ils lui prêtèrent l'intention de continger toute une série de produits agricoles dans une mesure pouvant aller jusqu'à 10 % des quantités importées l'année précédente. Galvaniser l'économie, restreindre les importations n'était-ce pas là deux choses dissemblables et dangereuses pour une reprise économique (L 4.8.32 - 2e page). En octobre, les milieux industriels, toujours aussi peu satisfaits des mesures douanières, réagirent à nouveau très vivement. Contre le gouvernement (L 14.10.32); Ils furent bientôt suivis par Mgr KAAS, qui accusa VON PAPPEN "d'improvisations" économiques, de "légèretés dangereuses", en bref d'avoir semé le trouble (PM 19.10.31)

De même, LEIPART (représentant de la Fédération des syndicats socialistes d'ouvriers et d'employés) prenant la parole lors d'une manifestation publique organisée au Reichstag, s'en prit violemment à la politique économique du gouvernement. Il invectiva le programme contre le chômage, n'en vit que des mesures "illusoire" et un seul but : celui de favoriser l'économie privée (L 19.10.32 - 2e page)

Après décembre, le cabinet VON SCHLEICHER au temps des négociations commerciales franco-allemandes, n'assuma en fait qu'une transition à l'accession d'HITLER à la chancellerie. Que de paradoxes cela fit ! Le national-socialisme fut au pouvoir grâce à la crise, à l'instant où les Bourses allemandes se raffermirent, que le commerce extérieur progressait, que le chômage reculait... Et alors que maintenant la France subissait à son tour la crise économique : manifestations de chômeurs à Paris en décembre (PM déc. 31), remous dans le cartel en janvier 33 (PM janvier 33)

N'était-ce pas là un dilemme singulier ? Comment l'extension de la crise allemande s'était-elle finalement parvenue à démolir la République de Weimar ? N'y avait-il pas dans cette dangereuse évolution, comme les indices irréfutables qui eussent dû affaiblir notre confiance en l'Allemagne, éveiller notre suspicion, minimiser la voie du rapprochement ? Pendant qu'une Allemagne du bon sens amenuisée à force de se débattre contre la crise, une autre, celle du cynisme, du désordre, de la puissance nationale, de la revanche s'était dressée : vraie menace à l'équilibre intérieur allemand et à la paix européenne. En France... nous étions nous conformés à l'esprit de telles circonstances ?

b - "Pour la paix : une France et deux Allemagnes" (L 28.5.31)

Vaincue hier, meurtrie aujourd'hui par la crise, l'Allemagne pouvait-elle menacer la France d'un quelconque danger ?

"Il n'y a qu'une France, qu'une seule France sous le rapport de la volonté de paix. Mais il y a deux Allemagnes sous ce même rapport"
(...)

"Il y a deux Allemagnes, ne l'oublions pas. L'une petite, énergique, active, en l'esprit pacifique de laquelle nous croyons. L'autre -c'est l'immense et très vaste majorité- qui se prépare honnêtement, loyalement "KERNDSCHEMENT" à la révision des traités (comprenez ce que cela veut dire pour la paix)"

"Si nous avons le devoir de soutenir et d'encourager la première, nous sommes dans l'obligation morale absolue : Français, nous devons aux pauvres morts de la guerre de nous défendre contre la seconde"

(REVIRE L 28.5.31)

Au fond, de ces quelques phrases, rien ne caractérise mieux la force du **jugement** avec laquelle l'opinion publique messine s'ingénia à démontrer qu'il fallait discerner deux Allemagnes :

- l'une plutôt pacifique, vraiment censée, mais dérisoire, celle de BRUNING, celle du redressement intérieur
- l'autre, l'Allemagne triomphante, nationaliste, militariste, dangereuse, l'Allemagne folle de la puissance, de l'insolence, du nazisme.

Redoutable affrontement... situation unique dont il fallait reconnaître les dangers pour en avertir la France...

1- L'Allemagne prudente contre l'Allemagne cynique !

"La confusion allemande suscite l'inquiétude"

(L 27.1.31 - 2e page)

L'Allemagne de la concorde pouvait-elle garder sa liberté de manoeuvre, à l'intérieur pour le redressement, à l'extérieur, pour rétablir la confiance ? Pouvait-elle tenir tête à l'Allemagne violente, celle des nationaux-socialistes à tout instant en progrès ? Là était le paradoxe du combat ! Là était le secret de la vie extérieure de l'Allemagne.

Les élections de septembre 1930 avaient donné l'alerte. Mille rappels opportuns, nés d'une attention et d'une longanimité sans faille de l'Allemagne en émoi, permirent aux messins de pérenniser le dévoilement de sa dangereuse évolution.

En janvier 1931, le vrai visage de l'Allemagne se découvrit à nouveau là-bas. Ils mirent un point d'honneur inhabituel à commémorer les fêtes du 60e anniversaire de la fondation de l'Empire.

Manifestations au "caractère essentiellement militaire" élocubrations racistes "Heil, heil... Allemagne réveille-toi !"

(M 20.1.31 - 3e page)

Au Reichstag, le Dr KAHL, député nationaliste, soutint que l'Allemagne s'était toujours relevée de chaque épreuve. Puis, invectivant les traités, il s'en prit aux "charges imposées" et exigea "nos droits éternels"

"Ce n'est pas avec la guerre que nous pourrions reconstituer et conserver le Reich. Mais, si l'on nous contraignait à la sainte lutte défensive (!) nous serions à notre poste jusqu'au dernier homme" (L 19.1.31)

Le 26 janvier, la chancelier BRUNING répliqua énergiquement.

"Certaines personnalités croient qu'on peut changer la politique étrangère par des parades ; des places

d'exercices au son des fifres et des tambours"

Et il exorta le peuple allemand à tenir, malgré les charges et les réparations (L 27.1.30 - 2e page - 2e article)

Cet encouragement influença-t-il ? La réponse nous fut donnée par Paul CARET, du journal "LA CROIX". Paul CARET expliqua les difficultés de l'Allemagne, de la prospérité à l'effondrement. Abordant la politique extérieure allemande, il l'a vit toute entière en proie à une "démagogie facile"

Avec 4,6 millions de chômeurs,

"La misère a poussé beaucoup d'ouvriers au communisme. La décomposition de la classe moyenne a porté à l'hitlérisme, une masse énorme de petits bourgeois. Il faut noter qu'une foule d'intellectuels sont compris au nombre des chômeurs"

"La confusion allemande suscite l'inquiétude"
(...)

"L'Allemagne n'a pas retrouvé l'équilibre intérieur, elle n'a pas repris parmi les grandes puissances un rôle nettement défini. Cette nation de 65 millions d'hommes à nos portes est une redoutable inconnue" (L 27.1.31 - 2 page)

Dorénavant et pareillement à un accord tacite, les journaux messins ensemble, **entreprirent** de publier au jour le jour, les affrontements, ou bagares politiques dans le Reich en crise. A force, cette répétition éclaira l'on ne put mieux, sur la montée de la violence outre-Rhin, semblablement à ce que ressentirent les lecteurs et témoins de ces événements singuliers.

En voici, pour les premières et parmi tant d'autres :

"Bagarres entre étudiants à HEIDELBERG"

"La police occupe l'université"

"Nationaux-socialistes contre sociaux-démocrates"

(M 23.1.31 - 3e page)

"Bagarres entre communistes et sociaux-nationalistes"

près de HAMBourg : "2 tués" de "nombreux blessés"
(L 28.1. 2e PAGE)

Cependant que des petits "encarts" (vignettes) à gauche ou à droite du nom des quotidiens furent désormais et fréquemment utilisés. Ils facilitèrent l'insertion de petites phrases, situations, formules... etc, au caractère de sensation précédant souvent des commentaires plus élaborés.

Voyez par exemple, pour résumer les fêtes commémoratives allemandes :

"L'heure viendra où la Reichstag marchera avec nous. Les formations que nous avons instituées et instruites, s'accroissent de jour en jour dans des proportions étonnantes - HITLER" (M 29.1.31)

Une fois le discours prononcé, l'on analysa ensuite, pour le fossé à chaque instant plus profond entre le centre et les hitlériens au Reichstag. Usant et abusant du tumulte et de l'obstruction, ceux-ci allèrent jusqu'à réclamer la dissolution (L 3.2.31 2 articles)

"Attention à l'Allemagne" s'écria Henry BERENGER (dans un article repris d'"actualités") à propos de ces troubles. Repoussant l'idée d'une certaine détente en Europe, qui aurait suivi la session de la S.D.N., Henry BERENGER jugeant la situation allemande "grave" demanda de ne pas se méprendre. Et le sénateur souleva une interrogation au sujet des préparations des Nationaux Socialistes du côté des frontières de l'Est allemand :

"Un coup de force contre la Pologne ?"
"Contre le gouvernement ?"

Il expliqua que 5 millions de chômeurs, signifiaient 20 millions d'Allemands au bord de la famine :

"Quelles que soient les causes d'un pareil chômage, il crée un état d'esprit dangereux au centre de l'Europe. Le "hitlérisme" n'est que l'expression de cet état d'esprit, mélange explosif de bolchevisme et de

nationalisme"

Bien sûr il admit l'organisation solide de la Reichswehr...

"Les chefs qui la commande, GROENER, SCHLEICHER, en plein accord avec SEVERING, le ministre, ne sont pas disposés à laisser faire HITLER. Mais si elle l'emporte sur le National socialisme, ce serait une quasi dictature : jusqu'où irait-elle ? Dans quel sens agirait-elle ?"

Quant au récent chahut qui avait décontenancé le Reichstag, il vit de la part des nationaux socialistes et nationalistes d'HUGENBERG, des efforts pour renverser le cabinet BRUNING, en essayant d'obtenir la dissolution. Celle-ci leur fournirait alors le :

"prétexte d'une nouvelle agitation qui leur donnerait espèrent-ils, la majorité"

Le ministère BRUNING allait-il résister à cette poussée nationaliste ? Il lui avait déjà fallu subir la défection du parti populiste et :

"... le Reichstag, lui-même, aura-t-il assez d'autorité pour tenir tête aux mouvements révolutionnaires annoncés ?" (M 7.2.31)

Oui, dans l'immédiat !... car la motion de dissolution fut repoussée au Reichstag (313 voix contre 207) (M 8.2.31 3e pag

BRUNING put manifesté ainsi une certaine énergie, en remportant ce succès ; en mettant le Reichstag "en vacances", à cause du recours aux décrets-lois ; cela malgré une opposition non désarmée préférant partout bagarres et tueries

(M 9.2.31)

Echaudée, l'opposition quitta la salle, dans la nuit du 9 au 10, à l'occasion du vote sur la modification du règlement intérieur, qui fut donc adopté 303 voix contre 0 !

"Communistes, pangermanistes et radistes ont pratiqué l'obstruction par une véritable comédie, mais leur manœuvre fut cependant inopérante"

A trois reprises, le président COEBE avait dû lever la séance, qui s'était terminée vers les sept heures, par une "historique pantomime" (M 11.2.31)

Après leur "exode", les députés nationalistes-socialistes du Reichstag décidèrent :

- de ne plus participer jusqu'à nouvel ordre
- de repartir dans leur circonscription avec mission d'organiser le plus de manifestations possibles (L 12.2.31)

Du reste, certains nationalistes-socialistes avaient dû jeter leur dévolu dans la Palatinat. Tout avait commencé là-bas, par plusieurs arrestations de séparatistes, qui avaient été traduits devant la Cour de LEIPZIG pour haute trahison (L 7.2.31).

Avec le souci de justifier ces arrestations, la "presse allemande" avait dû alors recourir à des "inepties" :

- 1- les séparatistes avaient travaillé main dans la main avec les nationalistes français
- 2- ils s'étaient entendus avec les radicaux-socialistes et leur "organe le LORRAIN !!!" (L 10.2.31)

Il n'empêche que la fraction du parti social-démocrate au Reichstag, annonça son intention d'interpeller le ministre de l'intérieur sur la présence de "bandes armées nationalistes dans le Palatinat" où elles terrorisaient les populations rurales (c'est la Gazette de FRANCFORT qui révéla l'existence de ces

"nouvelles associations militaristes, constituées sous le nom de ORTSWEHREN, HEIMATSCHUTZ, BURGER WEHR... les membres de ces groupements auraient un uniforme gris horizon et disposeraient d'armes à feu. On apprend même que le gouvernement de MUNICH, tolérait les agissements de ces troupes de couvertures illégales"

(L 10.2.31 2e article)

Comme par symétrie, après les voix de HITLER et HUGENBERG, SELDTE, chef des Casques d'ACIER, excitait la nervosité des Prussiens, afin de les pousser à réclamer la dissolution de la Diète. SELDTE avait déjà réussi à se procurer environ 20 000 signatures pour le plébiscite (L 9.2.31)

Ce mauvais penchant entraîna encore les nationaux-socialistes à ignorer complètement les déclarations, pourtant très attendues de CURTIUS, le 10 février. La presse de droite ne publia même pas le texte de son discours (L 12.2.31) Il y avait vraiment une réelle affliction à être ministre en ces temps ! Quant aux tous derniers progrès des Hitlériens aux élections communales de BRUNSWICK, ils ne firent que renforcer la peine !
(L 3.3.31)

Et toujours la violence : "Berlin, 7 mars", bagarres sanglantes entre "racistes, communistes et socialistes", à l'issue d'une assemblée "raciste" (L 8.3.31 3e article)

Face à l'escalade de la brutalité, la KOLNISCHE VOLKSZEITUNG publia une intervention bouleversée d'évêques allemands. (COLOGNE, TREVES, MUNSTER, OSNABRUCK, LIMBOURG) Ceux-ci mirent en garde sur le danger du mouvement national-socialiste pour la foi et la vie catholique, tant que leur thèse religieuse serait inconciliable avec l'enseignement catholique (L 8.3.31 2e article)

L'appel fut-il entendu ?

GELSENKIRSCHEN :

"une bagarre entre racistes et communistes" (L 17.3.31)

"Nouvelles du Reich"

Aux "Obsèques sanglantes du communiste assassiné à HAMBURG" : un tué, après un affrontement entre la police et les communistes (L 22.3.31)

Chose étrange, à l'occasion du vote au Reichstag du budget militaire en grand progrès, les socialistes allemands refusèrent de voter les crédits... mais s'abstenant, ils laissèrent ainsi motions par motions, l'ensemble du budget de la REICHSWEHR adopter ! (PM 21.3.31)

Pareillement, ils acceptèrent une belle discrétion quand éclata la bombe allemande ou projet sur l'ANSCHLUSS
(PM fin mars- début avril)

Quel rassurant tour d'horizon politique ! Ajoutez encore à la confusion, les épurations de Hitler et de Goebbels dans leur parti (SCHUTZ, ancien lieutenant "connu comme auteur de plusieurs meurtres à la Sainte WEHME", remplaçant le capitaine STENNES renvoyé...) ... avec leur première conséquence : 400 membres des troupes d'assaut racistes ralliés à STENNES se séparèrent d'HITLER à BRANDERBURG, 1 500 à BRESLAU (L 3 et 10.4.31)...

Considérez encore la mise en minorité de FRICK, national-socialiste, à la diète de THURINGE (L 3-4.31 3e page) après un vote groupé des socialistes, des communistes, populistes et membres du parti d'Etat.

Voyez encore, la montée de la repression des excès politiques :
à Magdebourg : saisie par la police d'un journal national-socialiste et de 2 organes communistes ; l'interdiction d'une réunion prévue par les Hitlériens
à Munich : l'interdiction pour 3 mois de l'organe national socialiste "DIE FRONT" (L 5-6 avril 31)
etc...

... et l'on se résoudra peut-être à comprendre pourquoi le premier avril, le Maréchal VON HINDENBURG usa d'un "coup de force", en saisissant pour lui la prise en main du gouvernement par les bonnes dispositions des Ordonnances.

Un an après le 28 mars 1930, date de l'entrée en fonction du chancelier BRUNING, il avait fallu céder à la dissolution du Reichstag et admettre la présence nouvelle de 114 députés hitlériens. En cette période difficile, les journaux allemands du centre, "auquel parti appartient BRUNING", soulignèrent et excusèrent la décision du Maréchal. Après un an, et plus de 300 assassinats politiques, des socialistes aux démocrates, tous acceptèrent, en l'instant son recours.

A METZ, l'on vit HINDENBURG "monarchiste jusqu'à la moelle", quant à BRUNING, l'on nota sa volonté de sortir l'"Allemagne du chaos" (L 4.4.31)

Evidemment, outre-Rhin, beaucoup renâclèrent ce coup de force. Les premiers qui le firent savoir, furent les Casques d'Acier gênés maintenant dans leur liberté d'action politique en Prusse (L 3.4.31 3e page - 2e article)

En revanche, chez les extrémistes, aucune diffraction ne fut opérée à leur excès

- graves désordres à l'université de BERLIN entre étudiants nationalistes et communistes (L 3.5.31)
- bagarres entre communistes et hitlériens : une trentaine de blessés (ou ?) (L 5.5.31)
- progrès des partis extrêmes aux élections de la Diète de SCHAUNBOUR - LIPPE -L 5.5. - 4e article)
- même chose à la diète de ULDENBURG (M 18.5. - rubrique "dernière heure") ... etc

De toute façon, le maréchal ne sembla nullement donner le bon exemple... Le 19 mai, il assista en personne au lancement du croiseur A

"plus de 50 000 personnes ont participé à cette manifestation patriotique" (L 20.5. 2e page)

Puis, début juin, il laissa se dérouler la grande parade des Casques d'Acier à BRESLAU qui réunit plus de 150 000 personnes (PM 2.6.31)

Henri LORIN, député de la Gironde interpella BRIAND à ce sujet

"On dit qu'il y a deux Allemagnes, la bonne et la mauvaise c'est possible, mais je cherche la bonne. L'Allemagne pangermaniste est le plus en danger qui menace la paix de l'Europe" (L et M 10.6.31)

BRIAND rétorqua qu'il ne fallait rien exagérer... LORIN retira son interpellation (PM 10.6.31)

Mais dans le MESSIN, Jean OSSOLA, député des Alpes, continua :

"Il est regrettable de devoir se poser cette question : Si MM CURTIUS et BRUNING ont laissé se dérouler la manifestation de BRESLAU, nettement provocatrice à l'égard d'un Etat Tiers, est-ce donc qu'elle correspondrait à leur sentiment intime, ou ne se sentaient-ils pas assez forts, assez assurés de l'appui des éléments démocratiques allemands pour l'interdire ?"

Jean OSSOLA, député des Alpes Maritimes
(M 8.6.31)

On put le supposer... Aussi, l'accord à BREME de BRUNING revenant de LONDRES, déclancha-t-elle de nombreux incidents

- encore sur le paquebot "COLUMBUS", les N.S. hurlèrent :

"A bas le dictateur de la faim !"

"Allemagne, réveille-toi !"

- manifestations N.S. au passage du train : drapeaux à croix gammée : cris : à bas le chancelier BRUNING ! à bas le Dr CURTIUS !"

- tracts communistes invitant à une manifestation à l'arrivée des ministres...

- intervention de la police pour éviter une manifestation nationale-socialiste en gare de Brême... etc (L 11.6.31)

Hostilité au chancelier, doublée bientôt d'une opposition ardente contre les décrets-lois. La fédération générale des syndicats allemands ("syndicats sociaux-démocrates") haussa le ton, tandis qu'à BERLIN et MANNHEIM, des rassemblements de protestation aux décrets dégénèrent en bagarres

(M 12.6.31)

Bien sûr, la détresse du Reich expliquait en grande partie le renvoi aux décrets-lois et "l'appel pathétique" du gouvernement qui tentait de faire face à la crise. Mais l'infortune l'avait conduit à des résultats ou mesures impopulaires : déficit du budget, des communes, diminutions des traitements des fonctionnaires, impôts de crise frappant tous les salariés, taxes sur le sucre, l'essence, méventes... etc. Cette impopularité ébranlait chaque jour la République en développant l'attraction des Hitlériens.

"Ce qui nous intéresse, c'est le tollé général que ces décrets-lois ont provoqué dans tous les partis politiques du Reich et dans toutes les couches de la population. Nous avons fait allusion plus haut au danger que court la République allemande, dont les fonctionnaires vont, plus encore que par le passé, être l'objet des pressantes sollicitations des Hitlériens. A l'autre bout de l'échelle, les masses ouvrières, durement atteintes par l'impôt

de crise et la réduction des prestations de l'assurance chômage, vont tout naturellement se détourner du parti social-démocrate qui soutient M. BRUNING, comme la corde soutient le pendu pour se jeter dans les bras des communistes" (L 13.6.31)

Puis, à considérer la grande industrie, la :

"... diminution de la capacité de consommation du fait des lourdes charges fiscales qui grèvent les revenus conduiront inévitablement à la paralysie d'autres branches de l'économie..."

"... on bouche un trou pour en ouvrir au autre..."

Evoquant les décrets-lois, les grands industriels pose la question :

"Comment de la fin d'un système qui, sur une économie malade et lourdement grevée par les suites de la guerre, a voulu s'édifier un Etat-providence porté par l'idéologie socialiste ?"

Alors à METZ l'on jugea :

"M. BRUNING sait le mécontentement qu'ont entraîné les décrets-lois, il sait le tremplin qu'ils ont créé aux nationaux-socialistes et aux communistes. Veut-il préparer les élections présidentielles de 1932, c'est-à-dire le remplacement du président VON HINDENBURG par l'ex-Kromprinz ?

Ce qui est certain, c'est que le cabinet d'Empire favorise nettement les **ultra-nationalistes du camp HITLER**"

(L 13.6.31)

Et toujours les scènes de désordre : FRANCFORT, BERLIN, CASSEL (3 morts), DUSSELDORF, HAMBURG, LAUENBOURG sur Elbe...

(L 13.6.31) à l'instar des communistes. "Troubles communistes" encore à MAYENCE (18.6.31). N.S. contre communistes à BERLIN (M 22.6.31). N.S. contre socialistes à DANTZIG (L 26.6.) bagarres entre étudiants N.S. et communistes à l'université de BERLIN, après cela fermée (L 30.6) ...etc.

Devant la montée coléreuse, "en attendant 1932", VON HINDENBURG commença par donner un "appui total" au chancelier

(L 14.6.31)

D'après la Gazette de Berlin à midi, le maréchal approuva pleinement la politique de BRUNING et l'autorisa à faire cette communication aux partis politiques. Ce qui signifiait qu'aucun remaniement ministériel n'était à attendre. Une chose au moins fut confirmée, car le chancelier rencontra effectivement les principaux responsables des partis auxquels il laissa envisager l'éventualité de modifications des décrets-lois (L 14.6) Et si l'on parla de crise ministérielle, fin juin, elle n'eut pas lieu (PM fin juin)

BRUNING sembla sauver une fois de plus la mise, surtout en y incluant son hommage au projet HOOVER, et son appel au rapprochement avec la France mais :

"M. BRUNING désire le rapprochement avec la France. Qu'en pensent les électeurs allemands qui, à chaque occasion, nous signifient une volonté contraire ?"

(L 25.6.31 dans une vignette)

Mais ce qui agaça au plus haut degré les messins à ce moment, fut bien l'initiative HOOVER. La France voulait bien d'une solution, mais sans rien perdre de ses garanties (tranches inconditionnelles) Si fait, les négociations traînèrent entre les deux pays. Seule, l'Angleterre parut nous soutenir (débat aux communes le 30 juin) Enervés de l'incompréhension américaine, les journaux messins firent alors une sortie pour montrer du doigt d'où était le danger : Le Messin surtout par la plume d'Emmanuel EVAIN (député de Paris - Ancien Président du Conseil municipal) qui donna une étude approfondie du STAHLHELM de ses origines à ces jours troubles. Il insista notamment sur son emprise, sur l'embrigadement d'une jeunesse, élevée dans l'esprit des années 1914. Il prouva sa force : 138 000 représentants au congrès de HAMBURG en 1928, 130 000 à MUNICH et récemment la grande parade de BRESLAN. Il cita enfin Lloyd GEORGES aux Communes le 7 février 1922... déjà :

"L'un des dangers réels pour l'Europe, c'est que la jeunesse de l'Allemagne soit élevée et qu'elle grandisse dans des pensées de revanche. L'un des dangers, dis-je, c'est que la jeunesse d'Allemagne soit élevée et qu'elle grandisse avec l'idée de recouvrer l'ancien prestige, l'ancien ascendant, les anciennes possessions de l'Allemagne, avec l'idée de châtier le vainqueur pour les anciennes défaites infligées à l'Empire, avec l'idée de

satisfaire d'une façon générale, l'orgueil national allemand" (M 29.6.31)

Malgré tout, plus les jours filaient, plus l'on senti l'ame-
nuisement de la résistance française à l'Amérique... Le projet
HOOVER allait-il donc déboucher sur une sorte "d'accord german
américain ?" (M 7.7.) Contrarié, l'on trancha :

"Dans la mesure où la misère de l'Allemagne est cause du
renforcement des Hitlériens, nous pouvons avoir pour ces
vitupérations stupides, plus de pitié encore que de
mépris" (M 7.7.31)

Malheureusement, la France céda... N'en pouvant plus, les jour-
naux messins, bannissant toute réserve, clamèrent fort et sèche-
ment qu'une Allemagne tout en criant misère, camouflait et ré-
armait (M 9.7.31), qu'une Allemagne s'en prenait à la France
qui était la cause de tous leurs maux, alors que nous venions
de consentir des sacrifices ! (L 16.7.31)

Puis, une fois le venin craché, l'on se replia quelque peu...
Eh oui, de nouvelles conférences internationales s'annonçaient
et l'Allemagne aux abois, semblait s'en revenir à nous, alors !
Ce qui n'empêche que l'on crut bon de faire remarquer que :

"Notre voeu est que M. BRUNING ait derrière lui la
majorité du peuple allemand.

M. BRUNING en est-il sûr lui-même ?"

(L 19.7.31)

En bref, le mot rapprochement calma les esprits, au moins
jusqu'au début août, avant de connaître les résultats du
plébiscite en Prusse. A ce moment on verrait bien !

Le plébiscite en Prusse "l'Allemagne capitulera-t-elle de-
vant la Prusse" ? (M 4.9.31)

"L'assaut noir - blanc - rouge"

Vu le contexte, l'on attacha une grande importance à la consulta-
tion populaire en Prusse.

"On veut y voir une infailible pierre de touche pour l'avenir de la République allemande d'une part, du rapprochement international, d'autre part"
(...)

"A quoi cela est-il dû ? A ce fait qu'il est de première importance à l'heure actuelle de savoir qui gouverne en Allemagne. Or, un vieux proverbe qui garde toute sa valeur, proclame que, qui est le maître en Prusse est le maître en Allemagne"
(...)

"C'est bien pour cette raison d'ailleurs que l'offensive nationaliste contre le gouvernement prussien est si violente et acharnée"
(...)

"Or, le gouvernement prussien, répétons-le, est en fait la position-clé qui commande toute l'Allemagne puisque, pratiquement, l'administration et la police se trouvent entièrement concentrées entre les mains du ministre de l'Intérieur prussien"
(...)

"Donc, aussi longtemps que la coalition centriste-socialiste se maintiendra, aussi longtemps que M. Otto BRAUN et M. SEVERING seront au pouvoir, les tentatives nationalistes n'auront guère de chance de succès" (L 8.9.31)

Certes, l'on fit remarquer que le résultat espéré par les nationalistes, n'était pas acquis d'avance. Sur 27 millions d'électeurs, il leur fallait la moitié, soit 13,5 millions. Or, aux dernières élections, ils en avaient totalisé 9,250 millions. Même en ajoutant 3 millions de voix communistes, il eut manqué encore 750 000 voix (L 8.9.31)

Afin de résister à l'opposition, le gouvernement prussien rendit public un manifeste à l'encontre du plébiscite, manifeste dont la publication fut imposée à tous les journaux. A n'en pas douter la bataille allait être dure : personne n'ignorait le conflit séparant le président HINDENBURG et le gouvernement prussien ; tout le monde savait l'entente tacite entre N.S.

et communistes, comme "larrons en foire !" (L 8.9.31 -
2e article)

Quel enjeu ! Une victoire nationaliste, et c'était là ruine de la coalition au gouvernement prussien... mais se pouvait être aussi une tentative d'instauration de la dictature, et ensuite une solution radicale à la crise monétaire par :

"... une belle faillite telle que la désirent les gros industriels qui commanditent généreusement les agitations nationalistes et racistes" (M 5.9.31)

Le 9 août, eut lieu le fameux référendum... Dissolution de la Diète d'abord, élections générales ensuite, là était le risque...

Ce jour-là, "tous les éléments modérés et "censés", en Allemagne, furent inquiets. Dominant les Etats du Reich, la Prusse représentait le soutien traditionnel du gouvernement allemand. Ce dernier avait déjà été battu en brèche par la montée nationale-socialiste, témoin, leurs dernières victoires dans les petits Etats d'OLDENBOURG ~~par exemple~~ (M 9.8.31)

Un pas autrement plus grave et hasardeux allait-il être à nouveau franchi ?

Le 10, premiers échos du soulagement (PM 10.8)

"Il semble que le référendum n'atteindra pas la majorité imposée par la loi" (M 10.8)

Le 11, satisfaction nuancée... 9,784 millions de oui pour 26,339 millions de votants (PM 11.8) Mais il ne fallait point s'y tromper... Cette coalition entre communistes et N.S. avait été tentée contre nature, elle était "invraisemblable" dès le début. Très vite, les communistes s'étaient rendus compte, qu'en cas de succès du plébiscite, la lutte allait reprendre, plus violente que jamais, et contre eux !

"... alors les "moscouillons" (!) se sont abstenus pour ne pas profiter à leurs terribles ennemis" (M 11.8.)

Finalement, ce résultat ne donna qu'un masque. Il n'était pas temps de se réjouir. Des nationalistes "purs" il y en avait eu un tiers. Mais, sur les 16 millions d'abstentionnistes :

"beaucoup sont loin d'être hostiles aux progressions nationalistes des hitlériens, mais beaucoup ont jugé opportun la prudence plutôt que l'agitation électorale qui aurait fatalement compliqué la crise économique allemande"

Un besoin d'apaisement s'était fait sentir,

"dans toutes les classes de la société allemande, après la crise financière, pour ne pas inquiéter l'étranger"

(M 11.8.31)

"L'étranger est heureux d'enregistrer ce crédit à court terme, mais exprime l'espoir de lui voir succéder une confiance à long terme" (L 11.8.31)

Mais les événements qui déferlèrent au jour décisif, amenuisèrent beaucoup la portée de ce beau souhait :

"Deux officiers de police ont été tués au cours d'une bagarre..."

"Un mort et une quinzaine de blessés parmi les manifestants..."

"Nazis et communistes se saluent à coups de pavés..."

"La police berlinoise veut combattre les communistes sans pitié..."

"Réprobations de l'organisation de groupements terroriste

Ces terroristes qui le même jour, firent dérailler l'express Bâle-Berlin, croyant BRUNING et CURTIUS à l'intérieur...

(L 11.8.31)

Et la violence sévit encore les semaines qui suivirent

- N.S. contre membres de la REICHSBANNER (ou ?) (L 13.9.)

- N.S. contre communistes à Cologne (L 18.9)

- Perquisition de la police de DRESDE chez les communistes

(L 18.9

... etc.

"L'Allemagne capitulera-t-elle devant la Prusse ?"

(M 4.9.31 Pierre DELATTRE)

... l'avenir le dirait peut-être !

En septembre, BRIAND et LAVAL effectuèrent une visite officielle à BERLIN. Vu l'accueil, l'on put croire un instant le cabinet BRUNING consolidé... il n'en fut rien !

(M fin septembre)

Une nouvelle crise ministérielle allemande (octobre 1931)

"Renverser le cabinet et prendre le pouvoir : tel est le but principal du bloc national." (L 13.10.31)

Depuis longtemps, l'hostilité N.S. au cabinet BRUNING, n'était que feu. Déjà en septembre, des bruits avaient révélé que VON HINDENBURG eût reçu HITLER à ce sujet. Dans une assemblée N.S., STOEHR, vice-président hitlérien au Reichstag, avait déclaré que son parti allait faire sa rentrée dans :

"le but de provoquer la chute du cabinet BRUNING"

(L 19.8.31)

Alors dans la rue, les N.S. encouragèrent comme à l'accoutumée leur agitation, afin de monter l'opinion publique contre le gouvernement : (manifestations, bagarres... à Berlin surtout)

(PM 22.9.31)

Puis à force, ils finirent par dévoiler leur plan : fortifiées par la crise, leur acharnement aux traités avaient pris racine dans le peuple. Ils décidèrent donc de s'en prendre violemment au responsable de la politique extérieure allemande : CURTIUS. Le malheureux avait eu tort de céder aux résistances étrangères à propos du projet de l'Anschluss économique... Rapidement leur audace ébranla le cabinet BRUNING trop fragile sur son géant

Abandonné par le parti populiste, qui le força à s'en éloigner, dès le 22 septembre, l'on s'attendit à la démission de CURTIUS ! (L 22.9.31) Pour l'information, la singulière décision populiste fut suivie immédiatement de sollicitations N.S. à l'égard du centre tout entier. Cela prouva au moins, que les N.S. ne perdaient jamais une occasion de se saisir du

pouvoir . Mais le centre fit écrire dans la Germania son refus (L 22.9.31 - 4e article)

Donc, CURTIUS était délaissé. Mais, s'il demeura encore quelques jours en place, il dut ce prolongement inespéré à la France ! Eh oui, fin septembre, LAVAL et BRIAND étaient annoncés à BERLIN : chancelant, le cabinet BRUNING se devait de donner encore une certaine image de dignité ! Et pendant tout le séjour de nos représentants, comme par enchantement, les esprits se calmèrent, les partis politiques affectèrent un "désarmement provisoire" (M 3.10.31) A telle enseigne que le cabinet BRUNING tout entier apparut "consolidé" (M 3.10.31) Evidemment, il n'en était rien, car ce dernier ne vivait que par le concours des députés sociaux démocrates. Pour se conserver leur appui, le chancelier faisait en sorte de ne pas les mécontenter sachant très bien que leur défection laisserait entrer les N.S... "menace" pour la "paix" (M 3.10.31)

Une fois LAVAL et BRIAND repartis (30 septembre), la situation se compliqua sur le champ. Onze des principales associations économiques du REICH, exigèrent du ministère, le renoncement aux méthodes socialistes. Quant aux N.S., ils s'offrirent en "sauveteurs" (M 3.10.31) Et GOEBBELS déclara :

"le parti N.S. désire le pouvoir par la légalité"
(L 2.10.31)

"En attendant, l'illégalité triomphe"
rétorqua le Lorrain et cita de nouveaux affrontements entre N.S. et communistes (L 2.10.31 2e page)

Le cabinet BRUNING était en péril... par désespoir de cause, l'on en revint à la première idée : offrir CURTIUS en victime... Le 6, sa démission sembla imminente (PM 6.10.31) Le 7, l'on apprit sa perte ! (PM 7.10.31) Afin de tenir encore BRUNING profita de l'aubaine pour remanier son ministère. A METZ, les uns virent un futur cabinet de "techniciens", "plus à droite" (M 8.10.31) évoluant vers une sorte de "directoire" dont l'industrie demandait avec "obstination l'avènement" ? (M 8.10.31)

Pour les autres, plutôt un "cabinet présidentiel" plus indépendant des partis politiques :

"Ainsi disparaîtrait l'antinomie qui existait et qui a si souvent gêné le chancelier entre ses méthodes de gouvernement en fait semi-dictatoriales et le souci de conserver à son cabinet au moins une apparence parlementaire" (L 7.10.31)

Mais d'emblée, la formation de ce nouveau ministère rencontra des difficultés. Le 8 octobre, BRUNING fit publier une liste de noms pressentis : lui-même, gardait les Affaires étrangères GESSLER (ancien ministre de la guerre) avait l'Intérieur, GROENER, la Reichswehr, DIETRICH, les finances...

(PM 8.10.31)

"Tel qu'il se présente, le nouveau cabinet BRUNING va heurter à la foi l'opposition des socialistes unifiés et les droites coalisées" (populistes, conservateurs, nationalistes, hitlériens)

Ceux-ci réclamant un gouvernement :

"... de pure opposition nationale" et de "lutte ouverte" contre le syndicalisme (M 9.10.31)

La chance d'aboutir était

- maigre, car ce remaniement avait été forcé sous la pression de "généraux" de la Reichswehr, des "grands capitaines de l'industrie" et des hommes politiques de droite. Qui plus est, le président HINDENBURG, y avait exercé un :

"... rôle terriblement actif et grave de conséquences" (M 9.10.31)

Cette affirmation trouva du reste sa confirmation dès le lendemain où l'on apprit que le président allait recevoir HITLER (L 10.10.31) HINDENBURG, GROENER, HITLER : il n'y avait rien de bien rassurant

"Le nouveau cabinet BRUNING" (titre)

"Vers la dictature militaire. Fidèle aux injonctions du président VON HINDENBURG, le chancelier BRUNING confie le portefeuille de l'intérieur au général GROENER, ministre de la Reichswehr" (L 10.10.31)

BRUNING allait-il tenir le coup ?

Même s'il réussissait à constituer son ministère, BRUNING n'eût pas été au bout de ses peines : il devrait encore affronter le Reichstag.

Mais avant, il lui fallait :

"... arbitrer le conflit qui domine actuellement toute la situation politique allemande qui met aux prises la grosse industrie et les syndicats ouvriers. Les gros industriels allemands, qui ont nationalisé à outrance et fait en somme du socialisme étatiste sous le nom d'économie dirigée, prétendent revenir, aujourd'hui, que ce système a mal tourné, au principe du manchesterianisme. Ils demandent au gouvernement de leur laisser la liberté de réduire les salaires de 50 % afin de pouvoir profiter des embarras de l'Angleterre pour supplanter l'industrie britannique sur les marchés étrangers" (L 10.10.31 3e article)

Evidemment, les syndicats résistèrent, tout comme BRUNING, qui s'il prenait la suite du patronat, entrainerait la mort du centre catholique. Ne pouvait-il pas rompre avec les partis de "conservation" ? Sa politique consista :

"... à laisser patrons et ouvriers autour d'une table"

"Finalement, le chancelier BRUNING a eu plus de succès au dehors, cependant qu'en Allemagne le parti hitlérien subjugué les foules"

"Malheureusement plus le mal s'aggrave en Allemagne, plus sa situation politique devient instable. En effet, chaque chômeur nouveau est une recrue soit pour le parti communiste, soit pour le parti hitlérien, qui est comme l'aile droite du parti communiste"

"On s'étonne en France que l'hitlérisme continue à progresser, mais on oublie que les masses en Allemagne ne possèdent rien et n'ont donc aucun intérêt à la préservation de ce que nous appellerions l'ordre établi"

"HITLER leur dit que quand il sera au pouvoir, il confisquera la fortune des juifs et la distribuera aux travailleurs. Il ajoute qu'il supprimera les banques que pour ne garder qu'une banque d'Etat, de même, il supprimera les grands magasins pour permettre aux petits de vivre"

(L 10.10.31)

"Le pacte d'alliance" de BAD HARZBURG contre BRUNING

(L 12.10.31)

Le 10 octobre, le président HINDENBURG reçut HITLER. Le 11, les Hitlériens se réunirent à HARZBURG, afin d'élaborer une stratégie pour précipiter la chute du 2e cabinet BRUNING et d'assurer la responsabilité du pouvoir (PM 10 et 11.10.31)

"HUGENBERG, HITLER et le Dr SCHACHT constituent un front unique en présence d'un fils de l'Empereur"

(titre L 12.10.31)

"La station balnéaire de BAD HARZBURG (Etat de BRUNSWIG et aujourd'hui le siège d'une réunion des nationaux allemands "Casques d'Acier" et hitlériens qui doivent adopter un pacte d'alliance, qui scellera officiellement une union depuis longtemps réalisée par les faits"

(L 12.10.31)

Au tour d'HITLER et de tous son état major, on nota la présence de quelques membres des familles régnantes, notamment le fils du KRONPRINZ, encadrés par un bataillon d'anciens généraux et amiraux. L'on y entendit surtout un violent réquisitoire de HUGENBERG qui s'en prit à l'action commune du marxisme et du capitalisme européens ; qui attaqua la France et l'Amérique, les accusant de vouloir unir leur or ; qui fustigea LAVAL, accusé de tenter d'imposer ses vues sur le désarmement à l'occasion de son voyage en Amérique.

Suivie la lecture de la résolution commune décidée par les pactes de l'opposition ou front national :

- être prêt à assumer la responsabilité du pouvoir dans le Reich et en Prusse;
- démission des gouvernements BRUNING et BRAUN;
- hostilité à tout gouvernement formé contre la volonté de l'opposition nationale;
- abrogation des pleins pouvoirs donnés à ces gouvernements et nouvelles élections immédiates (L.12.10.31)

"... le moment est venu de prendre le pouvoir politique, les hitlériens iront au Reichstag pour renverser BRUNING le Parlement sera dissout et les élections auront lieu le 8 novembre, 13 e anniversaire de la République"

(L 12.10.31 d'après les propos du député N.S.
FRICK)

SELDE, au nom du STAHLHELM apporta un témoignage de loyalisme à l'oeuvre d'opposition nationale ;

DUSTERBERG proclama une fois de plus le droit de l'Allemagne à s'armer...

SCHACHT critiqua les erreurs commises par le gouvernement actuel et ses prédécesseurs dans le domaine économique. Il releva l'endettement réel et non celui avoué. Il reprocha la multitude des décrets-lois, freins à la reprise économique et termina en disant :

"L'Allemagne ne trouvera d'appui à l'étranger que lorsqu'elle se décidera à s'aider elle-même"

Puis HITLER intervint pour dénigrer tous les hommes d'Etat allemands, les divisions internes développées par eux "malheurs de l'Allemagne"... Il s'acharna contre BRUNING, et, en abordant les problèmes extérieurs, il reprit, en menaçant :

"La collaboration sera impossible tant que demeurera l'hégémonie de la France du Traité de Versailles. Le parti N.S. est prêt à assurer le pouvoir et à allier aux nationalistes d'Europe pour combattre le bolchévisme, mais dès que le Traité de Versailles sera détruit"

(L 12.10.31 2e article)

Après le serment de fidélité au programme N.S., un tonnerre d'acclamations s'éleva au dehors (L 12.10.31)

A METZ, l'on fit une dernière analyse :

HITLER : "... qui semble s'être enrôlé définitivement dans les rangs des milieux industriels et économiques de droite dans leur lutte contre ce qu'on appelle ici le "syndicalisme marxiste" (L 13.10.31)

Et puis vint le grand jour au Reichstag ...

"le sort de l'Allemagne se joue"

"la lutte engagée au Reichstag" (M 14.10.31)

"L'épreuve du cabinet BRUNING" (L 15.10.31)

Le 13 octobre, BRUNING donna lecture de sa déclaration ministérielle :

- concentration des pouvoirs de l'Etat à cause de la situation de détresse
- poursuite de la politique dans l'esprit des récents entretiens internationaux (avec un appel à la collaboration internationale, et le souhait d'un éclaircissement définitif de la questions des réparations)
- préparation d'un programme économique
- exhortation à l'esprit de sacrifice
- condamnation des excès oratoires (du dimanche)

(PM 14.10.31)

Le chancelier avertit qu'un gouvernement nationaliste n'était pas possible. Il insista en démontrant que cette seule hypothèse risquait une panique au sujet de la Reichsbank. L'opposition gouvernementale, si elle était normale, devait se fixer des limites. L'on avait nullement besoin d'une perte de confiance des Allemands en leur monnaie (L 14.10.31)

Cela répété, l'on s'attendit à des débats aux allures d'engagements très vifs :

"Ces joutes oratoires passionnées seront les soupapes par où s'échappera à jet continu le trop plein de sur-excitation qui menace actuellement le Reich de désordres révolutionnaires" (M 14.10.31)

Le 14 octobre, "HITLER et racistes" reprirent leur place au Reichstag. A leur arrivée, FRICK en tête, le chancelier quitta la salle. Puis ce fut le long défilé des porte-paroles des partis politiques. Outre les nationalistes, chez nous l'on accorda beaucoup d'importance au député BREITSCHIED (socialiste) qui commanda de "... barrer la route aux fascistes", et exprima combien il était impératif de rechercher la confiance à l'intérieur comme à l'extérieur pour sortir de la crise.

Il fut au moins entendu que le centre, qui reitéra ^{serait} son soutien à BRUNING, lui permettant d'escompter un succès. En revanche, DINGELDEY, chefs des populistes, annonça la défection de son parti (L 16.10.31)

La déclaration ministérielle fut approuvée par 294 voix contre 270. Parmi l'ensemble des motions votées auparavant, l'on releva notamment plusieurs refus :

- repoussement (321 contre 233 et 16 abstentions) d'une motion de défiance contre GROENER, ministre de l'intérieur
- repoussement (320 contre 252) d'une motion N.S. et communiste en faveur d'une dissolution du Parlement
- 336 voix contre 325 pour s'opposer à une motion N.S. et nationaliste, demandant l'abrogation de toutes les ordonnances de détresse
- non-acceptation d'une motion communiste (392 contre 211 voix) demandant la suspension de la construction des croiseurs B et D ! (L 17.10.31)

La victoire de BRUNING

A l'annonce de la victoire de BRUNING, les "nationaux" quittèrent le Reichstag (PM 17.10.31)

"Comment a vaincu M. BRUNING ?"

"25 voix de majorité (...)"

"(...) celles du parti économique dont on ignorait jusqu'au dernier moment s'il voterait pour ou contre"

"Depuis un certain temps, on peut suivre les tractations du parti économique entre des éléments de droite et le chancelier BRUNING, se rangeant finalement du côté de ce dernier, convaincu qu'un gouvernement nationaliste ne serait pas viable en Allemagne dans les circonstances actuelles"

Enfin, BRUNING jet~~ta~~a un violent réquisitoire à la figure des populistes, qui en demandant la démission de CURTIUS, avaient entraîné la révision du cabinet (L 19.10.31)

Une fois revenu de ses fougues, le chancelier et son gouvernement nouvelle manière, s'afférèrent à organiser des "secours d'hiver" sous forme de dons, dans le but de venir en aide aux deshérités (L 21.10.31) Juste avant, BRUNING fit savoir sa volonté de présider la section allemande de la commission économique, dont la liste fut rendue publique (PM 18.10.31)

Pendant que les uns faisaient diligence à bâtir des choses ~~humainement~~ constructives, d'autres attisaient la discorde. A BRUNSWICK, les Hitlériens tinrent leur congrès. Ils provoquèrent de graves incidents, allant jusqu'à des "représailles" (L 18.10.31), des "expéditions punitives" (M 19.10.31) dans les quartiers ouvriers, faisant de nombreux blessés.

Au milieu de ce tumulte politique, il fallait bien y comprendre quelque chose. René PINON, dans sa chronique de quinzaine de la "Revue des Deux Mondes" proposa une synthèse explicative de la situation allemande (M 23.10.31)

Il jugea l'avenir "incertain". Pour commencer son analyse, il cita HUGENBERG, et ses déclarations au congrès du parti nationaliste allemand à STETTIN.

- au plan extérieur, HUGENBERG y avait défendu la Paix avec la "place au soleil" : destruction du Traité de Versailles, colonisation allemande à l'Est aux dépens de la Pologne;
- au point de vue économique, extension du protectionisme, développement des exportations, en résumé "séduire les masses" par la supériorité économique allemande;
- en politique intérieure : alliance avec HITLER et les Cas-

ques d'Acier ; ultimatum à BRUNING : "laisser la place aux plus forts"

René PINON reprit :

"Si le gouvernement ne comprend pas cet avertissement" il y risquera la "guerre civile"

Quant au centre, après les dires de VON PAPEN le 4 octobre ("l'une des personnalités les plus en vue du Centre") il le vit "vasciller" entre la sociale-démocratie ou la droite. A l'instar de ces deux dernières tendances, PINON, confronta la baisse des socialistes "BEBEL a perdu son siège à HAMBOURG au profit des N.S." et le succès de la droite.

Il termina en mettant l'accent sur le recul de tous les autres partis, exceptés les communistes, et conclut en tirant la leçon :

"On a persuadé le peuple qu'il est victime de l'étranger, on a brisé son ressort moral et le peuple est prêt à se confier aux agitateurs qui lui apportent de brillantes promesses"

"Lors de la visite à BERLIN, nombre de journaux ont trouvé une nouvelle occasion d'ajurgations, de nouveaux appels à la France victorieuse pour la révision des traités... c'est donc toujours la même impasse"

(M 23.10.31)

Les jours plus tard confirmèrent en tout cas, les progrès N.S. à travers diverses élections municipales : DESSAU, BERNBOURG, COETHEN... (M 27.10.31)

Se sentant de plus en plus fort, HITLER rendit alors deux visites à VON SCHLEICHER, au ministère de la Reichswehr. On y vit surtout l'amorce d'un rapprochement de HITLER avec certains milieux gouvernementaux, VON SCHLEICHER, passant pour y avoir une grande influence. HITLER voulait-il affirmer, au plus proche de GROENER, qu'il ne "jouera jamais d'illégalité ?" qu'importe ! Tout cela laissa sous-entendre sa volonté d'une prise de pouvoir (L 30.10.31)

Exécrables à l'intérieur, par la multitude de leur conflit, ou bagarres, contre les communistes surtout (L 30.10.31), le

N.S. prouvèrent leur détermination. Bientôt, ils la crièrent
Le député STOEHR, conçut une collaboration avec le Centre, si
ce dernier consentait à échapper "aux griffes scélérates du
marxisme"

Et déjà, FRICK prophétisa :

"Quand le parti N.S. aura pris le pouvoir, il fera, en
24 heures, disparaître le marxisme, non par la voie lé-
gale, mais par l'explosion de la colère du peuple"

(L 1-2.11.31)

A n'en pas douter, c'est sous cet angle d'un développement sou-
nois et haineux du N.S., que GUERNUT, député de l'AISNE, qua-
lifia la situation du Reich comme "pessimiste". Il ne crut pas
que le ministre BRUNING eût pu garder le pouvoir : comment
restaurer le crédit de l'Allemagne, en l'absence de sommes
colossales qu'aucun pays au monde n'aurait consenti à prêter.
Alors, il ne trouva pas de solution pour éviter la crise fi-
nancière

"Et quand elle se sera produite, c'est la perspective
du gouvernement hitlérien"

"Il paraît qu'à Paris, en ce moment, les émissaires
d'HITLER s'occupent à rassurer sur ses intentions les
milieux dirigeants politiques et financiers. Ils assu-
rent notamment que rien ne sera changé dans la politique
extérieure du Reich du fait de son arrivée au pouvoir.

D'autre part, ils insistent sur ce point que, seul un
gouvernement fort pourra prendre des mesures énergiques
que nécessite la situation" (L 3.11.31)

A ses interrogations invariablement répondirent les mêmes dua-
lités :

- rixe entre nazis et communistes à Berlin (2 communistes
tués, un blessé grave)
- nouvelles victoires hitlériennes aux élections, après
HAMBourg et ANHALT, maintenant SCHWERIN dans le MECKLEMBourg

(L 3.11. 2 ARTICLES)

... idem : agitation NS dans les universités à HALLE, BERLIN,
MUNICH et dans d'autres villes suivant un plan déterminé

(L 6.11.31)

... bagarres entre "racistes" et communistes à MAGDEBOURG
(L 10.11.31)

BERLIN, près de HAMBOURG (un mort, 6 autres grièvement blés-
sés) à LUGAU près de CHEMNITZ (1 mort, 15 blessés)
(L 13.11.31)

Bataille entre nazis et membres de la Bannière d'Empire dans
le HOLSTEIN (1 mort) (L 11.12)... Collisions sanglantes entre
N.S. et communistes à DARMSTADT, à HOFFENHEIN (10 grièvement
blessés) (L 15.11.31). Chose surprenante, et pour cause :
HINDENBURG refusa de recevoir des nationalistes en audience au
sujet des meurtres politiques dont plusieurs N.S. avaient été
d'après eux, victimes ! (L 14.11.31)

Et pendant ce temps, les élections à la Diète de HESSE furent
un triomphe pour les hitlériens qui doublèrent, voire triplè-
rent leurs voix obtenues en 1930 (PM 16-17.11.31)

La surexcitation hitlérienne fut à son comble

"Avant la dictature hitlérienne, il y aura peut-être
une tentative de gouvernement de concentration de droi-
te, les centristes s'allieront aux nationalistes
d'HUGENBERG et d'HITLER, contre les socialistes et
les communistes" (M 18.11.31)

Debut novembre, BRUNING avait déjà essayé d'empêcher la tenta-
tion centriste, en condamnant toute idée de coalition politi-
que du centre avec les hitlériens. Mgr KAAS fut directement
visé... La politique allemande ne pouvait se livrer à de telle
expériences (L 6.11.31)

Mais le jeu électoral dans cette fournaise politique consu-
mait à chaque consultation les partis moyens aux profit des
extrémistes de droite et de gauche.

HITLER voulait établir "sa dictature" (M18.11.31)

"La dictature hitlérienne ne respectera pas les traités
et les pactes internationaux, ni les engagements finan-
ciers avec la France et l'Allemagne ou l'Amérique, ni la
politique de paix, ni de désarmement"

"La dictature hitlérienne lancera aveuglément l'Allemagne dans toutes les aventures à l'intérieur comme à l'extérieur" (M 18.11.31)

"L'Allemagne n'est pas seulement en mal d'argent. Ce qui lui manque le plus, à l'Allemagne, c'est la croyance à de grands et justes principes de vie, à des idées morales universelles"

"L'intellectuel ne croit plus à la philosophie de KANT, ni à la raison. Aussi l'extrémisme règne en maître"

"Communistes et nationalistes se partagent les adorations et les suffrages des générations qui montent à la vie..."
(...)

"L'accession que nous croyons proche des Hitlériens au pouvoir en apportera une preuve nouvelle et chargée de périls"

"Seul, le catholique tient bon dans ce magma de poussées anormales et brutales. Sa configuration politique, le centre est le seul parti qui ne se fasse pas trop grignoter par les extrémistes (...) "La brisure de la Réforme, après avoir exalté les nationalistes des Etats, en tête celui de la PRUSSE, est aujourd'hui préjudiciable à l'Allemagne qui ne sait plus où accrocher l'ancre. Hier encore, dans l'Etat de HESSE, les élections ont prouvé ce que nous avançons tout à l'heure : la suppression par la volonté aveugle du peuple, de tous les partis moyens en dehors du centre

C'est le triomphe de l'internationalisme et de l'hitlérisme"
(CH; RITZ L 22.11.31)

Le péril devenait évident : les N.S. enregistrèrent la 700 000 e cartes d'adhésion à leur parti (L 3.12.31- 2e page) Cependant qu'ils fomentaient un peu partout mille actes de violence. A ZWICKAU, ils s'en prirent aux communistes, mais aussi aux Républicains et aux membres de la Bannière d'Empire. (20 blessés) (L 1.12.31) Scènes de désordre à BERLIN entre eux et les communistes (L 5.12.31) etc...

On eût dit qu'HITLER était déjà au pouvoir !

"L'opinion publique étrangère se demande aujourd'hui avec raison, qui de BRUNING ou d'HITLER gouverne effectivement l'Allemagne" (M 9.12.31)

Débâcle morale et politique, situation intérieure tragique, menaçante, redoutée : le péril allemand risquait l'épouvantable explosion. Pour le salut de l'humaine condition chaque jour baffouée, la fédération générale des syndicats socialistes, chrétiens et démocrates, lança un appel pathétique pour rétablir la confiance, retrouver l'apaisement, car :

"la détresse du peuple, le chômage manifestent l'appauvrissement des classes moyennes, préparent en Allemagne le terrain à un état d'esprit de désespoir qui favorise, chaque jour davantage la guerre civile, latente. Après avoir constaté l'ineptie de ces luttes intestines qui divisent ceux que la misère devrait unir, les syndicats adressent un appel à tous ceux qui, à cette époque, de démagogie irresponsable et de menaces brutales, ont gardé le sens des responsabilités, le courage et la lucidité d'esprit"

Et ils les invitèrent à prendre place dans les rangs de ceux qui :

"... combattent pour le droit et la liberté, contre la terreur et la violence"

A METZ, l'on se félicita de ce manifeste, scellant une fois de plus l'union des organisations ouvrières "dans la lutte contre le régime de terreur des fascistes"

"Il est destiné à marquer au gouvernement, la volonté des milieux socialistes, chrétiens et démocrates de résister à la vague nationale-socialiste et sans doute aussi, à l'inciter à soutenir cette action d'une façon plus énergique" (L 6.12.31)

A la soif du pouvoir d'HITLER "l'autre" Allemagne, malgré ses faiblesses, s'efforçait de lui opposer une dernière étincelle d'héroïsme. La VORWARTS titra un éditorial qui, sans être désespéré, n'en fût pas moins alarmant

"BRUNING défends-toi ! HITLER ne gouvernera jamais !"

Signé par les socialistes, les syndicats, la Bannière d'Empire et diverses organisations sportives, le texte voulut solidifier la formation d'un front unique, contre lequel le gouvernement eût pu s'appuyer pour combattre le fascisme. La classe ouvrière exprima aussi son inquiétude devant la passivité du gouvernement. Et tous, avertirent de ce que la grosse industrie avait déjà prédit la chute prochaine de BRUNING, s'il ne réussissait pas une percée à l'Ouest, à travers des accords internationaux (L 7.12.31)

Mais rien ne désarmait HITLER. La Gazette de VOSS, reconnut que ses déclarations dérangeaient fort l'étranger. LONDRES par exemple, regardait avec sympathie la révision des traités et du pacte des réparations, mais les méthodes imputables à un éventuel régime fasciste, ne la rassurait absolument pas :

(L 7.12.31)

Avec la ferme intention de tranquilliser, HITLER fit alors envoyer des émissaires pour clamer partout que l'Allemagne ne voulait pas la guerre (7.12.31)

"Tellement il sembla sûr d'être le maître de l'Allemagne avant la fin de 1932. Déjà la futur dictateur négocie avec les puissances étrangères" (M 7.12.31)

Un de ses représentants, le Dr. ROSENBERG, arriva à Londres. Il y fut bien reçu par les conservateurs, pour prétendre que :

"... le triomphe hitlérien aurait pour conséquence d'annuler le développement de la propagande soviétique" ce qui était pour lui

"un excellent exemple pour toute l'EUROPE" (M 7.12.31)

Dans une autre direction, "nationalistes et racistes" entreprirent une "tourné de propagande" afin de préparer la Conférence du Désarmement. Là au moins, l'on n'avait pas de

souci à se faire :

"... ils trouveront à GENEVE des alliés contre la France"
(M 7.12.31)

Dans l'ensemble, l'étranger ne prit pas vraiment au sérieux, leurs menées pour la conquête, d'après eux imminente du pouvoir. Mais les milieux politiques autorisés affectèrent une "mauvaise humeur" (L 8.12.31)

En Lorraine, l'on se méfia des pronostics politiques : en 1930, les réflexions avaient attribué 50 députés "racistes", il y en avait eu 107 !

"On a parlé de feu de paille, toutes les élections partielles qui ont eu lieu ont marqué le triomphe des racistes"

Temoin, leurs derniers succès à BRESLAU (75 % des voix et dans le WURTEMBERG (L 8.12.31) (Là ils doublèrent leurs voix)
(M 8.12.31)

Cette fois, en Allemagne, les Républicains finirent par sortir de leur réserve. Pour appuyer BRUNING, et son ordonnance "tryptique" (problème des prix et des salaires, finances publiques, mesures politiques exceptionnelles), ils recoururent aux grands moyens. BRUNING radiodiffusa ses nouvelles mesures, en expliquant le "sens" et la "portée des nouveaux sacrifices demandés", HINDENBURG accepta de parafer la "grande ordonnance d'hiver" et GROENER usa de l'intimidation (L 8.12.31)

Il fallait bien réagir, car l'agitation hitlérienne tous azimuts, développait leur importance, augmentait le nombre de leurs adhérents, et poussait au "paroxysme l'esprit revan-
chard" (M 7.12.31)

L'on se plut à démontrer leur récente emprise sur les Casques d'Acier et leur client, le Colonel DURSTERBERG. Et l'on voulut relever que le parti hitlérien, n'était pas seulement un parti électoral, mais un "parti de coup d'Etat", un parti aux nombreuses équipes instruites militairement. (M 7.12.31)

Enfin, l'on mit en garde contre le ralliement désormais complet des populistes (L 8.12.31), et l'attitude ambiguë du Zentrum, prêt à nouer avec HITLER des alliances politiques et

électorales (M 7.12.31)

Gustave HERVE (de Victoire et Paris-Midi) et Pierre BERNUS (journal des Débats) se demandèrent si l'ascension du mouvement hitlérien ne risquait-il pas de déborder le gouvernement BRUNING. "Alors qu'arriverait-il ?"

"HITLER au pouvoir, gouvernera avec les décrets, licenciera le Reichstag, pourchassera les communistes, selon le voeu de ses commanditaires, les chefs de la grande industrie et imitera en tous points les méthodes gouvernementales de MUSSOLINI, dont il se proclame le disciple. Il utilisera en politique extérieure les jalousies et les inimitiés qui se dressent contre la France, surtout depuis que la plus grande partie de l'or mondial afflue dans nos caisses. Puis, il réclamera la révision des traités, le retour à l'Allemagne d'EUPEN et MALMEDY, et le dépècement de la Pologne au profit de l'Allemagne et de l'Autriche, la restitution de ses colonies à l'Allemagne, aucune revendication croyons-nous en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, malgré les avances que font actuellement à HITLER les chefs autonomistes alsaciens"

(M 9.12.31)

L'enjeu devait être décisif et irrémédiable. Est-ce cette crainte qui remonta BRUNING ? En tout cas, il y puisa l'audace et tenta une sortie hardie autant que arrogante.

"Le chancelier BRUNING contre l'aventurier HITLER"

(L 12.12.31)

"BRUNING contre les Hitlériens. La manoeuvre n'est pas mauvaise mais on la voit trop : et nous ne sommes pas obligés de nourrir grande confiance en cette énergie à retardement" (M 13.12.31)

Le 9 décembre 1931, le chancelier BRUNING prononça un discours qui fit "forte impression en Allemagne comme dans le monde"

(M 10.12.31)

Il supplia la compréhension et l'aide internationale, puis, s'adressant au peuple allemand, il l'exorta à se détourner des rêveurs, des romantiques et des illusionnistes qui le trompaient. Eux au pouvoir, ils conduiraient le Reich tout droit à la mort
(M 10.12.31)

Ce discours fut interprété par tout le monde, comme :

"Un avertissement à HITLER" (L 10.12.31)

"Une déclaration de guerre à HITLER"

BRUNING avait dit notamment :

"le gouvernement ne tolère aucune autre puissance que la puissance constitutionnelle" (L 10.12.31)

"BRUNING, à qui on reproche d'avoir trop de patience, est enfin sorti de sa réserve" (M10.12.31)

Républicains et catholiques applaudirent et crièrent "bravo". Cependant que l'on apprit que Mgr KAAS avait été convoqué à la curie romaine. A n'en pas douter, le Saint-Siège avait dû lui signifier son hostilité à toute coalition entre le Zentrum et les nazis (M 10.12.31)

D'après la VORWAERTS, qui parla de "déclaration de guerre" la sociale-démocratie, "... qui était sur le point de passer toute entière à l'opposition"...

exprima sa satisfaction. Sans doute, y avait-il le problème de l'abaissement des salaires, mais elle finirait peut-être

"... par avaler le nouveau décret comme elle a avalé les trois précédents" (M 10.12.31)

(...)

"les partis bourgeois, eux-aussi, pour autant qu'ils ne sont pas inféodés à HITLER, félicitent BRUNING d'avoir saisi l'occasion pour dire enfin son fait au tribunal nationaliste et l'on ajoute que si les choses sur le plan international s'arrangent, HITLER et ses partisans n'auront jamais la moindre chance d'obtenir 51 % des suffrages populaires"

(...)

"Tout semble indiquer que vis-à-vis de la politique d'assainissement et de redressement décrété par le cabinet, les partis éviteront de créer à celui-ci des difficultés superflues, ou d'entraves à la réalisation du programme, qui somme toute n'a d'autre but que de rendre à l'Allemagne sa liberté d'action politique et économique, et de régénérer ses finances" (M 10.12.31)

BRUNING avait voulu se montrer ardent, ferme, résolu, mais le dessous de choses il le savait mieux que personne. Au lendemain de son discours, la "33e compagnie d'assaut" N.S., lança "une attaque noire" contre les communistes à BERLIN (1 mort, des blessés). L'on fit remarquer que dans toutes les collisions, les agresseurs étaient toujours les N.S. "parti de la terreur" (M 11.12.31)

"le gouvernement est incapable de freiner l'ardeur au meurtre des nazis, parce que la tâche se révèle au-dessus de toutes les forces humaines" (...)

Mais il n'en était pas moins résolu à :

"... user tous les moyens à sa disposition pour faire respecter ses décisions"

Par exemple, il fit interdire pour 8 jours la ROTEFAHNE et l'ANGRIFF pour avoir fait publier des articles nuisibles à l'ordre public (à Berlin) (M 11.12.31)

Dans le domaine proprement politique, BRUNING se persuada du soutien de la Sociale-démocratie, contre les motions "racistes" et communistes, réclamant la convocation du Reichstag et l'abrogation du récent décret-loi. La Sociale-démocratie :

"... progrès du futur dictateur, en groupant derrière lui les éléments d'ordre et en suscitant en Allemagne une volonté collective de se sauver hors des solutions désespérées des hitlériens"

"S'il réussit, il pourra être épargner à l'Allemagne une révolution et restaurer sa monnaie... en même temps que de donner une bonne impression aux experts réunis à Bâle" (M 11.12.31)

Là, c'était en demander trop ! Si les hitlériens eussent seulement compris combien leur agitation était déplorable aux intérêts de l'Allemagne... mais :

"... alors que les entretiens préliminaires qui ont précédé la réunion du comité de BALE ont révélé à nouveau l'importance des difficultés et ont montré quelle montagne de méfiance il reste à éliminer entre l'Allemagne et la France, voilà que les premières difficultés surmontées les prises de position d'HITLER, restreignent considérablement la capacité d'action du Reich"

"La diplomatie privée d'Hitler intervient maladroitement. Tandis que l'Allemagne se trouve engagée dans des négociations internationales importantes, aucun gouvernement ne peut défendre la cause allemande avec des chances de succès, si à côté de lui ou derrière lui, d'autres éléments cherchent aussi à s'imposer devant l'étranger"

(KOELNISCHE VOLKSZITUNG)

dans le Messin 12.12.31)

Sortie du chancelier, campagne de la presse centriste, centre qui crut bon d'ajouter qu'il croyait plus en BRUNING qu'en HITLER (M 12.12.31), il ne restait qu'à attendre la réplique. Le 12 décembre, HITLER fit une déclaration remise à la presse américaine. Présentant son programme de politique extérieure, il prolongea en déclarant :

"Mon parti n'est pas un mouvement de désespoir, mais un mouvement d'espoir. Nous sommes persuadés que nous pouvons prendre le pouvoir en Allemagne par des moyens légaux. Notre devise sera alors : donner au monde ce qui lui est réellement dû, donner au peuple allemand ce que, en temps que peuple souverain, il doit avoir pour vivre" (L 13.12.31)

Ses propos inspirèrent certainement l'opinion messine qui s'interrogea :

"HITLER voudra-t-il prendre par lui-même le pouvoir, ou se contentera-t-il pour le début, tout au moins, de s'associer aux centristes, aux nationalistes d'HUGEN-

BERG et à quelques autres petits groupes, pour constituer un ministère de concentration ?" (M 17.12.31)

L'on jugea HITLER suffisamment "habile" pour ne pas commettre d'erreur politique. En septembre 1930, il avait réclamé l'Intérieur et le ministère de la guerre. Maintenant que ses forces avaient plus que doublé, il désirait aussi les Finances, les Affaires Etrangères. L'on expliqua que le parti hitlérien était avant tout une forte organisation : un million d'adhérents (dont 300 000 bien armés, les troupes d'assaut) et derrière lui, 12 millions d'électeurs fanatiques.

"Le jour où HITLER prendra le pouvoir, soit par la force, soit en vertu des règles parlementaires, le risque d'incidents violents n'est pas exclu"

Et l'on rappela les organisations républicaines (200 000 adhérents) la Reichsbanner (150 000), les soldats d'élite de la Reichswehr et de Schupo (...)

"C'est sans doute cette perspective qui fait réfléchir HITLER et qui l'amène à retarder le moment de son arrivée au pouvoir. Il attend d'avoir une majorité encore plus grande avec lui, au détriment de la sociale-démocratie ; déjà bon nombre de centristes (Mgr KAAS) marquent bien l'orientation du Zentrum vers la droite hitlérienne" (M 17.12.31)

Menacée, attaquée, la sociale-démocratie avertit fort et haut d'où venait le danger. Juste avant Noël, les socialistes créèrent un bureau de défense contre le "terrorisme raciste". Dressant un bilan chiffré, ils étaient émus des faits odieux et répréhensifs :

1424 actes de violence, dont 62 cas de mort et 320 blessés à la charge des nazis depuis 1929 ! (M 21.12.31)

C'est pourquoi, malgré de lourdes réserves à cause de l'ordonnance de détresse des sacrifices, des problèmes sociaux aigus ..., la sociale-démocratie accorda sur "appui inconditionnel" à BRUNING. En même temps, elle mit en garde contre une crise politique qui "ne ferait qu'augmenter la confusion d'une situation aussi difficile" (L 16.12.31)

Sage réserve, admirable conduite, noble résistance... mais combien différente fut la réplique hitlérienne, insolente, brutale, déraisonnée. HITLER répliqua à BRUNING, que jusqu'ici, la politique allemande, à l'intérieur, comme à l'extérieur, n'avait vécu que "d'illusions"

"Si l'activité des N.S. paraît insupportable, qu'on leur évite de discerner et qu'on leur donne le pouvoir.

Le parti est prêt à agir et à assumer les responsabilités"

(...)

En guise de conclusion, il défendit que les répercussions de la dernière ordonnance aideraient encore au succès de son parti

(L 17.12.31)

Décidemment, l'impatience du pouvoir les rendait comme fou. En Saxe, ils perturbèrent afin de provoquer la dissolution de la Diète (L 17.12.31) et leur dernier exploit, dans le BRUNSWICK où ils régnaient "en maître" (L 23.12.31 - 2e page) fut d'acquérir l'ancienne fabrique d'armes BURGMULLER (à KREIENSEN) pour la transformer en caserne. 150 nazis y instruisirent en permanence (L 23.12.31)

Sombre, dans le noir du doute, voilà comment l'année 1931 s'acheva. Et tous furent unanimes à METZ pour constater le passif : isolement du gouvernement BRUNING, radicalisation des masses (PM fin décembre 31). Voici comment, par exemple le Lorrain dressa le bilan de la politique intérieure du cabinet BRUNING (30.12.31)

Un gouvernement aux pouvoirs semi-dictatoriaux, à cause de la crise avec l'apparence d'un gouvernement de techniciens.

"... plus préoccupé de parer au plus pressé dans le domaine économique et financier, que de continuer à donner à un peuple (qui de son propre aveu, aime à être guidé du haut) les directions politiques indispensables"

"En même temps il laissait se disloquer la majorité parlementaire qui lui avait permis en 1930 de résister au choc du succès hitlérien"

L'on rappela le glissement du parti populiste à droite, la désagrégation progressive de la sociale-démocratie, et la fidélité du centre, mais devenu trop faible.

"Le refus des syndicats chrétiens d'entrer dans le front **d'airain** anti-fasciste des organisations de gauche est caractéristique à cet égard. Il incline peu à peu vers la droite, tout en ménageant les transitions avec sa souplesse et son objectivité politiques traditionnelles" (...)

Pendant ce temps :

"... les forces nationalistes et réactionnaires se groupaient en un faisceau puissant à l'appel de M. HITLER et de ses propagandistes, et c'est là le 2e fait qui caractérise l'Allemagne de 1931"

"On parle volontiers en Allemagne de "radicalisation des masses". Il est vrai qu'à l'extrême gauche, la sociale-démocratie a perdu du terrain au profit du communisme. Ses pertes sont la rançon normale de sa fidélité à ses traditions républicaines et parlementaires. Si elle avait jeté le gouvernement BRUNING par-dessus bord au profit des nationalistes, elle aurait dans l'opposition gardé ses troupes. C'est la prudence de sa politique qui a eu pour première conséquence une certaine "radicalisation des masses ouvrières"

"alors que les communistes poursuivent leur lutte acharnée contre les socialistes, M. HITLER et ses racistes se sont alliés à BAD MARZBURG avec les réactionnaires nationalistes du CASQUE D'ACIER et les représentants hugenbergiens de la féodalité industrielle. Cette union solide en dépit de polémiques superficielles, s'est faite sous le signe des revendications nationalistes"

"Il ne faudrait cependant pas méconnaître qu'il subsiste en Allemagne des forces de résistance contre la vague hitlérienne. Celle-ci a submergé les campagnes, les masses ouvrières des villes et reste inéluctablement hostile à la croix gammée. Le gouvernement du Reich pourrait s'appuyer sur ces éléments pour briser HITLER. Et en effet, chaque fois qu'il montre de la vigueur, il retrouve un peu de son prestige perdu"

"Mais l'observateur impartial est obligé de tenir compte de tous les indices qui montrent selon le mot de M. HITLER lui-même : "la forteresse assiégée ne demande qu'à se rendre" Il est obligé de constater qu'en Allemagne même on ne se demande plus : "HITLER viendra-t-il?" mais "quand et comment viendra-t-il ?" (L 30.12.31)

"Et ne parlons pas de la menace allemande qui, dans quelques semaines peut-être, se précisera par l'arrivée d'HITLER au pouvoir" (M 31.12.31)

Ces dernières réflexions se fondèrent en fait sur 2 arguments

1 - l'arrivée probable d'HITLER au pouvoir, et...

2 - la perspective prochaines des élections présidentielles en Allemagne, qui pouvaient lui permettre d'y accéder

Il va sans dire, qu'une Allemagne en sortirait vainqueur : oui, mais laquelle ?

Les élections présidentielles en Allemagne -

"La bataille qui fait rage dans les coulisses politiques et dont bien peu de gens s'imaginent la violence, a atteint une intensité qui ne saurait plus être dépassée. Les nationalistes tirent à boulets rouges sur la présidence et la chancellerie d'Empire" (M 15.2.32)

Le 1er janvier, le président HINDENBURG adressa ses vœux au pays. De bien tristes vœux en vérité : une nouvelle année "d'épreuves", la recherche de la confiance... mais ce que l'on retint surtout fut son empressement à parler des "exigences de l'étranger" (L 1.1.32)

Oublions vite ses allusions, pour ne s'arrêter que sur l'Allemagne au seuil de 1932. L'on rappela les dernières mesures : tentative de diminution des prix des loyers et des objets de première nécessité ; réduction du traitement des fonctionnaires (20 % en un an), du traitement des officiers, et l'on soupçonna fort un budget camouflé à la Reichswehr (d'où les commandes en HOLLANDE, au DANEMARK...) Quant à l'action des décrets-lois, la déflation requise contre l'inflation avait-elle apporté au moins un résultat tangible ?

En bref, BRUNING n'avait essayé que

"d'éviter la faillite immédiate de l'Allemagne" (L 3.1.32)

Distendue, presque désespérée, la situation allemande menaçait l'éclatement. Par expérience, BRUNING pensa peut-être qu'il était nécessaire de gagner du temps. Cette ultime ruse fut sans doute à l'origine de la décision gouvernementale qui proposa le maintien de VON HINDENBURG à la présidence pour un ou deux ans (une majorité de 2/3 au Reichstag y pourvoyant) Prenant les devants, le chancelier, flanqué des ministres de la Reichswehr et de l'intérieur, eut un entretien avec HITLER (L 8.1.32). Ce dernier dut être étonné car il ne put fournir une réponse sur le champ... Dès lors, l'effet de surprise joua : HITLER convoqua son état-major... à la 3e entrevue avec GROENER, il ne s'était toujours pas décidé ! (L 9.1.32)

Le 9 janvier, il revit BRUNING... puis s'en alla parlementer avec HUGENBERG (L 10.1.32)... il promit une réponse les jours à venir : elle fut enfin donnée

"l'élection à la présidence du Reich"

"HUGENBERG contre la candidature HINDENBURG"

(par un vote au Reichstag s'entend !)

HUGENBERG fut arrogant à l'égard du chancelier BRUNING :

"Le Parlement ne reflète plus l'opinion"

Évidemment HITLER eut son mot :

"les N.S. ne s'opposent pas à la réélection du maréchal"

(L 13.1.32)

On était fixé !

Quant à BRUNING, il venait de subir un nouvel échec, ce qui encouragea les N.S., à lui souhaiter pareille mésaventure à la conférence de Lausanne : leur accession au pouvoir eût encore été mieux assurée (M 17.1.32) Car toute occasion pouvait être bonne pour renforcer le paroxysme presque féroce qui ouvrait à HITLER le chemin du pouvoir. Préparant les élections, il ne lui fallait pas perdre une seule miette, afin d'entretenir, sinon augmenter le tumulte. Et il continua, préférant ça et là des discours insolents, démolissant BRUNING (PM fin janv.) A tel point que les instances favorables au chancelier, s'en affectèrent :

"... la presse républicaine reproche à celui-ci de se montrer trop conciliant avec le chef nazi" (M 25.1.32)

HITLER avait trouvé la faille : le projet de prolongation du spètenat d'HINDENBURG. Il vociféra partout et si fort que le pauvre chancelier s'en "excusa presque"... jurant "que son patriotisme"... était... "au-dessus de tout soupçon" !

... encore des concessions aux hitlériens ! (M 25.1.32)

Même chose quand BRUNING présenta son moratoire sur les réparations (PM fin janvier)

Seul et trop désigné, que pouvait BRUNING contre le flot NS ? Mais ce qui précipitait grandement les événements, était bien une sorte de conditionnement d'abandon des esprits. A ce titre la lecture des journaux allemands proférait une "singulière impression" Du plus grand à la plus petite feuille, toujours les mêmes idées "suggestives" (L 28.1.32)

"la misère allemande, la responsabilité française, nationaliste, plaine de "rapacité", "d'impérialisme", de désir de revanche"

A ces journaux incombait la responsabilité !

"On a l'impression qu'en Allemagne, la masse, malgré le chômage, commence à s'accoutumer à cette vie difficile. Et puis, pour le pauvre bougre, il y a les promesses d'HITLER, promesses de revanche et de bien-être dans une troisième Allemagne régénérée"

"Il y a l'organisation hitlérienne qui englobe un très grand nombre d'individus, lesquels mettent nettement au chômage les ouvriers non inscrits dans le parti nationaliste ou N.S"

"Il y a la masse allemande, moutonnaire et crédule, qui avale tout ce qu'on lui dit et qu'on lui fait lire"
(...)

"Et pourtant l'industrie est prête à "partir". Une fois débarrassée de toutes ses obligations de guerre, l'Allemagne d'un coup sec, se redressera et reprendra ses destinées. Tohu-bohu, amalgame, capharnaüm difficile à exprimer mais en face duquel la France doit rester unie"
(L 28.1.32)

D'après la VOLKISCHER BEOBACHTER de MUNICH, organe N.S., les hitlériens enregistrèrent 120 000 adhésions rien qu'en décembre 31, portant ainsi le nombre des membres du parti à plus d'un million. L'agitation leur réussissait à merveille, alors ils ne s'en privèrent pas ! A BRUSWICK, suite à l'enterrement d'un inscrit à la Bannière d'Empire (tué par les N.S.), ils provoquèrent des troubles graves qui firent de nombreux blessés et des pillages de magasins (L 29.1.32) Quant au général GROENER, il "anticipa"... rappelant dans les organes d'information du parti d'Etat, que le Traité de Versailles avait voulu la guerre, mais que la République de WEIMAR oeuvrait pour la paix, dans "l'égalité, la liberté, la sécurité"
(L29.1.32)

Le parti populiste, lui, redit sa fidélité à HINDENBURG (L 1.2.32) puis DINGELDEY reconduit dans ses fonctions de président, entamma le vieux refrain : "l'Allemagne ne peut plus payer" (L 2.2.32)

Evidemment, la perspective rapprochée du scrutin présidentiel, poussait au claironnement de sons, et tous fondaient le même espoir : que chacun pour les siens, se fit le mieux entendre !

En effet, selon les dernières nouvelles allemandes, le Reichstag projetait de fixer au 13 mars la date du scrutin
(L 2.2.32)

Pour une fois, ce n'est pas les N.S. qui organisèrent une manifestation à FRANCFORT, encore qu'ils la firent dégénérer.. Non, ce fut le front d'Airain", mais le résultat fut identique bagarres et blessés entre les deux camps (2.2.32)

Vu l'échéance, la "propagande raciste" redoubla. Son action était simple ; voyez par exemple à BERLIN : là, les nazis multiplièrent les réunions publiques afin d'y développer leurs idées. Le dernier meeting avait eu lieu dans les TENNIS HALTEN de WILMERSDOBF. Quels en furent les résultats ? "Parade en rangues"... reflétant l'"instant soldatesque"... HITLER en verve, exorta à l'unité tous les Allemands, de tous les Etats contre le marxisme, et fit l'apologie du culte de la force... (M 6.2.32)

Et puis, d'après la VORWÄRTS, l'on apprit aussi que la propagande hitlérienne avait décidé une vaste action dans les milieux ouvriers. Au 1er janvier 1932, une organisation destinée à déployer une intense propagande anti-marxiste dans les usines et les syndicats, avait dû être créée

"Cette organisation serait divisée en cellules, selon le modèle communiste, et serait intitulée : section des cellules destinées à agir dans les exploitations industrielles du Reich"

Mais au fait, quels seraient les candidats aux élections présidentielles ? D'après les informations recueillies par les milieux proches du gouvernement, celles-ci donnèrent l'impression, au 14 février, que le maréchal allait se représenter. (L 14.2.32)

Les gauches démocrates, catholiques, socialistes et les Juifs

"... voient en lui le sauveur", le "père de la nation" celles-là mêmes qui furent ses adversaires sept ans auparavant !"

"La droite nationaliste voudrait, à condition qu'il acquiesse à leurs demandes, en faire le candidat unique. HINDENBURG sans doute, admet la foi patriotique des nazis mais le président se refuse à commettre le crime d'impos-

ture et de forfaiture pour lequel on le sollicite. Il a juré sur la BIBLE, il y a sept ans, qu'il respecterait et défendrait la constitution républicaine. Il ne failira pas à son serment"

"HINDELBURG diffère sa décision de jour en jour (24 heures avant celle du bloc nationaliste) Il est clair en effet que c'est l'influence socialiste et avec elle le régime républicain que les droites veulent écraser, exterminer, liquider une fois pour toutes"

Après cela, la coup final : "la prise du pouvoir"... SI HINDENBURG refusait, le risque de la guerre civile serait là.

(M 15.2.32)

Et HINDENBURG accepta. Au premier tour, il sut qu'il devrait affronter le communiste HOELMANN. Le STALHELM accepta, sous réserve de soutenir le maréchal, à condition que la ligne politique suivie jusque là fût modifiée. La ligue des anciens combattants elle aussi se prononça pour le vieux héros.

(L 16.2.32)

Restaient les principaux intéressés... se souvenant des décisions de BAD HARZBURG, il fut désormais certain que les nationalistes n'allaient plus soutenir HINDENBURG mais lui opposer leur candidat : A. HITLER (L 16.2.32) Ce qui fut fait le 23 février.

"Adolphe HITLER, devenu subitement allemand, est candidat à la présidence du Reich" (L 24.2.32)

Et cependant que chaque compétiteur organisa ses manifestation le chancelier dut affronter la véhémence N.S. au Reichstag.

"les adversaires du cabinet ont engagé la lutte"

"Mais l'existence du cabinet BRUNING n'est pas le seul enjeu, il y a aussi l'élection présidentielle"

(M 25.2.32)

Alors, le Reichstag connut le tumulte. Tout avait d'abord bien débuté (le 24) et GROENER avait déposé un projet de loi pour arrêter les dates des 2 tours de scrutin : 13 mars - 10 avril.

C'est à ce moment que GOEBBELS, lieutenant de HITLER, insulta HINDENBURG et fut expulsé de la salle. Il venait de hurler que le maréchal avait été élu pour défendre la cause de l'Allemagne, qu'il avait fait le contraire, et que maintenant, il était le :

"candidat du parti des déserteurs"

Après GOEBBELS, le socialiste BREITSCHIED, défendit la politique de HINDENBURG, le non-paiement des réparations, et conseilla à GROENER plus de méfiance, après l'autorisation d'entrée dans la Reichswehr, accordée aux N.S.

VON FREYTAG LOERINGHOVEN, député N.S. reprit les attaques contre le Traité de Versailles, après lui, le chef du parti d'Etat accusa les N.S. de criminels. Ce qui déclencha un nouveau désordre... (L 25.2.32)

Le lendemain (25), BRUNING prit la parole, avec une difficulté extrême, à cause du chahut, des interruptions fréquentes. Il réussit quand même à exprimer sa volonté de

"... conduire le peuple allemand de telle sorte qu'il puisse supporter avec calme la lutte actuelle"

(M 26.2.32)

Et BRUNING connut son baroud d'honneur : toutes les motions de défiance furent repoussées - 289 voix contre 264

(M 27.2.32)

Le résultat était vraiment inespéré autant qu'étonnant :

"... l'on attendait la chute imminente du cabinet" elle n'eut pas lieu...

"... malgré l'acharnement des nationalistes"

Pourquoi ? Parce que l'Allemagne

"est un monde complexe, composé d'éléments disparates, qu'essayent de galvaniser les N.S."

Partout, les réactions psychologiques

"sont différentes"

"... dans certaines régions, un catholicisme actif et

vigilant forme presque l'opinion. Dans d'autres, l'esprit hitlerien s'oppose à présent à l'esprit ultra-mondain. Ici, une province entière est peuplée par un prolétariat industriel voué à tous les extrémismes. La révolution y est toujours latente"

Là règne une féodalité agraire, habile à exercer sur les populations rurales une tutelle patriarcale"

"Ailleurs, il est des cités, comme FRANCFORT, qui sont les forteresses de l'économie libérale et où l'esprit se trouve naturellement orienté vers le négoce international. L'élite y est sensible aux multiples aspects de la civilisation européenne"

"Ailleurs encore, il est de petites villes provinciales attardée dans une sentimentalité romantique et puérile, et d'autres où l'on se plaît à élever avec ferveur le culte des dynastie défuntes et des uniformes chamarrés. Aussi, les vastes desseins et les grandes entreprises du pangermanisme dissimulent mal un tissu de mesquineries critiques, de petits calculs, d'appétits individuels et d'ambition sans grandeur. L'incohérence, le bluff, les expédients, l'absence de coordination, le déchaînement des passions, ont souvent été les caractéristiques de ces plans grandioses"

A la veille des élections présidentielles :

"nous ne constatons nullement l'existence d'un élan national, d'une vague d'enthousiasme, portant un homme ou un parti au pouvoir"

(...)

"L'opposition aux N.S. s'organise. Outre les communistes et leur aversion au nationalisme, le front d'airain des socialistes, des démocrates et du centre, protègent encore les institutions républicaines"

"La manoeuvre de BRUNING en faveur de la réélection d'HINGENBURG a incontestablement provoqué un certain désarroi dans le camp des nationaux. Les partis de droite n'ont pu s'entendre sur le nom d'un seul candidat"

(M 28.2.32)

Voilà dans quel esprit s'engagea la campagne électorale.

THOELMAN s'en alla pour ESSEN (L 1.3.32) tandis que les populistes, une fois de plus, confirmèrent leur soutien à HITLER (L 1.3.32). Ce dernier se permit d'adresser au Président, une lettre ouverte, par laquelle il jeta le discrédit sur le développement de la propagande électorale des sociaux-démocrates, ~~qui avaient~~ qui avaient affirmé que l'avènement du parti hitlérien allait conduire au chaos et à la guerre (M 29.2.32)

Sans doute, en même temps, les N.S. lancèrent un appel aux Allemands. S'en prenant au plan YOUNG, ils redirent que le maréchal avait signé la loi le ratifiant, et défendirent que le plan avait :

"apporté la misère, la famine et le désespoir aux masses du peuple allemand"

Puis, ils poursuivirent ainsi :

"La jeune Allemagne, symbolisée par M. Adolphe HITLER(... veut s'emparer du pouvoir pour renverser l'édifice suranné des parlementaires incapables. L'appel N.S. s'adresse au peuple allemand tout entier et lui demande de s'unir à lui pour frayer la voie du pouvoir à M. HITLER. M. A. HITLER est le dernier espoir de ceux auxquels on a tout pris. M. HITLER est l'exécuteur testamentaire des 2 millions de soldats tombés pendant la guerre, et qui ne sont pas morts pour le système actuel qui impose une lente agonie à notre peuple, mais pour l'avenir de l'Allemagne. M. HITLER vaincra parce que le peuple veut sa victoire" (L 3.3.32)

Le 2 mars, à HAMBOURG, HITLER reprit ce thème de la nouvelle Allemagne devant 12 000 personnes (L 3.3.32) et encore à BRESLAU devant, cette fois, 40 000 auditeurs (L 5.3.32)

Bien sûr, ne nous nous attarderons pas aux dessous de la campagne, qui se déroula dans une ambiance plutôt survoltée, et donc tristement prodigue en heurts et malheurs de toute sorte. La sanglante rencontre entre nazis et communistes à GLADBECK (3 mars) suffira amplement à vous donner le ton !

(L 4.3.32 2e page)

Mais continuons vite à suivre l'essentiel.

Le 4 mars, à BERLIN, HINDENBURG passa en revue la Reichswehr (L 5.3.32), le 6, il eut la confiance de 300 000 personnes venues manifester dans la capitale (L 7.3.32)

HITLER eut pareillement ses fiertés, toujours à BERLIN, à une réunion hitlérienne, 20 000 nationalistes acclamèrent l'ex-KROMPRINZ (PM 6.3.32). Cependant qu'HUGENBERG annonça officiellement, le 6 mars la candidature du colonel DU(STERBERG (L 7.3.32)

Cette nouvelle candidature ne changea en fait pas grand' chose, car l'on eut vite l'impression d'une course poursuite entre le maréchal et HITLER.

HINDENBURG se présenta "impartial et indépendant" et parla de la lutte contre le désordre et la crise (L 9.3.32)... déclarant notamment sur un disque vendu :

"Mon devoir de soldat exige que dans les temps douloureux que nous traversons, je reste à mon poste pour protéger la patrie contre l'ébranlement" (M 10.3.32)

La campagne était maintenant au plus vif de l'action, et le vieux maréchal, tour à tour, reçu les bonnes grâces de la Bannière d'Empire, de VON SEECKT et de LOEBE, président du Reichstag, qui souligna le péril HITLÉRIEN (M 10.3.32)

Le 10 mars, HINDENBURG dans un grand discours radio-diffusé, évoqua les décrets-lois qui, selon lui, avaient permis à l'Allemagne de s'affranchir de l'étranger ; il voulut expliquer pourquoi il avait signé le plan YOUNG qui n'était en fait, qu'une étape ; enfin, il réaffirma sa détermination à "barrer la route aux extrémistes" et son sens du "devoir patriotique" (PM 11.3.32)

De son côté, HITLER ne demeura pas en reste. Voyez ainsi à BERLIN, ou 80 000 de ses fanatiques, s'enthousiasmèrent pour son lieutenant GOEBBELS, prêtèrent ensuite serment de fidélité au cri du "heil" hitlérien (L 10.3.32)

"Le 13 mars marquera la fin du régime du 9 novembre ; ce jour-là, nous montrerons à nos adversaires à quel point nous pouvons être unis contre eux et nous ren-

drons au peuple allemand sa liberté et du pain"

(GOEBBLES) (M 12.3.32)

De toute façon, trancha le Lorrain, HITLER ou HINDENBURG, ce sera la même constante dans "l'aversion portée à la France" Et le journal voulut montrer, comment les nationalistes d'Allemagne s'étaient de **tous** temps et sans jamais discontinuer rangés derrière la maréchal.

"HINDENBURG, membre du Stahlhelm, toléra après l'évacuation rhénane, les manifestations pangermanistes de Mayence et de Cologne (...) il n'empêcha pas la chasse aux séparatistes sut imposer au Reichstag un nouveau programme naval"(..

"Aux élections de 1925, il était candidat des Nationaux allemands, des N.S. et des VÖLKISCHER contre M. MARX du centre, patronné par les socialistes et les démocrates Aujourd'hui, par contre, il est le dernier espoir des chrétiens sociaux, du Centre, des démocrates de la sociale-démocratie"

"C'est de lui qu'on attend le salut de la République"(...

"Au congrès de HARZBURG, n'avait assisté à un regroupement des partis "dits nationaux", puis ce fut l'opposition des uns contre les autres pour barrer la route au maréchal dans une candidature unique" (L 12.3.32)

Un pronostic ? "l'incertitude reste entière" (M 12.3.32)
(L 12.3.32)

Le 13 mars, l'Allemagne vota et BRUNING souleva un dilemme pathétique :

"HINDENBURG doit vaincre, car l'Allemagne doit vivre !" (M 13.3.32)

Et HINDENBURG remporta aisément le premier tour :

"Il manque à HINDENBURG environ 154 000 voix pour être élu" (L 14.3.32)

Il avait donc totalisé "49,2 %" des suffrages exprimés : donc rendez-vous était pris pour le 10 avril !

Evidemment, avant cette nouvelle échéance, les commentaires allèrent bon train !

Les premières réflexions à chaud :

"HINDENBURG, c'est la politique de STRESEMANN, la politique bismarckienne qui continue" (L 14.3.32)

"HINDENBURG en ballottage"

"De nombreuses bagarres se sont produites dans plusieurs provinces, au cours desquelles il y eut plusieurs morts et de nombreux blessés" (M 14.3.32)

Puis, l'on s'afféra à des analyses plus complètes. La publication intégrale des résultats chiffrés, montra d'abord un succès personnel pour le vieux maréchal (48 % en 1925, 49,2 en 1932) et une victoire indirecte pour BRUNING. Au 2e tour, il n'y avait pas, selon toute vraisemblance, de surprise

(L 15.3.32)

Mais au fond des choses, n'y avait-il donc que des satisfactions ? Que non. D'abord, l'on remarqua que le succès avait surtout été assuré par la BAVIERE catholique (L 15.3.32), et qu'il aboutissait finalement à un "duel HINDENBURG-HITLER"

(L 16.3.32)

En quelque sorte, deux camps, le premier, celui du maréchal, formé des républicains socialistes, des catholiques bavarois, des chrétiens sociaux, des conservateurs... voyant en HITLER le "suicide" "la guerre", "le chaos", "l'esclavage perpétuel". En face, le camp hitlérien, qui avait distribué des tracts à foison, organisé près de 50 000 réunions, édité plusieurs milliers de journaux électoraux.. ; dépêché des émissaires jusque dans les coins les plus reculés des provinces !

(M 14.3.32)

De ce côté venait bien le danger : en septembre 1930, les N.S. avaient obtenu 6,401 millions de voix, ils en avaient maintenant 11,325 !

"S'il s'était agi d'une élection du Reichstag, HITLER aurait eu non plus 107 députés mais 190"
... un score doublé en 18 mois ! (L 16.3.32)

Oui, certes, HITLER était battu "mais non écrasé" (M 15.3.32) Après les élections, tous les partis reprendraient leurs alliances. Et l'on vit en HINDENBURG "malgré une vitalité prodigieuse", un homme "vieux" qui pouvait "disparaître du jour au lendemain"... (M 16.3.32)

"La lutte de la jeune Allemagne, avec HITLER a sa tête, contre la vieille Allemagne, n'ayant pour chef que HINDENBURG, va continuer, avec tous les avantages du combat du côté des jeunes" (M 15.3.32)

Quant à la politique extérieure, HINDENBURG défendrait "exactement" les mêmes idées que HITLER : révision des traités, suppression des clauses militaires, territoriales et financières, égalité absolue des droits. Seuls les moyens d'y arriver seraient différents :

"HINDENBURG, comme HITLER, veut la force autoritaire, mais HITLER serait à coup sûr plus brutal le jour où il croirait pouvoir utiliser la force armée, et en cela, il se trouve en parfait accord, non pas seulement avec ses propres électeurs, mais avec la plus grande partie des électeurs de HINDENBURG" (M 15.3.32)

Enfin, pour derniers jugements, l'on enregistra avec satisfaction le jeu, presque égal des "moscoutaires" (4,970 millions contre 4,587 en 1930) (L 16.3.32) et l'on avertit que si les partis de l'ordre^{l'}avaient emporté, il fallait :

"... avant d'entonner le péan, savoir ce que représentent les partis de l'ordre et ce signifie leur victoire" (...)

"On a barré une fois de plus la route aux hitlériens, mais pour combien de temps ?"

Y avait-il eu au moins des vaincus ? oui

"la sociale-démocratie" (L 16.3.32)

Cela hypothéquait grandement l'avenir immédiat, car déjà la deuxième campagne commençait. D'entrée de jeu, à cause de ses craintes, la Sociale-démocratie lança un appel à la classe ouvrière en faveur de la réélection de HINDENBURG (L 18.3.32)

A cet instant, fut révélée l'existence d'un complot hitlérien qui, en cas de victoire, avait projeté de déclancher la nuit même, un putsch pour s'emparer du pouvoir dans de grandes villes (L 16.3.32)

Parallèlement, SEVERING provoqua une tension entre la Prusse et le général GROENER. Le ministre prussien dévoila qu'il détenait des documents mettant en cause la Reichswehr et son chef, accusés de conspiration contre la sûreté de la République pour le gouvernement de PRUSSE (M 20.3.32)

Au nom du parti N.S., GOERING et FRANCK remirent à GROENER une lettre dans laquelle il fut affirmé que le parti N.S. avait toujours agi dans la légalité (L 20.3.32)

A cet égard, l'on souligna les "complaisances" du général GROENER pour le parti hitlérien, et de fait, l'action engagée par SEVERING serait "très certainement et prochainement entérinée".

Celui-ci avait sans doute voulu :

"faire interdire en PRUSSE les troupes d'assaut hitlérienne" (L 23.3.32)

Au milieu de tout cela, où en était la campagne électorale ..?

DUËSTERBERG annonça qu'il ne se représentait plus (M 17.3.32)

les nationalistes, sur l'ordre de HINDENBURG décidèrent de s'abstenir pour le scrutin de ballottage (M 21.3.32)

HINDENBURG décréta une trêve de PAQUES jusqu'au 4 avril !
(M 22.3.32)

Alors, à METZ, entre deux tours de scrutin, l'on combla le vide...

"L'élection du maréchal(président HINDENBURG paraît certaine pour le second tour de scrutin du 10 avril prochain mais l'influence de HITLER et de ses troupes reste un fait démontré par les chiffres" (M 23.3.32)

Dependant, malgré la trêve, l'information fut rapidement et abondamment nourrie. HITLER saisit la cour de LEIPZIG, contre les illégalités dont il prétendait avoir été victime. Nullement intimidé, SEVERING fit savoir qu'il préparait un important dossier sur les nazis, dans le but d'interdire leur propagande à la ISF, et de leurs nombreux journaux. (HITLER possédant 37 organes de presse) (M 25.3.32)

Le 27 mars, l'on apprit que HITLER allait rencontrer VON SCHLEICHER au sujet de la lettre de GROENER, avertissant SEVERING des préparatifs d'un coup d'Etat et de l'action entreprise à LEIPZIG contre HITLER (M 27-28.3.32)

Les jours suivants, de violents débats s'enragerent contre le rôle du générale GROENER à "l'égard des racistes". Le ministère de l'Intérieur, répliqua par un démenti, condamnant les accusations formulées au sujet de perquisitions (M 31.3.32). Pour l'instant, les choses s'arrêtèrent là et puisque la trêve s'achevait, l'on retrouva les préoccupations de la campagne électorale.

Mais devait-on parler d'une ou de deux campagnes ? Le 10 se dérouleraient les élections présidentielles, mais le 24, se profilaient aussi les élections prussiennes...

"L'anarchie politique et l'éventualité d'un coup d'Etat hitlérien : telles sont les perspectives qui semblent s'ouvrir à la Prusse" (M 3.4.32)

Au premier scrutin, HINDENBURG serait élu, mais le 24, au LANDTAG de PRUSSE :

"HITLER présentera sa revanche ce jour-là"
"Qui a la Prusse, a le Reich" (M 3.4.32)

Et l'on insista sur le calcul de HITLER : faire sauter la coalition dite de WEIMAR (centre, démocrates et socialistes) qui ne disposait déjà plus que de 7 voix de majorité. Enfin, l'on choisit une vérité forte de poids ; la Prusse, c'est-à-dire 2/3 des Allemands (M 3.4.32)

Sur l'heure, l'on préparait le 10 avril.

Manifestation du Front de Fer, tournée de HITLER en Saxe mar-

quèrent la reprise de la campagne (M 4.4.32) Pourtant, le coeur n'y était plus !

A METZ, l'on expliqua que les journaux allemands dénigraient systématiquement les élections présidentielles, pour ne s'occuper que des élections à la Diète prussienne. Ce désintérêt fut interprété comme

... "une manoeuvre de la droite, des journaux influencés par HUGENBERG", le but, "faire passer les élections présidentielles au second plan"

•HUGENBERG aurait aimé être l'arbitre du second tour, prendre parti soit pour HINDENBURG, soit pour HITLER, ou pour un candidat de "ralliement national" Mais HINDENBURG a eu 7 millions de voix d'avance sur son second, personne ne s'y attendait"

"Alors, puisque HINDENBURG sera élu, et BRUNING maintenu et consolidé, il s'agit de chercher un succès en PRUSSE pour rendre la position intenable du cabinet BRAUN SEVERING. Car "qui tient la PRUSSE, tient le REICH" Et ce qui a échoué le 13 mars, peut encore réussir le 24 avril"

(...)

"HUGENBERG, après le refus des partis bourgeois et de la droite modérée, a fait appel aux N.S. et a publié dans ses journaux un article intitulé "le nouvel HARZBURG"

(L 6.4.32)

Donc, bon an, mal'an, la campagne continua...

BRUNING parla devant 10 000 personnes à STUTTGART, HUGENBERG à NUREMBERG, HITLER en PUMERANIE (L 7.4.32)

Le "dernier duel" commençait (M 10.4.32)

Le 9, une grande réunion du front de fer rassembla 100 à 120 000 auditeurs, cependant qu'un nouveau discours de BRUNING à KOENIGSBERG fut radiodiffusé (M 10.4.32)

La 2e veillée électorale, comme la première fut marquée par de nombreuses rixes, et arrestations (63 racistes, 32 communistes) (L 10.4.32)

HINDENBURG remporta facilement le second tour : 19 millions de voix contre 13 à HITLER (PM 11.4.32)

Circonscription par circonscription, tous les résultats détaillés furent publiés (PM 11.4.32). Succéda ensuite la loi du commentaire ! Mais avant d'approfondir, le MESSIN fit part d'une curiosité électorale : l'utilisation par les N.S. de la "menace polonaise"... Un peu partout, les N.S. avaient répandu l'idée d'une agression polonaise contre l'Allemagne, et dans un grand nombre de villes allemandes, on avait pu lire ce libel :

"Attention. Ici Radio des Marches Orientales du Reich. Les troupes polonaises ont, cette nuit, franchi la frontière de la Prusse orientale" (M 11.4.32)

En somme, cela fit aussi partie des "gibbosités" électorales, tout pareillement aux bagarres de la dernière nuit entre NS et communistes surtout. (un communiste tué à BERLIN, un N.S. tué à HAMBURG... plus de 200 arrestations) (L 11.4.32) Mais le réel intérêt n'était pas là et l'on y mena vite.

"Le Reich a voté"

"La plus grande partie des voix du colonel DUSTERBERG, candidat des Casques d'Acier au 1er tour, s'est reporté sur HITLER"

(...)

"Après les élections allemandes. On prend les mêmes et on recommence !" (L 11.4.32)

Et tous remarquèrent ce qui était prévisible, la baisse du taux de fréquentation (PM 11.4.32)

"A l'Est rien de nouveau !" (M 12.4.32) (...)

"HITLER qui, malgré l'appoint de 2 millions de voix des différentes oppositions, reste sur sa défaite du 13 mars, va probablement prendre sa revanche le 24" (...)

"Regression des forces à demi-modératrices dans le Reich" (...)

"Tous les républicains allemands ont voté pour le vieux maréchal, mais tous ceux qui ont voté pour lui ne sont pas républicains !" (Jean GUIGNEBERT du Petit Journal - M 12.4.32)

Cette fois, le prestige du maréchal avait joué, en revanche le 24,

"... on votera pour ou contre la République, pour ou contre BRUNING"

"En cas de victoire de HITLER, tout serait remis en question" (M 12.4.32)

"53,1 % des suffrages exprimés se sont prononcés pour HINDENBURG, mais demain pour les élections particulières aux Diètes d'Etats, ces partis unis sous le nom de HINDENBURG, vont se combattre, alors que le parti hitlérien, premier parti d'Allemagne, restera uni" (L 12.4.32)

Chose étonnante, une étude attentive des deux millions de voix rapportées sur HITLER, y trouva celles de DUSTERBERG, mais y découvrit aussi des voix communistes. En HESSE par exemple, HITLER avait totalisé le double des voix obtenues par DUSTERBERG, THALMAN ayant perdu 17 000 suffrages (L 12.4.32)

Avec autant d'enseignement et de doutes, il ne restait plus qu'à attendre impatiemment le 24. Pourtant, jusque là, une nouvelle vint secouer les esprits, les empêchant de sommeiller même un instant !

"L'armée de HITLER sera-t-elle interdite ?" s'était demandé le Lorrain (le 14 mars), à la suite de négociations entre les gouvernements prussiens et bavarois d'une part, le gouvernement du Reich d'autre part (L 13.4.32)

Et alors que la campagne pour les élections à la Diète prussienne venait à peine de s'ouvrir (L 13.4.32), le 14 avril, l'on apprit :

"le premier geste du nouveau président"

"le président VON HINDENBURG a interdit l'armée noire de M. HITLER" (L 14.4.32)

Ce décret de dissolution des "chemises brunes" (compagnies d'assaut "sportives"...) (M 14.4.32) fut un "coup dur porté à H ITLER" (L 14.4.32)

"L'Allemagne aurait-elle enfin compris le danger que lui fait courir HITLER ?" (...)

"Dans les principales villes, la police a occupé les casernes hitlériennes" (Berlin, MÜNICH, Francfort, Hambourg...) (L 14.4.32)

"Et demain ?"

"Après la découverte du plan de mobilisation de l'armée hitlérienne, qui devait s'emparer du pouvoir dans la nuit du 13 au 14 mars"

"Après les révélations sensationnelles de M. SEVERING (ministre de l'intérieur en Prusse) sur l'organisation de cette armée noire, complétées par M. Otto BRAUN, président du Conseil prussien sur les consignes données au "GRENZSCHUTZ" qui en cas de conflit devait marcher non pas sur la Pologne, mais contre Berlin"

"Après les protestations des gouvernements de HESSE et de BADE..." (...)

"... la mesure s'imposait"

"Mais le sera-t-elle en réalité ?"

"Il s'agit le plus souvent de chômeurs, logés dans des casernes appartenant à des hitlériens. Ils y reçoivent la plus large hospitalité, subissent la discipline militaire avec ses appels et ses contre-appels, touchent par contre une haute paye de 2 marks 50 par jour, etc. Va-t-on fermer toutes les casernes, disséminées depuis KEHLE jusqu'à HOENIGSBERG, et jeter sur le pavé tous ces sans-travail qui jusqu'ici étaient nourris par des particuliers ?"

"D'autre part, cette armée dispose d'un matériel considérable"

"Tout ce matériel sera-t-il saisi par le Reich ?"

"Et le gouvernement ne sera-t-il pas amené par la force des choses à dissoudre également les organisations de combat communiste et même la Bannière d'Empire ? Encore une fois, cette dissolution de l'armée hitlérienne ne

2 514

pouvait ne pas intervenir. Mais il ne s'agit là que d'une mesure provisoire, les élections qui se dérouleront le 24 avril dans un grand nombre d'Etats allemands et qui seront autant de nouvelles victoires pour M. HITLER, amèneront fatalement la reconstitution de cette armée dont le vainqueur de TANNENBERG a décrété hier la suppression (13). Au fond, il la verra revenir avec plaisir, persuadé qu'avec les Casques d'Acier qui l'ont lâché dimanche dernier, mais dont il demeure membre d'honneur, constitue un des éléments de la grandeur future de l'Allemagne" (L 14.4.32)

L'insistance portant souvent à convaincre, les jours suivants furent encore consacrés à cette fameuse dissolution. En "l'an 14 de la République allemande" (L 15.4.32), le maréchal n'avait obtenu seulement 700 000 voix de plus, malgré une formidable propagande. HITLER lui, en avait gagné deux millions, cela malgré la révélation du complot dans la nuit du 13 au 14 mars.

"Et si le plébiscite avait été favorable à M. HITLER, malgré les révélations de SEVERING et BRAUN... ?" (L 15.4.32)

Le plus surprenant était de constater en Allemagne

"... où tant de braves gens n'ont rien à se mettre sous la dent"

qu'il se trouvait une foule de jeunes qui pouvaient s'offrir le luxe d'une tenue de campagne :

"... avec tous les accessoires qu'elle comporte, sans oublier les "vivres de réserves" les casernements et un matériel imposant : motocyclettes pour constituer des relais dans toute l'Allemagne après le 13 mars, téléphones de campagne, appareils de TSF pour ondes courtes, émetteurs-récepteurs..." (L 15.4.32)

Comment cela avait-il été rendu possible ? Le Lorrain donna un exemple très suggestif...

"SIEGERLAND : 9 000 habitants, une grande aciérie. 86 % des ouvriers sont en chômage, un syndicat communiste en maître. Le patron a l'idée d'organiser le soir des conférences avec discussions libres et il délivre un bon de soupe à échanger à sa cantine"

"Les cours de discussions aboutissent à la création d'un premier "STURMANTEILUNG" nationaliste. Les premiers adhérents devant assurer la protection aux conférenciers moyennant 2 marks 50 par jour. L'affaire prospère ensuite très vite. La cantine est remplacée par une cuisine roulante assurée par les chômeurs eux-mêmes, la nourriture étant fournie par le patron, des dortoirs sont créés à l'usine qui devient une sorte de caserne, le travail reprend : on embauche des nazis pour 10 heures de travail pour un salaire de 2 marks 50" (L 15.4.32)

Ainsi, l'on comprit peut-être mieux, au moins pour le fond, pourquoi l'interdiction de leur armée, n'émut pas les nazis outre mesure !

HITLER appela ses troupes pour la campagne électorale en PRUSSE, troupes à qui il fut demandé de garder l'uniforme, mais plus les insignes ! De la sorte, les hitlériens affectèrent de ne pas attacher une grande importance à la décision du gouvernement.

"Et tout le monde continuera à se voir !" (L 15.4.32 -
2e article)

En revanche, d'autres sentirent planer au-dessus de leur tête, comme l'ombre d'une menace. Les Casques d'Acier démentirent pour le moment, mais la Bannière d'Empire se réunit pour étudier cette possibilité. Eux, ils avaient pourtant simplement voulu

"... faire front aux troupes nazis" (M 16.4.32)

Puis, par conviction ou pour la forme, les N.S. se décidèrent à porter plainte à la cour suprême de LEIPZIG (M 16.4.32) cependant que l'hypothèse posée à l'instant, devint réalité. HINDENBURG étendit la "repression" et demanda l'interdiction de toutes les organisations militaires. De très "vives sensations" s'élevèrent, tandis que les hitlériens s'agitèrent du côté de DANTZIG (L 17.4.32). L'on alla même jusqu'à affirmer un refus de GROENER à la disparition de la Bannière d'Empire.

Ce que les nazis avaient par contre toujours demandé !

(L 18.4.32)

A voir les audacieuses décisions, l'on eût pu imaginer une certaine désafection des courages... pour les uns peut-être, en tout cas rien n'altéra l'activité de HITLER. Il continua une campagne énergique "jusqu'à la limite de ses forces" (M 24.4.32), qui le conduit sur la fin, d'AUSGSRURG à BEUTHEN où, devant 30 000 personnes il avait crié à l'encontre des dernières abrogations.

Enfin arriva le 24, où après une "farouche campagne" et de "violents incidents", le "drame prussien" allait connaître son dénouement (M 24.4.32)

"Les élections allemandes"

"le renouvellement des Diètes locales marque une avance foudroyante des hitlériens"

... suivirent les chiffres détaillés (L 25.4.32)

"Après la victoire des hitlériens aux élections prussiennes, tout comme le Reichstag, la nouvelle Diète prussienne sera ingouvernable" (L 26.4.32)

Et l'on insista sur le fait qu'à la droite il ne manquait que 8 sièges pour avoir la majorité. Les communistes ayant eux aussi progressé, ils avaient le loisir d'empêcher toute majorité : à eux "la balance" (M 26.4.32). En face, resté sur ses positions le centre se cantonnait, alors que les socialistes avaient perdu 800 000 voix (PM 26.4.32)

"Des centaines de milliers d'ouvriers socialistes, démocrates ou moscoutaires, affiliés à la IIe ou IIIe internationale, ont passé au nazisme" (M 26.4.32)

Et maintenant, qu'allait-il se passer ? Sans la majorité, la droite par sa puissance aurait son président, un N.S. Dans le cas d'une Diète ingouvernable, l'on pouvait aussi songer à la formation d'un cabinet d'affaires. Si la constitution d'un cabinet parlementaire était matériellement impossible, il s'en suivrait probablement un gouvernement d'allure dictatoriale régnant par décrets-lois (M 26.4.32) à moins d'un besoin des centristes catholiques vers la droite... (M 26.4.32)

Le 4 mai, un article du "CAPITAL" apporta quelques éclaircissements

1a... "droite n'a pas conquis le Prusse" (...)

"Il n'est pas douteux qu'en l'absence d'une majorité stable, la Diète devienne ingouvernable"

"Au surplus les HITLERIENS proclament que la composition du Reichstag ne répond plus désormais aux vœux de la nation et réclament des élections au Reichstag"

"Ces considérations ont déterminé le cabinet prussien à convoquer la nouvelle Diète pour le 24 mai et à démissionner le même jour" (N 4.5.32)

"L'assaut de la droite contre le cabinet BRUNING" (L 4.5.32)

"De sensationnelles révélations" au sujet d'une camarilla militaire contre BRUNING (M 4.5.32)

Après l'ébranlement du 24 avril, cet assaut était prévisible. La droite lança bataille contre le cabinet BRUNING. Le chancelier devait modifier profondément la composition de son gouvernement, ou se retirer.

Pareilles truculances eurent au moins un résultat immédiat : le ministre de l'économie publique, Hermann WARMBOLD démissionna. Comme excuse, l'on trouva son désaccord avec le ministre du Travail STEGERWALD sur le programme de la lutte contre le chômage et l'établissement de la semaine de 40 heures (L 4.5.32)

Retenez bien l'événement, il eut, quelques jours plus tard, de lourdes conséquences. Car sur l'heure, éclatèrent :

"De sensationnelles révélations de plusieurs journaux bavarrois"

Deux journaux porte-paroles du parti au pouvoir à MUNICH :

"La correspondance du parti catholique bavarrois"

le "BAYERISCHE KURIER"

révélèrent avant trait :

"... la possibilité d'un renversement du cabinet BRUNING par une camarilla militaire, composée de généraux de l'ancienne armée impériale et à la constitution d'un gouvernement de généraux dans la direction reviendra au général VON SCHLEICHER, le chef du personnel au ministère de la guerre"

"Un SCHLEICHER, personnage extrêmement remuant est intriguant à l'excès, le général VON HAMMERSTEIN, chef de l'Etat Major de la Reichswehr, le général VON STULPNAGEL un général divisionnaire qui a pris sa retraite il y a quelques semaines et dont l'influence auprès du maréchal HINDENBURG est considérable ; le général VON HORN, président de la ligue^{de} Anciens Combattants nationalistes, de "KYFF HAEUSERBUND", d'autres généraux encore, ainsi^{te} qu'une pleiade d'officiers supérieurs, ont comploté de renverser BRUNING par le moyen d'une crise que déclencherait la démission du général GROENER, le ministre de l'Intérieur et de la guerre, qui a perdu la confiance de la Reichswehr et de la camarilla pour avoir osé dissoudre les légions hitlériennes et refusé d'interdire les haichsbanner républicaine"

L'influence de la camarilla :

"... extrêmement influente, on pourrait même écrire omnipotente"

Ses reproches adressés à BRUNING :

avoir "... refusé une coalition avec les nazis et les pangermanistes et aussi de pratiquer une politique étrangère "dépourvue d'énergie", ils font grief au chancelier de n'avoir su trouver les paroles nécessaires (à Genève) pour affirmer le point de vue Allemand sur la question des réparations et du désarmement, et surtout de persister à négocier et à rechercher un terrain d'entente alors qu'un "geste énergique" s'imposait depuis longtemps"

Une accusation :

"... le patronat des barons du charbon et du fer, comme d'une façon générale, toute l'industrie, accusent le gouvernement actuel de retarder la fin de la crise économique en s'opposant à l'abolition du système des assurances sociales qui grèvent lourdement tous les budgets allemands en ne voulant pas recourir à l'institution du travail obligatoire par tous les chômeurs et surtout en maintenant le mark à son cours présent, c'est à-dire en refusant de faire de l'inflation "le crédit du papier monnaie"

"... la camarilla non seulement existe, mais se révèle chaque jour plus puissante, la preuve en est que le général GROENER, quoique ne sachant l'objet des critiques de SCHLEICHER et d'HAMMERSTEIN n'a pas encore osé leur "casser les reins, comme la chose se serait produite depuis longtemps dans tout autre pays"

"Cette camarilla est puissante parce qu'elle a l'armée derrière elle, l'armée qui est le dernier pilier sur lequel peut encore s'appuyer l'Allemagne d'aujourd'hui et aussi parce qu'elle dispose de très forts moyens d'action sur le maréchal HINDENBURG, sur lequel elle peut agir non seulement par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat à la présidence, MEISSNER, qui a plus d'une fois déjà tenté d'appliquer une croc-en-jambe au chancelier pour mettre en selle un gouvernement extrémiste" (M 4.5.32)

Inutile de préciser que les révélations causèrent comme un effroi en Allemagne (M 4.5.32) et ouvrirent une nouvelle crise gouvernementale (M 5.5.32) L'agitation de la camarilla militaire développa en tout cas, des bruits faisant état d'une éventuelle démission de plusieurs ministres : WARBOLD, bien sûr, mais aussi GROENER et DIETRICH. Mais les milieux autorisés évoquèrent seulement la démission de WARBOLD et le maintien du cabinet BRUNING. Enfin, l'on comprit les motifs réels des attaques de WARBOLD "ancien directeur du trust des colorants, homme prétentieux" Il avait reproché :

"... au ministre du travail STERGEWAL d'être au mieux avec les syndicats socialistes" (M 5.5.32)

BRUNING affaibli et "manoeuvré" par la droite

"WARMBOLD se retirera et tout sera dit, car en haut lieu, on appréhende à se présenter le 10 juin à LAUSANNE avec un gouvernement de militaires et de concentration ultranationaliste, qui ferait mauvaise impression. Mais la lutte continue dans la coulisse"

"Comme l'armée veut avoir voix au chapitre, elle entend jouer un rôle actif dans la vie politique du pays. Ses revendications sont en tutelle de la grosse industrie et des partis d'extrême droite" Elle voudrait que BRUNING représentât l'Allemagne à LAUSANNE car celle-ci sera obligé de se contenter d'un prolongement de moratoire, alors que l'Allemagne pourrait profiter de la situation internationale pour proclamer définitivement la cessation des réparations"

"La position de BRUNING et GROENER va donc en s'affaiblissant de jour en jour. Ainsi encore deux nouveaux décrets-lois qui vont paraître (le 5), seront une concession aux droites"

"Le premier aura trait à la réforme des associations politico-militaires qui devront dans l'avenir abandonner toute activité militaire et déposer leurs statuts au ministre de l'intérieur et accepter le contrôle de ce ministère"

"A ce prix, les légions hitlériennes pourront se reconstituer et c'est l'unique but que poursuit véritablement le décret"

"La 2^e ordonnance est une déclaration de guerre au mouvement anti-religieux, mis en oeuvre par les communistes. Le centre catholique est au pouvoir, ne l'oublions pas"

(M 5.5.32)

Et l'impuissance du cabinet BRUNING se vit tout autant, quand le 10 mai, le Reichstag se réunit pour une session de 4 jours (PM 10.5.32)

"les hitlériens se démasquent"

"Hier après-midi, le Reichstag a été le théâtre de scènes d'une violence inouïe, provoquées par les hitlériens à propos de l'interdiction des troupes d'assaut"

Le matin, les hitlériens avaient été "anormalement" calmes... Dans les couloirs du Reichstag, on parlait même de participation du gouvernement...

"... puis ce fut "le déclenchement préparé par GROENER"

Dans un anti-parlementarisme évident, l'opposition attaqua BRUNING, les socialistes, la France, la Pologne... etc.

La réplique de GROENER fut sans "consistance" face aux "hurlements". Mais le paroxysme fut atteint quand GOERING monta à la tribune et déclara, le doigt pointé vers les bancs socialistes :

"En matière de haute trahison et de complot contre la sûreté de l'Etat, on peut s'adresser à vous. Vous êtes compétents !"

Un vacarme étourdissant explosa, cependant que GOERING poursuivit ses invectives, sans un élément positif ! GROENER essaya, en pure perte, de répondre au sujet de l'interdiction des troupes d'assaut. Le tumulte n'en finissant plus, la séance fut levée (L 11.5.32 - 2e page)

Les jours suivants, les autres débats ne se terminèrent pas plus brillamment. Le 11, BRUNING avait pourtant réussi à faire "passer" un important discours sur le désarmement et les réparations (PM 12.5.32). Le 12, il avait obtenu le repoussement des motions générales de défiance (287 voix contre 257). C'est alors qu'un député socialiste fut assailli par les hitlériens. KLOTZ, ancien N.S., ayant tergiversé pour le parti socialiste, avait rendu public la vie privée du capitaine ROHM, chef d'état major des troupes d'assaut "racistes". Au milieu de l'agitation nationaliste, la séance avait encore une fois, dû être interrompue. A quatorze heures, LEOBE, président du Reichstag demanda l'exclusion de quatre députés N.S., impliqués dans l'incident KLOTZ. Ceux-ci refusèrent de quitter la salle, le président leva la séance.

- 522 -

"La courte session du Reichstag est subitement interrompue jusqu'à une date indéterminée" (L 13.5.32)

Remarquez, au passage, que l'interruption eut du bon... car elle permet ~~ainsi~~ ainsi d'éviter des votes délicats à propos de la dissolution des troupes d'assaut nazies et de la Bannière d'Empire (L 13.5.32)

GROENER en eût été fort soulagé... Mais, coup de théâtre, l'on apprit sa démission du ministère de la Reichswehr (PM 15.5.32)

Il trouva lui-même son excuse... assurer l'Intérieur et la Guerre représentait deux tâches trop lourdes ! (M 13.5.32) En réalité, la cause était profonde et révélatrice :

"un triomphe des hitlériens"

"HINDENBURG dictateur ?" (M 14.5.32)

"Un victoire des droites" (L 14.5.32)

"La camirilla triomphe" (M 14.5.32)

Sans la confiance de l'armée,

"... il a démissionné suite à une démarche du général VON SCHLEICHER, directeur du bureau du ministère de la Reichswehr et par le général VON HAMMERSTEIN, commandant en chef de l'armée" (L 14.5.32)

"Cet événement illustre d'une façon frappante, le fait que la politique du Reich incline de plus en plus vers la droite et ne contribue pas précisément à augmenter le prestige du chancelier BRUNING"

"Les N.S. de HITLER poursuivent leur marche victorieuse vers le pouvoir, soutenus par l'armée et une grande partie des autorités civiles. L'Etat major, les généraux sont omnipotents. Rien ne peut être fait sans eux. Rien ne saurait être tenté contre eux. La Reichswehr est devenue l'élément décisif de la politique allemande"

"La démarche des subordonnés tout puissants, SCHLEICHER et HAMMERSTEIN a emporté GROENER et BRUNING trop faible n'a pu réagir, pendant que HINDENBURG, pour bien montrer que tout cela ne l'intéressait pas, s'en allait pour ses propriétés de POMERANIE (NEUDECK)"

"Les droites insinuent qu'on n'en restera pas à la démission de GROENER, la VORWAERTS, avec beaucoup de précautions, indique que la "conspiration triomphante des généraux menace d'entraîner l'effondrement de l'autorité de l'Etat"

"Le Reich est en état de dictature, exercé par le maréchal HINDENBURG et l'Etat Major de l'armée tout puissant

"Le gouvernement de BRUNING doit savoir s'il entend lutter ou capituler. Une 3e alternative est inconvenable" (M 14.5.32)

"La crise latente du cabinet BRUNING" (M 28.5.32)

"L'Allemagne s'oriente depuis quelques mois surtout, avec une rapidité foudroyante vers les extrémistes, surtout l'extrémisme hitlérien. La situation devient inquiétante, HITLER a 90 chances sur 100 aujourd'hui de prendre le pouvoir" (L 26.5.32)

Sentant la fin prochaine du cabinet BRUNING trop anémié, l'opinion publique messine en attente consacra beaucoup d'analyses au fait hitlérien. Nous n'en retiendrons ici que deux, simplement choisies à cause de leur témoignage nouveau.

La première voulut faire connaître le "réveil du Pangermanisme"

"Alors qu'un vent violent d'hitlérisme agite de son souffle puissant une Allemagne plus exigeante que jamais et où les organisations de nazis cultivent sans relâche la semence de la revanche qui doit aboutir à l'unitarisme allemand, la puissante "ligue du pangermanisme à l'étranger" (à sa tête GESSLER, ex-ministre de la Reichswehr déploient périodiquement des manifestations pangermanistes pour le regroupement de tous les territoires où la langue allemande est en usage. Le but est de ne pas perdre la contact avec les générations nouvelles, cette agitation est marquée du sceau de l'hitlérisme" (M 27.5.32)

Le seconde, se donna pour mission d'étudier l'attraction hitlérienne sur la jeunesse allemande, à partir des tendances intellectuelles et morales.

"La jeunesse hitlérienne. Un besoin frénétique de changements profonds"

Henri MASSIS, de qui fut reprise l'enquête, expliqua que les jeunes n'attendaient rien d'eux-mêmes, que leur famille représentait la faillite, l'inflation la misère.

"Ils dédaignent la tradition, le passé, la guerre ne représente plus rien, au milieu de l'équipement consécutif de la bourgeoisie et de l'étatisme capitaliste, ils veulent aller vers de "nouvelles formes de vie", "tout doit être renouvelé", la jeunesse attend un changement radical"

"C'est à ce sentiment catastrophique, à cette "superstition du changement", identifié au dynamisme de la vie et qui aurait pu dégénérer en pure révolte, en bolchévisme, que HITLER a su donner une forme pangermaniste et belliqueuse, mitigée d'un socialisme vague, propre à apaiser les revendications d'une jeunesse prolétarisée"

"De son chaos moral, il a fait une fièvre nationaliste, de son pessimisme une ardeur guerrière, un délire de puissance et d'extension"

"Il lui a dit : "tout est possible, il suffit que de vouloir", il a exorcisé l'inquiétude au profit de la rénovation allemande. Mais il a d'abord créé une mystique, un mouvement passionnel, un état de ferveur proprement religieuse. Et tous attendent leur prochaine délivrance en lui"

"Mais ces jeunes allemands sont-ils capables de définir cette foi ?"

"Certains se réclament de NIETZCHE, GOBINAU, CHAMBERLIN, ils croient que toutes les anciennes doctrines ont fait faillite, qu'il faut rompre avec la vieille culture, et leur mépris se change en haine à l'endroit des "idées putréfiées" des intellectuels allemands d'après guerre.

L'intelligence leur apparaît d'ailleurs comme un péril pour la formation du caractère : et c'est l'action, d'une action toute physique qu'ils s'enivrent.

Vivre d'une vie collective, encadrée, disciplinée, ne plus penser, obéir, suivre un chef, c'est à ces instincts profonds de la nature allemande que répond d'abord le mouvement de HITLER. A toute jeunesse qui souffre, comme d'une déchéance, d'être écartée de l'armée, il l'a rendu sa raison d'être en l'enrôlant dans ses formations de combat"

"D'où le succès des écoles hitlériennes, écoles d'entraînement physique avant tout. Quant à l'éducation politique elle se résume dans une formule simpliste : "il s'agit d'abattre le système", l'immorale coalition du rouge et du noir, il leur faut changer un avenir qui n'a plus d'issue"

"La grande révolution s'est d'avoir "politisé" les nouvelles générations d'une manière jusque là inconnue. A treize ans, on commence à faire de la politique, à l'esprit du corps se substitue l'esprit de parti, les aînés ne s'étant pas occupés de la jeunesse, la propagande hitlérienne l'initie aux problèmes actuels, répond aux questions qu'elle se pose et dont on ne lui parle ni à l'école, ni à l'université. Elle la met au contact avec l'événement"

"Le mouvement de HITLER est "essentiellement un mouvement de jeunesse. Laissera-t-il une empreinte profonde sur les générations nouvelles ? Il répond d'abord au désir qu'elles ont de jouer un rôle décisif dans l'Allemagne de demain"

(L 24.5.32)

Ainsi envisagée, la progression des hitlériens s'imposait comme une vérité sévère, terrible, frappante que rien ou presque n'aurait pu apaiser. Et cette passion effrénée s'était encore exaltée violemment en ces jours troubles, dégénérant toujours en rixes sanglantes. Fusillade faisant un mort (N.S.) et plusieurs blessés. L'on ne prit même plus la peine de signaler l'endroit ; affrontement entre communistes et N.S. à LICHTENBERG (Est de Berlin) : un mort, quatre blessés (L 14.5.32)

à HAMBURG et encore à BERLIN (27.5.32)... etc Leur brutalité les poussa aussi à exciter les populations de DANTZIG contre les polonais (M 29.5.32), elle se réjouit également de retrouver la possibilité de laisser éclater sa fièvre contenue dans l'activité militaire. Car en Prusse, la loi interdisant les exercices de déploiement nocturnes en rase campagne, fut abolie par le Cour Suprême du Reich, parce que, selon elle, "dépourvue de toute base juridique..." (M 22.5.32)

En face, eh bien, l'Allemagne de BRUNING : courageuse, résistante, mais à chaque instant attaquée, rongée, diminuée. Sur le terrain politique, de l'attente, la crise devenait "ouverte" (L 26.5.32)

"M. BRUNING va-t-il continuer à subir les exigences des hitlériens en leur abandonnant une part du pouvoir ? Avant tout, ils exigent le rétablissement des formations hitlériennes qui multiplient la force de la Reichswehr, que est entre les mains des nationalistes"

(L 26.5.32)

Une réponse s'imposait urgente ; déjà en Prusse, KERRL, un hitlérien venait d'être élu président de la Diète

(PM 26.5.32)

Mais pour BRUNING, la complexité était quasi insoluble...

La chute de GROENER allait-elle entrainer celle de son cabinet ? (15.5.32) On lui prêta même l'intention de demander à M. HINDENBURG de choisir entre VON SCHLEICHER et lui...

(M 26.5.32). En tout cas, MEISSNER (secrétaire d'Etat) rencontra le maréchal, et lui conseilla plutôt de se livrer à une manifestation de confiance, en faveur du chancelier, avant Lausanne ! BRUNING lui fit demander surtout une consolidation de son autorité, car des élections eussent été pour lui un échec certain, avec pour conséquence l'ajournement de la conférence de LAUSANNE, dont les résultats futurs n'eussent pas eu la moindre chance d'être acceptés par un nouveau Reichstag...

Sur le moment, on ne parla que de remaniement ministériel...

(M 26.5.32)

Mais, l'on reconnut qu'il était :

"... impossible de s'y retrouver dans cet incroyable embrouillamini d'informations..."

conduisant du banal remaniement jusqu'à la dictature !

(L 28.5.32)

Pourtant, l'issue était proche, car le 29 mai, BRUNING fut convié à "s'expliquer lui-même avec le maréchal HINDENBURG"

(M 28.5.32)

"... de cet entretien dépend le sort du cabinet"

(L 29.5.32)

Après l'entrevue, dont on ignora le détail, BRUNING se borna seulement à prévenir :

"Si les Droites l'emportent, de graves événements vont se déchaîner sur l'Allemagne" (M 30.5.32)

A n'en pas douter, BRUNING savait ce ^{qui} l'attendait.. De toute façon, HITLER, le 27 mai à HAMBOURG avait été reçu en grandes pompes à bord du croiseur "KOLN" pour assister à des manoeuvres militaires... (L 28.5.32)

Aussi, ce fut sans surprise que l'on annonça à METZ la démission du cabinet BRUNING

"Le maréchal a cédé aux Droites"

"La chute du cabinet BRUNING" (M 1.6.32)

Un "tournant dans l'histoire politique de l'Allemagne d'après guerre" (L 31.5.32)

"Un saut dans l'inconnu" (M 1.6.32)

Après les diverses élections et les succès répétés des hitlériens ; après la pression de "VON SCHLEICHER et Cie" ; à cause d'un cabinet soutenu par une majorité en déclin (cf. les élections prussiennes) ... cet aboutissement était "attendu" (L 31.5.32). Suranné, le cabinet n'aurait pas eu une position stable à LAUSANNE.

"M. BRUNING congédié d'une façon humiliante pour ceux qui furent 26 mois ses collaborateurs" (M 1.6.32)

Le maréchal VON HINDENBURG

"...a eu un long entretien avec HITLER" (L 31.5.32)

"Le président avait auparavant "liquidé" les socialistes en cinq minutes" (L 31.5.32)

"Après LOEBE et HITLER, HUGENBERG chez HINDENBURG"
(M 1.6.32)

Et après les toutes dernières élections à la Diète d'OLDENBURG, où les hitlériens obtinrent la majorité absolue (24 sièges sur 46) (L 31.5.32) le vieux maréchal eût pu très bien^m voir une justification de son orientation nouvelle, ce :

"... saut dans l'inconnu" (M 1.6.32)

De nombreux journaux et feuilles modérées, nourrirent à l'égard de l'avenir de sérieuses appréhensions

"Tout le monde a conscience de la gravité de l'heure. Toute la presse allemande fait soudain preuve de modération, pour ne pas jeter de l'huile sur le feu"

Comment expliquer le volte-face de HINDENBURG ?

"Il a cédé aux intrigues de la Camarilla militaire, des forces de droite, de la grosse industrie et des hobereaux, incontestablement"

"La politique intérieure et économique du chancelier ne convenait plus depuis longtemps à ces milieux terriblement puissants en Allemagne. Les industriels voudraient une petite inflation ou tout au moins une dévalorisation du mark pour vivifier leurs affaires, trop stagnantes à leur gré"

Ils désiraient qu'il n'y eût plus de socialistes dans l'administration. Ils exigeaient un "coup de barre à droite", "une orientation nouvelle", "une politique énergique à l'intérieur et à l'extérieur"... etc

La bourse de Berlin fut fermée, tellement les spéculateurs étaient convaincus que les "nouveaux maîtres du Reich" allaient adopter une politique inflationniste, avec abandon de l'étalon or, qu'ils interrompraient.

"... le service des intérêts des emprunts privés étrangers, c'est-à-dire, provoqueront un moratoire, pareille mesure devant entraîner une baisse du mark qui favoriserait les exportations allemandes"

"On voudra sortir de la crise à tout prix, la politique du gouvernement BRUNING, qui s'inspirait de la nécessité de l'équilibre budgétaire et du maintien du cours du mark sera abandonnée. LUTHER, irréductiblement opposé à toute politique inflationniste, sera remplacé par SCHACHT ou par "tout autre financier de génie" (M 1.6.32)

A vrai dire, pour être renseigné, l'on attendit que fort peu de temps. Dès le 1^{er} juin, l'on apprit que VON PAPEN avait accepté la formation d'un nouveau cabinet (PM 1.6.32)

"Le fragile ministère VON PAPEN" ... "étape vers le 3^{ème} Empire cher à M. HITLER" (L 3.6.32)

"les Hitlériens tolèrent ce gouvernement de passage qui aura tous les ennuis de la conférence de LAUSANNE et qui leur préparera le chemin du pouvoir" (M 3.6.32)

L'on insista beaucoup sur la rapidité de la formation du nouveau ministère VON PAPEN, "de l'aile droite du centre" (L 1.6.32)

et son orientation justement à droite. HINDENBURG, dont le rôle avait été déterminant, le baptisa "gouvernement de concentration nationale" (M 2.6.32). Le MESSIN le qualifia de "gouvernement d'aristocrates" (M 2.6.32), de "coalitions de féodaux terriens" (VON GAYL, SCHLEICHER, WARMBOLT (M 3.6.32). En VON PAPEN, l'on vit un "dissident centriste" (M 2.6.32) Et, si l'on s'attarda sur son passé, c'est tout bonnement parce qu'il habitait en SARRE... (PM), et qu'il été déjà connu à cause d'une originalité peu commune :

"... ex-attaché militaire à NEW YORK, où il oublia en 1916 dans le métro, une serviette contenant des documents établissant qu'il se livrait au sabotage de l'usine de guerre américaine (...) ce qui lui valut de quitter précipitamment les Etats-Unis !" (M 2.6.32,

d'après les attaques des journaux anglo-saxons)

Puis l'on rappela ses sympathies avec les nazis, et le but de son ministère :

"briser les gauches sociales et bourgeoises" Marquer une "étape vers le 3e Empire cher à M. HITLER" (M 2.6.32)

Quant à HINDENBURG, on le taxa d'avoir

"... perdu son intégrité morale et de civisme"
(M 2.6.32)

Le Lorrain ajouta :

"le général VON SCHLEICHER, chef de la camarilla militaire s'y trouve comme ministre de la Reichswehr. C'est significatif pour tout le cabinet. Le rôle de M. VON PAPEN sera de liquider le Reichstag qui ne répond plus aux sentiments de l'électorat allemand et de faire procéder à de nouvelles élections qui donneront une majorité aux hitlériens" (L 1.6.32)

Evoquant les Affaires Etrangères, et son nouveau responsable VON NEURATH (ambassadeur à LONDRES) la KOLNISCHE VOLKZEITUNG, parla d'un "coup fatal" en politique extérieure. L'organe du centre rhénan déclara que BRUNING :

"... jouissait d'un crédit politique important, il avait su changer l'atmosphère de la politique étrangère, qui comparée à celle deux ans auparavant, constituait un grand progrès. Son successeur aura du mal de reprendre la direction des Affaires Etrangères, là où BRUNING s'est arrêté" (L 1.6.32)

Finalement, à METZ, "le fragile ministère VON PAPEN" (L 3.6.32) n'apparut que sous l'apparence d'un gouvernement de passage de transition. A l'étranger, comme en Allemagne, beaucoup protestèrent contre le cabinet n'inspirant que trop peu de foi. L'on fut même surpris outre-Rhin de l'animosité des journaux anglo-saxons à l'égard de VON PAPEN... son funeste souvenir américain était tenace ! (M 3.6.32)

Dès la proclamation, les socialistes allemands avaient opposé "la méfiance la plus vive" (L 2.6.32) Le parti du centre avait protesté contre la disgrâce de BRUNING. Il avait décliné aussi, toute responsabilité sur les conséquences, et avait réprouvé les agissements qui avaient été faits pour provoquer la chute du cabinet.

"Intrigues inconsidérées à la veille de négociations internationales préparées dans la claire conscience du but à atteindre, dans l'heureuse évolution d'une politique de reconstruction nationaliste"---

Avaient-ils fait entendre ↓

Semblablement, la presse libérale s'était montré résolument hostile à VON PAPEN (L 3.6.32)

Donc, tant de craintes noircirent l'avenir. Et l'on mit encore moins de temps à s'en persuader davantage...

La dissolution du Reichstag (juin 32)

"Vers une Allemagne nouvelle" (L 4.6.32)

"C'est la rupture nette avec la politique intérieure des gouvernements précédents" (L 5.6.32)

Dès le 4 juin, l'on annonça à METZ, que le cabinet VON PAPEN ne se représenterait plus devant la Reichstag

"Le Reichstag qui a été élu le 14 septembre 1930, a d'ores et déjà vécu" (L 4.6.32)

Pour l'officialisation, il n'y avait qu'à patienter quelques heures... Bien plus profitable fut d'écouter "vers l'Allemagne nouvelle" l'ordre du jour du général VON SCHLEICHER à l'armée
(L 4.6.32)

Celui-ci promit de mettre :

"... tous ses efforts pour donner à la Reichswehr les moyens d'accomplir sa tâche propre qui est de protéger

les frontières allemandes et d'assurer la sécurité nationale"

et il ajouta ces phrases "significatives" (L 4.6.32)

"Je m'efforcerai en outre, d'accroître les forces spirituelles et morales de notre peuple, qui constituent la base indispensable de la défense nationale. J'ai la conviction qu'à l'intérieur du pays le fait que nous possédons une armée unie et indépendante des partis, suffit à lui seul pour protéger l'autorité du Reich, contre l'ébranlement" (PM 4.6.32)

... à travers tout cela : "rien sur la Constitution"
(M 4.6.32)

Le lendemain (5 juin) l'on publia "le premier acte du cabinet VON PAPEN" (L 5.6.32)

"la lecture de la déclaration ministérielle a été suivie de la dissolution du Reichstag" (M 5.6.32)

"Le Reichstag est dissous"

"C'est la rupture nette avec la politique intérieure des gouvernements précédents" (L 5.6.32)

La "déclaration solennelle au peuple allemand" (L 5.6.32) de VON PAPEN fit "sensation en Allemagne" (M 6.6.32). Abordant les questions de politique intérieure, le nouveau chancelier s'en prit aux décisions de tous les autres gouvernements. Il ne recula même pas pour affirmer que le "socialisme d'Etat", la "démocratie parlementaire", avaient fait de tout le pays une :

"... vaste assistance publique"

En conséquence de quoi, son attaque "fait nouveau", fut jugée comme une sorte de précédent, ou :

"... rupture brusque avec la politique des gouvernements républicains antérieurs"

Elle notifia :

"... en termes sans équivoque, ce "cours nouveau" qui doit marquer une cassure complète entre la droite et la gauche, et aboutir finalement, à la liquidation de la plus grande partie de l'oeuvre sociale et intellectuelle de la République allemande" (...)

"le message gouvernemental constitue également une déclaration de guerre contre le socialisme, et rejette sur "les lois de protection sociale une grande part de la responsabilité de la situation où se trouve l'Allemagne"

Désormais, il fut possible de s'attendre à une rupture avec les partis s'affirmant républicains (L 5.6.32)

Dernière ombre :

"Dans quelques jours, les légions hitlériennes seront sans doute rétablies" (M 6.6.32)

Evidemment, l'effet désiré se produisit... les uns et les autres des plus touchés firent de la riposte un droit impératif : les socialistes bien sûr, mais aussi les centristes catholiques. L'on vit leurs "rancunes" dans la GERMANIA qui se fit :

"... soudain le champion de la démocratie et des droits sociaux"

... et découvrit en VON PAPEN un :

"... danger à l'unité nationale" (M 6.6.32)

Au fond, il n'y avait rien moins à entrevoir, qu'un "écrasement des gauches", pourtant :

"... on aurait tort de prendre toutes ces déclarations -pour aussi énergiques qu'elles apparaissent- pour argent comptant. Dans la lutte qui s'engage, les droites, soutenues par l'armée et le maréchal HINDENBURG, occupent des positions plus importantes et plus favorables que les gauches, qui ne sont représentées que par les socialistes, la bourgeoisie libérale, étant pratiquement inexistante"

"Socialistes et syndicats craignent leur écrasement définitif, et mobilisent leur force" (M 6.6.32)

Ce faisant, certaines critiques proférées par la droite, avaient une part de vérité. La prodigalité depuis 12 ans des gouvernements allemands, de l'argent des contribuables, avait souvent été déplorée.

"Ce sont de lourdes responsabilités pour la gauche, dont elle ne se déchargera pas facilement"

"... d'autant que les dernières élections ont montré de surcroît que les jeunes générations tournent le dos au régime républicain" (M 6.6.32)

Les jours suivants, VON PAPEN n'eut pas une bonne presse en Allemagne, un malaise finit même par entourer le choix de sa nomination. Qui plus est, dans le Sud de l'Allemagne, on prêta l'intention du chancelier de s'engager sur la voie de nouveaux "projets militaires". Au sein des partis politiques, le centre et les socialistes se mirent d'accord pour défendre la République et la Constitution. "Des journaux" allèrent jusqu'à mener campagne contre lui. Par exemple "les Nouvelles de HAMBOURG" vitupérèrent à propos du rôle suspect de VON PAPEN pendant la guerre, et reprirent les graves accusations du gouvernement américain (sur le recrutement des saboteurs) (M 7.6.32). Tous ces éléments permirent au MESSIN de titrer : "la dictature en Allemagne"(M 7.6.32)

Mais cette affirmation ne soutendait-elle pas, à partir d'un bruit, d'une rumeur, d'autres décisions imminentes et singulières ? L'idée eût pu leur traverser l'esprit... en tout cas, les actes confirmèrent !

Le 9 juin, l'on informa que le chancelier venait de demander la convocation de Landtag :

il "...songe à faire gouverner la PRUSSE par un Commissaire d'Empire, qui avec plein pouvoir, se superposerait au gouvernement" (L 9.6.32)

Le premier souci était de pallier à la difficile mise en place d'un gouvernement prussien : l'alliance nazi-centre étant très délicate... (M 9.6.32)

Mais il y avait plus...

La volonté du chancelier était d' :

"...avoir en PRUSSE, un gouvernement actif, au lieu d'un gouvernement "d'affaires" (L 9.6.32)

"... de voir un gouvernement de droite s'installer en PRUSSE pour soustraire pendant la période électorale, la police au commandement de ses chefs républicains et socialistes, et d'autre part, afin de poursuivre sans résistance sa politique antimarxiste" (M 9.6.32)

Quoiqu'il en fût, l'on insista aussi sur l'illégalité du geste de VON PAPEN. Car il s'agissait bien d'une inconvenance à l'égard de la constitution d'Empire, puisque toute intervention était interdite dans les Etats, sauf le cas, où ceux-ci eussent violé la constitution. Et cette fois, l'on précisa alors, pourquoi les Etats du Sud se sentant menacés, avaient... et protestaient de plus belle (M 9.6.32) L'affaire s'envenima et fit grand bruit.

"Le conflit du Reich et des Etats" (M 28.6.32)

Elections diverses et prussiennes, crise politique, nouveau ministère VON PAPEN, mal orienté, dissolution du Reichstag... tout cela avait eu de quoi inquiéter. A nul autre moment, l'on avait connu tant de défense à la montée hitlérienne. Presque jusqu'à l'effroi, l'émotion causa en tout cas pour les autres, un état de mal à l'aise, rendu encore plus pesant à l'idée que toute résistance serait faible.

Mille réflexions en Allemagne conduirent à penser que, HITLER devenu le maître, les "têtes" allaient "tomber" (M 9.6.32)

"Les chefs socialistes seront traqués, des **pogroms** seront possibles (beaucoup de Juifs allemands sont déjà partis)"

Et comme la peur fait souvent naître dans les cerveaux follets de bien étranges idées, Jacques BAINVILLE (dans Action Française) ajouta :

"Certains à gauche préfèrent une monarchie restaurée, s'érigeant en barrière à la dictature" (M 9.6.32)

Au demeurant chacun, ainsi qu'il le pouvait, essayait de se pourvoir ! Mais là où les doutes devinrent menaces, ce fut quand l'effort de tenacité aux droites coïncida avec la convocation du Landtag de Prusse. Après la main mise du pouvoir sur le premier état du Reich, beaucoup d'autres se sentirent désignés. Ils comprirent que leur liberté était en jeu, et que pour l'instant, la volonté du refus au nazisme n'avait eu qu'un souffle court. Pour le samedi 12 juin, une parade monstre était prévue par les hitlériens, que rien ne freinait (L 9.6.32)... et certainement pas VON PAPEN...

Puis, l'indignation fut à son comble quand le baron VON GAYL, ministre de l'intérieur, formula des allusions...

"... au sujet de l'éventualité de réformes organiques dans la structure même du Reich" (L 11.6.32)

Contre cela, et contre "l'hégémonie prussienne" :

"les Etats de l'Allemagne du Sud se méfient de la nouvelle orientation politique du Reich" (L 11.6.32)

BAVIERE, WURTEMBERG, BADE prononcèrent l'anathème (L 11.6.32)

Le président bavarois fit savoir à HINDENBURG :

"Si le Reich nous envoie un haut-commissaire, nous l'arrêterons" (L 14.6.32)

Dans "l'action française" (du 14 juin) Jacques BAINVILLE, avait déjà tenté d'expliquer le "Séparatisme en Allemagne" Selon son avis, il s'agissait d'oppositions et d'intérêts entre la Prusse et la Bavière..." Voire "... entre la Prusse et la Rhénanie"

Cela avait été une

"erreur des gouvernants français et alliés de n'avoir pas au lendemain de la guerre, utilisé les sentiments d'indépendance des Rhénans et des Bavarois"

"Cette dissociation de l'Allemagne aurait été une sérieuse garantie pour la paix" (M 15.6.32)

Mais il n'était plus temps de refaire le passé... ignorée, la mise en garde des Etats du Sud se vit au contraire, opposée une provocation : la levée de l'interdiction des troupes hitlériennes... (L 15.6.32)

Cette caution au retour de la violence, fut vivement décriée à METZ, où l'on souligna :

"... le renversement total de la politique intérieure allemande" (...)

"Après la dissolution du Reichstag, le gouvernement d'Empire a rempli la 2e condition exigée par les N.S."

(L 16.6.32)

De nombreuses provinces suscitèrent alors un véritable tollé (L 15.6.32)

Quant à HITLER, sûr de retrouver son entière satisfaction, il avait annoncé une réunion à WORMS pour le 13, afin d'établir un pont entre le socialisme et le N.S. Pour lui, des millions d'ouvriers et de paysans devaient être concernés (L 14.6.32) Puis, après l'annulation du décret-loi de BRUNING, il réorganisa son haut commandement... L'on y remarqua la création d'un nouveau département s'occupant exclusivement des services du travail obligatoire, confié au colonel HIERL. A Grégor STRASSER, député N.S., fut laissée la réorganisation de tout le parti, et la direction des cinq départements principaux, appelés REICHSINSPEKTION (L 15.6.32) Enfin, il demanda à tous ses adhérents le port d'un nouvel uniforme, moyennant 150 marks par individu...

"Qui est-ce qui paie cette première mise d'équipement ? Est-ce la SCHWERINDUSTRIE ou un budget camouflé de la Reichswehr ?" (L 16.6.32)

... et leur participation le 18 juin, à une grande manifestation pour célébrer sa victoire... (annulation du décret-loi) alors un "peu partout", l'on vit des défilés de détachements de troupes d'assaut... sous le contrôle "bienveillant du gouvernement" (L 19.6.32)

Dès le début des menées hitlériennes, la réaction des Etats, en premier desquels ceux du Sud, s'était exacerbée... l'on attendit même le veto de certains au rétablissement des légions hitlériennes (M 16.6.32)

2 350 1

"... malgré les ordres de BERLIN, ils ont déjà mardi (14 juin) refusé de retransmettre le discours par radio du nazi G. STRASSER" (M 16.6.32)

Quant à la Bavière, elle :

"... ne tiendra aucun compte du décret berlinois réintégrant l'armée brune et conférant à nouveau aux hitlériens le droit de porter l'uniforme" (M 16.6.32)

Le pays de BADE adopta une attitude identique (L 17.6.32), cependant que le 17 juin, de virulents incidents éclatèrent à la Diète bavarroise : plusieurs députés nazis furent expulsés par la force (M 18.6.32)

Mais rien ne put contenir la hargne des nazis ! "libres", ils déclanchèrent une véritable flambée de violence. A Vienne, des bandes hitlériennes avaient brusquement attaqué des israélites en pleine rue... (M 16.6.32)

En Allemagne, fin juin, les affrontements sanglants ne se comptèrent plus. Dans la RUHR et à HAMBOURG, entre N.S. et communistes, à DARMSTADT entre N.S. et membres de la Bannière d'Empire (L 19.6.32), à DUSSELDORF (N.S. contre communistes ; un N.S. tué) (L 22.6.32)

Puis à BERLIN, AUDERNACH (Rhénanie), KIEL, OLDENBOURG... (deux morts - des blessés) (L 23.6.32)... FRANCFORT, SOLINGEN, STETTIN, ALTONA, ESSEN... etc entre N.S. et communistes (M 23.6.32)

"Une guerre civile camouflée sévit en de nombreux endroits"

"... les désordres se renouvellent chaque soir dans les quartiers ouvriers. De véritables combats s'engagent entre adversaires politique de droite et de gauche. On tente de dresser des barricades dans les rues, met en action des auto-blindés et les mitrailleuses sont prêtes à fonctionner en cas de besoin. Le bilan de ces événements quotidiens se traduit par un nombre élevé de morts et de blessés, et par de nombreuses arrestations"

(L 26.6.32)

En ces instants troubles et dangereux, on eut attendu des propos explicatifs du cerveau de ces actions terroristes... HITLER n'eut d'abord d'autre souci que de dire qu'il

"... ferait aucune objection au retour de l'ex-KAISER, des émissaires racistes se seraient rendus à DOORN pour lui faire savoir" (M 24.6.32)

... puis, aux accusations portées sur eux, les nazis contre-carrèrent : ... les victimes ? s'étaient eux !

"Ils ont sur la conscience le meurtre de milliers d'ouvriers et de Républicains"

"C'est un combre !" (M 26.6.32)

Pour se défendre de leur cynisme, le gouvernement bavarois n'hésita point à rejeter l'ultimatum du gouvernement du Reich, ordonnant à la Bavière d'autoriser les légions hitlériennes et leurs uniformes. L'on était à

"... la veille d'événements d'une extrême gravité"
(L 26.6.32)

Cela d'autant plus, au moment où les nazis cherchaient à dissoudre les organisations communistes.

"les nazis voudraient un recourt à l'Etat d'exception qui permettrait le signal d'une lutte entre le gouvernement central, les gouvernements des pays du Sud d'une part, et entre la police et les communistes d'autre part"

Après des ministres de l'Intérieur et de la Guerre, ils revendiquèrent : la suppression du parti communiste, l'occupation par la police des quartiers généraux communistes de BERLIN, et de la RUHR... et bien entendu la suspension provisoire des constitutions des Etats de BADE et BAVIERE (M 26.6.32)

Nullement effrayée, la Bavière reconfirma par HELD, son président du conseil, que la Diète maintenait ferme l'interdiction du port de l'uniforme des partis politiques. De surcroît, la demande N.S. au sujet de l'organisation d'une manifestation projetée pour le dimanche (26), fut repoussée.

Il y avait donc en Allemagne, dans le Sud des Etats assez courageux pour oser résister à l'agitation nazie qui partout ailleurs rendait la situation extrêmement critique. L'exemple de bravoure des uns, eut au moins un effet bénéfique sur les autres. Progressivement, les "partis républicains" s'enhardirent et déployèrent une activité de plus en plus grande en réponse aux remous nazis (L 28.6.32). Il est vrai que leur effort ne fut guère favorisé par le président HINDENBURG qui imposa finalement à tout le Reich, l'ordonnance sur le port de l'uniforme des partis politiques (L 29.6.32)

Bref, dès avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, tous avaient déjà grand soin de se placer afin d'espérer une chance de succès. Pour GOEBELS, le premier juillet à KIEL, il n'y avait aucun doute à se poser...

"Le régime actuel est un régime de transition et on ne pourra empêcher la victoire inévitable de la fière armée nationale socialiste. Ce gouvernement restera dans la légalité jusqu'à la dernière minute, mais s'il arrive au pouvoir, il fera des exemples" (M 2.7.32)

De coup d'Etat en Prusse aux élections pour le Reichstag

"La fin de la République allemande" (M 30.7.32)

- "Les élections dans un mois seront la réédition de celles de 1930" (M 29.6.32)

- "le coup d'Etat du président HINDENBURG en Prusse va servir de prologue à un drame dont les péripéties vont se succéder à un rythme précipité"

"En attendant, le Reich va procéder dimanche à une consultation qui sera décisive pour ses destinées"

"La constitution de WEIMAR meurt parce qu'elle portait en elle le principe de sa destruction"

(Albert RIVAUD dans le CAPITAL repris par le
MESSIN 30.7.32)

Comme à l'accoutumée, la campagne pour les élections au Reichstag, débuta (ou continua !) par des bagarres sanglantes

- près de HANAU (communistes contre policiers qui avaient cherché la dissolution d'une réunion politique)
- HALLE (nazis contre "Front d'Acier")
- GOERLITZ, manifestation des N.S.
- WEIMAR (L 18.7.32) - HAMBURG (M 18.7.32) NS contre communistes
- BERLIN : N.S. contre Front d'Airain (1 mort) ... etc
- "une soixantaine de blessés à ALTONA"...

"Ainsi s'établit la "VERLUSTLISTE" de dimanche"

- "16 morts au total" (L 19.7.32)

"Les milieux N.S. cherchent à obtenir que soit décrété en Allemagne, une sorte d'état d'exception grâce auquel les nazis seraient chargés de collaborer étroitement avec les forces de police" (...)

"La Droite réclame à grands cris, des mesures draconiennes contre le "terrorisme communiste"

Vu l'inquiétude des milieux politiques modérés, devant cette "surexcitation des esprits" en période électorale, le gouvernement d'Empire réagit "enfin" (L 19.7.32) et interdit "jusqu'à nouvel ordre, manifestations, cortèges en plein air" (L 19.7.32)

Le 19, un communiqué officiel, rejetant notamment la responsabilité de nombreuses rixes sur les communistes, taxés de "provocateurs", donna quelques statistiques "édifiantes"

dimanche 26 juin	:	5 morts - 103 blessés
dimanche 3 juillet	:	5 morts - 72 blessés
dimanche 10 juillet	:	19 morts - 189 blessés
dimanche 17 juillet	:	19 morts - 285 blessés !

sans commentaire ! (L 20.7.32)

Et puisque, dorénavant, l'on était plus à un étonnement près.. le DAILY HERALD révéla qu'en cas de mise en minorité de son parti le 31 juillet, HITLER eut préparé un coup d'Etat
(M 20.7.32)

C'est alors que se produisit un événement dont le choc n'eut pas eu plus d'effet qu'une bombe. A METZ, on l'appela "coup d'Etat" en Prusse. Premier temps : un décret-loi :

"le chancelier VON PAPEN est nommé commissaire du Reich en Prusse"

Deuxième mouvement : l'état d'exception

"prononcé pour le BRANDEBOURG et BERLIN" (...) le "pouvoir exécutif passe entre les mains du commandement de la Reichswehr dans cette province, le général VON RUNDSTAEDT" (L 21.7.32)

"L'Etat de siège proclamé à Berlin" (M 21.7.32)

"VON PAPEN somme le ministre prussien de démissionner"
(M 21.7.32)

Immédiatement, SEVERING s'efforça de résister en une vraie "scène dramatique" avec VON PAPEN... Mais le téméraire fut vite contraint à quitter son ministère, puis à abandonner ses fonctions. L'armée occupa la présidence du Conseil. Les ministres furent tous destitués, tandis que des ordres furent donnés qui changeraient les préfets (L 21.7.32 - 2 articles)

A la T.S.F., VON PAPEN tenta de se justifier ; il venait d'agir pour maintenir l'ordre, car le gouvernement était démissionnaire depuis le 19 mai et tous les efforts pour rester dans la limite de la Constitution de WEIMAR étaient demeurés infructueux (M 21.7.32)

De ce discours, la presse de droite "s'en félicita chaleureusement"...

Evidemment les partis du centre et de gauche protestèrent et, ensemble scandèrent le même mot d'ordre : "réponse des Allemands le 31 juillet !" La GERMANIA versa dans le lyrisme :

"la journée du 20 juillet restera l'une des plus sombres dans l'histoire allemande" (L 22.7.32)

Mais le Lorrain ne crut pas à la portée de leurs mots. Au contraire, il ne vit par exemple qu'une :

"... stérile protestation du parti social démocrate"
(L 22.7.32)

Le MESSIN montra :

"la passivité de l'opinion publique en Allemagne devant le fait" (...)

"les syndicats ouvriers et le parti socialiste ne sont pas en mesure d'engager la lutte" (M 22.7.32)

Bien entendu, l'autre camp jubilait... : "la mission" du "général VON SCHLEICHER et ses amis" (M 22.7.32) avait pleinement réussi. VON SCHLEICHER était le "grand triomphateur" (L 21.7.32)... avec les hitlériens;

VON SCHLEICHER et VON PAPEN venaient "d'hypothéquer l'avenir"
(M 22.7.32)

"le gouvernement d'Empire n'a pris les mesures auxquelles il a recouru que pour donner satisfaction aux revendications des nationaux-socialistes et des pangermanistes qui réclamaient qu'on leur abandonne la Prusse"

... et le chancelier avait également pensé à des mesures contre les communistes (M 22.7.32)

"Si les hitlériens ont réussi à BERLIN et dans le BRANDEBOURG, ils réussiront demain ailleurs" (...)

"c'est l'intrusion du Reich dans les affaires de Prusse. Ce sera demain l'intrusion de la Prusse dans les affaires du Reich, sous le couvert de la paix et de l'ordre à sauvegarder" (M 21.7.32)

"Les attentats politiques en Prusse déplaisent, le gouvernement du Reich qui est de droite en a profité pour réaliser "cette sorte de coup d'Etat" (L 21.7.32)

Puis, l'on compara Berlin à Rome. Les deux villes connaissaient maintenant des régimes d'exception... et là-bas, MUSSOLINI, pour étendre le fascisme, avait obligé cinq ministres et onze sous-secrétaires d'Etat à démissionner (L 21.7.32)

Or, malgré la gravité du pas franchi à BERLIN, le calme revint

dans la capitale, mais ce faisant :

"la destitution des fonctionnaires républicains" continua et l'on profita de l'aubaine pour arrêter ceux qui, communistes, avaient demandé la grève.

Par conséquent, VON PAPEN avait

"gagné la 1ère manche" (M 23.7.32)... ce, malgré la demande en référé du cabinet prussien adressé à la cour de LEIPZIG (M 24.7.32)... et le soutien prêté par la BAVIERE et le BADE (M 22.7.32)

A leur intention, et pour apaiser l'émotion, VON PAPEN en visite à STUTTGART, annonça que les mesures d'exception allaient prochainement être levées, et qu'en aucun cas elles ne seraient appliquées dans d'autres Etats (M 25.7.32)

"Le coup d'Etat reste limité à la PRUSSE" (L 24.7.32)

A METZ, l'on fit grand bruit de l'affaire et l'on fit remarquer que d'une part les attentats continuaient avec une égale intensité (L 24.7.32) et que, d'autre part, malgré les assurances accordées

"après la parlote de STUTTGART", "les explications de M. VON PAPEN" ne donnèrent pas "satisfaction aux Etats du Sud"

Ceux-ci se gardèrent bien de retirer leur plainte à la Cour de LEIPZIG et eurent avec le chancelier une "entrevue orageuse" (L 25.7.32)

(Le 23, VON PAPEN avait nommé le Dr BRACHT, ancien bourgmestre d'ESSEN, commissaire du Reich pour la Prusse (L 24.7.32)

Finalement, à côté des péripéties prussiennes et allemandes du Sud, la campagne électorale passa complètement au second plan. Cette lassitude toute relative voulut simplement montrer que l'on ne se faisait plus guère d'illusions quant aux résultats. Trois faits suffirent amplement à rappeler le fond des pensées quelques jours avant le scrutin.

Le premier fut un article, tiré du "JOURNAL" rédigé par son envoyé en Allemagne Jean BOTROT, le journaliste s'en tenant aux émanations de "milieux bien informés" avertit...

- la prochaine interdiction du parti communiste pour "haute trahison"
(communistes qui déclarèrent s'attendre à une telle décision)
(L 25.7.32)
- une nouvelle dissolution du Reichstag si aucune majorité de droite ne s'en dégageait
 - "on s'efforcerait de faire accéder HITLER à la première magistrature à la suite d'une démission sensationnelle"
"HITLER va-t-il succéder à HINDENBURG ?" (L 24.7.32)

Le deuxième fut une allocution radiodiffusée de VON SCHLEICHER, ministre de la guerre, le 27 juillet 1932. Il s'en prit à la France et réclama la liberté militaire de l'Allemagne.

Le troisième point, sous la plume d'Albert RIVAUD (professeur à l'Ecole des Sciences Politiques) dans le CAPITAL, fut une sorte de synthèse de la situation politique allemande, la veille du grand choix.

"La fin de la république allemande"

"Le coup d'Etat du président HINDENBURG en PRUSSE va servir de prologue à un drame dont les péripéties vont se succéder à un rythme précipité"

"En attendant, le Reich va procéder dimanche, à une consultation qui sera décisive pour ses destinées"

"La constitution de WEIMAR meurt parce qu'elle portait en elle le principe de sa destruction"

"La Prusse passe à l'étranger pour la forteresse inexpugnable de la démocratie allemande, le président du conseil, le socialiste démocrate OTTO BRAUN, l'homme le plus énergique de l'Allemagne"

"Et voilà qu'un obscur diplomate, M. VON PAPEN, trois ou quatre hobereaux, un général politicien, ont abattu comme un château de cartes, l'Allemagne républicaine, et tout ceci sans combat" (...)

"Un vaudeville, prologue à un drame (...) précipité"

"La république allemande est morte sans agonie, parce que la république allemande n'a jamais existé que dans l'imagination formée des libéraux d'occident. En fait, le pouvoir n'a jamais échappé complètement en Allemagne, aux mains qui le tenaient si vigoureusement en 1914"
(...)

"Nous avons de nouveaux développements, mais la Prusse de jadis est l'Allemagne que la Prusse avait façonnée à son image" (M 30.7.32)

Les élections de juillet 1932

"La marée hitlérienne monte toujours !" (L 1.8.32)

"L'Allemagne a voté comme il était facile de préconiser qu'elle voterait. Nous n'avons devant nous qu'une Allemagne décidée à déchirer les traités qu'elle a signés et prête à tout pour reconquérir l'hégémonie qu'elle a perdu..." (M 2.8.32)

"Une mesure pour rien" (L 2.8.32)

"Rien de changé en Allemagne"

"Une assemblée ingouvernable ! Un ministère sans majorité
Une avalanche révolutionnaire à l'extrême droite et à l'extrême gauche ! la dictature va continuer !"

(M 3.8.32)

Le premier et deux août, les journaux messins commencèrent d'abord par donner un bilan complet des résultats, et de la "fièvre électorale" (L 1.8.32) qui marqua l'achèvement de la campagne.

"dix morts en 48 heures !" (L 1.8.32)... ESSLINGEN (communistes contre policiers : 2 communistes tués), REISENGEN (près de KOENIGSBERG), 2 républicains tués après une bagarre entre N.S. communistes et républicains, HINDENBURG (Haute-Silésie) communistes contre policiers... un communiste tué... BERLIN, DORTMUND, BRUNSWICK\$, KOENIGSBERG (9 morts, 100 blessés) N.S. contre communistes

(M 2.8.32)... etc.

Au total pour la campagne électorale 130 morts; 2000 blessés !
(L 2.8.32)

Voilà dans quelle atmosphère passionnée l'Allemagne vota...
et pour qui ?

"la marée hitlérienne monte toujours !" (L 1.8.32)
(230 députés contre 107 précédemment PM 2.8.32)

"Les derniers résultats confirment le triomphe des N.S.
hitlériens. Les socialistes démocrates viennent en se-
conde ligne" (M 1.8.32)

"les partis de gauche (...) peu entamés" (L 2.8.32)

Conséquences immédiates :

"Un parlement sans majorité" (L 2.8.32)

"Pour ne pas rester dans l'opposition, les vainqueurs
hitlériens doivent composer avec les groupes voisins"
(L 2.8.32 2e article)

... Un conseil de guerre eut lieu à la "maison brune de MUNICH
(M 3.8.32)

Et l'on expliqua que face à ce nouveau Reichstag, pour asseoir
une majorité de droite, il ne manquait au gouvernement que
20 voix (à l'union N.S., nationalistes allemands - parti écono-
mique et parti populiste)

"Ce résultat ne déplaira pas au gouvernement actuel dans
sa volonté de prouver que l'Allemagne a besoin plus que
jamais d'un gouvernement au-dessus des partis"

"... mais une alliance n'est pas exclue, le centre à ce
propos, n'est pas à l'aise devant la montée communiste"

Officiellement, le gouvernement du Reich défendit qu'il ne
songeait pas à s'effacer devant HITLER ; qu'aucune modificatio
profonde de sa composition n'était envisagée ; qu'il n'était
pas non plus disposé à laisser aux N.S. la direction des affai
res en PRUSSE... (L 3.8.32) Contre quoi, LOEBE, ex-président
du Reichstag avertit qu'un gouvernement était impossible sans
un accord entre socialistes et centristes (dans la VORWAERTS)
(L 3.8.32)

Quant aux hitlériens, l'on apprit qu'ils discutaient à MUNICH sur la répartition des portefeuilles... et que, comptant sur "la dictature de VON SCHLEICHER", ils espéraient

"... obtenir la presque totalité du pouvoir pour ensuite tenter un coup d'Etat avec le général VON SCHLEICHER"

"Quoi qu'il arrive, nous nous trouvons d'ores et déjà en présence d'une Allemagne qui ne se distingue de celle de 1914 que par un aggravaat de ses pires dispositions. Voilà ce qu'il faut dire. Toutes les considérations auxquelles on pourrait se livrer sur le dosage des partis, n'ont qu'un médiocre intérêt et ne serviraient qu'à détourner l'attention de ce fait capital, qu'on ne doit plus perdre de vue, c'est que le régime actuel subira de profondes modifications dans un délai qu'on ne peut encore fixer" (M 3.8.32)

Juste après les élections, VON PAPEN déclara qu'elles avaient "approuvé les efforts du gouvernement pour libérer le pays de l'influence des partis" (L 4.8.32)... Juste avant les élections (30 juillet) il avait soutenu, qu'aux yeux des dirigeants actuels "la constitution de WEIMAR avait déjà fait son temps" (M 3.8.32)

"Le récent succès d'Hitler aidant, la période de la République semble approcher de son terme" (M 3.8.32)

"Adolphe HITLER deviendra-t-il chancelier ?" (L 9.8.32)

"le chaos allemand" "désarroi et confusion"...
"l'anarchie allemande" (M 21-25-29.8.32)

"Vers la guerre civile ?" (L 9.8.32)

Vu de METZ, août 1932 fut pour les Allemands un mois déchirant, d'attente angoissée, d'anarchie politique, de "règne du terrorisme" (M 1.8.32)

L'on eut pu le qualifier "d'hitlérien" tellement ceux-ci usèrent et abusèrent de leur force, pour secouer, contraindre, brutaliser le pays.

Les irascibles eurent constamment l'initiative ! Ils avaient marqué la campagne électorale de mille provocations et affrontements, ils perdurèrent leurs méfaits redoublant leur violence. Espéraient-ils ainsi la montée au pouvoir ? Tout le monde s'y attendit !...

"les hitlériens continuent à semer la terreur"

"La violence doit sans doute compléter leur victoire de dimanche" (L 4.8.32)

"les hitlériens poursuivent la série de leurs exploits"
(M 4.8.32)

ou "attentats politiques" (L 4.8.32) à GOLDBERG, LIEGNITZ, MILITSCH (Haute-Silésie), COLOGNE, KIEL, HAMBOURG, MEININGEN... (M 4.8.32)

à GLEINITZ (Haute Silésie) - deux policiers tués suite à une perquisition chez des N.S.... "...des dépôts d'armes à la disposition de la milice hitlérienne sont cachés un peu partout" (L 5.8.32)

"Attentats de KOENIGSBERG" (L 6.8.32)... "bombe à KIEL", "attentats à BRUNSWICK (plus de 20 maisons endommagées:), en Silésie (MARKOWITZ), en Haute-Silésie (GUTTENTAG)...
(L 7.8.32)

à FREUDENBERG (WHESTPHALIE), GLEIWITZ encore... etc
"malgré la trêve politique) (L 9.8.32)

Y eut-il au moins une volonté pour essayer d'arrêter leurs néfastes agissements ? Il sembla que le gouvernement, en laissant s'écouler le plus de temps possible entre les élections et la réunion du Reichstag (prévue pour le 30 août) eût espéré le retour du calme dans les esprits... (M 5.8.32)

Funeste méprise ! Demeuré sans limite, le terrorisme N.S. y reçut au contraire un encouragement ! A ce titre, l'on critiqua sans retenue, la "protestation platonique des journaux allemands de Droite, comme de Gauche" (L 5.8.32)

Curieusement, le "DEUSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG" nationaliste, évoquant la violence, accusa VON PAPEN et VON GAYL !

La GERMANIA se confina derrière une formule banale au possible : "le gouvernement ne doit pas rester indifférent"...

"A Gauche", le VOSSISCHE ZEITUNG énuméra les troubles, jettant une "lumièrè étrange" sur la trêve politique demandée par VON PAPEN après les élections ! Quant à la VORWAERTS, elle déplora :

"la non intervention du gouvernement" (L 5.8.32 - 2e page)

Le 9 août, les ministres allemands furent convoqués d'urgence à Berlin par le chancelier...

"M. VON PAPEN se décidait enfin à prendre des mesures exceptionnelles" (...) "Etat de siège ?" ... peut-être... mais on eut vite la facheuse impression que la participation hitlérienne au gouvernement avait été l'objet réel de la réunion... (M 10.8.32).

Le même jour, l'ANGRIFF N.S. publia les noms et adresses de plusieurs communistes dénoncés à la vengeance des chemises brunes... Ce langage d'"excitation" était sans contexte inadmissible

"l'ANGRIFF (...) aurait été interdit depuis longtemps, si au lieu d'être raciste, cette feuille était tout bonnement socialiste ou républicaine" (M 10.8.32)

Mis en face de ces accusations de faiblesse, le gouvernement ne pouvait que réagir. Il se "décida enfin à réprimer les actes de terrorisme" (L 10.8.32) De quelle manière ?

Par un nouveau décret-loi, menaçant de la peine de mort, les cas les plus graves... et prolongeant la trêve politique pour tout le mois.

Premières conséquences : bombes à HINDENBURG, SCHOMBERG, STETTIN, REICHENBACH où un N.S. fut tué par une grenade qu'il s'apprêtait à lancer ! (L 10.8.32)... une vingtaine d'attentats "en 24 heures" "malgré le décret-loi" (L 11.8.32)... protestations des ISRAELITES auprès du président HINDENBURG vis-à-vis des intimidations hitlériennes... (L 17.8.32) etc...

Sur le terrain proprement politique, après leur succès aux élections et leur agitation effrénée, l'on se demanda beaucoup

si oui ou non HITLER allait accéder au pouvoir... Et cette préoccupation dut énormément déranger VON PAPEN lorsqu'il apprit la révélation d'OTTO STRASSER (frère de Grégor STRASSER, "transfuge du parti N.S." (M 6.8.32)

Ce dernier divulgua "un pacte secret" conclut entre VON SCHLEICHER et HITLER (M 6.8.32)

- 1- le parti hitlérien s'engageait à tolérer un cabinet d'Empire VON SCHLEICHER et HITLER (M 6.8.32)
- 2- HITLER renonçait à prendre le pouvoir dans le Reich même après les élections du 31 juillet
- 3- HITLER se déclarait par avance d'accord avec la constitution d'un cabinet du Reich, mais où VON SCHLEICHER serait le chancelier;
- 4- si VON SCHLEICHER le désirait, HITLER était prêt à déléguer dans ce cabinet quelques ministres nazis;
- 5 - HITLER s'engageait à soutenir le cabinet deux ans au moins

De son côté, VON SCHLEICHER :

- 1- se déclarait d'accord pour laisser HITLER devenir Président du Reich;
- 2- il s'engageait pour le cas où HITLER aurait été victorieux aux élections du 31 juillet, à remplacer les hommes faibles du cabinet VON PAPEN, VON GAYL, par des hommes forts, éventuellement des hitlériens ;
- 3- il promettait de conserver à son possible cabinet, une apparence au-dessus des partis, même si un représentant du centre devait y être inclus, par exemple BRUNING aux Affaires étrangères.
- 4- Enfin, VON SCHLEICHER s'engageait à faire une politique s'inspirant de certains principes N.S. : lutte impitoyable contre la marxisme, réarmement de l'Allemagne, voire socialisation des banques (L 5.8.32)

"La situation de M. VON PAPEN" fut "ébranlée" (L 5.8.32)

"L'insistance avec laquelle les N.S. déclarent qu'ils n'ont confiance que dans le général VON SCHLEICHER, la violence des attaques qu'ils dirigent contre le chancelier VON PAPEN et le ministre de l'intérieur VON GAYL (les deux hommes faibles de l'accord secret) laissent d'ailleurs penser qu'il y a eu au moins une grande part de vérité dans ces révélations"

"Mais si VON SCHLEICHER, ni HITLER ne sont seuls, et ainsi HITLER, qui est un homme de compromis, doit convaincre ses lieutenants très remuants, Grégor STRASSER GOEBBELS notamment, partisans de la manière forte, et qui représentent l'aile marchante révolutionnaire du N.S." (L 5.8.32)

Le 6 août 1932, HITLER rencontra VON SCHLEICHER à "huis clos" (L 7.8.32)

"HITLER sous la pression de ses lieutenants, réclame la chancellerie, les ministères de l'intérieur, du travail, de l'économie publique et en plus, la haute main sur la prusse" (L 7.8.32)

Une fois encore, l'on se posa la même question :

"M. Adolphe HITLER deviendra-t-il chancelier ?"

Evidemment, sa rencontre "avec le tout puissant ministre de la guerre" (L 9.8.32) et l'ex-Kromprinz (M 9.8.32)... les bruits "d'un pacte secret"... tout cela y fit penser...

(L 9.8.32)

... et puis s'ajouta encore la prochaine rencontre du leader nazi avec HINDENBURG (M 9.8.32)

Enfin, restait aussi la position fâcheuse du gouvernement VON PAPEN... Si son cabinet se laissait déborder par les événements dus à l'action terroriste, la presse britannique l'entrevit jusqu'à la guerre civile. Le DAILY TELEGRAPH déclara que VON PAPEN avait atteint l'extrême limite des droits constitutionnels, en renversant le gouvernement socialiste de BRAUN, qu'il avait accusé d'incapacité à maintenir l'ordre

"En agissant ainsi, le chancelier a assumé une responsabilité toute particulière, en donnant à ses adversaires comme à ses amis politiques, le droit de lui demander d'assurer leur protection"

"Toute faiblesse entraînera donc une situation extrêmement tendue devant les événements, le gouvernement ne peut rester inactif" (L 9.8.32)

Et déjà, l'ANGRIFF N.S. canonna en formulant clairement la question

"... ou bien le parti N.S. recevra la direction du gouvernement du Reich, ou bien si un refus lui est opposé, il y répondra par un combat sans merci" (L 9.8.32)

Ici, l'on eût pu au moins^m se convaincre : vu le nombre des attentats... le combat avait dès à présent commencé !

En conséquence, alors que partout l'on s'impatiait de connaître le futur gouvernement, l'on se persuada au moins que l'Allemagne était à la veille de "graves transformations politiques" (M 11.8.32)

Attitude mémorable, l'audace et les exigences hitlériennes finirent par inquiéter les conservateurs allemands... ! Ne vit-on pas les journaux nationalistes et les organes de la grande industrie (notamment la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG) considérer que HITLER était plus utile à la tête de son parti qu'à la tête du gouvernement !

"Tout comme l'apprenti sorcier de GOETHE !"

Ne vit-on pas les journaux d'HUGENBERG ("LOKAL ANZEIGER", "NACHT AUSGABE"), les feuilles pangermanistes (comme la "DEUSCHE ZEITUNG") agrariennes (comme la DEUTSCHE TAGES ZEITUNG) faire preuve de la même émotion ?

"Mais les craintes du clan conservateur viennent vraiment un peu tard. Il a contribué à gonfler l'importance du mouvement hitlérien en le représentant pendant des années comme le symbole même de la renaissance d'une Allemagne nationaliste. Il ne possède plus, à l'heure actuelle, la force nécessaire pour pouvoir empêcher son

entrée au gouvernement dans des conditions qui feraient de HITLER le véritable maître de l'Allemagne... même avec VON SCHLEICHER à la Reichswehr, et le nationaliste VON NEURATH aux affaires étrangères"

A gauche, la presse, certainement traumatisée à cause du pas en arrière nationaliste, exprima sa "plus vive anxiété"

(L 9.8.32)

Et maintenant, que devenait...

"... dans tout cela VON PAPEN ?" il fut

"rejeté au second plan !" (L 9.8.32)

Convoqué par le Président d'Empire l'on envisagea d'abord un remaniement de son cabinet (L 10.8.32)... puis sa démission (M 2.8.32). IL va s'en dire que "sous le signe de la croix gammée"... la candidature de HITLER à la chancellerie devenait sérieuse"... (L 11.8.32) Le centre, lui, rabâcha encore la promesse de son soutien...

"La vérité est que le centre tient avant tout à éviter une aventure autre ou extra-parlementaire, qui lui enlèverait pour longtemps toute influence sérieuse sur la vie politique allemande" (L 11.8.32)

Dans les milieux de la Reichswehr, l'on regarda l'éventualité d'un HITLER chancelier, comme beaucoup moins dangereux qu'un HITLER dans l'opposition... Mieux valait le "tenir en bride" avec l'aide du maréchal (L 18.8.32). C'est pourquoi, HINDENBURG proposa au premier nazi la place de vice-chancelier... Le vieux héros argua qu'il était le gardien de la constitution... qu'aucune violation ne serait faite étant donné qu'un chancelier était investi de la confiance d'un parti ou de la coalition de partis possédant la majorité du Reichstag !

Sur le moment, HITLER, très en colère, fit montre de son intention de refuser et promit d'engager la bataille contre le gouvernement d'Empire (L 12.8.32). Cette situation peu claire, finit par énerver l'Allemagne.

Car toute décision, pour être fondée, devait passer par HITLER, et, de plus, avec une trop grande légèreté, l'entrevue projetée entre HINDENBURG et VON PAPEN n'eut pas lieu le vendredi 12 août, fut renvoyée au 13... ou peut-être au 15 !

(L 13.8.32)

HITLER clamant à nouveau son refus, s'en alla s'entretenir avec VON SCHLEICHER et le chancelier. Ses propositions furent simples : au général le gouvernement, chancellerie et Reichswehr à G. STRASSER le vie chancellerie à FRICK l'intérieur !

(L 14.8.32)

Pour la seconde fois, le vieux maréchal sortit de sa réserve.. Il appela HITLER, pour lui signifier qu'il n'était pas en mesure de soutenir un gouvernement nationaliste... et qu'il l'invitait à une opposition "chevaleresque" ! (L 14.8.32)

Complètement démonté... HITLER ordonna aux chemises brunes, une marche sur Berlin en guise de corollaire à l'échec des pourparlers... Attisant le feu, l'ANGRIFF incrimina :

"Ce qu'on nous refuse aujourd'hui, on devra nous l'accorder demain !" (M 17.8.32)

Mais, quelque peu revenu d'une réplique lancée à chaud, HITLER se ravisa et la marche n'eut pas lieu (M 15-16.8.32)

En fin de compte, dans toute cette aventure, le plus ennuyé fut sans conteste VON PAPEN... Il avait bien mille raisons de penser que sa situation était précaire : contre lui, la gauche, absolument non disposée à soutenir un gouvernement de "barons"... contre lui la droite nationaliste ! (M 17.8.32)

Maintenant, non seulement il ne pouvait plus obtenir aucune majorité au Reichstag... mais il craignait encore la lutte ouverte entre son gouvernement et les nazis ! (L 15.8.32)
D'aucuns vaticinèrent de nouvelles élections (M 16.8.32).
Après les refus hitlériens, un noir pessimisme assombrît le décor, d'autant que l'Etat Major N.S. décida de tenir un conseil de guerre le 16 août, dans le but de déterminer une nouvelle tactique... Coup de théâtre, le conseil de guerre fut ajourné après que des rivalités de personnes pour cause de succession à la direction du parti, eussent semé la discorde des

troupes (L 17.8.32)

De compliquée, la situation devenait inextricable... Et loin de clarifier les divulgations de la ROTE FAHNE du 18 août ajoutèrent à l'imbroglie ! Le journal communiste prétendit qu'un accord secret avait été conclu entre VON SCHLEICHER et des responsables syndicaux, ceux-ci s'accrochant d'un "cabinet présidentiel". Ensuite, il fit état d'une autre connivence, rapprochant N.S. du centre et prélude à un cabinet de concentration comportant :

VON SCHLEICHER : chancelier et ministre de la Reichswehr
STRASSER à l'Intérieur, FRICK à la Justice, GRONIG (NS)
au ministère de l'air, STEGERWALD (centre) au Travail,
BRUNING aux affaires étrangères... (L 22.8.32)

Que fallait-il retenir de tout cela ? D'une part, il était peu probable que le président HINDENBURG eût donné son adhésion à une telle coalition... (M 20.8.32). D'autre part, l'Allemagne en "désarroi et confusion" proliférait tant de nouvelles contradictoires, qu'il devenait extrêmement difficile de discerner un seul monceau de vérité. Sur ce, était-il même possible de se faire une idée précise sur l'évolution de la crise politique allemande, après la rupture officielle entre HITLER, HINDENBURG et VON PAPAN ? (M 21.8.32)

Pour embrouiller davantage, une tension éclata entre HUGENBERG et les N.S. STEPHAN, chef du STAHLHELM berlinois, publia un communiqué qui tendit à prouver que les troupes d'assaut racistes avaient réellement opéré : la semaine passée, des concentrations dans les environs de la capitale, en vue de la fameuse marche (L 20.8.32)

Simple "manoeuvre" politique, oppose le Lorrain (L 20.8.32)
Que se passait-il réellement entre les amis d'hier :

"HUGENBERG aurait été reçu par HINDENBURG et lui aurait montré les dangers que l'arrivée de HITLER à la tête du gouvernement provoquerait. HITLER serait capable de faire des entailles tellement profondes dans tout ce qui est grosse industrie ou banques, que toutes les activités du cabinet actuel doivent tendre à paralyser l'action économique de HITLER.

Profitant de cette situation, les socialistes ont déposé cinq motions radicales :

- 1- étatisation des industries minières, métallurgiques et chimiques
- 2- étatisation des grandes banques
- 3- expropriation de grandes propriétés foncières pour favoriser les coopératives agricoles
- 4- élargissement des monopoles d'Etat
- 5- constitution d'un ministère des monopoles"

(M 23.8.32)

Finalement, au milieu de si grands fracas et prospectives politiques, une chose apparut presque certaine : HITLER n'ayant pas réussi à accéder ni à la chancellerie d'Empire, ni à la présidence du cabinet de Prusse, avait désorienté l'extrême droite. L'appui du centre lui faisant défaut, il ne restait plus qu'au Reichstag à se réunir le 30 août pour se dissoudre ! (M 21.8.32)

Quant au gouvernement, rarement un dilemme aussi crucial ne lui fut posé : comment dans "le chaos allemand"

"garder le pouvoir sans violer la constitution ?"... sinon que de risquer l'abandon du Reichstag... (M 25.8.32)

Et cependant que l'Allemagne glissait vers l'état "anarchique" (M 25.8.32), une mauvaise "affaire vint exciter encore la passion dans les esprits... En Prusse, près de BEUTHEN, cinq nazis avaient assassiné, "marthyrisé" un ouvrier communiste...

(L 24(25.8.32)

Contre eux, le tribunal de BEUTHEN avait prononcé la sentence de mort... Restait à HINDENBURG de réquérir ou non le droit de grâce. Si oui, il eût prouvé "sa carence, son impuissance". si non, il eût creusé un "fossé irréparable entre les nazis et le gouvernement" (M 25.8.32)

Sans attendre, les hitlériens se déchaînèrent et tentèrent à l'occasion de prendre d'assaut le palais de justice de BEUTHEN...

Visiblement embarrassé, le gouvernement hésitait... tandis que la presse hitlérienne fulminait et que HITLER insultait...

Il invectiva le gouvernement "bourgeois" de VON PAPEN...
soi-disant "national" et vociféra :

"Je n'ai rien de commun avec les bourreaux de ceux qui
mènent le combat national de libération du peuple alle-
mand"

"Combattre et encore combattre" (L 24.8.32)

Puis, HITLER ordonna la concentration de son état-major, et de
ses milices. Fébrilement, BEUTHEN attendit l'arrivée du capi-
taine ROEHM qui venait de promulguer des encouragements aux
"assassins". Une importante manifestation allait être organisé
(L 25.8.32) L'Allemagne était en suspens...

"Toute l'Allemagne se demande ce qu'elle va être
l'attitude du gouvernement prussien..." (M 24.8.32)

La réponse ne vint pas de VON PAPEN trop indécis, mais du
président. HINDENBURG rappela que la fermeté était nécessaire
et s'indigna des "reproches passionnés"... (L 24.8.32)

Le 26 août, le gouvernement prussien repoussa la demande de
révision du procès de BEUTHEN... (L 27.8.32). On verrait bien
ensuite !

Ainsi fut reporté l'événement qui avait fait un peu oublier
la véritable crise politique... parce qu'elle ne posait plus
de mystère... C'est à peine si l'on éprouva le besoin de
dire qu'à STUTTGART, BRUNING avait condamné les négociations
entre le Centre et les nazis... il est vrai, cela se passait
en Prusse (L 25.8.32 - 2e page) Et VON SCHLEICHER, lui aussi
réprouva la coalition "noire-brune", lui préférant le cabinet
présidentiel... (L 27.8.32)

Mais à toute chose l'on ne resta pas insensible... et quand
à NEUDECK, VON PAPEN fut mandé par HINDENBURG, l'on se persua-
da qu'un épisode nouveau et imminent
Songez que VON GAYL et VON SCHLEICHER avaient sans doute, eux
aussi reçu une invitation... (L 28.8.32)

A la veille de la réunion du Reichstag...

"qui agonise avant même d'être né !" :

"l'Allemagne se rapproche d'événements politiques déci-
sifs qui doivent éclaircir dans un sens ou dans un autre
la situation si obscure dans laquelle on se débat ici,

depuis le renvoi du cabinet BRUNING" (L 30.8.32)

Certainement persuadé d'une confiance présidentielle, VON PAPERAS assez discret jusque là, sortit de sa coque, et mit dans son discours de MUNSTER, le 29, une inflexion différente. Le ton ferme et décidé, il se défendit de ce que son gouvernement n'était pas un gouvernement de transition... qu'il entendait agir efficacement contre la crise... que le Reichstag serait dissous et les élections ajournées jusqu'au printemps 1933... que continuerait son cabinet présidentiel... et qu'il entendait bien résister à HITLER. Le discours fit "grosse impression..." (L 30.8.32)

Bah ! chez nous, peu ou pas d'emportement... Le jour précédent le Messin venait juste de reprendre un article du TEMPS (27 août) signé de René LAURET. Ce correspondant en Allemagne, avait expliqué l'existence de relations entre l'armée et les sections d'assaut (STURM ARTEILUNGEN). De la sorte, les réunions politiques N.S. étaient protégées et René LAURET avait justifié pourquoi VON SCHLEICHER avait haussé les épaules quant on avait parlé d'une marche sur BERLIN... (M 29.8.32)

Tout n'était pas bon dans un proche avenir... et maintenant qu'un jalouf de plus allait être posé sur le chemin de cette dégradation, le Lorrain lui-aussi, préféra l'enquête aux commentaires et jugements habituellement si denses. Puisqu'après tout, tant d'esprits étaient craintifs, Charles RITZ voulut montrer crûment d'où venait leur angoisse...

"La parole est à un hitlérien..."

L'hitlérien commença d'abord par prouver que la jeunesse allemande cherchait naturellement un guide, un chef, un "FUHRER" que l'Allemagne jeune, entité ethnique était un ensemble dynamique "une volonté de puissance, et il poursuivit :

"La République de WEIMAR ne répondit pas aux nécessités de la régénération allemande"

Le 11 août 1919 fit de cette année-là :

"... le service funèbre de la constitution", elle qui portait comme le cachet, la marque d'un état pluraliste,

c'est-à-dire confédéré, d'un état fabriqué par des partis politiques, donc, d'un état qui, fatalement, était arrangé au profit des marxistes, des démocrates syndicalistes, des radicaux libéraux, des internationalistes et des capitalistes. Donc des partisans des organisations disparates, opposées les unes aux autres, luttant et combattant pour la conquête du pouvoir"

"Le coup du cabinet présidentiel a mis fin -au moins les intéressés le pensent- à l'état pluraliste et de partisans pour introduire l'état autoritaire, avec l'autorité par en haut" (...)

Le nouveau système gouvernemental, pour sortir du :

"brouillard des difficultés"

eut recours à l'article 48, et essaya

"de tenir compte davantage des "mouvements" que des anciens partis politiques. Mais les gouvernements "présidentiels" ne comprennent pas que leur devoir est, après les élections du Reichstag, de s'inspirer uniquement de la poussée, du mouvement qui entraîne l'Allemagne et de passer la main à HITLER et à nos chefs" (...)

Le N.S.

"est un mouvement social et national"

"social, non au sens marxiste. Nous sommes issus de vouloir rendre heureux le peuple allemand, la race allemande dans son expression populaire. Nous voulons donc aussi les conditions du bonheur du peuple. Rassembler tout ce qui est allemand et rendre notre collectivité, notre peuple, notre "VOLK", participant de toute la plénitude de la richesse, de la culture, de la grandeur, des réalisations présentes et futures de la puissance et du génie allemand" (...)

- Charles RITZ: un

"danger pour nos voisins ?"

_lui :

"Dites plutôt que pour les civilisations périmées et ceux qui s'y accrochent"

(le début de l'entretien devait être l'Europe Centrale !)

_ "Et que va faire HITLER demain ?"

_ "Ce que son Destin lui commande. En tout cas, vous verrez l'avènement du 3e REICH" (L 31.8.32)

Mais revenons à la dissolution du Reichstag, qui pouvait être sans doute une des dernières étapes de l'avènement nazi

"Le coup de JARNAC du Reichstag" (L 1.9.32)

"les bons hitlériens. Ils s'élèvent tous les jours contre la constitution "révolutionnaire" de WEIMAR, et les voilà devenus ses protecteurs officiels"

Ils attaquent continuellement le système des partis politiques, et les voilà alliés du centre abhoré.

Fumistes va !" (L 1.9.32)

Alors que les prévisions étaient unanimes à penser que le Reichstag allait être dissous... VON PAPEN fut "victorieux à NEUDECK, mais battu au Reichstag !" (L 31.8.32) VON HINDENBURG avait pourtant bien signé le décret autorisant le gouvernement à dissoudre le Reichstag... il avait approuvé le discours de MUNSTER et avait donné le blanc seing à VON PAPEN... Mais une surprise de taille attendait le chancelier du côté du Reichstag...

La séance inaugurale fut étonnamment calme, et c'est alors qu'une majorité de 367 voix, se dessina afin de prouver au président que le Reichstag était viable... Etablissant que désormais l'union était faite entre centristes et nazis, GOEHRING fut élu par 367 voix, président... et prit la parole pour démontrer que l'assemblée était en mesure de travailler... ESSEN, centriste, fut élu vice-président (363 voix) GRAES (N.S.) 2e vice-président (335), RAUCH du parti bavarois le 3e (350 voix) (L 31.8.32)

"les catholiques et les hitlériens, unis dans une même exécution, du gouvernement, vont s'efforcer de retarder la dissolution du Reichstag, qui se produira officiellement, vraisemblablement dans quelques jours"

(M 1.9.32)

"... ils changent leur tactique : il s'agit de montrer que le Reich est viable et d'obtenir ensuite un vote de défiance contre le cabinet" (...)

Mais VON PAPEN

"a en poche le décret de dissolution signé de HINDENBURG"

(L 3.9.32)

(A chaque tour, les socialistes avaient voté pour LOEBE, les communistes pour leur candidat, et KLARA ZETKIN, avait même pu se faire écouter dans le silence des hitlériens en uniforme !) (L 31.8.32)

Pareille émotion à la Diète de Prusse... qui débattit dans le calme...

"BRACHT, pour montrer qu'il n'attache aucune importance à l'opinion de la Diète, non seulement s'est dispensé d'assister à la séance, mais en plus, a interdit aux fonctionnaires du haut commissariat de se rendre au LANDTAG" (L 31.8.32)

Après

"le coup de JARNAC du Reichstag", et la "lutte (...)
engagée à fond entre la coalition nazi-centriste et le
gouvernement VON PAPEN" (L 1.9.32)

HINDENBURG, très fâché, réaffirma son appui au chancelier, s'éleva contre les attaques de la coalition centre-NS, et refusa de recevoir à NEUDECK le nouveau président du Reichstag

(L 2.9.32)

Etrangeté... il gracia les cinq assassins de BEUTHEN...

(L 2.9.32)

mais s'abstint de participer à la grande parade des Casques d'Acier à BERLIN le dimanche 4 septembre (L 5.9.32)

- 585 -

Evidemment, il eut été fort inconvenant pour le vieux maréchal, d'assister à une manifestation, dont les membres se réclamant du front d'airain... trahissaient plutôt un esprit animé d'un souffle militariste plus que de tout autre inspiration ! (PM début septembre 32) Et puis, il dut se dire que la crise politique avait déjà suffisamment divisé l'Allemagne, pour risquer une telle sortie qui forcément eût pesé lourd ! HINDENBURG quitta donc NEUDECK pour Berlin après la grande parade. Le 8 septembre, il reçut le chancelier et le ministre des affaires étrangères...

Le 10 septembre, le Reichstag fut dissous ! (PM 11.9.32)

La dissolution du Reichstag : (1er septembre 32)

"L'Allemagne jout le tout pour le tout" (L 8.9.32)

"L'Allemagne au tournant" (M 15.9.32)

"L'Allemagne en état de dictature" (M 14.9.32)

"L'Allemagne sous la dictature" (L 14.9.32)

Bizarrement, la dissolution du Reichstag fut précédée d'une crise ministérielle "à la minute" et du renversement du cabinet VON PAPEN !

"le chancelier roulé par l'opposition" (L 11.9.32)

Dès l'ouverture des débats, le Reichstag, adroitement manoeuvré par les N.S., émit un vote de défiance à l'encontre du cabinet en place ! VON PAPEN et ses ministres quittèrent alors la salle, sans avoir pu lire la déclaration gouvernementale, ni le décret de dissolution ! (PM 13-14.9°)

Après quelques discussions, les N.S. proposèrent une suspension de séance. Et ce fut seulement à la reprise, que VON PAPEN put déposer le décret de dissolution, voté 513 voix contre 32 et 50 abstentions.

Quelques heures plus tard, à la radio, VON PAPEN abordant les questions de politique intérieure, fit part de la nouvelle et annonça le maintien du cabinet présidentiel, malgré les partis

(L 11.9.32)

Maintenant que l'événement était accompli, il restait encore à envisager ses conséquences. L'opinion publique messine jugea que l'Allemagne était au "tournant" (M 15.9.32), en "état de dictature" (M 14.9.32)

Outre-Rhin, les journaux démocrates critiquèrent d'abord l'attitude du président du Reichstag, GOERING, qui avait refusé la parole au chancelier, avant le vote de défiance (M 14.9.32)

La VORWAERTS invita le prolétariat à engager la lutte contre HITLER et VON PAPEN... Et comme il fallait s'y préparer la presse de droite, nationaliste ou catholique s'en prit au cabinet (M 14.9.32)

En revanche, ce fut avec la

"... plus grande indifférence que la population allemande accepta la dissolution du Reichstag" (M 15.9.32)

Chez nous, si l'on enregistra la victoire de VON PAPEN qui avait fini par faire admettre la dissolution à GOERING, dans le vote, l'on y trouva qu'une sorte de valeur morale, rien de plus (M 15.9.32). Car au fond, c'est bien de faiblesse dont se paralysait le cabinet PAPEN, à l'extérieur comme à l'intérieur. Excepté en Prusse, où, à en croire la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG, le gouvernement VON PAPEN - SCHLEICHER avait une position très forte (L 14.9.32), dans le Reich, l'apathie n'était pas un leurre. Un glacial discrédit figeait le parlementarisme, déjà très malade (M 15.9.32) ; la gauche vitupérait contre le ministère, car elle restait fidèle à cette forme de régime (M 15.9.32) ; et toute modification constitutionnelle supposait la collaboration avec l'assemblée... (L 14.9.32) Au gouvernement, VON PAPEN, à moins d'un coup d'Etat (L 14.9) son unique et beau jeu était en fin de compte de dire que le Reichstag était ingouvernable (M 15.9.32)

Dans la mesure où le calme semblait garder la population et la Bourse, il n'y avait plus qu'à attendre les nouvelles élections ! (M 15.9.32) Elles furent fixées au 6 novembre 32.

Mais durant ce laps de temps, une actualité brûlante, diplomatique surtout, repoussa jusqu'aux calendes l'intérêt à la crise intérieure allemande.

Oh ! bien sûr, si la conférence pour le désarmement causa un tel tremblement, elle le dût principalement au fait que l'épicentre se trouvait quelque part du côté de l'Allemagne ! Mais, assurément, à trois semaines des élections, dire que l'opinion messine revint à ses préoccupations habituelles tiendrait d'un truisme plutôt que d'une quelconque révélation. A moins qu'à METZ l'on eut décelé autre chose... Dans ce cas, oublions les broutilles, pour nous attacher aux avis les plus persuasifs. Avec le Lorrain, reportons-nous au 3 octobre à MUNICH. Ce jour-là, à l'occasion d'une réunion du comité du parti populaire bavarois, SCHAEFFER, l'un des responsables de cette formation politique, personnalité importante en Bavière, avait pris la parole. Son discours avait surtout **stigmatisé** le cabinet VON PAPEN. Au plan intérieur, il avait justifié autant les initiatives économiques que sociales, et de toute façon, avait critiqué un gouvernement dont l'existence dépendait que de l'article 48, au mépris du respect des droits du peuple. Et il conclut :

"Si le hitlérisme poursuivait sa marche ascendante, le sort du cabinet se trouverait dans ces conditions fort compromis"

Mais la rédaction du Lorrain, tout en se retranchant derrière les résultats de la consultation du 6 novembre, fit cependant ressortir une certaine désaffection du peuple. Allait-elle :

"... assurer un succès inespéré à VON PAPEN ?"

A ce propos, l'on nota une baisse des voix N.S. à diverses élections municipales par "lassitude" (L 13.10.32)

Sentant sa position peut-être un peu plus confortable, VON PAPEN, feignant d'oublier les difficultés, entreprit alors d'entrer de plein pied dans la campagne électorale.

Le 12 octobre, on le vit à MUNICH, où on lui réserva une "atmosphère assez cordiale" (L 13.10.32)

Le 16, il vint rendre visite à PADERBORN (en Westphalie)

"Nous sommes sortis de la guerre de position et avons repris celle de mouvement" (...)

"Nous avons galvanisé les énergies morales de la nation pour agir. La fin de la crise apparaît à l'horizon. Nous nous en réjouissons et lutterons jusqu'au bout"

"Das heilige deutsche Reich" ironisa le Lorrain !

(L 17.10.32)

La réplique ne tarda point. Le 18 Octobre à MUNSTER, Mgr KAAS dressa un "violent réquisitoire" contre VON PAPEN et ses "improvisations" (M 19.10.32)

Aléas de la politique allemande, l'on reparla d'un retour éventuel de l'ex-KRONPRINTZ, bientôt nommé régent, et n'attendant plus que la mort de GUILLAUME II (M 18.10.32)...

Puisque chacun pensait à son avenir, et que l'échéance électorale était proche, HITLER lui aussi, y jet~~ça~~a son dévolu. D'abord ses sbires qui s'en prirent aux communistes à DORTMUND, mais l'un deux fut tué par sa propre bombe, ainsi qu'un passant... (L 17.10.32) Puis, le 20 Octobre, le chef nazi démolit la politique du cabinet VON PAPEN ! (L 21.10.32)

Et maintenant, il eut été normal d'entendre l'avis forcément écouté du Président VON HINDENBURG. Il n'y manqua nullement, en réitérant sa confiance à VON PAPEN.

En outre, il réprova la campagne de presse qui avait pris à partie la situation ébranlée du chancelier dans l'affaire Reich-Prusse. Lui, également, voulut soutenir que la pointe de la crise était passée (L 28.10.32)

Dernier épisode de cette campagne électorale, plutôt feutrée, l'invitation assez inattendue du chancelier à voter pour HUGENBERG. VON PAPEN, en personne, souligna la nouveauté de cet accord entre le parti nationaliste allemand et le gouvernement (L 5.11.32)

Et le 6 novembre, les allemands votèrent pour la 5e fois en un an.

"23 partis différents sont en présence"

"Les élus d'aujourd'hui formeront-ils le dernier Parlement de la République Allemande ?"

Peut-être pas, si l'on escomptait une baisse de popularité des nazis (M 6.11.32)

Pour la 5e fois en un an : les élections allemandes (M 6.11.32)

"Aujourd'hui, élections au Reichstag. Le lecteur français, comme l'électeur allemand ne s'en doutaient certainement pas" (L 6.11.32)

"La victoire de VON PAPEN" (M 8.11.32)

"La majorité absolue des députés élus par les Allemands et pas les Allemands- 195 hitlériens et 100 communistes- sont partisans déterminés d'un chambardement immédiat, intérieur et extérieur. A côté d'eux, 50 pangermanistes arrivent au Reichstag avec l'idée de projeter hors de nos frontières cette force explosive qui se manifeste avec tant de violence.

En face de ces tendances destructives, les éléments modérés, d'ailleurs profondément divisés entre eux, représentent une barrière bien fragile"

(Edouard HELSEY dans "LE JOURNAL") (M 10.11.32)

A peine l'ensemble des résultats fut-il publié et comparé à celui des précédentes élections, que les journaux messins apprécièrent, puis critiquèrent

"Gains des communistes et des conservateurs" (...)

"Gains communistes aux dépens des socialistes et des hitlériens"

"Défections nazies"... au profit des "partis soutenant VON PAPEN" (L 7.11.32)

"Evolution compréhensible. Les socialistes ne sont pas assez radicaux pour la foule sans travail ; HITLER a beaucoup promis et n'a rien osé : ses adeptes de gauche vont aux extrêmes, ceux de droite retournent aux conservateurs. Le cabinet au pouvoir profite comme toujours

de ses moyens électoraux. Au point de vue de la politique étrangère, le Reichstag d'aujourd'hui, vaut celui d'hier. VON SCHLEICHER continue" (L 7.11.32)

VON PAPEN était sans doute "victorieux) (M 8.11.32) mais
"le nouveau parlement allemand sera ingouvernable, aucune majorité n'étant possible"
"Les hitlériens et les catholiques n'y auront plus la possibilité de former une coalition" (M 8.11.32)

Quant au recul hitlérien, à l'avantage des partis bourgeois, il imputa l'"inexpérience politique d'HITLER"

"Après le 31 juillet, il aurait pu tenter un coup de force, il ne l'a pas fait"

A cela s'était ajouté les "promesses non tenues", et le refus d'entrer dans le gouvernement PAPAN- SCHLEICHER (M 8.11.32)

Ceci dit, le cabinet VON PAPEN se déclara satisfait et les partis bourgeois nationaux allemands l'engagèrent à continuer dans la même voie. Restait encore au chancelier à consolider son avantage. D'emblée, il se prononça pour un élargissement de son cabinet comme après le 31 juillet, dans le cadre de la "formule présidentielle" (L 8.11.32) Des portefeuilles allaient sûrement être offerts au centre et aux N.S.. Mais de ces derniers venait le doute. HITLER refusa toute proposition et manifesta ferme son intention de poursuivre la lutte pour le pouvoir... Un coup de force était-il à craindre ? Des bruits couraient... En feignant d'oublier cette hypothèse, l'on pouvait aussi prêter quelques crédits aux chances d'une concentration nationaliste : N.S. - Nationaux allemands - centre... à la condition obligée d'un retrait du gouvernement VON PAPEN... Mais alors, il eût été à nouveau possible au chancelier de dissoudre le Reichstag... quant à une coalition noire-brune, si elle était possible, elle été crainte à cause de son danger évident et du rôle primordial que HUGENBERG y eût trouvé (L 8.11.32)

Voilà donc comment l'on fût contraint d'attendre l'évolution des choses, et pourquoi discourir valut bien mieux qu'une faible vérité...

Le 11 novembre, l'on alléguait que VON PAPEN avait certainement été chargé de la formation éventuelle d'un cabinet de concentration (L 11.11.32)

Le 13, l'on s'interrogea afin d'essayer de comprendre si le Reichstag allait être dissous et "la dictature officielle introduite"... A la charge de cette supposition, il y avait surtout l'état impossible dans lequel se trouvait VON PAPEN d'aboutir à un accord avec les partis pour la formation d'une concentration nationaliste. Dissoudre ? Peut-être... mais alors le contexte politique eût encore été rendu plus inextricable, et l'opposition des Etats du Sud plus virulente à ces "expériences anti-constitutionnelles" (L 13.11.32)

Lasse de cette confusion, tiraillée par un mauvais sentiment d'anxiété, l'Allemagne tourna ses yeux vers le maréchal. Entre l'avertissement des Etats allemands, des partis politiques, des conseils du Reich ; devant le danger d'un coup d'Etat ou de la dissolution du Reichstag ; dans la perspective d'une réforme constitutionnelle fondée sur plébiscite... à HINDENBURG l'espoir d'une intervention dans le but de rechercher en priorité une majorité parlementaire... à HINDENBURG de donner carte blanche à VON PAPEN plutôt que de laisser les discortes intestines conduire à l'aventure ! (M 14.11.32)

Mais il était trop tard : à l'aventure l'on était déjà parvenu ! Le 17 novembre VON PAPEN démissionna

"De PAPEN à SCHLEICHER" (14.12.32)

"Une crise ministérielle allemande" (M 18.11.32)

"Devant le refus de collaboration des partis politiques, le cabinet VON PAPEN démissionne"

"Vers un autre cabinet extra-parlementaire" (L 18.11.32)

"Adolphe HITLER ayant remis au gouvernement du Reich un mémorandum où il refuse de négocier avec le chancelier VON PAPEN, le cabinet d'Empire a décidé de remettre au président HINDENBURG sa démission collective" (M 18.11.32)

"La crise allemande sera longue" (L 19.11.32)

"M. Frantz VON PAPEN, colonel de cavalerie et chancelier manœuvré par VON SCHLEICHER, doit se mordre les doigts d'avoir licencié l'ancien Reichstag et procédé à de nouvelles élections" (L 18.11.32)

Car dans le nouveau Reichstag, il n'avait pas pu trouver une majorité, et il était allé "d'échec en échec" avec les socialistes, le centre, les hitlériens jusqu'aux états du Sud.

"D'un autre côté les chefs des partis vainqueurs aux élections mettaient en garde HINDENBURG d'accumuler sur son nom historique et cher à tous les allemands, des responsabilités énormes et de voir son nom et son prestige s'effondrer pour le plus grand [↑] du Reich"

"Selon la règle du jeu, HITLER devrait être appelé au pouvoir... "

mais :

"... le Reichstag ne veut de lui à aucun prix. Alors on s'achemine vers un nouveau cabinet présidentiel"

"Tolérer, aider, contrôler le nouveau chancelier, c'est là que gît la difficulté. Il faut créer une majorité de gens qui ne s'entendent pas entre eux, mais qui s'entendraient pour supporter un chancelier désigné par le président VON HINDENBURG" (L 18.11.32)

A cette tâche, HINDENBURG s'y afféra, et commença par réunir les chefs des partis politiques (L 18.11.32); orientant ses négociations vers un cabinet de concentration (M 18.11.32) des partis de droite et du centre (M 19.11.32)

HUGENBERG, KAAS, DINGELDEY furent reçus pour cela. Mais du 18, date de l'entretien avec HITLER, dépendit vraiment le sort du futur gouvernement (L 19.11.32)

Devant un Reichstag "diminué", la :

"... plupart des journaux berlinois et provinciaux, inspirés par la grosse industrie, qui a soutenu financièrement le mouvement nazi, redouteraient de le voir évoluer vers un extrémisme subversif dans l'opposition"

et seraient par conséquent favorables à l'accession de HITLER à la chancellerie;

A moins que dans un Reichstag "en veilleuse", en cas de refus de collaboration des N.S., sans majorité parlementaire, l'on eût continué un cabinet présidentiel" (L 19.11.32)

La première question fut donc de savoir si HITLER allait devenir chancelier

"Le maréchal HINDENBURG a reçu Adolphe HITLER" (...)

"Rien n'a filtré" (...)

"Il apparaît de plus en plus que HITLER serait chargé de former le nouveau cabinet présidentiel et autoritaire"

(M 20.11.32)

Déjà une revue de la presse allemande, fit ressortir qu'en ce cas, la politique extérieure eût été identique à celle de VON PAPEN (M 20.11.32)

"HITLER, G. STRASSER ou VON SCHLEICHER ?"

Là était la solution ! (L 20.11.32)

Mais le 22, les jugements se modifièrent et l'on y compris bien plus. D'abord parce que les milieux gouvernementaux estimèrent que l'échec de HITLER était certain... et parce que l'entrevue avec le président n'ayant duré qu'un quart d'heure, l'on n'avait pas besoin d'en attendre une conséquence positive!

(M 22.11.32)

Que s'était-il donc passé ? Eh bien HINDENBURG, s'il avait bel et bien proposé à HITLER la chancellerie, lui avait présenté son voeu assorti de plusieurs conditions... En ce qui concerne la politique extérieure, le maréchal avait demandé au chef nazi, l'engagement de poursuivre les voies tracées par VON PAPEN : au sujet des armements et de l'attitude allemande à la S.D.N.

Situation burelesque et presque théâtrale : le dialogue avait tourné court, car en face, HITLER était venu avec ses conditions ! Et comme dans l'énervement, l'on avait pu discuter, HITLER s'en était allé sans avoir formulé une réponse précise!

(L 22.11.32)

Voilà pourquoi les exigences du président, les prétentions N.S., l'hostilité des nationaux allemands, du centre, des populistes bavarois, conduirent à penser que

"l'échec de M. HITLER serait certain" (L 12.11.32)

... près de la chancellerie, une foule de partisans de HITLER, manifesta son mécontentement (L 22.11.32)

"HITLER a échoué" (M 23.11.32)

"l'intermède de HITLER est terminé" (L 23.11.32)

Que faire ? attendre une "majorité pour le tolérer ?" ... un retour de VON PAPEN comme le dirent certains journaux allemands ? (M 23.11.32)

un gouvernement parlementaire ? (L 23.11.32)

C'est dans cette dernière possibilité que HINDENBURG encouragea. Il adressa à HITLER un message (non rendu public, à cause d'une nouvelle interdiction frappant la publication des échanges de lettres, jusqu'à la fin de la crise !) dans lequel il fit :

"... de l'appui par le parti national allemand, une condition sine qua non" (L 23.11.32)

Evidemment, pour constituer un gouvernement parlementaire, HITLER avait besoin de l'appui de HÜNGENBERG... Mais cet appui s'il le déclarait nécessaire, il ne le recherchait pas sérieusement ! (L 23.11.32) Marché de dupes ! De l'autre côté, HÜNGENBERG était d'accord pour "un fauteuil" mais refusait "un strapontin" ! (L 23.11.32)

Aux N.S., la chancellerie, l'intérieur, la justice... à lui au moins l'économie :

"... car une fois au pouvoir, les N.S. oublieraient vite leur allié et établiraient le "3e Reich" (L 23.11.32)

Ainsi, par la force de telles combinaisons, l'on paria sur la présentation du chef nationaliste au vieux maréchal, comme aux partis politiques, de conditions tout à fait inacceptables :

- refus d'un cabinet parlementaire
- nouveau cabinet autoritaire et présidentiel
- rejet simples des conditions demandées par HINDENBURG

(L 23.11.32)

Effectivement, le 24 novembre, l'on apprit d'un communiqué nazi, que HITLER avait dépêché une réponse, considérant un "cabinet parlementaire irréalisable" et soumettant une autre proposition précise (L 24.11.32)

L'échec était donc consommé !

"HITLER ne sera pas chancelier"

... il n'était pas homme à faire autour de lui, la concentration d'un cabinet parlementaire. Mais au fond, HINDENBURG avait-il vraiment voulu de lui ? On pouvait en douter...

il

"ne pouvait charger HITLER, chef d'un parti révolutionnaire et adversaire de la constitution de former le gouvernement qui doit garder et défendre ladite constitution"

"Pas davantage confier à HITLER la présidence d'un cabinet autoritaire, présidentiel, ayant pleins pouvoirs pour dissoudre le Reichstag" (L 25.11.32)

"HINDENBURG a rêvé d'utiliser les hitlériens en se servant d'HITLER" (M 26.11.32)

Le maréchal avait paradoxalement espéré appeler HITLER pour sauver le parlementarisme !

"En empêtrant les hitlériens dans les multiples tâches, (...) ceux-ci auraient forcément négligé leur agitation politique" (M 26.11.32)

Et dans le cas contraire... c'est-à-dire là où on était maintenant ?

"le combat continue"

défia H. GOERING à tout nouveau gouvernement, quant à son chef, HITLER, il riposta, en menaçant mais affirma que son parti n'envisageait aucune dictature ! (L 25.11.32)

Qui allait donc devenir chancelier ? Le problème n'avait toujours pas trouvé sa solution ! Mais l'on se découragea point d'y arriver !

"Re-voici VON PAPEN !" (L 25.11.32)

pour ne pas réussir !

Puis KAAS pour échouer (M 26.11.32)... Puis HUGENBERG... pas mieux ! Encore HITLER ? oui, et une fois de plus, pour rien...

devant les "prétentions" des hitlériens, il était "facile de penser que les centristes" se fussent rétractés !

"Or, aucune concentration n'est possible sans les nazis. Ceux-ci voulaient HITLER comme chancelier, sous peine de s'amoindrir. Hitler ne pouvant être chancelier, le cabinet parlementaire était impossible" (L 26.11.32)

C'est ainsi que l'on en vint à la situation initiale !

"Vers un second cabinet VON PAPEN ?" ... trop
"d'hésitations !" (L 27.11.32)

"M. VON PAPEN s'offre à céder le poste de chancelier à VON NEURATH" ...

HINDENBURG tint à conserver VON PAPEN !

"VON SCHLEICHER ?" (L 27.11.32)

... Ici, il y eut quelques "chances" (M 29.11.32)

"A la recherche d'un ministère autoritaire : VON SCHLEICHER ou VON PAPEN ?"

Si d'emblée, le général ne fit pas l'unanimité, il rencontra à tout le moins les faveurs du centre et des populistes bava-
rois (L 29.11.32)

Mais non... il échoua face à l'opposition décidée des N.S.

"le général VON SCHLEICHER va s'effacer devant VON PAPEN" malgré :

"d'inutiles mamours du général VON SCHLEICHER à HITLER !" (L 30.11.32)

"HITLER refuse la collaboration avec VON SCHLEICHER... on l'attendait à Berlin, il a quitté MÜNICH pour WEIMAR..."

Son dédain causa une forte sensation... (L 1.12.32). Un désinté-
rêt ? L'objet eut été très étonnant de sa part ! VON SCHLEI-
CHER avait fait ses propositions... falotes tout au plus !
En réalité, l'on se risqua à imaginer que VON SCHLEICHER avait
demandé que son cabinet eût été toléré trois à quatre mois
moyennant le soutien à la candidature personnelle de HITLER à
la chancellerie au bout du compte... A telle enseigne que
HITLER était plus que jamais enclin à lutter pour la conquête
complète du pouvoir... (L 1.12.32)

En tout cas, pour l'instant, HITLER sembla refuser toute négociation avec le général VON SCHLEICHER (L 2.12.32). Aussi, VON PAPEN et VON NEURATH furent-ils convoqués chez le président. Au second, il lui fut indiqué qu'il rejoindrait GENEVE après la constitution bénéfique d'un cabinet. Et au premier, que lui fut-il dit ? (L 2.12.32)

"On attendait VON PAPEN..." (...)

"Après 16 jours de crise, VON PAPEN étant devenu indésirable, le général VON SCHLEICHER a accepté la formation d'un cabinet autoritaire" (L 3.12.32)

"HINDENBURG aurait préféré VON PAPEN, mais ce dernier n'avait plus la confiance des milieux financiers"

Pour cette raison, l'on avait donc vu les KROSIK, WARMBOLD, BRACHT... refuser de suivre à nouveau les pas d'un ministre VON PAPEN. D'ailleurs, on revit les mêmes, accepter les destinées du cabinet VON SCHLEICHER ! Et puisque VON NEURATH était reconduit dans ses fonctions aux affaires étrangères, il était plausible d'envisager une ligne d'action similaire, encore ^{plus} de VON SCHLEICHER l'on s'en méfiait ^{beaucoup} (L 3.12.32)

Après une si longue crise, parce que HITLER avait "complètement desaxé la vie parlementaire"...

"la nomination du général VON SCHLEICHER comme chancelier du Reich est accueillie en Allemagne comme une ère de prospérité économique pour le pays"

"l'armée et les milieux monarchiques fondent sur lui de grands espoirs" (M 4.12.32)

Et l'on insista sur sa position de choix : les sympathies des N.S., du centre catholique, l'hostilité timorée des socialistes jusqu'aux syndicats dont il avait à plusieurs reprises reconnu l'importance.

A METZ, l'on se borna à qualifier que le nouveau cabinet représentait surtout :

"l'avènement d'une dictature militaire absolue"

Et si certains envisageaient de VON SCHLEICHER une politique extérieure de paix... combien même y eût-il accédé, y eût-il pu seulement la trouver ? 5 M 4.12.32)

Pour le moment, le nouveau cabinet SCHLEICHER eut toutefois quelques résultats pratiques. D'abord, un bulletin de la Reichsbank qui fit état d'un léger accroissement des réserves-or, et d'une lente rentrée de capitaux allemands dissimulés à l'étranger. Ce retour pouvait signifier un raffermissement de la confiance dans le mark. En parallèle, l'on annonça un recul des hitlériens en THURINGE... (L 6.12.32) Et puis, le nouveau gouvernement permit la rentrée du Reichstag le 6 décembre 1932. Là les choses n'allèrent pas s'améliorant...

"Combien de temps vivra-t-il ?"

"A la première incartade, SCHLEICHER comme VON PAPEN n'hésitera pas à la dissolution" (L 6.12.32)

D'abord, le Reichstag choisit ses présidents et vice-présidents : GOERING fut élu à la présidence, puis ESSER (centre), RAUCH (pop. bavarois) et LOEBE. GOERING inaugura sa tâche en louangeant HITLER, "seul homme capable de sauver l'Allemagne..". De suite, l'atmosphère s'envenima... surtout entre députés N.S. et députés communistes

"Sous l'oeil de VON SCHLEICHER"

"Une rixe générale au Reichstag"

"La 2e séance du nouveau parlement allemand s'est terminée par une bataille en règle, au cours de laquelle plusieurs députés ont été blessés"

Tout cela parce que SCHNELLEK, député communiste, avait proféré des termes violents à l'encontre du président HINDENBURG lors de la discussion d'une motion N.S. en cas de vacance à la présidence du Reich. Puis, les communistes avaient crié "A bas HINDENBURG"... De là le tumulte, les bagarres de couloirs et les blessés ! (L 8.12.32)

Puisque l'on versait dans les règlements de compte, les N.S. en eurent eux-aussi. G. STRASSER abandonna toutes ses fonctions dans le parti, son siège de député et quitta Berlin pour une destination inconnue...

Motif : "congé de maladie !" En vérité, on lui prêta la volonté d'avoir voulu s'opposer à l'idée dominante du parti "laisser aller l'Allemagne au chaos, pour pouvoir plus facilement prendre en mains le pouvoir" (L 10.12.32)

De la sorte, HITLER resserra son emprise sur ses troupes en prenant pour lui seul la direction des affaires politiques du parti (PM 11.12.32).

Et ce fut en ces jours où les N.S. renforçaient leur cohésion, que VON SCHLEICHER, décidément très heureux, obtint à GENEVE la reconnaissance de la "GLEICHBERECHTIGUNG" (PM 13.12.32) Aussi, les réjouissances allemandes qui suivirent remuèrent à METZ, le couteau dans la plaie... Chez eux, la joie, chez nous, la déception de Genève et une crise politique... Là-bas encore, des signes d'une reprise économique et un VON SCHLEICHER assez sûr de lui pour obtenir d'une ordonnance la fin de l'état d'exception dans le Reich... Au nom du "maintien de l'ordre à l'intérieur", l'on révisa en fait les diverses dispositions accumulées depuis janvier. Par exemple, les tribunaux d'exception furent supprimés... En revanche, un nouveau décret prévit en outre des peines d'emprisonnement en cas d'attaques injurieuses contre la Reichswehr. La liberté de réunion et de manifestation fut réintroduite mais sous contrôle de la police ; la liberté de presse réadmise sous réserve d'articles irrespectueux de la constitution, de la sûreté de l'Etat, ou encourageant à des crimes de trahison... (L 21.12.32)

En Allemagne, l'opinion publique accueillit avec satisfaction cette amnistie, mais pas les Etats toujours très inquiets ; craignant une compromission de l'ordre public à la base ; déplorant l'empiètement à juger des délits soumis à leur juridiction... Sauf leur appréhension, contre-signée le 21 décembre, cette loi devint la plus grande mesure du genre depuis l'amnistie de 1918 (L 22.12.32)

Voilà sur quelles notes se termina l'année 1932... Tant d'incohérences abassourdirent l'opinion messine : l'on venait à nouveau de céder à une Allemagne dangereuse et qui plus est, semblait jubiler de sa réussite !

"horizon bouché, inquiétude de l'avenir"... avança-t-on au seuil de la nouvelle année... (M 1-2 janvier 1933)

D'autres, publièrent un extrait du message de nouvel an de HITLER à ses troupes :

"Je suis résolu à ne pas vendre le droit d'aînesse du parti raciste pour le plat de lentilles d'une participation à un gouvernement sans autorité. La tâche du parti national-socialiste dans l'année de lutte 1933, sera de démontrer à ses membres que ce parti n'est pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à une fin" (M 3.1.33)

Là au moins, l'on était fixé sur le programme ! L'échéance hitlérienne était-elle donc si proche ?...

"Comment se meurt la République" (M 5.1.33)

"La confusion politique en Allemagne" (M 20.1.33)

Non formellement dévoilé, mais ^{des} le début janvier, l'on eut de solides arguments qui entraînèrent à penser à un plan de bataille hitlérien en vue de prendre le pouvoir. Tout commença par une indiscretion du Dr. KLAR, président du Club républicain de MUNICH, démissionnaire de la Reichsbanner : d'après lui, l'on pu affirmer que :

"La Reichsbanner participe à la formation militaire et militariste de la jeunesse sous forme de "L'ERTVECHTINGUNG" pratiquée secrètement depuis des années, car contraire aux clauses du traité de paix"

"Dans le Reich actuel, les volontés sont émoussées"

"La presse politique et d'informations est à plat ventre devant le "sabre social" du général VON SCHLEICHER, après avoir été au garde à vous devant le SCHAPSKA du chef d'escadron VON PAPEN. Il n'y a pas d'opposition effective, ni velléité de barrer la route aux barons" (...)

- 379 -

"Les communistes ? S'ils bougeaient, ils seraient bouclés en un tour de main"

"Quant à ces pauvres socialistes, ils gémissent sur les dures pertes qu'ils subissent constamment malgré le zèle qu'ils avaient déployé à construire des croiseurs - cuirassés et à tolérer les camouflages de l'armée de terre. Non seulement ils ont toléré ce que M. le Dr. KLAR reproche aux chefs du Reichsbanner : ils furent des complices. Mais tant de zèle ne les récompense guère ! En 1928, ils étaient 152 au Reichstag ; en 1930 : 143 ; en juillet 1932 : 133. Enfin, le 6 novembre dernier, ils tombaient à 121. Ils perdent encore !" (M 5.1.33)

Une république mourante pour toile de fond... 1933 "année décisive pour le Reich" selon SELDTE, chef du casque d'acier
(M 27.12.32)

... Et surtout un plan de guerre éloquent :

"HITLER, VON PAPEN et l'industrie lourde, organisent une attaque contre le cabinet VON SCHLEICHER"

Comment :

"... ébranler par une intense propagande le cabinet VON SCHLEICHER, pour qu'il n'ait plus l'autorité suffisante de dissoudre le parlement lors de sa rentrée le 24 janvier"

A cette attaque, l'on remarqua la collusion renouvelée entre les nationaux allemands et le casque d'acier. Toutes ces personnalités :

"... tenteraient d'intervenir auprès de HINDENBURG pour favoriser une candidature éventuelle d'HITLER"

"... dans ce sens, on peut interpréter la déclaration de VON PAPEN, disant que son entrevue avec HITLER à COLOGNE a porté sur le rétablissement du front de BAD-HARZBURG"

"les milieux financiers et industriels^{qui} subventionnent le mouvement hitlérien seraient sympathiques à ce "plan de bataille" contre le général VON SCHLEICHER, car un gouvernement du front de BAD-HARZBURG, à une tendance capitaliste, leur conviendrait mieux qu'un gouvernement VON SCHLEICHER avec sa soi-disant idéologie syndicaliste"

Et l'on rappela que VON SCHLEICHER -avait toujours souhaité la paix à l'intérieur...

A cause de toutes ces fermentations, la TAGLISCHE RUNDSCHAU parla de la "clique nationale - capitaliste" et releva que le front comprenait sans doute des personnalités de la haute finance, comme SCHACHT ; des représentants de la grosse industrie, comme SILVERBERG (aciéries réunies) ; du baron VON SCHROEDER, homme qui a la confiance de l'industrie lourde (chez qui avait eu lieu l'entretien VON PAPEN-HITLER) ; l'on évoqua aussi le général STULPNAGEL ministrable à la Reichswehr!

"... ce qui écarterait le général VON SCHLEICHER, dans un cabinet HITLER, avec VON PAPEN aux affaires étrangères"

(L 7.1.33)

Contre ce grand coup qu'on lui préparait, à VON SCHLEICHER il ne resta comme unique moyen d'en atténuer l'effet que de rechercher une quelconque composition. Avant la réunion du Reichstag, il se hâta à "discuter avec ses adversaires" en recevant notamment VON PAPEN, des industriels de la RUHR, de Westphalie, des hobereaux de POMERANIE, voire HUGENBERG ou HITLER en personne...

"Accord... ou dissolution ?" (L 9.1.33)

VON PAPEN conférant avec le général, le mit au courant de sa récente rencontre avec HITLER... Conspirateur, ce dernier s'en était juste allé trouver à DORTMUND, SPRINFORUM, directeur des mines, HÖESCH de COLOGNE et NEUESSEN, et WOEMLER, directeur des "VEREINIGTE STAHLWERKE" (aciéries réunies) (L 10.1.33)

L'opposition nazie s'accroît encore un peu plus, quand la Ligue agraire, jadis dans le camp des nationaux-allemands devint hitlérienne... (L 13.1.33) Sur le terrain, les N.S. reprissent leur agitation toujours annonciatrice d'un événement grave et, selon la dangereuse tradition, ils harcelèrent à nouveau les communistes (L 13.1.33)

Pour la semaine suivante, l'on annonça que la crise politique allait mettre en présence VON SCHLEICHER et HITLER... De là l'on pouvait tout attendre... un refus hitlérien de collaboration gouvernementale eût entraîné la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections. Mais l'on fit remarquer que du

côté N.S., le contexte était moins favorable : difficultés financières, affaiblissement après la scission de Grégor STRASSER... D'ailleurs, leur propagande forcenée pour les élections locales de LIPPE montrèrent en fait qu'elle était leur stratégie du moment. Avant l'entrevue avec HITLER, HUGENBERG vint informer VON SCHLEICHER sur les sentiments des magnats industriels de l'Allemagne... La conversation entre les deux hommes dura plus de 2 heures et demie...

"Un remaniement est sans doute proche" (M 15.1.33)

Chose prévue, les HITLERIENS tentèrent de tirer de grandes conclusions après les petites élections de LIPPE... région proche de la frontière polonaise... Facile à acquérir, les hitlériens firent de cette aubaine, un atout maître dans le jeu de leur "campagne" (L 17.1.33)

Et, de plus en plus au centre de l'activité politique allemande, HITLER poursuivant ses consultations, reçut alfred HUGENBERG, industriel notoire (L 18.1.33)

"Où va l'Allemagne ?" ...

"Un jour ou l'autre, HITLER arrivera au pouvoir" sans doute après la réunion du Reichstag (L 19.1.33)

Pour être valable, voilà au moins l'une des seules impressions qui se dégagent de cette Allemagne tourmentée. En effet, - que d'informations "contradictoires" dans les journaux allemands... En réalité, une politique invariablement dirigée par "dix mille supérieurs" aux décisions suivies par leurs troupes confiantes ! à gauche, THAELMAN, à droite, HITLER ; s'ajoutant à cela, la force de la bureaucratie : "la raison d'Etat domine encore en Allemagne" ; et puis des "fonctionnaires richement rétribués" administrant à fond la vie publique... et une politique extérieure inchangée depuis l'armistice.. Maintenant, l'on attendait HITLER ! (L 19.1.33)

Un HITLER désormais chef de voûte de l'édifice politique, à cause du "désarroi moral" du peuple allemand, devant l'impuissance des dirigeants du Reich à effectuer un redressement politique indispensable et durable. A lui donc, la volonté de se prononcer sur la rentrée ou l'ajournement du parlement d'Empire... malgré quelques velleités de redressement économique

poussant les organisations et groupements concernés à redouter l'éventualité de nouvelles élections. (Les 4e depuis 1930) Tout comme le centre, mais par souci de rétablir le système parlementaire.

Maître de la situation, voilà la raison pour laquelle HITLER déployait une si grande activité, sans rien perdre du moindre détail, ainsi les élections de LIPPE, montées en épingle.

Une situation si grave, faisant sourdre à nouveau des bruits de dictature, allaient assurément forcer le vieux maréchal à prendre des décisions péremptoires : dissolution ? mise en congé du Reichstag ? élections ? ... La réponse viendrait peut-être d'"un jour à l'autre..." (M 20.1.33)

Et les autres personnalités politiques ? Se confinaient-elles dans une sorte d'arrière plan qui eût ressemblé à une servilité ?

"Comme VON PAPEN, HUGENBERG cherche à convaincre HITLER à une collaboration gouvernementale afin de réaliser aussi la concentration des forces de droite, que les milieux dirigeants allemands poursuivent depuis des mois et que la grande industrie, soucieuse de voir arrêter l'agitation politique, réclame impérieusement ..."

Seuls, les centristes, semblaient hostiles "par définition aux pangermanistes dans cette éventuelle coalition de droite.

Avec cela, VON PAPEN pensait-il à une revanche ?

"C'est le seul qui reste optimiste, et son déploiement d'activité montre son intérêt"

"Seulement, le manque de cohésion du blocs des droites ne lui laisse que peu de chances, d'autant moins que HITLER continue à exiger le pouvoir pour lui seul..."

Chose curieuse, en ces heures où tous s'afférait à se démarquer, une voix ne s'était pas encore faite entendre : celle de VON SCHLEICHER

"Son silence, sa réserve sont interprétés par certains comme un signe de faiblesse, pour d'autres, une preuve que, conscient de sa force, il attend le moment opportun"

(M 20.1.33)

Dissolution du Reichstag... accession de HITLER au pouvoir : l'on fut persuadé que l'on était à la veille d'événements décisifs (M 20.1.33)... dès lors, informations de circonstance, analyses de redites, simplement pour ne pas perdre patience !

Voyez les fêtes du 62 e anniversaire de la fondation de l'Empire allemand... la diète de Prusse pavoisée aux couleurs noir-blanc-rouge... (M 9/1/33) Entendez VON SCHLEICHER dire :

"Notre armée sera toujours animée de son ancien esprit"
(L 16.1.33)

En d'autres endroits, l'agitation obstinée des N.S. contre les communistes... leur "grande parade" ou "raid de propagande", devant la maison de LIEBKNECHT, sans incident... puis quelques minutes plus tard, leur déferlement sur le siège du parti communiste de BERLIN (20 blessés) (PM 22-23.1.33)

Et puis, les sempiternelles discussions autour de "l'indésirable Reichstag..." (L 22.1.33), les aspirations du pouvoir de HUGENBERG et surtout de HITLER, pour réaliser son "3e empire" ... Cela, par "l'armée et de la police"... "auxquelles seraient intégrées, immédiatement les légions brunes..." (M 27.1.33)

Sanglants incidents dans la capitale : police contre communistes, 9 morts - 11 blessés (M 27.1.33)

Enfin, le 28 janvier, l'on apprit que le dénouement était proche...

A l'appui de ce jugement, tout commença par une situation parlementaire extrêmement tendue. VON SCHLEICHER sortait de chez HINDENBURG et avait peut-être sur lui le décret de dissolution. S'il ne l'avait pas, la résistance du maréchal président eût pu s'expliquer par l'influence forte qu'avait joué sur lui les milieux agrariens et la campagne des nationaux allemands. En cette perspective, VON SCHLEICHER eût été livré au vote de défiance, précédé de la démission de son cabinet.

Autrement :

"Au cas où le président ne prendrait demain aucune décision, cela permettrait d'attendre le résultat final des négociations entre les nationaux allemands et les

hitlériens, pour la constitution d'un ministère parlementaire présidé par HITLER et toléré par le centre. Si le centre se dérobaît, HITLER constituerait probablement un gouvernement présidentiel, à la tête duquel il placerait M. VON PAPEN"

La réponse ne tarda pas : le 28, le cabinet VON SCHLEICHER démissionna : la dissolution avait été refusée. VON SCHLEICHER indiqua lors trois possibilités :

- 1- formation d'un gouvernement de majorité parlementaire
- 2- constitution d'un gouvernement de minorité soutenu par un fort courant d'opinion populaire
- 3- formation d'un cabinet présidentiel au-dessus des partis

Quant à VON PAPEN, il fut :

"... chargé d'entreprendre des négociations avec les partis pour résoudre la crise" (M 29.1.33)

Immédiatement, des syndicats ouvriers socialistes dépêchèrent un télégramme, mettant en garde

"... la formation d'un cabinet réactionnaire au point de vue social, hostile au prolétariat en certaines hautes décisions" (L 29.1.33)

Maintenant, tout alla très vite. Le 29, VON PAPEN, poursuivant ses négociations, offrit "la chancellerie du Reich à M. HITLER" avec lui-même à la vice-chancellerie, et VON NEURATH aux affaires étrangères. HITLER s'en alla conférer avec ses principaux lieutenants (L 30.1.33)

Le lendemain, l'on su qu'il avait accepté.

"HITLER, chancelier du Reich" (M 31.1.33)

"Le 3e Reich est en marche" (L 5.2.33)

"Le front de HARZBURG se réalise" (M 31.1.33)

"L'Allemagne sous la botte hitlérienne" (M 2.3.33)

"La dictature de HITLER s'affirme" (L 2.3.33)

... Après les élections et la majorité obtenue :

"Désormais, la dictature hitlérienne pourra librement s'établir" (L 8.3.33)

HITLER avait donc réussi à devenir le chancelier du Reich. Aussitôt, la nouvelle diffusée à Berlin, la foule acclama le "FUHRER" et le nouveau cabinet avec VON PAPEN, HUGENBERG et SELDTE (L 31.1.33) Ainsi, maintenant, le monde allait enfin comprendre à quoi s'en tenir... L'opinion messine, déçue et amère, constata ce contre quoi elle avait tant prévenu...

"La constitution du cabinet présidentiel que le chef raciste vient de former, résoud une phase importante de la politique intérieure de l'Allemagne et de la politique de l'Europe" (M 31.1.33)

"Tout ce qu'on avait déclaré comme étant irréalisable en Allemagne s'est pourtant produit" (M 5.2.33.)

Comment étions-nous arrivé à une issue si déplorable ?

Le "chaos allemand" bien sûr... qui avait développé le nazisme comme le communisme. Mais au tout dernier moment, il y avait eu aussi l'affaiblissement des troupes hitlériennes, leurs succès plus raréfiés : HITLER le savait, et cela avait déterminé son acceptation de la chancellerie. Mais avant sa décision, que "d'incohérences"... HINDENBURG offrant la chancellerie à son "ennemi électoral d'hier"... ; VON PAPEN effondré "devant l'unanimité des partis politiques sans exception" et qui avait encore espéré maintenir "son" cabinet avec l'appui de HITLER et de ces mêmes partis...

"Espérait-il un coup d'Etat de HITLER ?" ; VON SCHLEICHER qui, à l'heure présente était éliminé et avec lui :

... "la seule force organisée officielle de l'Allemagne : le Reichswehr qui n'a pas envie de s'effacer comme en Italie devant les chemises brunes"

Et puis :

"la misère du peuple allemand"...

"l'obéissance passive du peuple allemand..."

"le désordre des esprits, de la politique, de la conception de l'Etat et de toutes les valeurs..."

"Ceux qui ont empêché le peuple allemand de se relever en lui faisant croire que sa misère incombait à la France"

"Les industriels qui ont développé la machinerie allemande au point de pouvoir alimenter les deux tiers de l'Europe, tout en mettant au chômage la moitié du peuple ouvrier allemand"

"les hobereaux qui continuent à vivre sur leurs terres en grands seigneurs ruinés... sur leurs terres, grâce aux crédits votés pour l'agriculture et pour les Marches de l'Est..."

"Voilà les coupables de l'état de chose actuel"

(CH; RITZ L 31.1.33)

Ce fut encore :

"le sens inné du culte de l'autorité chez le peuple allemand qui n'a pas réagi depuis un an, à la succession des coups de force qui ont usé toutes les aspirations libérales" (M 5.1.33)

Malgré les regrets et les craintes, le ministère de HITLER s'installa dans une agitation folle, qui, de bagarres en bagarres, répandit un peu partout le sang (L 1.2.33) Ce faisant, il y eut des Allemands pour s'étonner de ce qui venait de se passer en dépit de l'éventualité qui s'était développée ces derniers mois. Restait à attendre les premières manifestations de ce cabinet, HITLER. Avant cela, certains n'attendirent pas en tout cas pour exprimer leurs sentiments. Les milieux industriels furent satisfaits, les milieux agricoles fondèrent de grands espoirs, le monde des commerçants fut lui, plus réservé, à cause de la tendance anti-commerciale et l'idéologie N.S. Sur le terrain proprement politique, le centre lui aussi fut plus nuancé, mais KAAS promit de s'adresser à ses membres... quant aux socialistes, ils se déclarèrent résolus à combattre par tous les moyens de ce nouveau cabinet (L 1.2.33)

Cependant, le brouillard fut très vite dissipé... dissolution du Reichstag (PM 2.2.33), rixes un peu partout dans une population en "effervescence" (M 3.2.33), mesures énergiques contre les communistes (manifestations communistes interdites en Prusse et en Thuringe) (L 3.2.33)... annonce par HITLER de son programme économique avec la volonté d 'un pouvoir personnel (M 5.2.33.)

Puis :

multiplication des actes de force :

"le 3e Reich est en marche (...) nettoyage (...) épuration..." (L 5.2.33)

"Le 3e Reich s'installe"

"A la veille d'une dictature raciste" (M 17.2.33)

"L'Allemagne sous la botte hitlérienne" (M 2.3.33)

Maintenant, il y avait encore la politique extérieure... HITLER allait-il appliquer son redoutable programme ?

(M 3.2.33)

"Je souligne et j'en suis fermement convaincu, que la cas de la lutte pour la vie ou la mort entre la France et l'Allemagne doit se présenter et se présentera"

A. HITLER "MEIN KAMPF" (cité par le Lorrain le 6 février 1933...)

Evidemment, contre l'oppression qui attendait, et l'angoisse qui serrait, en Allemagne, des esprits epris de liberté, voulurent sinon arrêter, au moins résister au déchaînement. L'on vit même les socialistes se rapprocher des communistes, afin d'établir un "front de gauche" (L 9.3.33.) Mais cette belle défense succomba dès après l'incendie du Reichstag sous la terrible "repression" qui suivit (M 2.3.33)

"HITLER frappe impitoyablement les communistes"

"des mesures d'exception sont également prises contre les socialistes" (L 1.3.33)

"La dictature d'HITLER s'affirme" (L 2.3.33)

"L'Allemagne sous la botte hitlérienne" (2.3.33)

Enfin, il y eut les élections du 5 mars 1933 :

"Elections sanglantes en Allemagne"

"HITLER obtient la majorité" (L 6.3.33)

L'Allemagne "sous la tyrannie hitlérienne" (M 6.3.33)

"Désormais la dictature hitlérienne pourra librement
s'établir" (L 7.3.33)

"HITLER maître du Reich"

- la liberté politique : "une chose du passé"
- l'opposition : "étouffée"
- la presse : "muselée"

"le régime démocratique est mort" (M 7.3.33)

"Le Reich s'installe peu à peu" (L 8.3.33)

L'Allemagne dangereuse avait donc réussi par tuer l'Allemagne sensée... En France, l'on eût pu croire que nous avions trouvé mille et une bonnes raisons de ne plus nous méprendre des événements allemands. Eh bien non ! Alors, par une colère véhémement, l'opinion messine accusa :

"En présence du succès hitlériens, l'opinion française est égarée par d'habiles manoeuvres" (M 9.3.33)

Pourquoi cette incompréhension française vis-à-vis de la montée du nazisme ?

Quelle image se fit par conséquent la France de l'Allemagne ? pendant toutes ces années et surtout depuis septembre 1930 ?

La France était-elle demeurée ainsi, sans réplique face aux deux Allemagnes, en déchirement ?

2 - Une France officielle, seule et sans réplique

Ce qui peignait l'avenir, c'était le sombre du doute, le noir, c'est-à-dire la menace des deux Allemagnes, ou plutôt pour finir d'une seule Allemagne : hitlérienne, forte, décidée, dangereuse en prêtre à tout extrême. Cette aggravation de leur situation politique et morale, en jetant l'effroi sur les relations extérieures, amena inévitablement l'opinion publique messine à envisager la capacité de compréhension et de résistance de la France. Déjà, de 1923 à 1930, le souci avait plutôt outrepassé l'allégresse en voyant une France vraiment pas insouciante, mais trop souvent proche des concessions. Il va s'en dire qu'après septembre 1930, à METZ, première concernée, à mesure que le problème allemand se compliquait, regrets et désagréments se firent inquiétudes jusqu'à l'angoisse. Ce que la France officielle et la plupart de nos députés lorrains, pour ne pas dire tous, ne semblaient pas réagir... Pourquoi cette indolence agaçante, presque coupable. Certes, il y avait en France des opposants aux desseins de notre politique extérieure. Mais le pouvoir ne leur appartenait pas. A qui donc était la faute... l'on trouva des coupables ... les démocrates populaires essentiellement.

Evidemment, ce n'est pas l'endroit, ici, d'aborder une quelconque étude de la politique intérieure française. Néanmoins, nous présenterons des aspects essentiels, susceptibles de nous éclairer sur la "psychologie" française vis-à-vis de l'Allemagne... et ainsi de mieux comprendre les fondements de notre action extérieure avec elle.

Voici d'abord une première idée qui ne fut jamais ouvertement clamée, mais perpétuellement sous-jacente : à force de céder, la France donnait une certaine image de faiblesse à l'Allemagne. Nous avons des avantages dont nous ne savions pas tirer profit pour mener à bien des opérations extérieures qui eussent été nettes, claires, précises et surtout fermes !

Une faible et pauvre volonté !

"Une faible et pauvre volonté" c'est ainsi que l'on jugea notre politique extérieure. A chaque événement déterminant, nos journaux usèrent de formules tranchantes, comme si METZ parlait à la place de la France... car nous, nous savions hélas trop bien, comment se terminaient invariablement nos négociations avec l'Allemagne !

"N'allons pas à Lausanne !" (L 10.1.32)

Les Allemands ne voulaient plus payer, soit, :

"La France ne paiera plus !"

sous-entendu aux Américains ! (M 12.1.32)

"Ayons les yeux ouverts (L 16.4.31) (au sujet de l'Anschluss)

"Inexactitude flagrante" (L 21.5.31) (sur le pessimisme exagéré des responsables de l'économie allemande)

"Désarmer... quand ?" (L 4.6.31) (après la parole et le serment du casque d'acier à Breslau)

"Ce que l'Allemagne a l'intention de réclamer aux Chequers" (L 31.5.31)

"La France ne doit plus accepter de nouvelles concessions"
(L 9.6.31)

Les ministres allemands :

"enchantés de leurs conversations" londonniennes
(L 10.6.31)

"La question des réparations. L'offensive allemande" (...)
"la volonté allemande de se dérober aux obligations du plan YOUNG" (M 11.6.31)

"Allons-nous encore une fois laisser manœuvrer et duper ?"
(M 11.6.31)

"L'écho américain du chantage allemand ?" (L 24.6.31)
(plan HOOVER)

"La réponse de la France à l'Amérique" (L 27.6.31)

"Et si nous prenions l'autre bout ?" (...)

"Alors nous serons toujours les dindons ?" (L 8.7.31)
(plan HOOVER)

"La France ne doit pas être dupe" (L 1.7.31) (HOOVER)

"La responsabilité de l'Allemagne" (L 17.7.31) (crise
économique)

"L'Allemagne nous a donné les mêmes leçons" (L 8.7.31)

"La parole est à la France" (L 17.7.31) (aide financière
française comme atout dans le jeu du rapprochement)

"Ne nous laissons pas faire" (M 28.7.31)

"Il ne faut pas nous laisser duper par cette tactique
intérieure du gouvernement allemand" (M 30.7.31)
(crise économique)

"La France ne renoncera pas aux garanties"
(pour parler de la conférence de Londres, juillet 31)

"Ne nous berçons pas d'illusions trop faciles..."
(M 14.8.31) (accalmie dans la crise allemande ?)

"La vérité, c'est que la France a réellement et dangereu-
sement désarmé, tandis que l'Allemagne n'a jamais été
plus militarisée" (M 10.9.31)

"Que ferait l'Allemagne de l'argent français ?"

"La France réclame des garanties" (septembre 31)
(L 13.9.31)

"La France n'ira pas loin" (M 20.11.31)

"Ni politique, ni argent à Berlin" (L 26.9.31)
(LAVAL et BRIAND à Berlin sept 31)

"La France doit savoir se faire respecter !" (L 21.1.32)

"La France doit déclarer honnêtement..." (M 12.1.32)
(dettes et réparations)

elle doit "renoncer", "refuser", "condamner", "détruire le
piège", "exiger", "défendre"... "à nous de veiller"... etc

Voilà en quels termes l'on souhaita à METZ que la France
répliquât à l'Allemagne : lucide et catégorique en toutes
décisions.

Car enfin, il devenait fâcheux que la France se sût pas tirer
un plus grand succès de ses avantages. La victoire, les trai-

tés, et maintenant la solidité de son économie, devant l'Allemagne en difficultés, mais aussi devant les autres en premier desquels l'Angleterre affaiblie. La conduite de notre politique extérieure, en eut grandement été favorisée.

"Le petit franc sauveur" (L 29.7.31) valait bien mieux qu'une faible volonté extérieure !

Et puis, il y avait encore notre Empire. Le 6 mai 1931, le président de la République DOUMERGUE avait inauguré l'exposition coloniale. Paul REYNAUD, ministre des colonies et le maréchal LYAUTEY avaient souligné l'importance de cette manifestation internationale et célébré le "génie colonial français" :

"... leçon d'union entre les races qu'il ne convient pas de regarder comme différentes, en apprenant à s'adapter à ce qui les différencie" (L 7.5.31)

Une France métropolitaine solide, secondée par un Empire florissant... n'était-ce pas là déjà un signe de puissance ? Et il y avait encore d'autres petits bonheurs... (sans parler de notre défense, de notre armée, de nos amitiés étrangères.) Non, moins vitaux, mais tout de même profitables ! Parmi eux, la question rhénane, le séparatisme et la SARRE (1)

Lors du conflit entre les états et le Reich, Jacques BAINVILLE avait bien expliqué l'erreur des gouvernements français et autres, de n'avoir pas su, dès le lendemain de la guerre, utiliser le sentiment d'indépendance des Rhénans et des Bavarois.

(M 15.6.32)

Quelle magnifique garantie l'on avait perdue... Certes, l'évacuation avait depuis semblé mettre fin à tout regard français vers ces provinces allemandes. Pourtant, l'on se risqua encore à METZ, à traîner derrière soi un intérêt qui, pour tout diminué qu'il était, ne devait pas obligatoirement être complètement oublié.

D'abord, l'on fustigea notre abandon ! Nous aurions dû rester là-bas "pour nous défendre", il y allait de notre sécurité. Nous avons laissé un :

(1) Nous consacrerons plus loin, une analyse en digne rapport avec l'épineuse question sarroise !

"... peuple pacifique, livré maintenant à la Prusse, pour faire triompher en Rhénanie l'esprit agressif qui caractérise les formations de HITLER et des casques d'acier".

Cela, en ces temps (août 1930) où la GERMANIA révélait l'existence de relations militaires germano-russes (Ch. RITZ)

(L 28.8.30)

Et puis la crise économique avait frappé de plein fouet la Rhénanie, qui subissait sa "grande pénitence". Une situation économique lamentable avait alors nourri en elle, un vif sentiment de "rancœur" à l'instar de la France qui n'avait pas pu ou pas voulu l'aider "efficacement" (L 10.9.31)

Tristesse que cette indifférence, mais l'on pouvait se consoler un peu, en se rappelant que les Rhénans étaient catholiques et qu'ils allaient mieux résister que la Prusse. Esprits indépendants et prudents,

"n'avaient-ils pas rêvé d'une Rhénanie indépendante ?"

(L 4.12.31)

Leur chemin ~~se~~ était long... la crise s'enracinait et surtout dans l'agriculture. Quand le gouvernement avait vu "les paysans de toute l'Allemagne voter HITLER", il avait créé des droits de protections douanières. Ceux-ci avaient ruiné les paysans rhénans, spécialisés dans l'élevage, à cause de l'augmentation (30 %) du prix des céréales et devant la concurrence danoise et hollandaise (L 5.3.32)

Enfin, Charles RITZ, sentant la toute immédiate accession au pouvoir de HITLER lança un grand espoir :

"Les Rhénans et nous"

"METZ et la FRANCE accueillantes"

Il s'indigna de ces

"grands politiciens de village"

qui faisaient du

"rapprochement franco-allemand par PARIS et BERLIN"

"La connaissance de l'HISTOIRE est exclue de leur moderne vocabulaire"

Il défendit contre eux, le :

"trait d'union pacifique du Rhin"

"la lutte des rhénans"

leur "volonté d'être chez eux" (L 24.1.33)

La France avait donc ignoré le problème rhénan... Cela n'était qu'un aspect de notre politique extérieure face à l'Allemagne, mais il soulignait à tout le moins la forme ! Cette facheuse impression de faiblesse ne pouvait que réjouir les Allemands. Et pendant que nous tergiversions tout le temps, eux, développaient une active propagande quelquefois jusqu'à nos portes !

Au début de 1931, Florent MATTER, conseiller municipal de PARIS et directeur de la "Revue du Rhin et de la MOSELLE", avait publié un livre suggestif intitulé "La France est-elle défendue". Dans ce livre, il avait principalement dénoncé la propagande allemande :

"... de ses armes, de ses méthodes, de ses succès et de la manière dont nous nous défendons contre elle"... ou plutôt de la manière dont nous ne nous défendons pas !"

"L'Allemagne vaincue, capte son fier vainqueur !"

La méthode était simple, mais puissante :

- prolifération de fausses nouvelles
- effervescence cultivée dans les territoires à plébiscite
- silence "méthodiquement et efficacement organisé" dans les relations allemandes avec les Soviets

Curieusement la France n'avait jamais réagi... Pire, à l'occasion du défilé de COBLANCE (12 octobre 30) des opérateurs de cinéma français avaient été présents : pourquoi rien n'avait-il jamais été diffusé sur nos écrans ? (L 1-2.1.31)

Et l'on trouva chez nous, une personnalité qui osa remuer encore un peu plus cette boue. Le sénateur du Bas-Rhin, ECCARD, se mit en effet martel en tête d'avertir de l'importance et de l'essor de la propagande allemande. Il avança que le Reich, en 1931, avait consacré 50 millions de marks pour la propagande au titre des affaires étrangères, les renseignements les rapports avec l'étranger, les subventions dans l'intérêt du germanisme dans les territoires de l'Ouest, en Sarre...
Quant à la propagande privée :

"les organes qui animent la propagande privée sont presque tous (écrit M. ECCARD) au service du nationalisme et du militarisme, en relation directe avec les autorités gouvernementales"

Puis il en détailla le fonctionnement général :

- un grand ensemble : l'"ARBEITSAUSSCHUSS DEUTSCHER VERBANDE" avec plus de 1 100 sous-comités (comité d'action des associations allemandes) dirigé par le Dr SCHNEE, ancien gouverneur des colonies)
- deux fédérations : le "VEREIN FÜR DAS DEUTSCHTUM IM AULANDE" (6 000 sections locales)
 - "qui déclare que tout ce qui parle allemand doit être réuni sous le même drapeau"
 - : le "FICHTEBUND"

Jean REVIRE ajouta :

"Alors, nous ne bougeons plus"

"Il est urgent de faire un effort immédiat"

"L'ennemi est à nos portes et nous délibérons !"

(L 19.3.32)

~~Après~~ Le sénateur obstiné, repartit à la charge ! Au début de septembre 1932, il adressa ~~de~~ n moins, qu'une lettre ouverte à HERRIOT. Dans son message, il montra les menées pangermanistes du Reich et plus particulièrement de l'association "VEKEIN FÜR DAS DEUTSCHTUM IM AULANDE"

Il dévoila, l'importance des subventions et le patronage du Reich. Il blâma les propos tenus par l'ancien ministre, le Dr GESSLER, au congrès annuel en Bavière. Ce dernier avait encouragé à ne pas lâcher l'Alsace-Lorraine.

Il indiqua que la même association projetait une manifestation le 11 septembre 1932, afin de pousser les Allemands à la revanche et la récupération des territoires perdus.

C'était exactement la copie de ce qui s'était passé le 14 août à PIRMASENS (PALATINAT) où 50 000 anciens combattants avaient défilé et avaient entendu le général KLAUS discourir sur la reprise par tous les moyens des anciens territoires. Enfin, ECCARD instruisit au sujet de la menace prussienne à la frontière polonaise (L 10.9.32)

Mais la propagande allemande toucha aussi notre région. Alors que l'année 1932 se terminait, une lectrice du Messin, domiciliée à PETITE ROSSELLE fit parvenir à la rédaction, un exemplaire de tracts destinés aux frontaliers

"Une campagne de calomnies savamment organisée est dirigée contre la France dans notre pays"

... contre la France déjà si

"dénigrée dans le monde"

"Et notre pays n'a rien fait pour combattre la néfaste propagande de ses ennemis"

Il y allait d'une atteinte au

"prestige de la France"

"... ambassadeurs, consuls s'en désintéressent totalement..."

"les ministres compétents et responsables n'emploient pas les moyens mis à leur disposition pour opposer des faits aux arguments dont on se sert pour dénigrer la France"

Une seule solution s'imposait : réagir et affecter des crédits pour la riposte ! Où les trouver ? Sur les fonds secrets.

"BRIAND n'a-t-il pas fait appuyer sa politique personnelle en dépensant plus de 200 millions par an sur les fonds secrets..."

"... un certain nombre de journaux, en l'occurrence ont été grassement rétribués" (M 31.12.32)

Développer la propagande française "dans le monde... et en Alsace !" C'est ce à quoi les "Dernières Nouvelles de Colmar" invitèrent !

"organiser une contrepropagande contre le poison de la propagande étrangère, allemande notamment en ALSACE"

Contre-attaquer une

"certaine presse alsacienne", ces "feuilles autonomistes et cléricales autonomistes"

trop souvent considérées comme

"un véhicule de la propagande allemande" (M 9.1.33)

En résumé, une France des occasions manquées, pour un avenir

sans plus de promesses ! Faible volonté... cela devenait un truisme qui fut encore confirmé par le fait que la France restait là, esseulée (M 25-26 déc. 31)

Une France seule "La France isolée" (L 9.9.32 - 15.12.32...)

Cette tournure expressive fut très souvent utilisée par l'opinion messine surtout à partir de 1932. A un moment où les événements atteignirent un point aigu, la France face à l'Allemagne, découvrit singulièrement son isolement : nos alliés nous faisaient faux bon...

Soit, l'on avait eu quelque fierté quand, en septembre 1931, devant l'Angleterre en crise, la France avait tenu ferme.

(PM sept. 31)

Cela nous avait même valu le voyage de LAVAL en Amérique ! Mais en janvier 1932, il fallut vite déchanter.

Quoique dans sa phase préparatrice, la prochaine conférence des réparations, enregistra d'emblée, l'annonce de la carence allemande. Et là, l'on vit notre petitesse

"le peuple allemand découragé par la défaite, a voulu se donner à lui-même des raisons de croire et d'espérer"

WILLIAM MARTIN (Journal de Genève)

"A nous de veiller que cette mentalité allemande reste confinée en Allemagne !" (lorrain 17.1.32)

l'"Amérique est d'avis que le refus allemand n'empêche pas l'Europe de payer ses dettes aux Etats-Unis" (L 17.1.32)

"La Presse américaine déclare dans son ensemble, qu'elle n'est point surprise des paroles de M. BRUNING concernant la carence allemande vis-à-vis des réparations. Que dirait la même presse si M. BRUNING déclarait que les Allemands ne peuvent pas rembourser leurs dettes aux banques américaines ?" (L 18.1.32)

"Les Etats Unis font grise mine aux propositions de M. LAVAL" (L 20.1.32)

Que faire ? La réponse découla de source :

la "réaffirmation de l'Entente franco-anglaise"

"Alors que Français et Anglais semblent se rapprocher
BERLIN, peut-être sûr de l'appui de WASHINGTON :
l'Allemagne ne peut plus payer, les alliés le peuvent..."

(Ch. RITZ L 23.1.32)

"L'Union se cimente"

"M. P. LAVAL rencontrera M. MAC DONALD au début de la
semaine prochaine" (L 23.1.32)

Malheureusement, le résultat fut très en-dessous des espérances

"Les Etats Unis continuent à pratiquer leur politique de
splendide isolement. La Grande Bretagne paraît hésitante
L'Allemagne tire profit de ces divisions des anciens
alliés" (L 24.1.32)

Comme pour forcer la mise, comme s'il en eût le loisir...
Jean REVIRE insista encore... Il exhorta les vertus du rap-
prochement anglais, même de l'Empire anglais !

"Nous sommes à un moment où, si l'entente entre la
France et l'Angleterre ne se rétablit pas promptement,
la catastrophe va fondre sur l'Europe !" (L 27.1.32)

Et toujours le bel espoir lors de la visite de TARDIEU et
FLANDIN à Londres fin mars 1932 (officiellement il s'agissait
de la conférence danubienne. MAC DONALD affirma que les inten-
tions de la France et de l'Angleterre étaient d'en arriver
à une

"coopération générale, en second lieu, d'apporter leur
appui à toute l'Europe" (L 4.4.32)

La presse anglaise souligna également le caractère "nécessaire
de l'entente, et vit dans ces entretiens, un :

"indice favorable à des conversations futures" (L 6.4.32)

Le Foreign Office ajouta que :

l'"impression" était resté "bonne", et l'"atmosphère
cordiale !" (M 7.4.32)

Bref, l'échec était certain !

"le front franco-anglais résistera-t-il ?

"M. MAC DONALD veut ménager la chèvre et le chou, on ne sait pas de quel côté il penche !" (M 8.4.32)

A Genève, cette fois pour le désarmement, ce ne fut pas mieux

"La France n'adhère pas à la proposition britannique"

(M 22.4.32)

Pourtant à METZ, l'on ne sombra à aucun moment dans les tourmentes du pessimisme ! A Genève de nouveau, on voulut obstinément y croire :

"Pour la PAIX"

"Anglo-French, understanding !" (L 12.5.32)

Et MAC DONALD vint à PARIS le 12 juin 1932 !

"Ce fut à Paris et à Versailles, la même cordialité qu'aux CHEQUERS en 1924" (L 13.6.32)

Encore fallait-il clairement s'entendre...

"D'accord, mais comment d'accord"

... que l'on veuille bien se mettre à la place des Anglais : en France HERRIOT remplaçant TARDIEU, aux Etats-Unis l'échéance de novembre : HOOVER ou le démocrate ROOSEVELT !

(L 14.6.32)

Est-ce pour cela que les américains présentèrent à Genève un plan "simpliste" sur le désarmement ? (L 15.6.32)

Peut-être !

On pataugeait ! Puis de Lausanne à Genève, l'on voulut travailler en parallèle... les trois se réunirent... aucun communiqué ne fut publié le 19 juin (32). Le 21, on sut la raison, un "désaccord franco-anglais"... La France ne pouvait tout de même pas accepter le "coup d'éponge total !" (L 21.6.32)

"La délégation française se heurte aux thèses anglaises et américaines" (L 22.6.32)

Plus on voulait avancer, et plus on reculait ! A GENEVE, les propositions américaines et françaises ne semblèrent pas faire cause commune ! (M 23.6.32)

Devant la faute américaine, profitable aux Allemands :

"A l'Angleterre et à la France de faire bloc :
la paix de l'Europe est à cette condition"

Mais dans l'immédiat, ce ne furent que des discussions "sans grands succès"... L'on piétina ainsi jusqu'à la mi-juillet... Enfin du solide !

"Est-ce que la résurrection de l'Entente cordiale ?"
(L 14-15.7.32)

"Le pacte de confiance franco-anglais" (L 16.7.32)
(M 16.7.32)

"L'accord de confiance franco-britannique a éveillé parmi la délégation américaine, une méfiance inexplicable" (M 6.7.32)

A METZ, l'on jubila de voir les Allemands, pour une fois rendus moins sûrs d'eux-mêmes, hésiter... demander des explications... A NEW YORK, l'on alléguait que la France recherchait l'aide anglaise, uniquement dans le but de s'opposer à la campagne allemande contre le Traité de Versailles (L 17.7.32)

Tout cela était presque trop beau...

Puis, HERRIOT alla à JERSEY fin août 1932...

"le menu de l'Entente cordiale" ! (L 31.8.32)

Et quand l'Allemagne demanda l'égalité des armements, après le refus français, les Anglais dépêchèrent une fin de non-recevoir... Tandis que les Etats-Unis eurent l'air d'acquiescer aux thèses anglaises (2e moitié septembre) (PM Sept. 32)

Le MESSIN mit en exergue une déclaration de Sir WISTON CHURCHILL :

"La France, je le répète, est un facteur de sécurité !"
(M 25.8.32)

Coup de théâtre! un mois plus tard, les anglais changèrent d'avis... préférant rester sur la réserve... tout comme les américains atteints de fièvre électorale...

"La France isolée ?" (L 9.9.32). Quelques temps après, le TIMES se déclara favorable à accorder à l'Allemagne l'égalité sous condition de garanties à la France... et le DAILY MAIL, se montra moins inquiet par l'Allemagne qu'auparavant... !

(M 11.10.32)

"l'Angleterre tient pour légitime la demande allemande sur l'égalité du statut militaire, du point de vue qualitatif tout au moins"

HERRIOT s'en alla cette fois à Londres, non plus pour la villégiature, mais pour l'information ! Là-bas, il apprit que l'Angleterre désirait une entente préalable afin de la soumettre à tous, à Genève ! (L 15.10.32)

Ainsi qu'il fallait s'y attendre "certaines divergences" se révélèrent à Londres... (M 21.10.32)

Mais l'élection américaine passée et la victoire du démocrate ROOSEVELT, la France et l'Angleterre se consultèrent pour le paiement des dettes. La presse anglaise fut unanime à conseiller le refus de payer (M 26.11.32)

"Paierons-nous ?"

"N'oublions pas que dans la libre Amérique, se trouvent 4,5 millions de citoyens d'origine allemande. Ceci pourrait bien expliquer cela" (M 27.11.32)

Et la France refusa de payer la dette américaine... nous étions brouillés avec les Etats-Unis... (PM 11 au 15.12.32)

A Genève, résister devint difficile et l'Allemagne obtint alors la "Gleichberechtigung" (PM 13.12.32)

"Comme les autres"...

"La France isolée"

... alors fusèrent les critiques contre HERRIOT et BONCOUR, accusés d'avoir bradé notre sécurité, pour l'avoir confinée à l'arrière plan du désarmement (L 15.12.32) Dans cette affaire, la France avait voulu être le tête du groupe... elle

constatait maintenant son isolement. Pourtant, en cette navrante situation, se cachait peut-être une solution :

"Faut-il avoir peur de l'isolement ?" (...)

"Qu'est ce qui a valu à l'Amérique son grand rôle à GENEVE et à LAUSANNE ? Son isolement. Elle n'a même pas signé le traité de paix" (...)

"L'Italie y a trouvé son prestige, l'Allemagne a trouvé le succès dans toutes les conférences, la politique anglaise triomphe toujours, qu'elle paie ou qu'elle ne paie pas, qu'elle marche ou qu'elle ne marche pas"

"Pourquoi l'isolement au milieu des nations jouant les isolées, ne nous réussirait-il pas ?" (...)

"Le fait, le courage d'accomplir le fait, de tenir le coup, voilà ce qui nous manque. Nous nous disons des réalistes et traitons les Allemands de romantiques, et c'est les Allemands qui font avec les autres, la Réalpolitik, la leur" Ch. RITZ (L 15.12.32)

Faible volonté, comme déhabitude ! Hélas, loin d'améliorer de nouveaux éléments noircirent encore un peu plus. D'abord ROOSEVELT après HOOVER, réclama lui-aussi le paiement des dettes, puis CHERON eut mauvaise grâce d'affirmer que nos finances équivalaient à

"un chèque sans provision" ! (L 4.1.33)

De la sorte, l'année 1932 se termina peu glorieusement, et l'an 1933 s'ouvrit sur un "horizon bouché", sur "l'inquiétude de l'avenir" (M 1-2.1.33)

L'accession de HITLER au pouvoir, la crise économique atteignant la France, furent désormais les deux préoccupations essentielles. Amer bilan ! Au "bord du gouffre" (M 17.1.33), la France frissonna en se tenant seule. Face à l'Allemagne en relèvement, les Etats-Unis n'avaient pour nous qu'un ton de glace et les Anglais nous lâchaient. L'on eut vite fait de s'en persuader en reprenant les commentaires de la presse parisienne juste après NOEL 32. Le FIGARO avait publié un article de WICK-HAM SDEED (ancien directeur du TIMES) SDEED laissa peu de chance à un nouveau rapprochement franco-anglais. Il avança que la Grande Bretagne était très attachée

à rétablir l'unité impériale, et très désireuse de faire entrer la masse de l'Empire britannique dans la conférence économique mondiale. En ce qui nous concerne, il envisagea un rapprochement en fixant des limites inacceptables :

- il demanda à la France "d'accepter les thèses révisionnistes"
- il se réjouit de la "non-application de nombreux articles du traité de Versailles"
- et prévint "le jour ou il ne sera plus appliqué" (L 1.2.33)

De tels propos inquiétèrent le journal "les DEBATS" qui rétorqua :

"Pour défendre la paix, il nous faut prendre le contre-pied de la politique de BRIAND" (L 1-2.1.33)

Nous en étions là : sans les Etats-Unis, sans l'Angleterre, à mille lieues de l'Italie (M 11.3.33), notre Petite Entente criant menace... (M 11.3.33). Cela, au moment où l'hitlérisme triomphait, rendant la "guerre" possible" (M 23.3.33), déjà souhaitée par une grande partie des "révisionnistes" (M 23.3.33).

Et, voilà que le 23 mars 1933, MAC DONALD, dans un discours, dressa un "véritable plaidoyer en faveur de l'Allemagne"

Piètre résultat :

le "France est isolée" (M 11.3.33)

Timide dans notre action extérieure, personne sur qui compter... l'on avait tout à craindre. De surcroît, l'on révéla un autre point lui aussi chargé d'alarme autant que de surprise : c'est que la France était militairement mal défendue. Bien entendu, les problèmes militaires en général furent largement abordés sous l'aspect du désarmement. Mais il n'en demeura pas moins vrai, qu'avant de désarmer, il fallait s'assurer que les autres eussent agi dans le même esprit... Pour tout dire, l'opinion messine reconnut dans le désarmement une belle initiative... mais jugea que la sécurité de la France s'imposait d'abord ! Par ailleurs, et plus que tout autre, notre région trop exposée était directement concernée !

"Nous avons bien les fortifications, mais il ne nous manque rien moins que la masse d'attaque" (L 16.12.32)
(voir aussi la question sarroise -1er paragraphe)

Ce qui surprenait le plus, c'était la comparaison d'une Allemagne qui avait toujours réarmé et d'une France qui, tout en oeuvrant pour le désarmement, s'exposait dangereusement à une infériorité militaire à cause de l'arrivée des classes creuses, et d'une erreur de conception stratégique comme tactique.

C'est que d'abord, la France connaissait, par rapport à l'Allemagne une évolution démographique nettement moins dynamique. Le taux de natalité allemand avait toujours été plus marqué que le taux français, d'ailleurs en diminution (195 naissances pour 10 000 habitants en 1926, 177 en 1929). Si fait, l'accroissement de notre population avait accusé un progrès très limité et trahissait plus que jamais cette lâche caractéristique (L 5.11.30)

Chose incroyable, une telle situation pour fondamentale qu'elle fût, ne semblait pas inquiéter outre mesure nos militaires.

Et la France, celle de 1932, s'ingéniait plus que tout autre pays à désarmer...

"Or, l'année 1935 approche, qui verra nos classes réduites par la sous-natalité causée par la guerre. Nous entrons dans le cycle des années cruciales. Et nous libèrerons ! ..." (L 3.2.32)

"L'échéance des années stériles et le recrutement de l'armée"

Emile BOREL (de l'Académie des Sciences) mit en garde sur l'arrivée des "classes creuses"... "1915 - 1919" des 40 % pour le déficit des naissances entraînant une baisse de 25 % du recrutement (M 28.8.32)

A elle seule, la démonstration laissait déjà perplexe. Mais ce qui accusa davantage, furent bien nos erreurs dans la conception militaire, stratégique, voire même tactique.

Certes, il y avait la ligne MAGINOT et la présence de ce ministre rassurant au gouvernement jusqu'à sa mort, survenue le 7 janvier 1932. Après l'évacuation rhénane et septembre 30, l'on avait vu MAGINOT venir officiellement en Lorraine en novembre 1930. (le 23 novembre) afin de calmer les esprits. La ligne de défense s'édifiait et il fallait garder confiance en l'armée française (PM 24.11.30)

En réalité, les propos du ministre, ne coïncidèrent absolument pas à ce qu'il avait dit trois mois plus tôt.

Confiant ses critiques à M. BERAUD du "JOURNAL" le responsable du ministère de la guerre, n'avait pas manqué d'audace, avançant que :

- la réduction du service à un an n'avait pas entraîné une augmentation de force, bien au contraire
- que la couverture n'était "plus suffisamment étoffée"
"elle empêcherait difficilement, au cas d'une attaque brusquée, éventualité qu'il ne faut pas considérer comme impossible, une irruption ennemie sur notre territoire"
- qu'après les manifestations allemandes, il nous fallait la "force"
- qu'en face se dressait une armée de métier, avec une instruction toujours assurée, des cadres plus nombreux et mieux formés
- ... vis-à-vis d'une armée française "faible", susceptible de n'être mobilisée qu'en 48 heures, et ne possédant qu'un service de un an
"Et comme on a prétendu en France que notre armée était simplement défensive, nous devons bien nous attendre, en cas d'une nouvelle guerre, à une irruption ennemie sur notre territoire"

Comment ? Parce que la supériorité de l'armée allemande résidait en ce qu'elle possédait :

- des moyens de transport perfectionnés (trains de marchandises plus rapides, plus importants. .)
- une aviation commerciale supérieure d'au moins trois ans sur la France (transport de troupes, de matériel...)
- des camions et autobus, construits sur des plans, et avec des matériaux étudiés et contrôlés par le gouvernement allemand, par conséquent meilleurs !
- des autostrades en construction (de 10 à 12 m de large)

Que faire ?

- recourir au système d'une armée de métier;
- adopter une nouvelle formule pour l'organisation militaire correspondant mieux à un besoin et à nos moyens
- "agir vite et avec méthode" pour "combler le retard"
- établir une collaboration étroite avec le maréchal PETAIN, et les généraux WAYGAND et GEORGES

(M 2 août 1930)

Là-dessus, Jean de THONNAQUE revint ensuite et périodiquement pour montrer où étaient les failles dans notre défense...

D'abord, il dénigra la limitation des contingents annuels

"Il faut qu'elle s'accompagne de mesures supplémentaires"
... en revoyant notamment la réduction du temps de service actif ou peut-être plus encore, des périodes d'instruction dans la réserve (L 1.12.30)

Puis, il devint beaucoup plus percutant. Se posait le problème de la couverture pour lequel l'on s'était décidé à construire des fortifications... eh bien cela avait été le seul moyen de

"... compenser l'infériorité numérique obligée ou voulue des effectifs consacrés à la couverture"

Bien sûr par la suite, on avait consenti un effort pour améliorer la motorisation... mais cela n'empêchait pas de

"... masquer l'infériorité encore, en donnant aux défenseurs de la frontière un semblant d'ubiquité"

Que fallait-il décider ? Rappeler les "disponibles" ?
"les trois dernières classes libérées ?" possible... En tout
cas, un an de service n'était pas une solution. Une armée de
métier ? Un allongement de la durée du service militaire ?
Cela était à revoir !

"le manque d'hommes dont souffre la France de 1931 ne
fera que s'accroître dans les armées qui viennent et se
fera sentir non seulement à la caserne, où à partir de
1935 les contingents annuels tomberont en chute verticale
mais aussi aux champs et à l'atelier"

Problème d'effectif ? oui ! Mais également, problème d'enca-
drement. Heureusement, il nous restait une France, celle de
100 millions d'habitants, si l'on voulût bien y inclure les
indigènes... (L 15.12.30) et se doter en 1931, d'une force
navale puissante...

"capable d'assurer nos liaisons avec nos colonies et
le monde extérieur" (L 17.12.30)

Ainsi donc, puisqu'à tant de maux, l'on souhaite les remèdes, l'on
put attendre du Parlement de vifs débats pour discuter du
budget de la guerre en février 1931.

Le rapporteur BOUILLOUX-LAFFONT, très pessimiste, déclara
que notre politique extérieure était grevée de nombreuses in-
quiétudes. Evidemment, ceci n'était^{pas} la faute de la France, qui,
sans discontinuer avait lutté pour la paix. En tout cas, il
était tout de même étrange qu'en pareille époque l'on allégeât
le budget militaire de 16 % et que l'on réduisît la moitié des
effectifs ! Agir de la sorte, alors que les américains et les
japonais, pour ne citer qu'eux, faisaient le contraire

(L 25.2.31)

"Voilà où nous a amené notre politique de réduction des
armements par la diminution de la durée du service actif
et en dernier lieu, par la mise en vigueur du service
d'un an : nous sommes maintenant à égalité avec l'Alle-
magne, en ce qui concerne notre territoire national"

(Bouilloux-Laffont Ch. des D.)

(24 février 1931)

"D'autre part, nous n'avons sur l'Allemagne qu'un excédent de 11 000 hommes. Pour notre territoire national nous sommes à égalité avec l'Allemagne qui a 259 000, alors que, dans l'hypothèse la plus favorable, nous en avons 270 000" (L 25.2.31)

Après le rapporteur, c'est le colonel FABRY qui prit la parole (L 25.2.31). D'emblée, il évoqua la brusque réduction des effectifs pour 1935-1940, et en regrettant le problème, avisa sans détour qu'il y avait deux types d'argument : l'ancien (fusil, baïonnettes, canons...) et le moderne (l'usine, le laboratoire, la voie de chemin de fer, les lignes automobiles, l'avion)

Puis il compara la France et l'Allemagne. Sachant que l'armement présentait dorénavant un caractère industriel, il vit en l'Allemagne une grande nation industrielle, par conséquent mieux placée.

"Si la conférence du désarmement supprime les armements actuels, l'Allemagne se trouvera dans une situation excellente"

(Ch. des D. 24.2.31 et L 25.2.31)

MAGINOT remit en cause le service de un an, demanda une meilleure coordination dans l'armée, et prouva qu'à force d'oeuvrer pour le désarmement l'on finissait par oublier la sécurité (L 25.2.31)

Au cours de la séance, le socialiste RIFFATERRE, appuya en faveur de la réduction financière, ce qu'allait défendre SPINASSE, quand RILLAR de VERNEUIL lui lança : "allez voir en Allemagne !". SPINASSE répliqua qu'à FRANCFORT, il n'avait pas vu de soldat, mais 300 000 jeunes disciplinés acclamant la paix... Puis il conclut en invectivant les journaux nationalistes français et allemands, les accusant de déformer la vérité... (CH; des D. 24.2.31)

Le lendemain, MONCELLE étant président, la ronde des orateurs continua. Le communiste BERON soutint qu'il ne fallait pas augmenter les crédits, afin d'arrêter ce qui eût été une nouvelle "course aux armements". A l'opposé, CALLIES (URD),

parla d'ingénieurs militaires et proposa d'activer l'avancement dans le but de retenir l'élite dans l'armée.

Puis ce fut au tour du colonel PICOT (Républicain de gauche). Pour captiver l'attention de son auditoire, il commença par donner des exemples plutôt déroutants. On l'entendit ainsi, parler d'une ligne de chemin de fer de l'Etat à Bordeaux et d'une sombre histoire d'un pont coupant le Nord et le Sud de St André de CUBZAC !

Il poursuivit en rapportant l'étonnement d'un haut officier :

"Cette ligne a bien un caractère stratégique évident. Mais elle est si loin de la frontière..."

"Je trouve cette réponse inquiétante parce qu'elle montre qu'on ne regarde pas suffisamment en avant et en l'air. A notre époque, où l'on traverse l'Amérique d'un coup d'aile, où les escadrilles italiennes accomplissent des raids extraordinaires, on ne peut pas dire qu'il y ait en France, sur ce territoire qui est grand comme la main, un point qui ne soit éloigné de la frontière. Rien est loin de la frontière"

"On s'obstine à regarder uniquement le présent, trop souvent même en arrière"

"L'aviation accomplit des progrès tels qu'il est possible que d'ici à deux ans, des avions puissent voler à 6 000 m de hauteur. Quand ils viendront, vous ne les arrêterez pas"

"Le rôle de l'aviation dans la guerre moderne sera énorme" (...)

"La guerre, ce ne sera pas seulement la guerre des soldats dans les tranchées. Jadis, le soldat jouait le rôle unique ; actuellement, il joue un rôle. Je ne dis pas que ce soit la même importance pour lui. Si l'on se contente de s'occuper d'effectifs et des questions relatives à la défense de la frontière, on se trompe gravement. Car la guerre sera telle que, si jadis, quand une mère voyait partir son fils au front, c'était elle qui pleurait et tremblait pour lui, demain, ce sera le fils partant pour les tranchées qui devra trembler pour sa mère restée à l'arrière. La guerre s'étendra sur le pays tout entier et tout d'un coup. Elle sera atroce et épouvantable et

c'est pourquoi je suis de ceux qui travaillent de tout leur coeur à l'empêcher de revenir. Mais si elle revenait, ~~même le ministre (MAGINOT)~~, c'est une lourde responsabilité qu'on aurait assurée, si on n'avait pas prévu tout ce qui pourra se passer et si, par exemple, l'organisation de la défense anti-aérienne n'était pas meilleure qu'aujourd'hui. Vous venez de charger le maréchal PETAIN de s'en occuper. J'en éprouve une grande défiance. Mais il est temps qu'il réagisse. Vous comprendrez mon inquiétude quand j'aurais dit que sur les 45 batteries de D.C.A. prévues pour la mobilisation d'un corps d'armée qui est bien près de la frontière, 3 seulement sont constituées, et que les 42 autres ne seront en état de tirer que dix jours après la mobilisation. A ce moment, les avions ennemis seront passés. Vous pourrez tirer en l'air, les éclats vous retomberont sur le nez. Vos batteries n'auront pas servi à grand'chose"

Immédiatement, MAGINOT, monta à la tribune pour demander qu'au projet de l'organisation de la défense frontalière, l'on ajoutât un crédit de 400 millions, visant à la lutte anti-aérienne... Le parlement vota !

D'autres députés eurent après eux la parole, dont l'indépendant mosellan R. SCHUMAN. Lui, ne vit que les multiples inconvénients qu'entraînaient les travaux pour lesdites fortifications. (Ch. des D. 25.2.32)

Dorénavant, il ne restait plus qu'à attendre afin de savoir si oui ou non quelque chose améliorerait un peu l'esprit défaillant de notre organisation militaire. Il sembla que non. En octobre 1932, après avoir beaucoup discuté désarmement entre européens et s'être lourdement enlisé, on délaissa les conférences particulières et stériles (Londres par exemple) et les yeux se tournèrent vers Genève. A chacun de se pourvoir d'un projet. Aussitôt, un frisson secoua à METZ, car l'on soupçonna vite les propositions françaises de contenir une nouvelle réduction du service de 12 à 9 mois. Heureusement, l'on enregistra les résistances de PETAIN et WEYGAND (L 27.10.32)

Dès lors, la prudence apparut la seule mise par rapport à une situation présente déjà trop chargée

"Défense nationale"

"Notre organisation militaire actuelle, avec ses divisions dispersées sur tout le territoire, répond-elle au besoin de la couverture, élément essentiel de notre sécurité ?"

Il eut fallu :

"retenir en permanence à la frontière, le nombre maximum de divisions à l'effectif de guerre (...)
protection à l'abri de laquelle notre armée, formée des réserves se mobiliserait de garnisons préfectorales"

Jean de MONTIGNY (député radical-socialiste)
article du CAPITAL (M 25.10.32)

Pourtant, ces admonestations, pour sévères qu'elles furent, ne produirent pas l'effet recherché. En décembre 1932, dans le même temps où l'accession de HITLER à la chancellerie n'était qu'une question de jours, l'Allemagne obtint l'égalité des droits... Plus que jamais la question de la défense militaire de notre pays se posa avec une acuité rare. Plus que jamais l'occasion fut bonne de montrer du doigt là où était notre insuffisance.

"Réponse à beaucoup. Fortifications offensives ?"

La stratégie militaire française devait être simple : des fortifications pour "tenir le terrain", en quelque sorte une base de départ préparant

"une offensive dont l'ennemi ignorera tout jusqu'au dernier moment"

"Nous avons bien les fortifications, mais il ne nous manque rien moins que la masse d'attaque"

"Attaquer ? Et avec quoi, grands dieux ? Avec cette milice que par habitude et euphémisme, on continue de nommer l'Armée française ? Avec ce soldat du service d'un an ? Un an qui se réduit à combien de mois, une fois défalquées les incorporations retardées, les libérations anticipées, les journées d'information et d'hôpital, et les permissions normales et extraordinaires, agricoles

ou industrielles, les libérations accordées par des parlementaires en mal de réélection ?"

La formation de réserves, pièce principale de notre armée, qui les a vues ? Chez nous aussi, elles n'existent que sur le papier, et à ma connaissance, ni une division, ni même un régiment de réserve n'ont jamais encore été mis sur le pied de guerre, tels qu'ils seraient au lendemain d'une mobilisation. Et pourtant !..."

"Mais du moins, direz-vous, l'instruction individuelle des réservistes est assurée. Les périodes dont la loi consacre l'obligation sont exécutées. Exécutées ? ...

Oui, certes, mais bien entendu, sous la réserve toute naturelle que l'armée n'ait pas été trop sèche, ou trop humide, ou trop froide, qu'il n'y ait pas de sénateurs, ou de députés, ou de conseillers municipaux à élire et que, somme toute, le réserviste convoqué n'ait rien de mieux à faire"

"Evidemment, entraîné par ma plume, je pousse le tableau noir. Mais si nos cadres font tout ce qu'ils peuvent pour obtenir, en dépit des contingences et de trop nombreuses frictions, le meilleur rendement de l'outil qui leur est confié, il est incontestable pour tout esprit non prévenu, que l'armée française de 1932, n'est pas celle qui exigerait une politique d'agression moins tant s'en faut"

Ch. RITZ (L 16.12.32 Editorial)

"L'armée française est sur la pente descendante (...) devant une sécurité précaire, il faut préserver notre défense"

Voilà cependant, en quels termes le colonel FABRY interpela le nouveau gouvernement.

Paul BONCOUR, le 22 décembre 1932 (M 23.12.32)

Mais la politique générale du ministère eut la confiance. A METZ, l'on jugea les perspectives si inquiétantes, qu'entre Noël et Nouvel An, l'on ne recula pas pour soulever le problème de notre sécurité.

L'objet retenu pour conjurer l'un des aspects du péril, fut l'éventualité d'un

"coup de force aérien contre le France"

"L'aviation française peut-elle résister au coup de force de l'aviation ennemie ?"

A en croire GROENER, la :

"lutte décisive se déroulera dans les Airs"

(Neue Freie Presse)

Comment riposter devant la :

"carence française dans la défense anti-aérienne et de notre aviation..."

Dores et déjà, l'Allemagne possédait une :

"aviation puissante, susceptible d'effectuer de grands raids"

... avec, en 1931, 1 060 pilotes ayant le titre de FLUGSKAPITAN.

"En cas d'attaque allemande, les avions ennemis ne se contenteront pas de METZ, NANCY, REIMS, CHARTRES et CHATEAUBOUX. Mais le BOURGET, DIJON, LYON-BRON
En un matin, les 9/10e de l'aviation française auront vécu"

"les meilleures troupes françaises sont exposées à l'Est, face à 1 200 ou 1 300 avions en service (dont plus de 500 sont utilisables comme avions militaires"

"Ainsi, le premier raid de surprise accompli"

l'on verrait :

"l'aviation allemande improviser, et qui pourra rester improvisée quelques temps, si elle a réussi à détruire la nôtre, trouvera encore dans notre zone avancée, les objectifs de choix que notre mobilisation compliquée dans un système militaire lui offre un holocauste"

"L'attaque systématique et indéfiniment renouvelée de nos centres de mobilisation, de nos dépôts, de nos transports de réservistes et de matériel des 6e - 7e et 10e régiments, laissera l'armée française décapitée, et sans

bras ouvrant à la Reichswehr un chemin facile, et reculant de plus en plus vers la Loire, le dernier espoir de notre concentration.

Ayant ainsi magistralement préparé l'attaque, le coup de force aérien laissera se dérouler le coup de force à terre"

(auteur anonyme de la Revue Hebdomadaire, en réponse à GROENER qui avait déclaré voir la France bloquée par ses nouvelles fortifications et avait pressenti le rôle décisif de l'aviation allemande)

"Cinq grands aérodromes" ... concentrant les "trois quarts de notre aviation", sachant la frontière Est ou REIMS à

"une heure de vol de la frontière" (M 29.12.32)

Faible dans sa volonté, seule dans ses relations extérieures, mal défendue,... la France faisait bien pâle figure... Mais pourquoi tant de recul, en un mot, à qui la faute ?

La France officielle bernée par l'utopie des "démocrates populaires"

Le premier malheur pour la France, la cause essentielle de nos faiblesses, tout cela fut imputé aux démocrates populaires. Ecartons d'emblée les communistes, ces "moscoutaires" comme on les appela fréquemment à METZ. D'y penser seulement, faisait horreur... heureusement qu'en Lorraine, ils étaient peu nombreux, ce qui n'empêche qu'ils furent constamment surveillés avec méfiance, les nôtres et aussi les autres, c'est-à-dire les communistes allemands.

Tous mis à part, c'est le cartel tout entier qui fut accusé, socialistes et radicaux socialistes confondus. A cause d'eux, l'instabilité ministérielle et une France officielle apathique. A cause d'eux, cette faible volonté, l'absence de fermeté conduisant aux concessions faites aux Allemands. A cause d'eux,

un peuple français berné dans une incompréhension totale de la réalité allemande, témoin certains journaux, parisiens pour la plupart. A cause d'eux, l'esprit pacifique, nuisible à notre sécurité... A cause d'eux, cette complicité peut-être indirecte mais conduisant en tout cas les Allemands à en profiter et à souhaiter pour chaque élection française, un succès orienté vers la gauche...

Nos démocrates populaires : c'étaient eux les vrais responsables!

Voyez premièrement, comment les démocrates furent les seuls fautifs d'une France officielle, bouleversée à l'intérieur par une instabilité ministérielle, un parlementarisme paralysant ne lui laissant qu'une faible et pauvre volonté à l'extérieur. Et d'abord, nos radicaux qui avaient toujours défendu l'évacuation afin d'aider au rapprochement. Résultat ; les Allemands formulaient maintenant de "nouvelles exigences". Erreur mémorable d'appréciation, lourd qui allait être utilisé en Allemagne aux prochaines élections de septembre :

"Elections dont on annonce déjà qu'elles aboutiront à un chaos d'où peut sortir la dictature" (L 3.8.30)

C'est pourquoi, l'on ne toléra point, quand socialistes et radicaux recherchèrent la crise politique en novembre 1930, en s'en prenant à BRIAND qu'on avait pourtant jamais défendu à METZ !

"les critiques des interpellations contre M. A. BRIAND furent très édulcorées et ne provoquèrent pas la crise ministérielle qu'espéraient les radicaux et les socialistes" (M 9.11.30)

Mais ceux-ci finirent par y réussir en renversant TARDIEU le 4 décembre 1930 (PM .5.12.30) LAVAL tenta en vain la succession.

"C'est la ridicule intransigeance des radicaux-socialistes de la chambre auxquels se joignent ceux du Sénat, qui retarde la solution de la crise" (M 10.12.30)

"Dans cette crise, on n'a parlé que des groupes à faire vivre ensemble. Le moment ne viendra-t-il pas où on parlera des affaires réelles, de la politique extérieure, de la défense nationale, des finances et de l'administration ?" (M 11.12.30)

DOUMERGUE fit appel à SEEG, cependant que l'animosité monta de plus en plus, vu le différent entre les radicaux-socialistes républicains socialistes et représentants de l'ancienne majorité (PM 12.12.30)

"les radicaux n'acceptent de collaborer à la vie nationale que lorsqu'ils ont mis le feu à la maison. Alors ils endossent l'uniforme des sauveteurs pour échapper à celui des condamnés" (M 14.12.30)

STEEG eut sa confiance (291 voix contre 284) et le

"Cartel reconstitué" (L 19.12.30)

"Ce furent les abstentionnistes et les absents qui ont sauvé le ministère" (M 19.12.30)

... Tristement, l'on s'interrogea :

"où va le bloc national ?" (M 23.12.30)

Nul doute que toutes ces chicanes politiques nous empêchèrent de déterminer une action extérieure solide et ferme. Cela dit, les milieux politiques parurent presque étonnés du projet d'Anschluss économique en mars 1931.

"les radicaux socialistes français semblent être mieux éclairés quant à la mauvaise foi de l'Allemagne. De leur côté, les socialistes S.F.I.O. éprouvent de grandes difficultés à se cabrer contre l'opinion générale au sujet du récent accord douanier austro-allemand" (M 28.3.31)

Ce faisant, revenu de leur beau projet devant la résistance internationale, les Allemands semblèrent rester sur le carreau (PM fin mars - début avril). L'heure était décisive. Les travaillistes anglais tentèrent alors une médiation, cela à la veille de la conférence du désarmement prévue en 1932 (L 6.4.31). Puis, ils se rétractèrent voyant qu'ils risquaient de choquer la France et reportèrent l'invitation des dirigeants allemands aux Chequers, présentée depuis longtemps.

HENDERSON venait d'échouer dans son idée de parvenir à un rassemblement des partis socialistes du monde.

Mais ce qui dérangoa le plus, fut l'attitude du trouble-fête BLUM... Rentrant du congrès du parti ouvrier belge, il consacra dans le POPULAIRE (le 8 avril) un article "enthousiaste et grandiloquent" sur la manifestation de BRUXELLES et le vote d'une motion sur le désarmement (360 000 voix contre 195 000 "195 000 contre c'est beaucoup !" (L 9.4.31)

On lui opposa avec dédain, les récentes déclarations du député socialiste allemand SCHOEPFLIN, parues dans la GERMANIA.

"la sociale-démocratie a toujours approuvé la Reichswehr et toujours voté tous les ans le budget militaire"

"Quand on pense que les mêmes socialistes soutiennent le gouvernement de M. BRUNING qui a réalisé l'Anschluss économique dans des conditions qui provoquent déjà l'opposition des industriels autrichiens (80 % de ces industriels ayant réclamé la transformation fondamentale de l'union douanière), il faut bien constater que nous sommes dotés de l'espèce socialiste la plus antinationale du monde. Et elle vient de prouver qu'elle savait aussi être vénale à l'occasion" (L 9.4.31)

C'est encore contre les socialistes français que réagit le président DOUMERGUE le 11 avril 1931 à NICE. Il fit des remontrances à BRIAND. Mais derrière elles se cacha difficilement la position des socialistes en la matière. METZ donna raison au président ! (L 14.4.31)

Animé d'un semblable état d'esprit, METZ apprit avec une grande joie l'élection par le congrès de DOUMER à la présidence (PM 14-15.5.31)

"la majorité du congrès n'a pas voulu d'un candidat des socialistes" (M 15.5.31)

Et puis, l'on avait peu apprécié la candidature de BRIAND
"Pourquoi quitter le Quai d'ORSAY pour la présidence où il s'ennuiera ?"

pour "finir sa politique !" ... "en ruine" après l'Anschluss ?
pour "répondre aux attaques violentes faites contre lui" et "les
pressions de son entourage !"

BRIAND s'en retourna à GENEVE, d'où, quelques jours plus tôt,
il avait pourtant fait ses adieux : (M 23.5.31)

Cependant son échec laissa des traces... qui ressemblèrent
fort à des rancunes.

"Un peu de modération S.V.P."

"L'élection présidentielle et le chantage à la PAIX"

"A en croire certains des partisans de M. BRIAND, le
congrès de Versailles, en lui refusant l'accès à l'Elysée,
aurait voulu attaquer la politique de paix qu'il représente.

De là à tirer la conclusion que ceux qui ont voté
pour M. DOUMER veulent la guerre, il n'y a qu'un pas,
et que ce pas a été franchi"

"Cela est au plus haut point immoral"

"La France veut sa tranquillité. Laissons à M. BRIAND
faire ce qu'il veut après son échec, laissons M. Paul
DOUMER commencer son septennat ; son élection n'est
pas plus en fonction de la paix ou de la guerre que
l'échec de son concurrent. Mais surtout que les paci-
fistes, sous prétexte de paix, cessent une bonne fois
de déclarer la guerre aux braves et pacifistes gens
de France" Ch. RITZ (20.5.31)

"M. BLUM, vous haïssez la guerre, c'est pourquoi vous ne
l'avez pas faite. Nous, nous l'avons faite, et c'est
pourquoi nous la haïssons" "M. YBARNEGARAY au congrès
de la Fédération Républicaine" (dans la vignette) .
(L 20.5.31)

"Quand M. L. BLUM parle de "survivance de l'esprit de
guerre", de "ressentiments", d'excitations, je pense
qu'il s'adresse à l'Allemagne et non à moi"

HERRIOT dans Ere nouvelle (L 4.6.31)

"Surenchères électorales"

"les socialistes et la révision des traités"

"M. Léon BLUM, déjà partisan de l'Anschluss s'associe aux socialistes allemands, autrichiens et autres, pour exiger la révision des traités"

Tout cela sous prétexte de combattre le nationalisme allemand.

"Décidemment, M. L. BLUM, veut prendre le commandement d'une grande entreprise internationale de trahison contre les vainqueurs de la Grande guerre" (M 23.8.31)

En septembre 1931, ce ne furent pas, pour une fois, les Allemands qui donnèrent l'occasion d'attaquer les socialistes français. Non, ce furent la chute de la Livre sterling et la crise financière aiguë en Angleterre (PM 22.9.31 et jours suivants). Bien sûr, la crise mondiale y avait provoqué... mais :

"Il ne suffit pas de réaliser quelques réformes budgétaires pour mettre fin à la crise, il faut avant tout détruire l'inflation excessive et néfaste des socialistes internationaux, qui sont les plus grands responsables de la catastrophe économique, dont souffrent la plupart des Etats de l'Europe" (M 25.9.31)

"Français, apprenez de l'Angleterre à faire une politique anti-cartelliste, anti-socialiste, anti-communiste"

(Vignette) (L 22.9.31)

Mis à part l'intermède anglais, l'intérêt allemand reprit ses droits : Fin septembre LAVAL et BRIAND allèrent à Berlin... Le rapprochement allait-il y rencontrer la fortune... ? Nos ministres à peine repartis, qu'une crise politique secoua l'Allemagne, cependant qu'à BAD-HARZBURG, s'édifiait le front unique.

"Au moment où les naïfs de tous les partis et notamment nos célèbres démocrates populaires, s'ingénient à nous faire croire que la politique de rapprochement franco-allemande ne compte plus outre-Rhin que d'insignifiants adversaires nous savons maintenant qu'à BAD HARZBURG, tous les partis nationalistes-hitlériens, casques d'acier, nationalistes d'HUGENBERG - après avoir défilé, musique en tête avec

une allure des plus militaires, se sont livrés à de violentes manifestations non pas seulement contre le ministre BRUNING, mais aussi contre tous ceux qui réclament le maintien des clauses politiques et financières du traité de Versailles"

Le temps jouant contre nous, il nous fallait réagir... mais comment ? Une ferme volonté supposait un gouvernement fort... La France se débattait au beau milieu de l'instabilité ministérielle. Le 13 janvier encore un changement, le second ministre LAVAL (PM 14.1.32)

Quelle "mesquinerie"... au lieu de considérer les problèmes extérieurs en face, les radicaux semblèrent se montrer partisans de l'isolement et n'eurent que de cesse afin de déclencher une nouvelle crise ministérielle entre les modérés. Au fond, d'eux-mêmes, ils n'avaient qu'un but : aboutir à des élections (M 18.1.32)

Heureusement, le deuxième cabinet LAVAL fit bonne impression : ton décidé, reprise énergique de la politique extérieure, unité de vue... etc (M 29.1.32) Mais encore une fois la gauche démolit cette belle réussite !

"Vengeance du Cartel : le Sénat a renversé le cabinet LAVAL"

"LAVAL : "vous avez le choix entre vos passions et l'intérêt national"

"les sénateurs radicaux ont répondu en votant contre la France" (L 17.2.32)

Dès lors, indignation et mépris :

"M. PAINLEVE a échafaudé une combinaison cartelliste"

"Ce cabinet à tout prix, ne sera sans doute qu'un mort-né
(L 20.2.32)

Et il le fut !. Finalement TARDIEU parvint à présenter son ministère, le 3e ! (PM 21-24.2.32) Puisque TARDIEU débuta la campagne électorale en s'en prenant au Cartel, il eut toujours bonne presse à METZ ! (PM mars-avril 32). Contre la gauche, les journaux messins se ligüèrent et firent un gros effort d'opposition rappelant à ce propos, la leçon des élections

- 821 -

pour les diètes allemandes du 24 avril 1932 et la victoire des Hitlériens (L 26.4.32)

"Contre le Cartel, sous toutes ses formes, telle est la règle qui ne trompe pas. Car, dans le cartel, le socialiste est maître, et le radical prisonnier"

"extrait d'un discours de TARDIEU, repris par CATHALA à BELFORT) M 30.4.32

Le 1er mai, la France vota... dès le premier tour, l'on entendit un

"fléchissement vers la gauche" (M 3.5.32)

Le 4 mai,

TARDIEU adressa un dernier appel aux radicaux, ceux-ci ayant changé le langage et semblant "se prononcer pour le cartel" Il rappela leur union avec les républicains contre les socialistes en novembre 1919, au début 1924, en janvier 1926 et novembre 1928.

"La prochaine législature dépend d'eux"

"Alors que la situation du monde est incertaine et grave, j'aperçois un péril redoutable pour la France dans la position électorale qu'a choisie le parti radical"

A. TARDIEU (M 5.5.32)

Juste avant le second tour, la campagne fut marquée d'un événement tragique : l'assassinat de DOUMER. LE LORRAIN se saisit de l'occasion pour faire de GORGULOF un "agent provocateur des Soviets" N'était-il pas inscrit au parti communiste à PRAGUE en 1930 ? Cependant, en 2e page, on reconnut que l'assassin n'avait pas toutes ses facultés mentales !

(L 8.5.32)

Le 8 mai, eut lieu le second tour ...

"Scrutin de **ballotage**" (M 9.5.32)

"Ballotage !" (L 9.5.32)

"Le glissement vers la gauche s'est nettement accentué
Nous allons vers la reconstitution du Cartel" (...)

"Et maintenant en avant le cartel ! Attendons les
"sauveurs" à l'oeuvre, en face de la crise et du chômage" (L 9.5.32)

"Les succès radicaux et socialistes ont sérieusement inquiété le monde des affaires " (M 12.5.32)

TARDIEU démissionna (PM 10.5.32) et avec lui, les Lorrains baissèrent la tête. Mais ils purent la relever un peu, à cause d'une petite fierté : LEBRUN venait d'être élu président de la République. Originaire de MERCY LE HAUT :

"La Lorraine et le pays lorrain sont à l'honneur"
(L 11.5.32)

Passé le petit bonheur, l'on en revint à la réalité pour se replonger dans une atmosphère lourde, pénible, agaçante. Quelle bassesse toutes ces tractations afin de trouver ~~un~~ président du conseil !

"le triomphe des Gauches"
"L'embaras des chefs" (M 21.5.32)

"Vers quelles aventures ?"

Pierre ROSSILLION vit un "cartel immoral", à cause de l'alliance des socialistes et des radicaux, et même des communistes.

"Jamais le scrutin d'arrondissement n'a favorisé autant de maquignonnages et de manoeuvres déloyales" (L 20.5.32)

"La majorité introuvable" (M 28.5.32)
"Socialistes et radicaux sont entrés en contact"
(M 1.6.32)

Finalement HERRIOT

en sortit le préféré : il obtint la confiance
"Cartel politique quand même !" (L 8.6.32)

A LAUSANNE, il fit montre d'une belle détermination...

"M. HERRIOT ne cède pas" (L 7.7.32) "HERRIOT refuse de discuter" (M 6.7.32)

Mais, quelques jours après, les résultats mirent en demeure de constater que sa saine réaction avait ~~été~~ ^{échoué} :

"N'accusons pas M. HERRIOT. Comme beaucoup, il a fait ce qu'il a pu. Héritier d'une politique étrangère de lâchage à laquelle lui et ses amis avait contribué de leur mieux,

au point qu'ils avaient accaparé M. BRIAND pour eux, la débâcle ayant commencé en 1924, avec l'avènement du Cartel, il était difficile d'obtenir d'avantage (L 10.7.32)

Puis HERRIOT, contre les revendications continuelles des Allemands au sujet de l'égalité des armements, joua la carte anglaise. De cela, et de son ton autoritaire, on lui en fut très reconnaissant ! (PM fin août 32)

Pour l'encourager dans cette voie, le sénateur du BAS-RHIN, ECCARD lui adressa une lettre, en dénongant les visées de l'Allemagne

"le seul moyen d'arrêter l'Allemagne sur la pente fatale où elle s'apprête à faire glisser l'Europe et le monde, est de mettre fin à ses incessantes réclamations en leur opposant un refus ferme et catégorique" (M 10.9.32)

Stupeur, la confiance, même passagère en HERRIOT, ne fit pas long feu. Les anglais, on ne sut pas suffisamment les intéresser, les Allemands perdurèrent leurs prétentions !

(L 14.9.32)

"l'angoisse de M. HERRIOT"...

On lui reprocha son "manque d'esprit de décision", comparé à TARDIEU (L 14.9.32) A cause de sa faiblesse, nos socialistes emboitèrent immédiatement le pas, pour consolider leur thèse sur le désarmement, afin, selon eux, de couper court aux ardeurs des chefs nationalistes allemands (L 14.9.32)

Mis devant son erreur, HERRIOT essaya alors de se rattraper et prononça un grand discours de politique extérieure à GRAMAT (25 septembre)

"Et maintenant que M. HERRIOT tienne bon !" (L 27.9.32)

On apprécia ses déclarations claires et sèches vis-à-vis de l'Allemagne (PM 26 et 27.9.32). Ensuite, on lui conseilla de faire pression à gauche, car avant lui, TARDIEU qui "était de droite" n'avait jamais pu s'y risquer, par peur d'être qualifié de "militariste" et "belliciste" (L 27.9.32). Pour le moment, HERRIOT eut sa mention !

"Anglais et Allemands, au lendemain du 8 mai, espéraient beaucoup en HERRIOT" (...)

"... et celui-ci fait preuve de fermeté et parle comme TARDIEU, d'où la mauvaise humeur en Allemagne, voire en Angleterre" ...

La seule ombre vint des radicaux aux-mêmes :

"Ils ne sont pas avec lui" (L 29.9.32)

Si fait, au congrès radical de TOULOUSE, on eut l'impression que HERRIOT avait dû répondre favorablement à la conférence des quatre, ou à cinq (Etats-Unis ?) proposée par l'Angleterre. Allait-il céder aux projets de réarmements allemands ?

"On criera victoire en Allemagne..." (L 6.10.32)

Par chance, la conférence fut ajournée, faute de se mettre d'accord ! HERRIOT s'en fut à Londres pour tenter une solution. Son plan eut-il seulement une importance ? Le 12 décembre, l'Allemagne recouvra l'égalité de ses droits militaires et le 13, la proposition échaffaudée par HERRIOT sur le refus de payer à l'Amérique fut repoussée 402 voix contre 187. Son cabinet était renversé...

"M. HERRIOT s'est plaint amèrement de l'abandon de ses amis politiques" (L 14.12.32)

Paul BONCOUR prit sa place (PM 6.12.32)

"cabinet poussiéreux !" (L 19.12.32)

"Pour quand la chute ?" (L 20.12.32)

"Avons-nous un gouvernement ?"

"BONCOUR n'a pas réussi à constituer un cabinet socialiste"

... alors il se résigna à :

"... constituer un cabinet radical ou plus précisément d'union des gauches" (M 20.12.32)

"... incohérence dans tous les partis politiques (...) aucune majorité ne s'est dégagée depuis les dernières élections"

"M. BONCOUR a rassemblé qu'une troupe de passage"
(M 21.12.32)

"L'avènement du ministère Paul BONCOUR n'a pas suscité

un grand enthousiasme dans la presse et dans le pays"
(M 22.12.32)

"... aucune passion dans les débats"
"... le cabinet conserve son caractère provisoire"
(L 23.12.32)

Ces dernières citations, voisinant avec un article intitulé
"spendide gâchis"... à propos des dettes et de notre sécurité

Dès lors, l'on ne s'attacha qu'à instruire que la "disloca-
tion" (L 13.1.33), les "marchandages" (L 14.1.33), les jours
"comptés" du ministère (M 14.1.33)
"Cartel aux abois !" (L 15.1.33)

"C'était fatal : la Chambre cartelliste en 1933 retourne
aux vomissements de la Chambre cartelliste en 1926"
(L 20.1.33)

"Tombera-t-il ?"
"Majorité encore hésitante..."
"Est-ce la fin ?" (M 28.1.33)

Le 28 janvier, le gouvernement fut renversé !
"Querelle de famille"
"Et maintenant ?" (L 29.1.33)

Eh bien maintenant, il n'y avait qu'à s'interroger sur la
mauvaise tournure du système : une France paralysée par l'ins-
tabilité politique, parlementaire et ministérielle, une France
dans le galetas politique de gauche. En face, une Allemagne,
et son nouveau chancelier : HITLER (L 31.1.33) La cause sem-
blait entendue... tout au moins, elle accusait aussi l'igno-
rance, l'incompréhension française de sa rivale voisine.

Septembre 1930 ne semblait donc pas avoir servi d'avertisseur,
comme l'on aurait pu l'envisager. C'est que, avant, et parado-
xalement après cette date, un fort et efficace courant avait
fait croire à la bonne volonté allemande et aux vertus du paci-
fisme.

Les démocrates populaires, déjà sur la brèche, n'en étaient-il
qu'un reflet, ou avaient-ils sciemment entretenu et activé le
courant ? Là était la question !

Le plus déroutant, ce fut de constater que la fusion ressentie en France par la sonnerie de septembre, ne dura au fond et pour tout que quelques mois... à moins que l'on cherchât à taire l'alerte ! D'abord, HERRIOT, dans la DEPECHE DE TOULOUSE, avait montré quelques inquiétudes...

... "Autrement dit une petite prière à Saint LOCARNO ne suffit plus" (J. BAINVILLE) (P. 11.1.33)

Mais l'on oublia vite ! Voyez, dès la fin janvier, l'Allemagne nous dérangeait... soit ! A Genève, l'on discutait désarmement. Il était normal qu'il y eût alors qu'une seule ligne de conduite :

"Nous avons loyalement accepté d'étudier le problème complexe des réductions et limitations d'armement. Avec la même loyauté, nous nous refusons à mettre le doigt dans l'engrenage de la révision des traités, quand neuf millions d'électeurs se prononcent sur l'Allemagne, pour une révision obtenue au besoin par la force" (M 15.1.31)

Chose troublante, par intérêt ou insouciance, il n'en fut pas ainsi...

"Autour du désarmement"
(...)

"L'argumentation socialiste en faveur de la politique nouvelle, qui est une politique de gauche adoptée et exécutée par les modérés, porte sur deux points fondamentaux, sur deux sophismes qui peuvent se formuler ainsi : le but étant éviter la guerre, il est nécessaire de désarmer. En effet, la politique d'armement poursuivie jusqu'en 1914 n'a pas évité la guerre. Deuxièmement, les alliances sont inefficaces et dangereuses, puisque celles qui ont été contractées avant 1914 n'ont pas empêché la guerre non plus"

Désarmer équitablement commandait d'abord de limiter la puissance industrielle de chaque pays, l'une étant toujours supérieure à l'autre. A moins que l'on déterminât unanimement un agresseur.

"On peut donc affirmer que le premier postulat socialiste n'est qu'un pure sophisme"

"Quant aux alliances, l'erreur que l'on commet est de même ordre"

"le pacte de la S.D.N. et le pacte de LOCARNO interdisent les alliances particulières. Ces pactes n'ont pas entravé la formation de "l'alliance russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-gréco-hongroise !"

"Italo..." car l'on venait, non sans cachotterie, de laisser filer l'Italie vers l'Allemagne

"Que nos lecteurs nous pardonnent nos répétitions ! Ce périple allemand a été honteusement passé sous silence par la plus grande partie de la presse française. C'est à lui qu'il faut sans cesse revenir. C'est lui qu'il faut sans cesse dénoncer. Il est lamentable que ce silence, observé alors par certains organes modérés, l'ait été pour ménager la politique extérieure suivie alors, de crainte d'affaiblir le ministère TARDIEU. Aujourd'hui, le ministère TARDIEU est tout de même affaibli et la politique socialiste continue"

J. REVIRE (L 7.1.31)

Et elle continua ainsi, contre vent et marée, avec des artifices qui ne manquèrent pas d'un certain toupet !

A propos de l'ANSCHLUSS, c'était une évidence que nous nous étions trompé sur les intentions réelles de l'Allemagne. BRIAND en était sorti très ^{diminué} déterminé, et son manque de discernement lui avait sans doute barré la route à la présidence (PM avril-mai 1931) Mais il ne recula devant rien. On parlait désarmement à GENEVE et voilà que le 31 mai avait eu lieu une imposante parade de 150 000 casques d'acier à BRESLAU, non loin de la frontière polonaise

"le lendemain de BRESLAU"

"Après BRESLAU, comme après COBLANCE, un moment, un petit moment, les Français sont frappés par ces défilés des Casques d'Acier, ces serments de reprendre les provinces perdues, ces manifestations à l'état d'esprit qui n'est pas celui de la résignation. Et puis, l'on n'en parle plus. C'est ennuyeux de penser à ces choses-là !" (...)

"La philosophie transcendantale de FICHTE était jadis

devenue, dans l'espace de quelques mois, par une transition aussi brève que naturelle, la philosophie nationaliste... C'est ainsi que d'un républicain allemand, on fait avec rapidité un hitlérien !"

Jacques BAINVILLE (PL 7.6.31)

... De BRESLAU, BRIAND n'en fit pas une seule réserve, et le 15 juin, il prononça un grand discours à GOURDON (LOT) sur la paix, devant les A.C. non pensionnés !

"Depuis trois ans, on trompe le parlement"
s'écria FRANKLIN BOUILLON le 16 juin à l'instar de BRIAND à cause de BRESLAU (M 17.6.31)

C'était normal, expliqua BERNARD (animateur des TEMPS NOUVEAUX)

"Plus ça change, plus c'est la même chose !"

L'ignorance française des ambitions allemandes étaient nées en 1914, avec "les moyens de les réfreiner" (...) "Il y en avait" Les prophéties des socialistes SFIO avaient conduit à l'erreur.

"Tout recommence dans nos congrès socialistes" (...)

"Ce qui encourage la guerre des casques d'acier, comme ils ont encouragé avant 1914 à la guerre les pères des casques d'acier !" (PL 14.6.31)

"A l'Est de la France aussi bien qu'à GOURDON, hommes, femmes et enfants veulent la paix"

"Hymne à la paix"

"Encore un coup, nous autres, gens de l'Est, ce que nous n'aimons pas beaucoup, c'est ce mysticisme où l'hyperbole le dispute à l'exagération et où l'affirmation trop souvent répétée, nous fait douter de la réalité.

Jeanne d'Arc, notre type de sainte, entendait bien des voix pour elle-même, mais quel réalisme quand elle parlait ou qu'elle agissait"

"... trois fois, dix fois, cent fois plus qu'à GOURDON, de METZ à BITCHE et de SIERCK à PHALSBOURG, nous voulons la paix, nous ne voulons que la paix"

"(...) le cantique est beau qui chante la paix, mais nous trouvons plus beau encore le bras qui étend sur la paix sa puissance protectrice. La "LORELEI" est suave, plus suave encore que les voix de GOURDON, mais si souvent elle a cessé son chant pour des chants guerriers, que

nous avons toujours peur !" RITZ (L 16.6.31)

Et le plus grave venait surtout de la sourde oreille que nous faisons à ces voix. On voulait se persuader de la bonne foi allemande. Voyez encore, au lendemain du 9 août 1931, date de l'échec hitlérien sur le referendum de dissolution de la Diète prussienne. De suite, l'on avait versé dans l'incompréhension.

"L'accalmie allemande"

"Ne nous berçons pas d'illusions trop faciles, car il est faux de prétendre que dimanche dernier, les nationalistes allemands et leur politique de revanche ont été complètement battus" (...)

C'était sottise d'écrire : "comme tant de journaux parisiens ou de province" que l'échec du 9 août avait été un "acte loyal" au rapprochement franco-allemand.

"Il n'y a qu'une Allemagne" hostile aux traités. Pour cela, la France n'avait "aucune raison" d'accorder un "appui illimité et sans garantie" comme le prétendaient le "POPULAIRE et la VOLONTE" (M 14.8.31)

"Les deux Allemagnes"

"Hé oui, nous volerons au secours de l'Allemagne de GOETHE et de BACH, malgré le mal que nous a fait l'Allemagne de BERNHARDI et de TREICKE, si celle-ci était morte à jamais et s'il était prouvé qu'elle ne peut plus nous faire de mal. Mais de ce double visage de JANUS allemand, l'un poétique et sentimental, l'autre féroce et menaçant, quel est celui qui nous regarde ?"

"LA NATION BELGE" (M 5.9.31)

Les belges, eux, comprenaient... mais pas nous !

En août 1931, le général VON SEECKT avait publié dans un journal d'Amérique du Sud, un article ou réquisitoire contre une France cherchant à étendre sa suprématie sur l'Europe... L'idée était en soi complètement absurde, mais non démunie de calcul politique. Chez nous, rien ne nous choque :

"Et tandis qu'en France, les combattants se réunissent en pacifiques congrès, les casques d'acier et leurs frères en HITLER, organisent des manoeuvres qui ressemblent à s'y méprendre à celle de l'armée officielle"

(L 19.8.31)

Car la tromperie était bien là : d'un côté une Allemagne pleurant misère, réclamant de l'aide, de l'autre une Allemagne militariste, chaque jour plus forte. LAVAL et BRIAND qui s'apprêtaient à se rendre à BERLIN fin septembre devaient s'en souvenir.

"La pauvre Allemagne ne cesse, en violation de l'esprit et de la lettre des traités, d'enfler ses dépenses militaires"

Dorénavant, notre budget militaire présentait une infériorité notoire sur celui de l'Allemagne !

"La vérité c'est que la France a réellement et dangereusement désarmé, tandis que l'Allemagne n'a jamais été plus militarisée" (M 10.9.31)

Mais la France n'avait voulu retenir du voyage, qu'un nouveau pas au rapprochement. Aussi fut-elle décontenancée d'apprendre sitôt LAVAL & BRIAND revenus, que le cabinet BRUNING balbutiait

"... cette illusion dessilera les yeux des utopistes"

(M 13.10.31)

"On s'étonne en France que l'hitlérisme continue à progresser mais on oublie que les masses en Allemagne ne possèdent rien et n'ont donc aucun intérêt à la préservation de ce que nous appellerions en l'ordre établi. HITLER leur dit que quand il sera au pouvoir, il confisquera la fortune des juifs et la distribuera aux travailleurs. Il ajoute qu'il supprimera les banques pour ne garder qu'une Banque d'Etat ; de même, il supprimera les grands magasins pour permettre aux petits de vivre"

(L 10.10.31)

Entre France et Allemagne :

"chaque jour apporte une contribution nouvelle à l'histoire de ses relations et l'influence croissante des hitlériens impressionne plus que jamais les partisans de la paix et donne des arguments aux Français qui prétendent encore que la vigilance est le premier de tous nos devoirs et que nos gouvernants ne doivent pas se laisser bernier par les attitudes conciliatrices et par les offres de rapprochement et de collaboration économique que multiplient les dirigeants officiels de l'Allemagne"

"Tous les partis politiques allemands sont revanchards, y compris la sociale-démocratie"

"l'Allemagne se fait humble et suppliante, surtout depuis quelques mois, parce qu'elle veut obtenir l'appui financier de la France" (M 19.11.31)

Il nous fallait donc tenir ferme et voir. Mais cela supposait une confiance en nos démocrates populaires. L'un d'eux, le député PEZET (Ile et Vilaine) s'en était allé à BERLIN clamer en hauts lieux que :

"... la majorité des Français était disposée à se rapprocher de l'Allemagne et de faire dans ce but toutes les concessions nécessaires" (M 1.12.31)

Le coup fut terrible à encaisser, l'on y vit comme l'effet glacé d'une trahison. Pour mieux saisir la félonie des démocrates populaires, on les suivit alors à leur congrès sur le désarmement fin novembre 1931.

"le pacifisme bêlant"

"les démocrates populaires-associés aux autonomistes alsaciens- font les affaires des nationalistes allemands"

Ils s'étaient réunis au TROCADERO avec leurs invités : Croix de Feu, chef section BINET WALMER, anciens combattants de ROSSIGNOL, de SCAPINI, officiers de réserve de Désiré FERRY - "nos ligueurs" d'Action Française, des hommes de gauche influents : tels PAINLEVE, BONCOUR... etc

Les démocrates populaires furent "une fois de plus, démasqués" en accueillant des Allemands venus affirmer leur pacifisme, et en entretenant des relations avec le "rénégat" Joseph JOOS (M 30.11.31)

Bah ! de toute façon, ils ne réussirent même pas à se mettre d'accord et le congrès international se termina dans "le tumulte" (L 29.11.31)

après que Georges GAUDY (Croix de Feu) eut dénoncé le nationalisme en Allemagne et la "farce", c'est-à-dire le désarmement ! (M 30.11.31)

Le congrès a "sombéré dans la honte et le ridicule"

Tant mieux ! car :

"les démocrates de la Chambre française entretiennent des relations suspectes avec les nationalistes du centre allemand"

PEZET bien sûr, mais aussi JOOS, resté allemand après 1918, en bonne connivence avec Mgr KAAS du centre allemand

"qui n'a jamais caché ses positions nationalistes"

Ce rapprochement démocrates-populaires et centre allemand était proprement "scandaleux" (M 1.12.31)

Et voilà le drame : tous ces agissements noyaient les Français dans une incompréhension navrante de l'Allemagne

"L'on ne prend pas au sérieux l'affirmation de HITLER (notamment à PARIS) qui déclare qu'il sera au gouvernement dans quelques mois, peut-être quelques semaines"

(L 8.12.31) (décembre 31)

"le gouvernement français ne rend-il bien compte des conséquences du point de vue de la politique extérieure de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement hitlérien ?"

(M 9.12.31)

Pierre BERNUS, directeur de la politique étrangère au JOURNAL DES DEBATS, et au JOURNAL DE GENEVE, éclaira sur l'éventualité d'un gouvernement hitlérien, envisagé en France. Il rappela la "méconnaissance" en France de l'ampleur du mouvement

hitlérien avant la révélation des élections de septembre 1930. Mais depuis, que de rêves...

"Quand HITLER aura pris le gouvernement en main la France se trouvera devant le fait accompli"

Désormais, il fallait résister aux

"chantages allemands"

"plus nos ministres concèderont, plus augmenteront leurs exigences"

Mais BERNUS craignit pour les milieux officiels, trop nourris "d'illusions", en LAVAL, il découvrit une certaine naïveté à raisonner par rapport à l'Allemagne, comme s'il se fut agi de la France ou de l'Angleterre.

Lors de son voyage en Amérique, il avait eu pourtant "blanc seing" pour

"travailler à un rapprochement franco-allemand sur des bases sûres"

Pouvait-on valablement croire aux engagements pris ou à prendre par BRUNING, devant la possibilité de l'accession hitlérienne au pouvoir ?

Certains en France avaient même été jusqu'à prévoir une entrée des nazis dans le cabinet BRUNING ! Comme si HITLER se fut laissé "absorber" !

"Une fois HITLER au pouvoir, la politique française deviendra sans doute plus ferme. Et tout cas, ce serait une erreur de croire qu'en France, la perspective de cette prise de pouvoir par les extrémistes cause une grande frayeur. On dit simplement que cet événement ne sera pas de nature à améliorer la situation européenne, et exercera une influence sur la politique, qui aura à s'adapter à des circonstances nouvelles et que les nazis seront inoffensifs, dans la mesure où ils comprendront que l'on ne se prêtera à aucun chantage" (M 21.12.31)

L'on pêchait par manque de savoir ! A telle enseigne que le MESSIN gratifia notre politique extérieure de "peau de chagrin", tant. il s'était indigné d'un article paru dans la

DEPECHE DE TOULOUSE "journal de M. Maurice SARRAUT"

"Dans l'espoir d'apporter un certain apaisement dans la situation actuelle de l'Allemagne, un journal radical-socialiste français réclame impérieusement la renonciation de la France aux Réparations" (M 5.1.32)

Résultat, l'on incitait presque les Allemands à refuser de payer... ce qu'ils firent début janvier 1932

"Le Reich va un peu fort !"

"Qu'en pensent les mystiques de la paix ?" (L 10.1.32)

Ulcéré par l'attitude française, quand le cabinet LAVAL démissionna parce que BRIAND était malade, ce dernier ne reçut pas le moindre attendrissement !

"En face de grandes difficultés extérieures, M. BRIAND aurait bien pu nous épargner la démission de son cabinet" (L 13.1.32)

Trop tard ! Et de toute façon, mai 1932 venait de donner la victoire électorale au cartel... c'était tout dire au moment où se préparaient de grandes conférences à LAUSANNE et GENEVE... Des socialistes français l'on ne pouvait que craindre le pire... et ne croyez pas qu'il fallut attendre les grandes rencontres pour s'en persuader ! Ce fut toujours en juin 1932, que "l'ORDRE" divulgua une lettre adressée à l'un des "principaux chef du parti S.F.I.O." par un correspondant berlinois "socialiste lui aussi"

"le danger allemand"

"un document sensationnel"

"Les socialistes français connaissent la vérité sur le véritable état d'esprit de l'Allemagne furieusement gallophobe"

"L'extrême imposture de ce document sur le véritable esprit de l'Allemagne n'échappera à personne et moins encore aux socialistes, dont c'est un des leurs qui clame avec angoisse :

"Il n'y a qu'une Allemagne"

"Une Allemagne plus menaçante d'heure en heure, une Allemagne furieusement gallophobe ; il ne faut pas céder sur les réparations ; c'est notre dernière hypothèque,

notre dernière arme contre le nationalisme allemand : la situation est beaucoup plus grave qu'avant la guerre ; j'ai peur !"

"les masses souffrent" ... "à qui on impute la faute uniquement sur les voisins"

masses : "en proie à la démagogie nationaliste" (...)

"Il est à craindre que les dirigeants ne soient plus les maîtres des masses fanatisées" ... "Apprentis sorciers" en somme !

"La propagande nationaliste, destinée à faire pression diplomatique sur la France, veut aller beaucoup plus loin que ses auteurs ne l'ont eux-mêmes désirés"

"Cette propagande a fait tâche d'huile, les partis politiques eux-mêmes sont obligés de "hurler avec les loups"

"les syndicats ont repris eux aussi à leur compte le mot d'ordre des socialistes : "Finir avec les réparations"

(...)

"Personne n'a le courage de rappeler les gens à la raison"

"Il n'y a pas deux Allemagnes, mais une toute entière hostile aux réparations"

Que faire : contre elle, "opposer une volonté conciliante, accommodante mais ferme"

"le gouvernement BRUNING est à bout de souffle".

L'avenir, il serait pessimiste" quand "l'outillage allemand formidable" se mettrait en route (M 22.6.32)

A LAUSANNE, la France céda. Aussi, les réactions furent-elles profondes entre une opinion messine blâmant et condamnant les accords passés, et l'accueil empressé que réservèrent les parisiens au retour d'HERRIOT : "félicitations" ... "vive HERRIOT" etc.

"Ma joie est faite de la joie populaire" répondit le responsable (M 11.7.32)

Mais il dut vite déchanter après le coup d'état en Prusse, et les élections allemandes (31 juillet 1932) Paul DURAND confronta alors la France avec l'Allemagne issue du scrutin. Les chiffres, qui donnèrent une "assemblée ingouvernable" ne le surprirent nullement :

"Une mesure pour rien" (...) mais "une étape de plus dans la voie de la diplomatie allemande de l'après guerre"

"Trop souvent le monde regarde volontiers l'Allemagne par dessus l'épaule avec un petit air de dédain, et en France peut-être plus qu'ailleurs, nous considérons nos ennemis d'hier comme des rois patauds, ne sachant se mouvoir sur le parquet des relations internationales qu'avec la grâce d'un pachyderme"

"C'est une erreur"

"... le caractère germanique est ainsi fait et la lourdeur n'exclut pas la finesse, ou plutôt le "finassieren" comme l'a si bien écrit M. STRESEMANN en épilquant sur ses rapports avec M. BRIAND"

"Le Français est intervenu mais ne profite pas de ses interventions, l'Allemand n'invente pas grand'chose, mais s'entend à merveille à exploiter les inventions des autres" (...)

"Si la France a inventé la justice, le droit, la sécurité l'arbitrage etc (...), c'est l'Allemagne qui met tout cela dans le commerce avec l'estempille "Made in GERMANY". Continuant son travail de technicien, elle utilise par ailleurs nos difficultés avec l'Italie, nos discussions avec l'Angleterre, nos dissensions avec l'Amérique. Dépouillons tous les pactes, accords et autres arrangements de ces 14 dernières années: n'y trouvons-nous pas une série ininterrompue de succès pour la politique allemande ?"

"les élections ont une nouvelle étape". "Demain, MM VON PAPEN et SCHLEICHER auront les coudées plus franches"

Donc, d'un point de vue intérieur

"une mesure pour rien... mesure pour rien, mais pas pour l'étranger qui devra voir sous quelle forme on exportera ce produit de la volonté populaire" (L 2.8.32)

Au moins, l'on était sûr d'une chose !

"le socialisme en Allemagne n'a jamais été pris au sérieux, il a toujours été différent du socialisme français" (M 1.8.32)

Ceci était bien regrettable, d'autant plus que les jours suivants, Léon BLUM développa dans le POPULAIRE le psittacisme socialiste

"A l'Est, beaucoup de nouveau. Les leçons d'un scrutin"

A l'inverse de l'appréhension exprimée à METZ, BLUM avoua ne pas être ému de la situation nouvelle en Allemagne, ni des promesses de VON PAPEN et SCHLEICHER faites à leur peuple, relatives au renforcement des armements du Reich. Non, la France devait désarmer.

"On ne sait si l'on doit rire ou s'indigner d'une telle attitude du chef des socialistes français, à une heure où il est indiscutable que VON SCHLEICHER, VON PAPEN et les hitlériens se mettent d'accord pour donner à l'Allemagne un gouvernement dictatorial, d'où rien de bon ne peut sortir, ni pour la France, ni pour l'Allemagne, ni pour la paix de l'Europe" (M 6.8.32)

Dans le même sens, pour la sécurité de nos frontières, le général NOGUES, des troupes coloniales, adressa une lettre (publiée par le FIGARO) à "M. le général MESSIMY, président de la Commission de l'armée au Sénat". Il lui reprocha de sembler voter les projets de réduction prévue sur le budget de l'armée.

"M. MESSIMY osera-t-il se faire le complice de la politique internationaliste du groupe de M. Léon BLUM en votant les projets de réduction prévus... ?" (M 9.8.32)

Le règne du terrorisme continuait en Allemagne : crimes politiques, bagarres... Le TIMES avait consacré sur ce sujet, une enquête (août 1932), jugeant que de tels désordres étaient indignes d'une grande nation. Alors, le MESSIN bafoua
L. BLUM

"les socialistes français sont les complices des socialistes allemands. Ils ne s'émeuvent pas des menaces de dictature hitléro-militariste" (M 11.8.32)

Puisque une grande partie des Français se fourvoyait en pensant à l'Allemagne, le Lorrain donna alors la parole à un hitlérien

"les français ne peuvent comprendre que devant la misère, la jeunesse cherche naturellement à suivre un chef, le peuple, dans son impatience désespérée a besoin de disposer toute la responsabilité de son action sur un chef sur un maître, sur un FUHRER"

"Non point par ignorance, ni paresse de raisonnement, mais par jeunesse et poussée vitale. En Allemagne, nous pensons comme peuple, ethniquement, parce que nous sommes un peuple jeune et gonflé de vie. Vous, Français, vous pensez en individus, par individualité. Nous sommes un ensemble dynamique, une volonté de puissance"

(L 31.8.32)

Cette volonté de puissance, c'est ce qui ressortit peut-être de la grande, la "kolossale" manifestation des casques d'acier à PIRMASSENS le dimanche 5 septembre 1932... à l'heure où l'Allemagne demandait l'égalité des droits !

"le peuple allemand tout entier, y compris les socialistes se prépare à s'associer à cette grande manifestation militaire des soldats du front"

"Pendant ce temps, en France, le gouvernement s'est associé aux "Journées d'espérance" pacifistes, pendant qu'à LILLE, les pacifistes catholiques saluaient l'ex-chancelier BRUNING et son parti, juste au moment où ces catholiques patriotes allemands négociaient la formation d'un cartel de gouvernement avec les hitlériens !"

"En vérité, il y a là un contraste saisissant et disons-le, affligeant et inquiétant" ...

"Désarmer l'adversaire en développant chez lui un certain état d'esprit, ce sera le travail allemand" avait dit BARRES en 1920 (M 3.9.32)

Hélas, pas un souffle ne vint frémir le calme redoutable de notre passivité. L'esprit en feu, poussa alors un réflexe provocateur. Derechef l'on se référençia aux belges qui eux au moins n'étaient pas égarés

"Le Belgique a peur"

"La France en 1924 a cédé..."

"la politique de BRIAND..."

en fut la grande coupable qui déclancha :

l'"aveugle politique de prétendue conciliation" (...)

"Depuis 1924, c'est le briandisme dont d'éminents hommes d'Etat et de puissants journaux parisiens, célèbrent à l'émoi la mémoire, les méthodes et la politique du ministre à la foi roublard et candide, naïf et astucieux que STRESEMANN s'est vanté, à bon droit, d'avoir enfariné et dupé comme un petit enfant" (...)

"Maintenant l'Allemagne est forte"

"Beaucoup de Belges de toute opinion vous diraient sans détour, mon cher ami, qu'ils ont peur que la guerre, encore évitable aujourd'hui, ne nous surprenne vous et nous, avant cinq ans, si la France officielle, s'obstine souvent à nier le danger allemand, soit à croire qu'on le conjurera par des conférences, des formules, des pactes, des chiffons de papier. Ils iront jusqu'à vous dire qu'ils ont plus peur de la passivité de la France officielle que de l'audace et de l'insolence du gouvernement de Berlin"

Quant à la récente conférence à quatre sur la sécurité et le désarmement (mi-octobre 32) ce n'était qu'une :

'vieille chimère, essoufflée et claquée !"

lettre de Fernand NEURAY, directeur de LA NATION
BELGE, reproduite par l'ORDRE (M 19.10.32)

C'est à la fin octobre que cette question du désarmement fut à l'ordre du jour au Parlement. Elle donna lieu à une vive empoignade verbale entre BLUM, partisan du désarmement français et de l'égalité des droits à l'Allemagne, et FRANKLIN BOUILLON diamétralement opposé ! (L 29.10.32)

De ROUEN, le général de corps d'armée TROUSSON, critiqua farouchement notre politique extérieure

"L'Allemagne pense à se préparer à la guerre"

"La France, depuis des années, parle de paix"

c'est "l'esprit de paresse et de faiblesse qui anime la nation française"

"A l'heure actuelle, la France (est) une nouvelle BABYLONE !" (L 3.11.32)

En tout cas, le congrès radical socialiste (début novembre) réaffirma son attachement au plan sur le désarmement, mais HERRIOT réjouta :

"Je ne consentirai pas à dissocier la sécurité du désarmement, voilà qui est dit !" (M 7.11.32)

Après les élections allemandes du 6 novembre 1932, et cependant que l'on discutait toujours à Genève, le Général de CUGNAC, dans un article intitulé "La France militaire" insista encore sur la :

"crédulité et la naïveté du peuple français, qui profitent à la propagande allemande"

"Trop de français ont été trompés par les manifestations pacifistes, d'Anciens-Combattants, des gens âgés qui croient en la paix"

"Le véritable visage de l'Allemagne, c'est celui de la jeunesse qui veut venger la défaite de ses pères, c'est celui des manifestants de PIRMASSENS qui jurent de reprendre les territoires perdus, dont l'Alsace-Lorraine.

Personne ne peut s'y tromper dans nos trois départements recouverts, où l'on sent le danger menaçant. On est inquiet des sentiments de la jeunesse allemande. Les autonomistes font du mauvais esprit contre la France, ils n'ont pas la moindre envie de redevenir allemand. Ils savent ce que c'est et ne veulent pas recommencer l'expérience" (M 9.11.32)

Mais si les nôtres voyaient et prévenaient, la majorité des Français raillait les premières certitudes. L'esprit obnubilé d'idées fixes et préconçues, quand VON SCHLEICHER accéda au pouvoir, il y eut des Français pour lui reconnaître des qualités. VON SCHLEICHER était en fait un homme extrêmement rusé, cherchant la réorganisation de la politique intérieure, afin d'avoir les mains libres à l'extérieur.

"... nous ne partageons pas du tout l'opinion de certains journaux qui, comme la "VOLONTE" prétendent que : "le général VON SCHLEICHER va agir dans le sens de l'ordre. Sa préoccupation est que l'hiver se passe sans catastrophe"

"Pour nous, Français, quel que soit le gouvernement allemand, nous avons le devoir impérieux de nous tenir sur nos gardes, surtout après l'avènement du général VON SCHLEICHER"

Rappelez-vous ce qu'avait dit le poète VICTOR DE LAPRADE, après la guerre de 1871...

"Dupes de ces voisins que nous appelions frères,
Nous tendions par dessus nos tranquilles frontières,
Une loyale main à leurs maîtres chanteurs...
... Alors ils sont venus dans la France outragée,
Des hordes d'ATTILA promener la terreur..."

"Cet avertissement ne servit pas, et en 1914, Pierre BENDIT dans son discours de réception à l'Académie, rappela l'exemple de Charles BAYET, recteur de l'Académie de LILLE qui avait confessé sa faute dans la confiance accordée à l'Allemagne" (M 8.12.32)

Là-dessus, une lectrice de VERGAVILLE, adressa au journal le MESSIN un poème où :

"... prière à Jeanne d'Arc, pour qu'elle protège la France et la Lorraine de toute invasion..."

7e strophe :

"Que nos yeux ne voient plus la lourde botte teutonne,
Soulever la poussière de nos belles routes de France ;
Que la voix du canon, oh jamais plus ne tonne,
Que pour nous rappeler notre heureuse délivrance"
(M 11.12.32)

... Méprisable circonstance : L'Allemagne eut sa reconnaissance le 12 décembre, le ministère HERRIOT chuta le 13... BONCOUR dut affronter les conséquences au Parlement les 23 et 24 décembre... BLUM dut essayer les feux des tirs croisés le 4 janvier 1933... FRANKLIN BOUILLON en première ligne ! On s'était encore trompé !

Jubilations en Allemagne...

Les journaux allemands ,

"de HITLER au dernier "confrère" local" (...) "ne font que répéter que les pays germaniques sont courbés sous

la misère" "la victoire est proche sur les ennemis
acharnés à leur perte"

et tous, taxant la France de :

"Belle au bois dormant" (L 8.1.33)

HITLER devint chancelier et remporta les élections du 5 mars 33.
Croyez-vous que l'on plia sous l'inquiétude ?... bernique !

"HITLER et nous"

"En présence du succès hitlérien, l'opinion française
est égarée par d'habiles manoeuvres"

En premières desquelles la position des :

"journaux de gauche qui rassurent l'opinion"

"L'OEUVRE, l'HUMANITE, le QUOTIDIEN..."

... et font croire que la

"légalité consacre son pouvoir" (...)

"Les Allemands, loin d'avoir été ramenés par le malheur
à des conceptions plus mesurées, ont laissé s'exaspérer
leurs ambitions" (...)

"Quelle est notre attitude devant ce déchaînement mena-
çant ? Nous allons célébrer en grande pompe la gloire de
M. BRIAND. Ce geste est d'une cruelle ironie à l'heure
même où s'effondre définitivement la politique de
LOCARNO" (...)

"Aujourd'hui, les troupes d'assaut sont maîtresses de
l'Allemagne. Les socialistes n'ont rien tenté pour
barrer la route au nationalisme intransigeant
Que faudra-t-il donc pour ouvrir les yeux de ceux qui
persistent à ne pas voir et qui s'obstinent à chloro-
former l'opinion française pour encourager l'évolution
allemande dans ses tendances agressives ?" (M 9.3.33)

A GUERET, BLUM commenta les élections allemandes :

"Nous sommes prêts pour l'unité, pour l'union des tra-
vailleurs, mais je crains que ce soit la guerre d'abord,
la misère ensuite qui refassent l'unité des travailleurs

(M 9.3.33)

Le long de notre frontière, les hitlériens occupaient les
casernes : le QUOTIDIEN ajouta :

"Ne disons donc pas : "HITLER, c'est la guerre" Disons :
"HITLER, c'est pour nous la nécessité d'être vigilants"

(M 10.3.33)

S'en était assez : La supercherie n'avait que trop duré... Du début jusqu'à la fin, les Français avaient été mystifiés. Le savaient-ils au moins... là était la plus grande crainte ! Mais il faut reconnaître que pour faire accepter leurs idées, les démocrates populaires avaient trouvé un maître en la matière : BRIAND. Comme un charmeur irresistible, il sut toujours séduire une majorité de satisfaits. METZ ne le porta jamais dans son coeur !

Contre BRIAND, l'"accaparé" des démocrates

Evoquer BRIAND, vu de METZ, reviendrait à analyser purement et simplement la totalité de toutes les opérations diplomatiques françaises, tellement la critique fut vive à son égard : Du reste, l'on n'eut pas besoin d'attendre septembre 1930 pour s'en convaincre... Non, si on insista plus avant sur le personnage en 1932, ce fut tout bonnement parce que BRIAND venait de mourir ! Alors seulement, l'on s'attarda sur sa célébrité, sur l'individu qu'il avait été, d'abord avec respect, puis, le temps effaçant, avec condamnation. De la sorte, apparut plus nettement la confiance que lui avait faite les démocrates populaires, et l'acceptation qu'il leur avait prêtée en retour. C'est pourquoi, malgré de dures critiques d'opposants parlementaires, BRIAND bénéficiait invariablement d'une majorité. Et l'opinion messine se contentait à chaque fois de répéter les mêmes formules : "malgré" les "attaques" la Chambre "a fait confiance à M. BRIAND"

Pourtant, il y avait eu un moment, à partir duquel l'étoile du ministre avait semblé pâlir : le projet sur l'ANSCHLUSS

(mars-avril 1931)

Il était notoire que BRIAND s'était trompé... Après le livre de STRESEMANN, ce furent là des coups terribles qui s'additionnant, discréditèrent gravement la raison de toute son oeuvre. Visiblement, il en fut très affecté. En mai, il échoua à sa tentative pour la présidence de la République.. Si fait que beaucoup envisagèrent son départ après la réunion de GENEVE. Déjà, le 20 mai, des bruits avaient fait état d'un possible remaniement ministériel : LAVAL et A.F. PONCET "à qui aucun des problèmes économiques n'est étranger", se réservant à deux les affaires étrangères

"Ils forment à eux deux une excellente équipe, capable de mener de front deux ministères" (L 20.5.31)

Pourtant, à Genève, BRIAND avait changé de ton et opposé au projet allemand, une fermeté nouvelle.

"Il a obéi aux vœux de la chambre, qui collabore à nouveau avec lui, même ceux qui ne l'ont pas aidé à l'accession à la présidence"

"En conséquence de quoi, si M. BRIAND s'en va, se sera par amour propre. S'il le fait, en tout cas le jeu du parti socialiste et de M. L. BLUM, entre les forces de guerre et les forces de paix (et le parti socialiste prépare une campagne publique sur le pacifisme)

"A M. BRIAND de voir et de dire, lui, qui affirmait à un de nos amis à VERSAILLES, que les socialistes couraient après lui et non lui après eux, s'il accepte d'être leur prisonnier" (L 19.5.31)

Encore une fois, BRIAND eut sa majorité à la Chambre, après les attaques des uns et les apaisements de LAVAL ! (L 29 mai)
BRIAND s'accrocha encore, afin de montrer, après VERSAILLES qu'il n'avait pas eu "un sentiment de colère" (L 29.5.31)

Mais une fois passé le moment, c'est LAVAL qui prit sur lui, l'essentiel de la politique extérieure de la France. BRIAND était tombé malade !

"L'état de santé de M. BRIAND l'empêchera sans doute de se rendre à Genève au début de septembre" (1931)

(M 4.8.31)

Il y alla pourtant puis fin septembre, accompagna LAVAL en Allemagne, mais laissa le chef du gouvernement partir seul pour l'Amérique en octobre. Le 9 janvier 1932, l'on s'attendit à sa démission (PM 9.1.32) Pas encore...

"M. BRIAND reste... mais est remplacé par M. LAVAL"

(L 11.1.32)

Peine perdue, le ministère démissionna le 12, se reconstitua le 13, toujours avec LAVAL (qu'hier était à son 3e cabinet) mais sans lui (PM 14.1.32)

BRIAND mourut le 7 mars.

METZ accorda le respect à sa mémoire et la franchise à son oeuvre ! L'Histoire de sa vie fut longuement, fidèlement, émotionnellement retracée... L'hommage à son action connut en revanche une estimation plus mitigée !

"Oui, BRIAND c'est l'actif et passif ministre des affaires étrangères d'après guerre, qui n'a point cherché à corriger les tristes conséquences des insuffisants traités de paix qui s'en allaient au fil de l'eau, parce qu'il ne les avait pas faits"

"Il avait cru créer une église nationale en France" !

Il avait été un :

"homme fuyant et adroit tombant et se relevant sans cesse, socialiste et propriétaire, français et internationaliste !"

Après la guerre :

"M. BRIAND se représentait la paix comme une enfant abandonnée que lui se devait d'accueillir dans les larges plis de son coeur, européen, innombrable"

"Il a eu une vue, une "voirie" une mystique de la PAIX. La paix est grande, et BRIAND est son prophète !"

"A Genève, M. BRIAND a trouvé des gens haletants pour l'applaudir"

"Il fut sincère, largement, énormément sincère. Nous n'en doutons pas" (...)

"Le gros malheur est que M. BRIAND ait cru en lui, en "sa" paix. Sa paix était pour lui la seule, l'unique, la bonne, la meilleure paix : PAX OPTIMA..."

"AU LORRAIN, jamais personne ne pourra nous accuser d'avoir brutalement secoué les intentions politiques et pacifiques de M. BRIAND. Fils des frontières et des réalités que les frontières imposent, nous savions que ses beaux rêves et ses nobles espoirs auraient le sort des rêves et des espoirs imprécis. Ses amis auraient dû retirer plus tôt M. BRIAND de la politique. La mort s'en est chargée. Que son âme repose dans la Paix - prions pour lui"

Ch. RITZ (28.3.32)

L'autre journal messin procéda de la même démarche. D'abord de déférences :

"La nouvelle de la mort de M. BRIAND a causé une profonde émotion dans les milieux étrangers" (M 8.3.32)

"La mort de M. BRIAND est une perte incalculable pour la France et le monde entier" (KELLOG) (M 8.3.32)

"M. BRIAND fut et restera un exemple pour ceux qui tiennent du libre choix de la nation, le mandat de diriger ou de contribuer ses destinées" : TARDIEU, du haut de la tribune voilée à la Chambre (M 9.3.32)

Et l'on retraça son oeuvre, ou mieux son "apostolat". En tête figurait son action "personnelle" "déterminante" à la S.D.N., e bien sûr LOCARNO. Mais ici s'arrêta l'éloge.

"Cet accord devait être le prélude d'une politique de rapprochement avec l'Allemagne qui, plus que toute chose pouvait contribuer à l'affermissement de la paix. Nous n'entrerons pas dans la controverse passionnée qu'elle ouvrit. Disons seulement qu'on accusa M. BRIAND d'une erreur mortelle pour le pays et pour lequel on le blâma d'avoir fait à cette politique des sacrifices incompatibles avec notre sécurité"

C'est que BRIAND avait préféré à la politique de "la main au collet", la "politique d'entente" (...)

"Dans toutes ses actions, il chercha à faire oeuvre d'apaisement et de concorde" (M 8.3.32)

Sur le moment, la France ne voulut retenir que ses mérites et lui fit des obsèques nationales (PM 13.3.32) Encore que

TARDIEU, après avoir vanter les honneurs du pacifiste et de l'euro péen, osa sans détour parler des premières désillusions surtout après 1930 (M 13.3.32)

Mais avec le temps, l'on eût voulu croire à l'effacement, à tout le moins l'atténuation de toutes ces vieilles rancunes. Que non ! La célébration de la mort d'Aristide BRIAND, causa différemment comme les suites aggravées d'un mauvais traumatisme.

"Les responsabilités qui ne s'avouent pas"

En ce début mars 1933, Paul BONCOUR se risqua un peu plus loin :

"Messieurs, l'heure est sombre, et pas seulement du fait de notre deuil, des nuages lourds montent à l'horizon. Le navigateur à l'oeil clair qu'était BRIAND, nous a enseigné que confiant toujours vers le même point, il fallait tenir compte des orages et des vents contraires"

Quand même, mis en face du développement des événements allemands, l'on trouva que BONCOUR allait un peu fort !

"M. P. BONCOUR ne peut avouer que le pilote dont il a pris la suite cinglait vers l'écueil qui devait rendre le naufrage inévitable. Il sent la catastrophe imminente, mais il est trop tard maintenant pour virer de bord. Alors il accuse les éléments aveugles, les orages, les vents contraires"

Mais que signifiait donc l'appel lancé à GENEVE par la Petite Entente ? Que voulait dire au juste la proposition d'un pacte d'assistance mutuelle ?

"La France se solidarise avec les petites puissances effrayées de l'agression qui se prépare maintenant au grand jour"

"Le pacte a obtenu 14 voix contre 5 (Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie et Pays-Bas"

"La presse oublie de dire que toutes les forces sont contre le pacte"

"Et que dix puissances se sont abstenues, dont l'Angleterre et l'U.R.S.S."

La "France" est "isolée", l'Italie "s'éloigne de nous"

"M. A. BRIAND a emporté dans la tombe la responsabilité des événements, et M. P. BONCOUR s'est solidarisé avec le pilote défunt pour imprimer au marin une direction désastreuse" (M 11.3.33)

En juillet 1932, Ch. RITZ, parlant d'HERRIOT et des piètres résultats extérieurs dont il avait dû se résoudre, l'excusa presque tellement l'héritage qu'il avait trouvé était grevé de défaillances. Là se reconnaissait la "politique de lâchage" des dernières années et l'imputabilité aux démocrates populaires, qui avaient "accaparé M. BRIAND pour eux" Cette "débâcle" avait commencé dès 1924 avec "l'avènement du cartel" (L 10.7.32) En un mot, les démocrates avaient cautionné la politique de BRIAND. HITLER maintenant au pouvoir, de lui, l'on pouvait redouter le pire. Cruelle contradiction, nos garanties envolées trahissaient la faiblesse de la France face au Reich "menaçant". Or, devant le péril, une grande partie de l'opinion française s'égarait... (M 9.3.33)

Que fallait-il faire ? Arrêter les concessions, remettre la politique française en chemin sûr, celui de l'UNION NATIONALE. Les élections de 1932 pouvaient servir au changement.

L'UNION NATIONALE : force à l'intérieur, fermeté à l'extérieur

"Nous aurions encore une souveraineté sur l'Allemagne, si nous savions grouper autour de notre gouvernement une majorité stable et si nous évitions de gâcher le temps du Parlement et des ministères en discussions énervantes et déprimantes" (PL 21.9.30)

"Il faut, je le répète, l'union, la grande union de tous. Je suis contre la violence qui est stérile et je suis pour le travail et la collaboration que nous ont donné les résultats que vous savez" Raymond POINCARÉ

(entre les scrutin des 1 et 8 mai 32)

(M 6.5.32)

"La France ne conservera les fruits de sa victoire que si elle donne aux nations hostiles et aux nations jalouses, l'impression de la force et de l'union"

(M 5.2.31)

Grand Dieu, que l'on y mit de l'entêtement avant, mais surtout après, septembre 1930 afin de prouver que l'union nationale représentait la seule solution capable de redonner à la France l'image de la solidité...

Il fallait en finir avec ces rivalités, ces divisions politiques, il fallait freiner l'omniprésence parlementaire pour stopper l'hémorragie ministérielle, il fallait mettre un terme aux combinaisons modérées ou cartellistes. Ainsi, par la force de ces dispositions, pouvait-on espérer l'ordre revenu à l'intérieur, une continuité ferme et décidée à l'extérieur.

Pour l'argumentation et la pression, à METZ l'on trouva une foule de gens, éminents spécialistes, capables d'éclairer et d'avertir. Outre des généraux, des hommes politiques français ou étrangers, des personnalités touchant de près ou gravitant proche des sphères de l'union nationale, et surtout les députés de l'U.R.D. ou leurs frères en esprit : MARIN, MIELLET, OSSOLA, PICOT (colonel), FABRY, YBARNEGARAY, FORGÉOT, DUBOIS, DEL SOL, MOLINIÉ... et tant d'autres, avec une distinction toute spéciale à FRANKLIN BOUILLON, de qui l'on fit une sorte de maître en opposition de la politique extérieure française et du briandisme.

Cette simple énumération prouva en tout cas, que dans les affaires extérieures l'on ne put jamais trouver appui sur les députés messins (mosellans ou même alsacien-lorrain). Au Parlement, ils se retranchèrent dans une passivité étonnante, vue leur origine, et se contentèrent que de suivre les lignes générales de leur parti respectif à chaque vote. Pourtant, WOLFF (Ch. SALINS), MONCELLE (METZ I), SEROT (METZ II) (WEYDMANN à WISSEMBOURG, PFLEGER à RIBEAUVILLE) étaient tous de l'U.R.D... et SCHUMAN (THIONVILLE est) qui, malgré ses étiquettes "aucun groupe" ou "indépendant" jusqu'à "démocrate populaire" en 1932, n'était pas éloigné de leur direction. Les autres, nonobstant leur affiliation à la S.F.I.O., ou au parti radical ou ailleurs, étaient bien plus au courant de la réalité allemande que les cercles politiques parisiens... Ils ne dirent rien. Au contraire, jusqu'à l'avènement d'HITLER, ils laissèrent l'un d'entre eux, GRUMBACH, devenir le porte-parole des questions extérieures à la S.F.I.O. Et pour défendre BRIAND, GRUMBACH sut le faire mieux que personne ! Ajoutons encore, qu'une presse messine, aussi virulente et tellement bien informée, ne pouvait pas leur être inconnue... Enfin reconnaissons au moins deux excusés... BERON (THIONVILLE ou est), DOBLÉ (FORBACH), à cause de leur attache au parti communiste !

Certains profitèrent donc, à bonnes visées électorales, de courants d'opinion, comme celui de METZ, mais en secondèrent l'intérêt ! Après septembre "l'avertisseur", les desseins que l'on se fixait à METZ se firent sans eux ou presque !

Pour cela, reportons-nous juste au lendemain des fameuses élections allemandes. En ces jours de surprise, la France s'était découverte interdite, stupéfaite, à moitié étourdie ! Attérée, non parce qu'elle n'avait pas su, mais parce que la France venait à peine de s'en apercevoir, l'opinion messine se fixe alors ses objectifs : voici l'une des meilleures formules, par Ch. RITZ :

"Avant la guerre, les meilleurs esprits attribuaient pour une bonne partie, le défaut d'équilibre dans l'esprit politique et dans les cadres en France à la perte de l'Alsace-Lorraine. A nous desannexés, incombe aujourd'hui le devoir de lutter contre la dislocation

nationale et d'être le ciment de l'unité française, puisque c'est pour se reconquérir cette unité par le retour de nos provinces que sont morts tant de jeunes français, tant de jeunes lorrains et alsaciens"

(M 11.11.30)

Puissante car unie à l'intérieur, ferme à l'extérieur, c'est ainsi qu'une France digne de son passé devait se concevoir et réagir contre l'Allemagne.

"La paix n'est pas seulement une question de parti, c'est aussi l'affaire de disposition nationale, et on n'a pas encore trouvé d'autre moyen de contenir une nation dont les intentions sont douteuses, que d'avoir la force de lui inspirer le respect" (M 8.3.31)

Ce que l'on oubliait trop souvent en France, c'est que l'Allemagne, avant de manoeuvrer, prenait toujours grand soin d'épier les moindres de nos faits et gestes. Il fallait leur montrer notre volonté. Voyez, quand MAGINOT monta à la tribune pour défendre avec assurance le budget de guerre (24 février 1931). Aussitôt la presse berlinoise manifesta son mécontentement (L 27.2.31). Du encore, quand les Allemands essayèrent inamicalement de nous faire admettre l'Anschluss, le refus catégorique de la France, par dessus BRIAND, fit "déchanter" à Berlin (L 9.4.31)

Alors, l'on se réjouit quand LAVAL, à la rentrée parlementaire (mai 31) se consacra à un discours énergique de politique extérieure, mettant les députés au pied du mur : pour ou contre BRIAND à l'Elysée... traduisez pour ou contre sa politique après l'Anschluss !

"Mais répétons-le, que le discours soit enfin suivi de l'action. La manie à l'ordre du jour depuis des années déjà, et qui consiste à se faire tout petit, tout petit en France pour ne pas déplaire à l'Allemagne, risque de nous coûter cher" (L 7.5.31)

Surtout ne pas se laisse prendre à leur jeu... Ils gémissaient là-bas, pleurant sur leur triste sort, en raison de la crise... ils nous imploraient presque afin qu'on les aidât... baliverne Ils n'avaient qu'à se "sauver eux-mêmes" !

"En 1926, la France était au bord de la faillite, causée par cette défiance qu'avait répandue dans le pays la politique des radicaux et des socialistes. M. POINCARÉ survint !" (M 6.8.31)

Il faut dire que pour un temps, LAVAL, assez décidé, recueillit pour cela de nombreux et bons sentiments. Il "s'en tire très bien" alla-t-on jusqu'à lâcher en août 1931 (M 4.8.31), sachant aussi que BRIAND, malade, ne pouvait plus que se résoudre à quelques tâches.

Derechef, fin octobre, ou LAVAL en Amérique osa lancer que la sécurité ne devait pas seulement s'exprimer "en formules d'espoir" mais en une véritable organisation (M 23.10.31)

Toujours lui, en janvier 32. Il proposa la prorogation du moratoire HOOVER, contre l'avis américain... Ceux-ci firent grise mine ! (PM 20-21.1.32)

Un "grand débat" s'en suivit à la Chambre... FORGEOT, DUBOIS, DELSOL, MARIN menèrent les discussions. LAVAL eut sa confiance Cette résistance plut énormément à METZ.

"M. P. LAVAL veut inaugurer un régime d'unité de direction et de décision dans notre politique étrangère"
(M 29.1.32)

S'il fut en mesure de le souhaiter, c'est parce que son ministère tenait bon depuis un an. En d'autres temps, cette longueur eût été jugée courte, ici au contraire, elle était déjà un record.

"heureuse coïncidence", LAVAL était premier ministre et y ajoutait les affaires étrangères ; depuis janvier (32) TARDIEU était à la guerre, et au Sénat, le président était LEBRUN. Et qui plus est, en politique extérieure !

"le ministre LAVAL n'a pas cessé pendant 2 mois d'avoir la confiance de la majorité..."

Pourquoi son succès ?

"Un front unique national, qui exigeait l'entente des partis républicains semble être établie par la pression des événements extérieurs arrivés à un point aigu"

et dans la perspective des élections de mai 1932 (M 21.1.32)

Ce ministre avait donc belle allure, et laissait augurer de grandes choses. Ainsi, rendu plus sûr de lui, l'on voyait graduellement LAVAL s'afférer à tout : les dettes à l'Amérique, la situation allemande, les réparations, le désarmement... et même l'Italie (PM fin janvier - début février 32). Avec FLANDRIN aux finances et TARDIEU, devenu émissaire à GENEVE; il fit parler la France... Les Allemands grimacèrent. Et puis la chute brutale tragique : la "vengeance du cartel" au Sénat, renversa le cabinet LAVAL. Stoïque il avait sommé les sénateurs :

"Vous avez le choix entre vos passions et l'intérêt national"

Ils votèrent contre lui, "contre la France" (L 17.2.32)

De nouveau la crise ministérielle

Côté allemand, l'on y vit surtout les causes intérieures, témoin le BOERSEN KOURIER

"les nuages s'amoncellent sur la France. Le monde jette des regards de mauvaise humeur sur un pays à l'obstination si dure. L'or amassé commence à perdre de son éclat. Le chômage augmente, le mécontentement s'accumule et l'explosion s'est produite aujourd'hui avec une rapidité dramatique" (L 18.2.32)

On risquait à nouveau le désarroi intérieur, et l'inefficacité à l'extérieur. Y aurait-il, une fois de plus, le retour aux querelles, parlottes, rêves et concessions, dont on savait les démocrates populaires friands ? Mais le ou les ministères qui allaient suivre, se pouvait être qu'une transition à la condition expresse qu'aux élections de mai 1932, la France optât pour le changement. METZ y encouragea autant qu'elle put.

L'enjeu fut tel, que l'on se lança dans la campagne dès janvier 32.

"L'échéance législative"

"On vit se préciser dans les journaux du cartel radical-socialiste et dans divers organes du parti démocrate chrétien, une manoeuvre : exploiter démagogiquement la juste horreur de la guerre, l'ardent désir de paix"

"Les électeurs ne doivent pas se laisser prendre à ce piège, les Allemands votent eux aussi, et le feront au printemps? Or, à chaque fois, que se passe-t-il? Un glissement de plus en plus accentué vers la droite. Dans "LIBERTE", M. Jacques BAINVILLE explique qu'en 1925, les républicains allemands tentaient de barrer la route à HONDENBURG, en 1932, ils compteront sur lui pour barrer la route à un candidat hitlérien"

"Il est donc grand temps que le peuple français, saturé de chimères et de mensonges, se montre capable de faire une cure de réalisme et de vérité. Le salut ne peut être trouvé que dans la direction opposée à celle où poussent ces soi-disants "cartels de la paix", qui malgré leur nom usurpé, sont de vrais "cartels de guerre"

"C'est pourquoi, à la plate-forme "le désarmement pour la paix" qui nous conduirait sûrement et très rapidement à la guerre, nous devons opposer résolument la vraie plate-forme pacifique, seule capable de sauver la paix : l'union nationale, sans fissure, sans exclusion ni réserve, contre le pacifisme excitateur de guerre, dévastateur de nos droits et de nos intérêts, démoralisateur et corrompateur" (M 7.1.32)

Oui, l'entreprise était de taille, c'est pourquoi, l'opinion messine s'y engagea tôt, mais sa diligence cacha mal ses craintes : celle d'une France lassée de la politique, des crises ministérielles, des luttes autour du pouvoir. Alors que l'instant était grave, la démobilisation gagnait. Jean REVIRE, en février, insista pour rappeler que les "Mardes de l'Est" avaient une excellente "connaissance de l'Allemagne"

(L 19.2.32)

La France devait être sur ses gardes. Et l'on revint à la charge entre les deux tours de l'élection présidentielle allemande (13 et 20 mars 1932). Il y avait une première leçon à tirer

"Avant la bataille électorale"

"le même et on recommence"

"Sur le terrain dur et chaotique des réalités, une lutte violente et inégale va s'engager entre les partis de gauche, fortement organisés, et les partis de droite, nombreux, faibles et disséminés. A gauche, l'esprit d'équipe triomphant facilement des dissentiments personnels et des conflits doctrinaux ; à droite, l'individualisme ravageant les organisations et stérilisant les efforts"

(...)

"Le MESSIN, qui n'appartient ni de près, ni de loin à aucune formation politique, et dont ses lecteurs connaissent son indépendance absolue et totale, ne faiblira pas dans cette lutte politique. Il combattra avec ardeur ceux qui nous cassent la tête avec de beaux projets nébuleux sur la reconstruction du monde ; ceux qui nous convient à des initiatives dangereuses ; ceux qui veulent nous désarmer au moment où nous parvenons péniblement à maintenir un peu d'ordre dans le chaos, à écarter les uns des autres les éléments explosifs de l'Europe, dont le moindre contact peut provoquer une effroyable déflagration"

"Le point de vue du MESSIN dans cette grande bataille électorale, sera celui qu'il a toujours défendu, c'est-à-dire celui du français moyen, qui, payant assez cher sa place au spectacle de la vie et des hommes, réclame le droit de comprendre, de connaître, de savoir, de juger, et au besoin de siffler ceux qui l'ont trahi"

"Car tout s'enchaîne, tout se tient. L'aventure intérieure aujourd'hui, ce serait la porte ouverte aux aventures extérieures. Or, demain, on va achever sans doute de rogner la malheureuse peau de chagrin des réparations" (...)

"Le temps n'est plus d'une hypocrisie dont tout le monde est lassé. Les recettes introuvables à PAQUES à la TRINITE, les moratoires des créances moratoires, les papiers sans valeur, les promesses sans foi et tout à fait inutiles. Il faut comprendre que le paiement des réparations implique un contrôle complet des finances allemandes ou admettre qu'on les abandonne, et le dire franchement"

"Quant aux élections allemandes, les lecteurs du MESSIN savent que les événements ont souventes fois démontré que l'orientation électorale d'un pays n'exerce aucune influence directe sur celle d'un pays voisin. Notre glissement vers la gauche en 1924 a été suivi d'élection conservatrices en Angleterre, et n'a pas empêché un recul accentué du socialisme en Allemagne"

"La vérité c'est que dans toutes les Allemagne, de HINDENBURG ou de HITLER, quelle que soit leur nuance politique, ont un désir commun : le succès des partis de gauche en France, succès qui serait pour eux l'indice de notre déchéance rapide. Car ils savent bien qu'ils obtiendront ce qu'ils voudront d'une France affaiblie par les luttes intérieures"

"Mais les élections françaises n'oublieront pas cela. Ceux qui seraient encore tentés d'obéir à certaines suggestions et de voter à gauche, sous le prétexte, d'ailleurs vain, de favoriser le retour au pouvoir des socialistes allemands, se rendent bien compte à quel point ils risquent d'être dupes" (M 16.3.32)

C'est TARDIEU qui ouvrit véritablement la campagne électorale française. En politique extérieure, il se décida pour l'action inflexible.

"TARDIEU a parlé au pays"

"Nous avons fait des concessions à l'Allemagne et nous n'avons pas toujours été payés de retour. C'est pourquoi tous, avec l'opposition, sommes tombés d'accord pour faire accepter la notion des contrats et le respect des signatures, témoin l'affaire de l'ANNSCHLUSS"

(M 7.4.32)

L'avis favorable fut donné à tout projet de conduite déterminée dans notre politique extérieure. En revanche, songer à laisser la gauche y dire son mot, fut vivement critiqué, comme le prouva l'éditorial du jour suivant qui prit à partie les socialistes français et leur volonté pacifiste" (M 8.4.32)

Toutefois, au dernier mois de notre campagne, l'on fit grand bruit de l'agitation, de l'évolution politique intérieure de l'Allemagne, et du renouvellement des Diètes. Ce dernier point, devait absolument guider notre choix. Or, à une semaine de notre premier tour, les suffrages allemands marquèrent une "avance foudroyante" aux hitlériens (L 25.4.31) Après l'élection présidentielle, nous pouvions en tirer la 2e leçon

"Réflexion du temps présent"

"la leçon hitlérienne et les élections françaises"

1928, les N.S. avaient eu 6 sièges sur 440 à la Diète de PRUSSE
1932, ils venaient d'en obtenir 162 sur 422

"l'idée de revanche comportant le refus de payer les dettes et la restauration de l'armée prussienne..."
ce vote devait être interprété comme une atteinte à la "République de WEIMAR et ses soutiens"

Pour éviter le pire...

"Votez URD : MONCELLE - SEROT - Dr. GROJEAN - SCHUMAN -
KOUNE - WOLFF - PETER - HEITER - NOMINE" (L 26.4.32)
(LORRAIN)

Afin de motiver plus sérieusement l'électorat mosellan, les journaux messins entreprirent un effort démesuré. Le MESSIN, par exemple, les 27, 28, 29, 30 y consacra la quasi intégralité de sa première page. Mais le 30, veille du grand choix, le même journal reconnut que la campagne avait été "terne" alors il menaça presque... :

"Si les électeurs votent pour les candidats du désordre, c'est-à-dire les socialistes, ou pour les communistes, il arrivera selon toute vraisemblance, ce qui est déjà arrivé dans le passé. L'Allemagne comprendra, comme en 1914, que son heure se rapproche et que, puisque nous nous sommes mis en état de moindre résistance, ce sera pour elle, le moment d'en profiter"

Il fallait donc :

"voter pour les candidats de l'ordre :

GUISE - HERTZ - SEROT - WOLFF - NOMINE - PETER -
SCHUMAN"

en abandonnant MONCELLE, ex-URD, devenu maintenant "indépendant" (M 30.4.32)

Et encore des premières pages entières vouées aux élections, le 1er mai, jour du premier tour, le 2, celui des résultats, jugés bien évidemment décevants. Et puis la même tactique avant le 2e tour : l'Allemagne, la gauche socio-radical en France ! Mais cela fut rendu plus difficile par la faute d'un accident imprévisible : l'assassinat de P. DOUMER. ce qui n'empêcha pas l'exploitation politique du drame : l'assassin ayant été déclaré d'emblée et faussement anarchiste, communiste... alors qu'il était fou ! Tout cela ne servit à rien !

La mort dans l'âme, l'on dut se résigner au glissement à gauche. Ne signifiait-il pas le retour aux crises politiques de tous ordres, au programme extérieur socialiste, tant condamné ? Quelle déconvenue ! En MOSELLE, mis à part WILZER à BOULAY, l'on retrouva les mêmes élus qu'en 1928 ! Dans la campagne électorale, le peu de poids qu'ils avaient fait aux problèmes extérieurs, en rappelait déjà long sur leur passivité à venir. Pour l'un d'eux, son cas personnel avait même pris le dessus sur la conscience du devoir. Passé de l'"URD" au qualificatif "indépendant" MONCELLE avait joué de l'opportunisme. Cet acte était grave, dans la mesure où sous l'ancienne législature, il avait été élu vice-président de la Chambre le 16 janvier 1930. (au 2e tour, contre Camille CAUTRU par 257 voix contre 209) Aussi, avait-il eu souvent l'occasion de présider des débats. 'Voyez par exemple, ; 7 février 1930 (télégraphe), 10 avril 1930 (questions agricoles, 16 janvier 1931 (outillage national), 30 janvier, 10 février (marine marchande), 25 février 1931 (guerre), etc...)

Au moment où la situation internationale se durcissait, MONCELLE faisait un piètre état des craintes et des remontrances lorraines à la France. Pour cela, il fut taxé "d'homme des socialistes et des radicaux" (M 4.6.32) Comprenez le sens vif de l'injure !

Puisqu'en ces jours, le vent venait de la gauche et que, loin de clarifier la cartel enlisait encore un peu plus, l'on tira à boulets rouges sur lui. Dans ce borborygme, que l'on eût au moins la décence de ne pas se conformer à l'optique illusoire des socialistes ! Sinon jusqu'où nous eussent-ils entraîné ?

... "la politique des groupes"

"... l'heure n'est pas de suivre les suggestions des socialistes S.F.I.O. en plein accord" avec leurs camarades démocrates sociaux allemands" qui voudraient faire décider par la nouvelle chambre le désarmement complet et immédiat de la France. Il faut au contraire méditer plus que jamais sur la gravité des problèmes actuels de politique extérieure et surveiller les agissements des agitateurs allemands" (M 27.5.32)

Par chance, au milieu de ces craintes, l'on reçut une petite satisfaction. Début juin, HERRIOT réussit à former son ministère, et se réserver les affaires étrangères. Autrefois, aux côtés de POINCARÉ, en cette période sombre et glacée, l'on se mit à rêver...

"Pourquoi l'Union Nationale ne se ferait-elle pas autour de M.E. HERRIOT ?" (d'après "l'Ami du Peuple)

(M 16.6.32)

Mais ne croyez pas que l'on plongeât dès lors dans les brumes... Cependant, après notre échec à LAUSANNE, on excusa HERRIOT, car la véritable responsabilité trahissait en fait la volonté du cartel depuis 1924 (L 10.7.32)

Alors, la seule stratégie qui nous resta, fut d'appeler au rassemblement tous les français, à chaque fois qu'un événement allemand semblât augmenter la menace.

Ainsi, les élections allemandes du 31 juillet 1932.

"La fin de la République allemande" (...):
pour s'en prémunir :

"... développer nos forces militaires" (...)
"l'union étroite de tous les français"

Albert RIVAUD dans le CAPITAL

(M 30.7.32)

Par rapport à LAVAL, HERRIOT fut jugé plus hésitant, et trop lié aux socialistes partisans du désarmement. Autour de lui, l'on réclama encore en septembre "l'unité nationale"

(L 14.9.32)

Résultat, malgré une certaine vigueur, il ne put éviter l'octroi de l'égalité des droits à l'Allemagne en décembre, abandonné par ses "amis" au sujet des dettes françaises à l'Amérique (L 14.12.32). Nous étions affublés d'une nouvelle crise. d'où sortit le cabinet BONCOUR, frêle et boiteux ! La politique française s'étouffait. METZ n'eut pas de repos tellement l'on voulut inciter à l'Union.

Encore, en octobre, pour les sénatoriales STUHL, HIRSCHAUER, WENDEL, CORBEDAINE, WOLFF, WAUTRIN, PAQUE furent encouragés

(M 16.10.32)

Parmi eux, deux eurent la primeur : Guy de WENDEL qui déclara notamment par ses votes avoir soutenu toutes les personnalités politiques attachées à la préservation des droits de la France

(M 14.10.32)

le général HIRSCHAUER de l'Union Républicaine, dont on rappela la brillante carrière au service de la France (M 15.10.32)

En MOSELLE, CORBEDAINE, les généraux STUHL et HIRSCHAUER, WOLFF, WENDEL furent élus (M 17.10.32)

Mais cette petite joie ne dissipa point l'inquiétude qui montait. Envisagée, la crise ministérielle en France parut imminente fin janvier 1933. CHERON se laissant emporté, critiqua sa propre majorité... ce fut peut-être la seule fois où le LORRAIN l'approuva ! (L 27.1.33) Paradoxe angoissant, le cabinet Paul BONCOUR fut renversé le 28, jour où VON SCHLEICHER démissionnait (PM 29.1.33) Et tous, à METZ ou ailleurs en Lorraine, exhortèrent pour l'UNION Nationale. Voyez pour se faire à NANCY, où fut organisée une manifestation de propagande pour l'UNION.

"Pour que le pays vienne à bout de ses difficultés, retrouve son équilibre et sa force d'action"

... "contre la politique de parti"

... "contre la faillite extérieure"

FRANKLIN BOUILLON (L 30.1.33)

D'autres personnalités engagèrent de même à l'Union, ainsi le général-sénateur HIRSCHAUER (M 30.1.33)

Vains efforts, profonds regrets, singulière mise en garde... DALADIER forma son cabinet le 29... Le jour là en Allemagne, HITLER conversait avec ses principaux lieutenants (L 30.1.33) Le lendemain, il acceptait le pouvoir.

A peine plus de trois ans éloignant septembre 1930 et malgré les avertissements, voyez où la France venait de tomber :

"En France, on va à gauche"

" En Allemagne, on va à droite"

Le 31 janvier, les deux articles du LORRAIN confrontés et pareillement chapeautés suffirent amplement à découvrir l'ampleur d'une situation rendue désormais si cruelle. Déconvenu, l'on ajouta :

"De mieux en mieux : A Paris, ils cherchent à faire un ministère des gauches"

A Berlin, ils constituent un ministère des droites"

(L 31.1.33)

L'Union Nationale et salvatrice, semblait maintenant perdue... en mars, rappelez-vous, l'on avait célébré la gloire de BRIAND mort l'année précédente...

Au commencement, s'étaient donc individualisées deux Allemagnes, desquelles l'une, l'hitlérienne, avait fini par terrasser l'autre, républicaine. Le IIIe Reich se mettait en place et nous menaçait gravement. En face, il y avait eu une France ou peut-être également deux ! La première se voulait forte, énergique, ferme, elle défendait l'Union Nationale. La seconde était orientée à gauche, elle se prévalait du pacifisme, de l'indulgence pour le rapprochement. Celle-là obtint le consensus populaire. On l'accusa de s'être tenue faible et sans réplique devant l'Allemagne. Avec la crise qui nous touchait, l'avenir, intérieur comme diplomatique fut regardé incertain.

Evidemment tant d'une semblable conduite ne put que détourner d'un autre problème, vers où inclinaient aussi, avec une sensibilité à fleur de peau, les sentimentalités lorraines : la SARRE.

C - L'indifférence française pour la SARRE

L'indifférence française pour la Sarre n'était pas nouvelle, et l'on avait tremblé à METZ, quand les négociations relatives à la résorption définitive du problème s'étaient engagées en 1930. Avec l'échec des pourparlers en juillet de cette année-là, l'angoisse de l'abandon s'était trouvée par là-même repoussée à 1935. En conséquence, il nous restait cinq ans pour réagir, et surtout convaincre la France de l'importance du gage sarrois ou plus exactement de notre dernière hypothèque sur l'Allemagne. Pour séduire, l'on ne manqua point d'arguments que l'on développa avec une continuité acide jusqu'à la fin de notre période ici considérée. En somme, il fallait maintenir la pression !

De cet intérêt lorrain pour la Sarre, se dégagèrent en fait deux thèmes.

Premièrement, il y avait les avantages : économiques, diplomatiques, car le rapprochement pouvait s'y apprécier mieux que partout ailleurs, et militaires. Mais puisque la France demeurait indifférente, il fallait aussi la persuader de son erreur, la pousser à réagir par une politique nouvelle, plus énergique, plus affirmée devant la propagande allemande. Nous avions des amitiés en Sarre, et les Lorrains des intérêts. Secondement, il y avait aussi un aspect sur lequel l'opinion publique messine fut plus discrète au grand jour, mais non moins préoccupée : la concurrence sarroise exercée sur le département de la Moselle

... Mais pour commencer, nous laisserons d'abord les écueils, afin de redonner aux bienfaits toute la place qu'on leur insinua !

"La Sarre est le dernier gage qui nous reste" (L 10.12.31)

"Devant la crise mondiale et allemande, la Sarre est le dernier gage qui nous reste" (L 10.12.31)

"Si l'Allemagne ne paie plus ses réparations, il nous reste la Sarre" (L 16.2.31)

"Nos intérêts, la Sarre et la sécurité française"
Jean REVIRE (L 12.10.32)

"Entendons-nous bien : il est clair que si, pendant deux années encore, la France officielle continue à faire preuve de la même indifférence que dans le passé pour les choses de la Sarre, la plébiscite sera en faveur du Reich" REVIRE (L 30.11.32)

Parmi les avantages que la Sarre offrait à la France, il y avait en premier lieu, les privilèges économiques. Mais nous avons eu déjà l'occasion d'en apprécier l'envergure. Aussi, nous contenterons-nous d'en rappeler quelques-uns des atouts principaux : mines domaniales et surtout échange à un niveau élevé entre eux et nous. La SARRE, et l'on se devait de ne pas l'oublier, était nôtre 10e client, devant l'Italie ou l'Espagne ! Elle était pour nous, une source de débouchés considérables ! (M 14.6.32)

Malheureusement, à partir de 1930, la crise économique ébranlant l'Allemagne, déborda en MOSELLE. Voici brièvement quels en furent les diverses manifestations.

1 9 3 0 -

dans le sidérurgie :

"Effectivement, les difficultés d'ordre économique dont souffraient déjà d'autres pays, ont gagné la France" vers la moitié de l'année 1930 et n'ont fait depuis qu'aller en s'accroissant, sans atteindre cependant le caractère de gravité qu'elles revêtent ailleurs"
(diminution de 8,44 % des productions de fonte, de 4,76 % de l'acier)

houillères :

"comme il fallait s'y attendre, le marasme économique général a eu de lourdes répercussions sur l'industrie charbonnière"

constructions métalliques :

"année de transistion" (travaux CCM 1930 - page 22)

Et derechef en 1931 !

sidérurgie :

"Dans notre compte-rendu relatif à l'année 1930, nous avons signalé la situation déjà inquiétante de l'industrie métallurgique. Cette situation, dans une ambiance de plus en plus mauvaise n'a fait qu'empirer en 1931.

fonte :	2,814 millions de t	(-26,6 % par rapport à 1929)
		(- 19,9 % / 1930)
acier :	2,334	" " (-21,6 % par rapport à 1929)
		(-17,7 % / 1930)

(voir annexes pages n°II)

houillères :

"La situation de l'industrie houillère, que nous dépeignons l'an dernier comme déjà très pénible, s'est aggravée en 1931 dans des pronostics jusqu'ici jamais atteints"

industrie textile :

"l'année 1931 se présente sous le signe absolu de la crise économique" (travaux CCM 1931 - pages 91 et suivantes)

En ce qui concerne les entrées éventuelles de produits allemands en Moselle... après transit en Sarre, il n'y eut presque rien à signaler de trop grave :

"Certaines pratiques frauduleuses à l'importation d'Allemagne d'articles de confection pour hommes ayant donné lieu à une réclamation de la Chambre syndicale du vêtement pour hommes, de l'Alsace et de Lorraine, la Chambre a prié M. le directeur des douanes de bien vouloir présenter un rapport sur la question. Les conclusions formulées dans ce rapport sont adoptées"

(communications CCM 1931 - page 61)

1 9 3 2 -

"Du point de vue mondial, l'année 1932 a été encore plus mauvaise que les précédentes. Troubles politiques, embarras financiers, instabilité monétaire, difficulté d'écoulement de la production et concurrence exacerbée, telles sont les principales caractéristiques de l'époque, évidemment peu favorables au développement du commerce et de l'industrie"

"L'économie française n'est pas parmi les plus atteintes, mais on ne saurait trop répéter que nos prix de revient sont nettement supérieurs à ceux des producteurs étrangers, ce qui nous met en état d'infériorité dans les compétitions internationales et appelle une politique de baisse du coût de la vie"

Sidérurgie :

• le marasme de l'industrie sidérurgique, signalé dans les comptes rendus relatifs aux années précédentes, n'a fait que s'accroître en 1932 dans tous les pays"

fonte :	1,934	millions de t.	(-49,6 % par rapport à 1929
			- 31,3 % : 1931)
acier :	1,747	" "	(-41,3 % par rapport à 1929
			-25,2 % / 1931)

houillères :

"l'industrie houillère déjà déprimée en 1931 à un point jusque là inconnu, a plus souffert encore en 1932"

Industrie métallique :

"L'année 1932 a été, pour la construction métallique en Moselle, une année de disette complète"

(travaux CCM 1932 - page 85)

Au début affaiblie, puis fléchissante, l'économie mosellane se retrouva désormais très peu compétitives et donc plus vulnérable à la concurrence internationale. A cause de cela, de nombreuses plaintes furent adressées à la France, non contre les produits français, mais pour les arrivées étrangères, allemandes principalement, par la "trouée" sarroise. Voici comment furent illustrées ces différentes préoccupations :

Contre la concurrence étrangère (exemple de l'industrie de
la faïence)

"Considérant :

- 1- "que la concurrence étrangère provenant de la
TCHEKOSLOVAQUIE, de l'AUTRICHE, de l'ALLEMAGNE et
de la SARRE affecte gravement l'industrie de la
faïence et spécialement des carreaux de faïence, in-
dustrie qui représente un facteur important de la
vie économique de la MOSELLE

- 2- Que cette concurrence est favorisée par un dumping
parfaitement organisé permettant de pratiquer en
France, des prix inférieurs aux prix de revient des
usines de la MOSELLE

- 3- Que cette grave concurrence s'ajoute à la fermeture
des marchés étrangers aux faïences françaises (L.)

La Chambre de Commerce émit le voeu d'un relèvement des
tarifs douaniers, en SARRE notamment, et de la fixation d'un
contingentement des produits établi à la moitié des importa-
tions de 1925 à 1929

(communication de la CCM 1932 - pages 1 à 28)

Les difficultés du marché allemand

"Les mesures prises en Allemagne pour réduire les importations françaises"

"texte publié le 24 février (décret 23) au Reichsanzeiger suite aux négociations BUCHE (inspecteur général au ministère de l'Agriculture du Reich au sujet des produits susceptibles de contaminer la culture allemande (réstriction des importations d'une provenance de 200 kms de rayon autour des zones où sévissait le DORYPHORA)

Pour les fruits et légumes :

"Etablissement d'un super tarif douanier"

"La presse allemande annonce comme imminente, la promulgation d'un super tarif douanier que le gouvernement a l'intention de mettre en vigueur sans délai sans se protéger contre la dénonciation éventuelle des traités de commerce. A l'avenir, le tarif douanier allemand se composera de trois tarifs :

1- le tarif contractuel résultant des concessions accordées par les traités de commerce

2- le tarif autonome des pays avec lesquels l'Allemagne a son traité de commerce, mais pour lesquelles il n'existe pas de droits contractuels

3- le super tarif qui ne s'appliquera qu'aux marchandises en provenance des pays vers lesquels l'Allemagne n'a pas de traité de commerce (...) Suisse, Pologne, Canada)

"Pour le moment, la question de limiter l'importation de certaines marchandises à des contingents calculés proportionnels aux importations des dernières années n'est pas encore résolue"

LEVEUVRE : attaché commercial en Allemagne
(communication CCM 1932 - pages 44-45)

Mais il y eut plus sévère :

"3 décembre 1932"

"Prenant en considération la situation critique dans laquelle se trouvent les charbonnages lorrains, la chambre demande que le nouveau traité de commerce avec l'Allemagne spécifie :

1- qu'au cas où le gouvernement français supprimerait le contingentement à l'importation des charbons allemands par réciprocité et automatiquement, le gouvernement allemand supprime le contingent de l'importation des charbons lorrains en Allemagne

2- que pour les transports ferroviaires des charbons à l'intérieur de l'Allemagne, les charbons français ne soient pas plus désavantagés que les charbons allemands ne le sont en France

(...)

"La Chambre entend un rapport sur l'imposition en Allemagne des exploitations industrielles françaises entretenant une représentation indépendante et décide d'attirer l'attention du Ministre du Commerce et de l'Industrie sur l'égalité de ce traitement comparé à celui dont jouissent les maisons allemandes, entretenant un représentant en France"

(communications CCM 1932 - page 186)

Et puis toujours la Sarre :

"Repression des fraudes en matière d'importations en France de marchandises destinées à la consommation sarroise" (...)

"La sarre est le contingent des importations de marchandises étrangères : combustibles - minéraux solides - bétail - viandes fraîches - réfrigérés - congelés - charcuterie - volaille - oeufs - lait - beurre - sucre - houblon - poissons - conserves de poissons... etc"

(travaux CCM 1932 - page 59)

Dans la presse, en 1932, ce point devint intolérable :

"les importations frauduleuses par la trouée de la Sarre"

Le correspondant du LORRAIN en Allemagne rappela fermement que depuis le 11 janvier 1925, la SARRE avait reçu un statut économique la rattachant au territoire douanier français. Mais il constata que :

- les produits de consommation courante (épicerie...) étant moins chers en Sarre, la population, le long des 110 kms de frontière, s'y approvisionnait
- que les entrepreneurs français, qui édifiaient la ligne MAGINOT, n'hésitaient pas à acheter en Sarre le bois de coffrage jugé moins honéreux !
- que la Sarre était devenue l'"intermédiaire des produits allemands". Depuis l'accord commercial de 1926, l'Allemagne alimentait en matières premières et en produits finis tout le bassin de la Sarre, largement au-dessus des besoins de la "consommation intérieure uniquement"
- que l'outillage notamment, était essentiellement alimenté par des emprunts dont la charge financière était assumée par les contribuables français !
"Défendons-nous !"

"A paris, on voit peut-être les choses sous un autre aspect. Mais en Lorraine, on estime, étant donné le résultat acquis jusqu'ici, que la plaisanterie a assez longtemps durée"

(26 février 32)

Une semaine plus tard, après avoir félicité son correspondant, CH; RITZ incrimina de plus belle ! Il s'enragea contre le traité de commerce aux effets "déplorables" pour les commerçants mosellans. De lui cette mauvaise humeur qui affectait trop de gens et les poussait à maugréer :

"Qu'on rende bien vite le bassin à l'Allemagne !"

"Nous sommes convaincus qu "LORRAIN" que la MOSELLE dans son ensemble à tout à perdre du retour de la Sarre au Reich, tout à perdre économiquement"

"On peut se tromper, on n'en sera sûr, malheureusement que lorsque la partie serait irrémédiablement perdue.

En tout cas, parlons selon nos convictions de Locains, sans nul désir d'accaparer un pouce de sol qui ne nous appartienne pas. Nous avons trop souffert de l'annexion pour oser exprimer un semblant d'idée annexionniste!..."

"Pourtant -pour dire brutalement les choses- il est impossible d'avoir une Sarre, non pas française, mais simplement indépendante, et de la rejeter hors de la communauté économique française"

"Aux gouvernants d'agir !" CH. RITZ (L 4.3.32)

Mais rien ne changea au début de 1933 !... à cause du "péril de l'inflation" (travaux CCM 1933 page 48) et de la crise économique.

"Au point de vue économique, l'année 1933 n'a pas été, d'une façon générale, meilleure que la précédente. Il ne peut d'ailleurs en être autrement puisque, sur le plan mondial, les éléments influençant la production et les échanges ne se sont pas sensiblement modifiés. L'incertitude de la situation internationale, certaines manipulations monétaires, la politique protectionniste de divers Etats, sont, parmi d'autres, des facteurs de nature à entretenir une ambiance des plus favorables. En outre, dans notre pays, les discussions politiques, les difficultés financières et budgétaires ne peuvent qu'entraver l'étude et la solution de graves problèmes qui intéressent plus particulièrement l'Industrie et le Commerce"

(travaux CCM 1933 - Page 57)

Et puis, encore, la sempiternelle trouée sarroise... Bah, la crise économique se comprenait... mais en revanche, un certain laxisme perdurait au sujet de l'entrée des produits allemands. Cette bavure dénonçait une action politique au plus haut niveau, ignorante ou complètement malhabile ! Ces niaiseries connurent l'opprobre !

Oui, c'est vrai, il y avait bien le "trou de la Sarre" et "l'arrivée des produits allemands" expliqua J. REVIRE. Mais pourquoi donc ? "LOCARNO - THOIRY"... il ne fallait plus chercher ailleurs !

"Nous sommes roulés, non parce qu'il y a un trou en Sarre, mais parce qu'il n'y a pas de politique française"

J. REVIRE exhorta les producteurs lorrains à **lutter**, car le débouché sarrois leur était indispensable.

"Les Allemands par le biais d'aides secrètes à l'exportation, par la pratique de prix déifiant toute concurrence, poussent des commerçants sarrois à vendre allemand et évincer ainsi les marchandises françaises pour dégoûter les industriels et commerçants français, pour s'armer au cas où des négociations seraient engagées en vue de l'établissement d'un régime transitoire au lendemain du plébiscite" (L 26.1.33)

26 janvier - Jean REVIRE

Le lendemain, l'inculpation reçut d'autres preuves !

"Libres opinions"

"Singulière interprétations de l'union douanière franco-sarroise"

Le Traité de Versailles, pour complexe qu'il était, avait en tout cas stipulé à la section IV, que le bassin de la Sarre devait se concevoir comme faisant intégralement partie du système douanier français. Pourtant :

"le volume des affaires entre le France et la Sarre est tel que les exportations françaises en Sarre arrivent au 6e rang du commerce français avec l'étranger..." (...)

"Or depuis un certain temps, on s'est engagé dans la voie du protectionnisme" ... "décrets" ... "arrêtés ministériels"... "le principe est bon" qui est de "limiter les échanges pour protéger les agriculteurs français"

Quant à la Sarre, depuis 1927, elle avait droit de recevoir pour sa "consommation propre" des produits allemands "moins chers"... ceux-ci "débordant en France, notamment pour les frontaliers qui s'approvisionnent là-bas !"

"Seulement ce protectionnisme risque d'altérer les courants commerciaux" (...)

"Puisque l'union douanière a donné beaucoup d'avantages à la France, il serait absurde et maladroit d'en saper les principes et de lui imputer à tort des faits économiques qui découlent logiquement de l'application du Traité de commerce franco-allemand" (non signé)
(L 27.1.33)

Bien sûr, mais au moment où la crise se dévoilait proche, inévitable, l'inquiétude que l'on s'en faisait conduisait à toutes les solutions immédiates pour tenter d'en contenir l'ampleur. Dès 1932, la Chambre de Commerce messine avait décidé d'imprimer des timbres de propagande en faveur de la production française, et des affiches tricolores portant le lebellé "POUR COMBATTRE LE CHOMAGE FRANCAIS, ACHETEZ DES MARCHANDISES FRANCAISES !"
(travaux CCM 1932 - pages 83-84)

Le geste était symbolique... mais "anxieusement" révélateur ! L'influence française vis-à-vis de la Sarre n'avait été qu'une suite jamais interrompue.

Et pourtant, elle ne nous conférait pas seulement des agréments simplement économiques. La Sarre, se pouvait être aussi le terrain authentificateur de nos relations avec l'Allemagne. Qui plus est, la SARRE était pour nous un gage, une hypothèque sur l'Allemagne.

"Devant la crise mondiale et allemande, la Sarre est le dernier gage qui nous reste"

"le client sarrois est un bien précieux" (...)

"La Sarre se valorise..." (L 10.12.31)

"Si l'Allemagne ne paye plus les réparations, il reste la Sarre" (L 16.12.31)

La Sarre, ce pouvait être aussi l'endroit propice au rapprochement !

(mars 1932)

"Remarques discrètes et plaidoyer indiscret à propos de faits politiques récents"
et avant le plébiscite de janvier 35 :

"Nous ne sommes pas des impérialistes assoiffés de conquête : le domaine français est assez vaste, notre tâche civilisatrice assez formidable" (...)

"Notre idéal, c'est la paix"

"Mais nous croyons que la collaboration franco-allemande se réalisera en Sarre ou bien qu'elle ne se réalisera jamais"

J. REVIRE (L 29.3.32)

Tout bien considéré et en plus, la SARRE nous octroyait des valeurs militaires indéniables. Il convenait de ne point les négliger, à fortiori en 1932...

"Notre frontière. La Sarre et la sécurité française"
(...)

"Pourquoi les fortifications, ainsi entre BENING, STIRING-WENDEL, la LIMBACH et SARREGUEMINES sont-elles contraintes loin en arrière ? Parce que la trouée sarroise est une tête de pont pour l'invasion allemande" J. REVIRE rappela le traité de 1915, et la défense d'un ouvrage de DIEHL (Herman), publié en 1931 et intitulé : "GEOPOLITIK DER SAAR FRAG" (géopolitique de la question sarroise) (28 pages, 31 cartes) HERMAN DIEHL avait montré toute l'importance stratégique de la Sarre, dont la possession par le passé promettait aux Français d'atteindre le RHIN de MAYENNE à GERMERSHEIM. N'était-ce pas là un "côté stratégique et politique ample et primordial ?" (J REVIRE) (L 10.8.32)

Expliquant qu'il fallait "y revenir encore" en novembre 32, J. REVIRE pour la perfectibilité, augmenta sa démonstration à propos du "régime de la Sarre et notre sécurité"
Il insista une fois de plus, sur l'aspect du débouché : les ventes "1,5 milliards par an" notre "6e client sinon 5e", "100 000 producteurs français en vivent" ... etc.

Militairement parlant, la SARRE s'était

"un million d'hommes en moins pour l'Allemagne"

"La présence d'un gouvernement à SAARBRUCK, empêcherait l'état major allemand d'établir sur la Sarre sa base de départ"

... comme y serait empêché "la mobilisation industrielle"

Il y avait un signe, car le 8 novembre 32, la Sarre venait de dissoudre les formations hitlériennes et son territoire, c'est à-dire : les "sections d'assaut, et leurs réserves, leur corps autonome, leur corps sanitaire, leur intendance, leurs écoles de conducteurs" (...)

"Toute l'organisation d'un corps d'armée léger !"

(L 22.11.32)

Enfin, il était évident que la SARRE couvrait METZ ! En janvier 1933, le fait était capital !

"La sarre couvre METZ"

"L'Allemagne est grande et belle..."

"Mais le pangermanisme c'est la fin du monde !"

(J REVIRE) (L 3.1.33)

(VOIR ANNEXES N° II)

En résumé, la France devait de reconnaître que le statu sarrois l'avantageait grandement. Cela, avant 1935 et peut-être après, à la condition que nous eussions eu une politique dynamique, éclairée, adroite pour nous garder l'atout ! Mais entre METZ et PARIS, le fossé était profond... Par quel moyen combler l'indifférence française en une vision attentive et intéressée sinon par quelque chose qui eût presque tenu du miracle ! Il fallait être vraiment obstiné ... l'on s'obstina ! L'affaire avait pourtant très mal repris. En juillet 1930, l'on avait peu avancé dans le recherche d'une solution définitive mais en septembre, la France voulut faire un geste susceptible de débloquer les discussions. Chez nous, répondit l'indignation ! Songez qu'il y eut en France des gens qui osèrent taxer la question sarroise de "petite affaire" ...

"L'ère des concessions"

"Petite affaire"

Le conseil de la S.D.N. venait en effet de supprimer le corps de protection des chemins de fer de la SARRE. Ce qui signifiait le départ des 200 derniers soldats français et belges.

"Toute récrimination paraît vaine"

"Mais il est cependant nécessaire de revenir une dernière fois sur la question, de façon à bien montrer comment l'opinion française est bercée, est égarée, est trompée par une partie de sa presse"

- "assez, petite affaire" dans le PETIT JOURNAL
- "ce n'est pas une grande affaire" dit l'AVENIR
- "abandon ? non pas ! logique des choses" écrivit le
QUOTIDIEN
- "la présence ou l'absence de 250 hommes dans la Sarre,
n'a aucun intérêt pour le France" proclama la REPUBLIQUE
- "il suffit que la commission de gouvernement soit dotée
de tous les moyens nécessaires à l'exercice de ses
fonctions" (MATIN)

D'abord, il n'y avait pas que 250 hommes, mais 800, avec les forces de police ! Et une fois parti, qu'advierait-il ?

"On va laisser le STAHLHELM s'installer ; ceux qui avaient regardé du côté français seront poursuivis"

Ensuite, il était absurde d'envisager, comme Jacques KAYSER dans la REPUBLIQUE que l'évacuation sarroise allait provoquer un effet favorable au moment des élections outre-Rhin. On avait déjà concédé à TREVIRANUS - BRUNING, ... Allait-on maintenant consentir de nouvelles concessions à "HITLER - BRUNING?"

"Nos querelles intérieures nous abrutissent à un point inimaginable. Elles nous mettent dans l'incapacité absolue de rien comprendre à ce qui se passe hors de chez nous. Tout événement devient prétexte à opposition ou à ministérialisme. Nous sommes en proie au pire dérèglement d'esprit qui consiste à prendre ses désirs pour des réalités"

"Lorsque le sang coulera en SARRE, il sera trop tard pour les victimes. On expliquera que les "racistes sont responsables" et même, on tâchera d'oublier au plus vite. Et on y réussira... jusqu'au jour de la proclamation du KRIEGSGEFahrZUSTAND"

J. REVIRE (L 18.9.30)

Le 12 décembre 1930, les détachements français et belges quittèrent la Sarre (M 13.12.30)

"Générosité ou faiblesse ?"

"les troupes françaises ont évacué la Sarre"

"le corps de protection des voies ferrées de la Sarre a cessé d'exister"

"L'occupation a été "invisible" dans la RUHR, en RHENANIE
comme en SARRE"

"En somme, nous moins accusés d'impérialisme, d'annexion-
nisme, de bellicisme ?"

"les Français ont quitté les territoires allemands avant
les délais, sans y être contraints, par aucune raison
juridique"

"Après 10 ans de criaileries, les troupes françaises
ont quitté la SARRE. Il faudrait faire comprendre net-
tement qu'il ne suffira pas de nier deux fois plus fort
pendant 5 ans, pour obtenir leur départ de STRASBOURG,
de NICE ou de SAIGON !"

J. REVIRE (L 24.12.30)

Tant de virulences, entraînent inévitablement des réactions
jusqu'en LORRAINE § Et Jean REVIRE s'en prit violemment à
Gabriel GODRON, qui dans le "REVEIL OUVRIER DE NANCY"

(organe de "communiste et socialiste" avait dénigré tous
ceux qui, selon lui, voulaient prouver que les "sarrois sont
tous Français !" Dans son article, il avait notamment cité :

"M. REVIRE"

"Emile HINZELIN, collaborateur de l'Est Républicain"

"le comité DUPLEIX pour l'annexion de la rive gauche du R
Rhin"

"MM Désiré FERRY, L. MARIN, de SAINT AULAIRE, la...

DUTREB, J. REVIRE..."

... accusant :

"Ils veulent annexer SAARLOUIS..."

"C'est une affaire de WENDEL. Pas autre chose !"

... concluant :

"le plébiscite de 1935 donnera à ces braves gens, le
soufflet qu'ils auront bien mérité !"

Contre lui, la réplique de REVIRE :

"misérable appréciation du "camarade" intelligent et pas
patriote !"

Et tout en s'emportant, il affirma que le plébiscite serait
"sincère et libre", dans le respect des droits Sarrois et
"des minorités françaises"... Il défendit le statu quo, blan-

chit de WENDEL qui n'avait aucun intérêt en SARRE, et montra l'avantage économique de la Sarre pour la France, qui y exportait deux milliards de francs par an. Enfin, il avertit que le retour au Reich, provoquerait une "crise pour les ouvriers sarrois"

J. REVIRE (L 21.5.31)

Et cependant, que faire ? La déception avait soulevé la colère, mais la France avait cédé et cela était irréversible. Abasourdi, l'on eût très bien pu démissionner... eh bien non ! Revenu de l'énervement, passé un temps de calme et de sage réflexion, l'on comprit alors qu'il eût été plus néfaste d'abandonner que de s'ingénier "une nouvelle méthode d'action". En la circonstance, l'aubaine à saisir se présenta à l'été 1931, quand HOOVER fit une grande publicité autour de son plan. Pour une fois, ce ne fut pas REVIRE qui s'empara du flambeau, mais F. de MARNIER, administrateur général de la coopérative laitière de la MOSELLE.

En marge de la proposition américaine, il adressa au président de la Chambre d'agriculture du département, une lettre dans laquelle il demanda :

"... en échange, pendant le même nombre d'années que se trouvera suspendu le paiement par l'Allemagne de l'indemnité inconditionnelle du plan YOUNG, le maintien du statu quo sarrois"

Puisque la France s'était encore déssaisie, il fallait bien une contrepartie afin de

- préserver le débouché agricole pour la MOSELLE
- "sauver la SARRE de la misère" (M 5.7.31)

Et J. REVIRE remis un brin de son déboire, sachant reconnaître mieux que personne les vertus du gage sarrois, instruisit lui aussi pour que la France reconnût ce qu'elle y possédait encore et réagit pour préserver son dû. A cette finalité, il évalua le moment opportun :

"le territoire de la Sarre et la crise économique"

... De prime abord, il commença par railler la "naïveté des journaux français..." Après la manifestation des casques d'acier à NEUSTADT dans le PALATINAT, ils avaient traduit

l'expression allemande "SAARVEREINE" par "Associations sarroises" ...

"Or, il s'agit tout simplement d'une organisation pangermaniste et non sarroise, qui veut "annexer" la SARRE !"

... l'on voyait bien à quel milieu politique s'adressait ses rancunes de la veille... Puis il en arriva à l'objet de son article :

"Alors que la SARRE subit la crise qui sévit en Allemagne, l'occasion est fort belle pour la France d'intervenir : une aide financière en placements judicieux, gages par des garanties intelligentes, d'autre part, une amélioration des conditions d'écoulement de la production sarroise en France"

"Le comprenons-nous ?" (L 7.8.31)

Pour le gage, pour l'hypothèque sarroise (L 10 et 16.12.31), la France devait s'activer. Il existait en Sarre, une "association française de la Sarre - 58, rue TAITBOUT à PARIS" ! Elle luttait pour la défense des intérêts français en Sarre. La France devait l'aider, la France devait favoriser la valorisation économique de la SARRE, car la crise développait gravement les "manoeuvres des pangermanistes" (L 10.12.31). Notre présence pouvait s'en ressentir... Entre "pangermanistes et partisans du statu quo" notre choix s'imposait... En Sarre, la situation était :

"différente que dans le reste de l'Allemagne"

"La grande masse et les cercles économiques intéressés, verraient sans regret la continuation de l'état actuel... l'indépendance de la SARRE sur le modèle du LUXEMBOURG serait une solution idéale" ...

Déjà, les pangermanistes s'inquiétaient...

"La Sarre va mieux qu'elle ne l'aurait voulu !" témoin les attaques de "ROCHLING" ! (L 16.12.31)

Nous étions maintenant au seuil de l'année 1932 :

"Avant 1935, la question de la SARRE va se poser de façon de plus en plus aiguë"

- situation politique :

"la majorité de la population sarroise désire le maintien du statu quo" (...)

"En face de l'opinion publique, les hitlériens manœuvrent"

- la crise économique :

"La France va-t-elle abandonner ce bon et important client ?"

"Puisque la lutte est innévitable, il suffit de s'y préparer"

J. REVIRE (L 6.1.32)

L'action française en Sarre, pouvait y trouver un terrain bienveillant, à tout le moins, elle pouvait s'y faire écouter, comprendre, qui sait ? A ce titre, les élections sarroises au LANDESRAT le 13 mars, avaient été riches d'enseignements. Apparemment, il n'y avait rien eu de changé... mais n'était-ce pas là une preuve encourageante à notre intervention ?

Les communistes avaient eu trois sièges, soit. La crise expliquait largement leur score. Les socialistes avaient été les perdants, c'était plus perilleux. Mais le centre (14 sièges) dominait toujours malgré la crise, malgré les nationalistes, plus exactement les nazis (plus deux sièges), qui avaient en 23 000 suffrages sur 480 000 électeurs. Et encore s'agissait-il d'un grand nombre de voix prises chez les nationaux allemands, "le parti ROCHLING".

Donc le centre avait maintenu ses positions

"beaucoup voient en lui"

c'est "le parti le plus modéré, le parti le plus susceptible d'être raisonnable"

(...)

"Est-ce une preuve de la volonté du peuple sarrois pour le rattachement de la Sarre au Reich ?"

Au contraire, ces élections ne trahissaient-elles pas autre chose ? Ne pouvait-on pas réitérer toutes ces considérations sous un jugement différent ? Ainsi, l'on eût remarqué :

- 1 - la position des centristes, fort bien s'opposer à un "socialisme athée" ou un "pangermanisme raciste"... en tous les cas absolument non pangermaniste !
- 2 - ... observer de nombreux petits partis, rejeter "les cadres réguliers des partis allemands" ... un parti communiste dissident, un parti centriste dissident, un parti économique...
- 3 - ... constater le nombre élevé des abstentions, se souvenir de ce que les "autonomistes recommandaient l'abstention"
75 % d'inscrits, contre 85-90 % dans le reste de l'Allemagne

Alors l'on eût découvert que :

"1/4 - 1/5 de la population songe à l'idée autonomiste"

J. REVIRE (L 5.4.32)

"1/5e pour le statu quo"

"Un glissement vers la modération" s'était révélé... Le plébiscite ne devrait donc pas avoir lieu en bloc...

"... mais par communes, les minorités pouvant se dégager"
(...)

"Des gens se compromettent pour nous, résistant à la pressions des pangermanistes"

"Il faut les aider, user même de propagande"

"Il faut que notre fidélité réponde à leur fidélité"
(...)

"Le nouveau landtag est en place, vraisemblablement il le sera jusqu'en 1935. Nous avons le temps de faire le point, d'étudier, de composer, de décider. Mais nous n'en avons que juste le temps" J. REVIRE (L 12.4.32)

Sur l'heure, ^{MAMIER} F. de MAMIER engagea à

"défendre le dernier avantage que détient encore la France, du Traité de Versailles, car tous les autres se sont égrénés entre ses doigts"

Il répéta l'étendue de nos intérêts : militaires, territorial, stratégique, économique... Lors du plébiscite, le vote pourrait se faire par cantons, certains voulant peut-être rester français ? (M 20.4.32)

Et, tout à coup, à nouveau la crainte... Une conférence aussi importante que celle de LAUSANNE, n'allait-elle pas reposer la question sarroise ? De suite l'on voulut avertir :

"L'Allemagne n'ayant pas d'argent pour les réparations ne peut en avoir pour racheter les mines sarroises !"

Puis, l'on fit la redite des campagnes du MESSIN qui avait eu pour mission de retenir l'attention des milieux officiels. Par exemple, en août 1929, le soutien à P. TAITTINGER, mais contre le "petit mémoire écrit" duquel BRIAND avait lâché une autre de ses largesses aux Allemands.

Sans rien oublier du passé, il fallait à présent s'activer pareillement. Et le journal eut grand soin de reproduire la motion rédigée par l'Association française de la Sarre.

- " 1 - Subordonner l'octroi d'un nouveau moratoire à la délivrance par le gouvernement allemand d'une hypothèque gagée sur tous les biens d'Etat, et notamment sur tous les chemins de fer de la Sarre
- 2 - Confirmer que toute réduction et à fortiori, toute suspension dans le paiement des réparations entraînerait automatiquement la renonciation par l'Allemagne, à la faculté de racheter à l'état français la propriété des mines de la Sarre
- 3 - Rappeler, que sous le contrôle nécessaire de la S.D.N., le statut international fait de la Sarre, en même temps que le terrain privilégié de la coopération franco-allemande, une expérience utile pour la pacification européenne."

Pour terminer, l'on copia une synthèse de Jacques BARDOUX du "TEMPS" dans laquelle il avait démontré le niveau du débouché français pour la Sarre (charbon, métallurgie) bien supérieur au débouché allemand, ce dernier jouant le rôle d'une sorte de "soupape de sécurité". Et puis, l'importance du client sarrois au 10e rang, devant l'Italie et l'Espagne) de nos pays acheteurs. Enfin, lui aussi avait insisté sur le coefficient de "sécurité militaire" (M 15.6.32)

Dorénavant, restait à savoir, si oui ou non la conférence de LAUSANNE allait-elle s'occuper du problème sarrois ? Presque haletant, J. REVIRE avança une réponse :

"Considération juridique sur la question de la Sarre"

La politique allemande évoluant vers la dictature... :

"La France a toujours cédé pour éviter une évolution de la droite nationaliste en Allemagne, rien n'y a empêché. Donc, aucun accord sur la Sarre à l'horizon" (...)

"Les Allemands bien plus, vont demander la suppression des réparations, ils n'hésiteront pas à réclamer un dÔ, le jour où les mines sarroises, en cas de succès allemand au plébiscite, reviendront à l'Allemagne" (...)

"La France doit, comme l'a fait l'Association française de la Sarre le 4 juin, exiger au contraire que toute réduction ou suspension dans le paiement des réparations entraîne automatiquement la renonciation par l'Allemagne à la faculté de racheter à l'Etat français, la propriété des mines de la SARRE" (L 16.6.32)

Compter sur la renonciation allemande...

VON PAPEN déclara qu'en cas de suppression des réparations et de succès au plébiscite, les mines reviendraient à l'Allemagne sans aucun paiement, ceux-ci étant inclus dans les réparations !

(déclarations publiées par le journal des débats)

Et derechef, REVIRE à la charge... ! Fâché, il réaffirma ce qu'il avait précédemment soutenu, exhortant que l'on suive le voeu de l'Association française de la Sarre.

"Il y a de l'avenir du territoire et de deux milliards et demi de francs"

Il poursuivit en fustigeant les "erreurs de la politique extérieure française depuis 1923"

"Genève et Lausanne sont un point culminant de notre destinée, un point culminant de l'avenir français, de l'avenir lorrain, de l'avenir allemand, de l'avenir sarrois, de l'avenir de l'Europe et du monde. On ne s'en apercevra peut-être pas tout de suite, mais nous

n'chapperons pas aux conséquences de nos éventuelles faiblesses et aux bénéfices de notre savoir faire"

(L 30.6.32)

Mais à Lausanne, à cause de problèmes autrement plus complexes, et devant la longueur tumultueuse des discussions, la question sarroise n'y fut pas soumise... Pour le compte à rebours nous séparant de 1935, nous pouvions encore consolider ou gagner quelque chose ! Par exemple, contre le pangermanisme agitateur, provocateur d'une population sarroise, plutôt se-reine, la France pouvait très bien prêter une oreille attentive afin d'apparaître compatissante, protectrice ? Le moment était rêvé pour cela !

VON PAPEN usait de "persuasion", il cachait à peine l'"offensive allemande sur la SARRE" qui débutait... La France devait dire haut et fort la situation exceptionnelle accordée à la Sarre.

"le régime actuel leur garantit leur législation, leurs tribunaux, leurs cultes, leur langue, leurs écoles, leur culture"

(...)

"Il les place dans une situation absolument privilégiée dans le monde"

Sur le plan international : "... le régime sarrois est un embryon de régime européen ; la collaboration franco-allemande peut y jouer"

J. REVIRE (L 17.8.32)

Faire valoir notre présence obligeait aussi que l'on risquât à ROEHLING !

En août (32) ce dernier s'afférait aux derniers préparatifs d'une manifestation prévue le 11 septembre à COBLENCE pour "libérer la Sarre de la "domination étrangère" Ils iraient protester devant le monument du GUILLAUME I, et fêter le 12e congrès des Lignes des associations sarroises

"ROEHLING en avant !" et ils entendraient :

"l'industriel pangermanistes bien connu" (faire) "un

"exposé de la situation politique et économique du

Territoire de la Sarre" (L 26.8.32)

Voilà exactement ce qui advint ! Il va de soi que "les crialleries des associations sarroises à Coblençe" irritèrent énormément !

"Plutôt que de s'occuper de la crise, les Allemands continuent leurs manifestations nationalistes"

Quant à ROEHLING, il avait revendiqué le retour de la Sarre au Reich, mais aussi d'EUPEN et MALMEDY, du Corridor... de toutes les amputations dues aux traité de Versailles, par la seule faute de la France (L 13.9.32)

Non ! contre cette agitation et ces invectives, la France devait se présenter comme étant la seule volonté capable, constructive. Et afin de répliquer à la manifestation du 12 septembre, l'on pouvait à dessein exploiter le rapport de GUILLAUME sur la situation des mines domaniales. Ce rapport venait précisément d'être transmis aux présidents des syndicats des mineurs sarrois.

GUILLAUME établissait que, malgré la crise, les mines de la SARRE avaient moins été touchées que les mines de la RUHR. Pourquoi ? Grâce aux ventes faites à la France. Mais il avertissait aussi qu'il était nécessaire de prendre toutes les dispositions utiles, car une recession atteignait d'ores et déjà la Sarre, cela faute d'une baisse de la consommation locale. Il fallait donc procéder à un réajustement des salaires (M 26.9.32)

A la France d'accentuer son assistance, tout en faisant grand bruit sur le fait que l'Allemagne au contraire était "incapable d'intensifier son effort économique"

VON PAPEN développait partout que l'autonomie n'était pas possible, pas viable... et que d'un point de vue économique et financier, le Reich avait fait ce qu'il avait pu. Nous n'avions donc qu'à prouver et étaler notre soutien... Au reste, le fameux livre de DIEHL (voir page. 73.) avouait que la Sarre avait été "oubliée au profit de la RUHR... que le premier chemin de fer était venu de France, tout comme le premier canal... que dans le passé, sous l'aspect culturel, la Sarre avait été négligée au bénéfice de STRASBOURG...

J. REVIRE (L 5.10.32)

Et puis, ce n'était plus la peine de se cacher la vérité... les réparations étaient "terminées", le réarmement "bientôt consommé", il ne nous restait que la Sarre enrobée dans l'hypothétique plébiscite de 1935 ! Or, là-bas, la situation économique se dégradait, car la Sarre avait fait autrefois partie d'un marché de 110 millions d'habitants... Là-bas, il y avait des gens qui craignaient les représailles allemandes, tous ceux qui avaient tissé des liens dans les pays anciennement occupés !

Les sarrois n'espéraient-ils pas de préférence le maintien des avantages douaniers consentis par la France que la réintégration au Reich ? (M 4.10.32)

Pourquoi, diable, trois ans avant l'échéance, la France s'obstinait-elle dans un mutisme affligeant ? Voyez ce qu'exprima un billet d'un sarrois de SARRELOUIS

Avant toute chose, il voulut traduire l'émoi de la population après les dernières élections du conseil municipal et du conseil de cercle en Sarre. La grosse majorité avait été donnée aux communistes ! Il était flagrant que la propagande française avait échoué... alors qu'approchait l'ultime choix. Il n'y avait plus de journaux français en SARRE... LE COURRIER de la SARRE, le journal de SARRELOUIS ayant disparu. Pire, c'est l'influence de la propagande pangermaniste qui gagnait :

"les sarrois ne reconnaissent plus la France, que par l'image défigurée présentée par l'Allemagne arrogante, déformée" (...)

"Trop de personnalités françaises pratiquent à l'égard de la SARRE, la politique de renonciation qui précéda l'évacuation rhénane" (...)

"Peu de journaux français renseignent les lecteurs sur la question sarroise" (...)

hormis, par exemple, le MESSIN qu'il félicita de son intérêt
(M 22.11.32)

Pourtant, à courir le risque, J. REVIRE pressentit quelques indices favorables dans les récentes élections municipales sarroises (du 13 novembre 1932)

A grande gueule, partout en Allemagne étaient véhiculés des termes triomphateurs faisant état de 99,6 % de sarrois favorables au retour... mais aux élections, 40 à 50 % des sarrois étaient restés chez eux !

Or, un parti indépendant existait "francophile"... Il venait de se former et de se présenter pour la première fois aux élections.

Ces ressources étaient presque nulles !... celles de ses adversaires "kolosales".

Songez que ROEHLING consacrait rien moins que 37 millions de marks, or pour l'orchestre des usines de VOELKLINGEN... en réalité, une somme aussi énorme, avait une tout autre destinée ! Alors, devant les "menaces, les débats, les pressions les plus méthodiques, les plus raffinées et les plus féroces, l'écrasement proclamé ressemble fort à un succès !

"Entendons-nous bien : il est clair que si, pendant deux années encore, la France officielle continue à faire preuve de la même indifférence que dans le passé pour les choses de la Sarre, le plébiscite sera en faveur du Reich. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais il est non moins clair que si la France comprend enfin son intérêt et son devoir, les choses changeront de face. Le seul moyen est que cette compréhension n'arrive trop tard. Nous nous emploierons pour qu'il n'en soit pas ainsi"

J. REVIRE (L 30.11.32)

"La Sarre au début de 1933"

"Encore deux petites années"

Sans perdre le plus petit instant, les Allemands se préparaient intensifiaient leurs efforts pour "récupérer" la Sarre... voyez par exemple l'action du poste TSF de TREVES (L 3.1.33), les manifestations projetées en août-septembre pour le retour

"La lutte pour la Sarre va donc s'ouvrir. Nous la soutiendrons sans haine, persuadés de notre bon droit, et plus indignés souvent de la bêtise de certains français, que des efforts germaniques"

REVIRE (L 3 M.33)

Le 20 janvier 1933, le président du Conseil Paul BONCOUR
"reçu MM ECCARD, ORDINAIRE, sénateurs, et M. Jacques BARDOUX"
venus en délégation l'entretenir du problème de la SARRE
(M 21.1.33)

La France bougerait-elle ? Il était plus que grand temps sinon
trop tard !

Indifférence à la question sarroise, incompréhension du fait allemand : METZ condamna la France officielle.

Porté sur le terrain diplomatique de nos relations avec le Reich, tant d'inerties inclinèrent plus à craindre qu'à espérer !

Il y avait eu septembre 1930 et la possibilité d'une inflexion nouvelle de notre politique allemande. Mystification ou clairvoyance, d'un mauvais choix, la France eût singulièrement compromis son avenir. Oui, bien sûr, elle devait chercher le rapprochement, tout le monde le souhaitait le rapprochement, mais pas à vil prix et sans garantie !

B - LE RAPPROCHEMENT DE FADAISE.

"L'effondrement de la politique d'illusions, de chimères et d'abandons !" (Messin 31.12.31)

Pour tenter d'apprécier les efforts déployés jusqu'en 1930 dans l'espoir de solidifier le rapprochement, il ne servait plus à rien d'essayer d'éluder par quelques artifices ou faux-fuyants... Car nos relations avec l'Allemagne s'étaient continûment embarrassées d'anicroches, de difficultés, et les élections de septembre n'avaient fait qu'aggraver l'incertitude quant à nos concessions passées et la perplexité pour le lendemain. Si l'on eût obligé nos gouvernants à s'expliquer sur l'évolution allemande, ils eussent été fort troublés... Alors l'air confus et indécis, ils cherchèrent maintenant à aider économiquement le Reich... Leurs assujétissements les empêtrèrent davantage... Tout en jouant sur sa misère, notre voisin tenta plus loin et plus redument de poursuivre la démolition du TRAITE et se risqua à l'ANSCHLUSS... La France officielle en fut stupéfaite, désorientée, déçue ; METZ la confondit une fois de plus et tenta encore et toujours de solliciter d'elle des desseins mieux inspirés.

a - Le coup de l'ANSCHLUSS : "MITTEL EUROPA ou EUROPE ?"

(Messin 22.4.31)

Passées les élections allemandes, alors que l'opinion messine versait pour l'essentiel dans l'incrimination la plus virulente, elle s'efforça pourtant de considérer ou de repérer les éléments favorables aux rapprochements. Rapprochement entre la France et l'Allemagne en priorité, ceci était normal, mais aussi chances au rapprochement possible dans toute l'Europe, au nom de la paix et pour le respect des traités !

1 - Au nom de la raison européenne et rien de plus !

"L'heure est aux rapprochements" (L 14.1.31)

"L'offensive allemande contre les traités va s'accroître à Genève" (M 20.1.31)

Juger les arguments propices à rapprocher les peuples européens... autant dire que c'était là une tâche difficile, envisageant des problèmes multiples et complexes. LE LORRAIN se risqua cependant le mieux en cette aventure. Il consacra périodiquement, de novembre 1930 à janvier 1931, toute une série d'éditoriaux intitulés :

"les peuples se cherchent-ils ?" "les peuples se rencontrent-ils ?"

"les peuples se retrouvent-ils ?", "les chemins qui conduisent à une nouvelle Europe", "l'heure est au rapprochement", "il faut bâtir avec prudence, les Etats-Unis d'Europe"...

C'est qu'il reflétait de l'Europe, une fâcheuse impression. Celle d'une tension séparant, opposant les Etats en différents blocs : les satisfaits contre les mécontents aux Traités. Septembre 1930 n'avait fait que creuser la faille et le rapprochement en avait pris un rude coup. Or, le contexte immédiat se compliqua encore de problèmes particulièrement aigus au bon équilibre de l'Europe :

la question des minorités, et l'hypothétique ANSCHLUSS. Mais, puisque l'on s'apprêtait à rentrer à Genève en janvier, au nom de la raison européenne, l'on fût en droit d'espérer quelques apaisements. En soi, ce souhait eût été louable. Mais que certains eussent profité des divergences dans des intentions malveillantes aux Traités, alors là, que non !

Dans l'optique genevoise

Maintenant que le rapprochement avait pris mauvaise tournure, il était fort difficile de rattraper la situation fâcheuse dans laquelle l'on s'était fourgué. Une fois la colère et les emportements calmés, à partir de décembre 1930, l'opinion messine voulut poser le problème avec une plus grande objectivité, mais sans sérénité aucune... De sorte que, tout en méprisant les hitlériens, elle voulut reconnaître avec exactitude la situation intérieure en Allemagne, économique et politique, par faute de la crise... c'est dans cet imbroglio qu'était ou ne serait plus le rapprochement. A BRUNING, l'on admit constamment, mais sans compassion, sa tenacité devant l'énormité de la tâche. Il lui fallut trouver une majorité malgré les décrets lois (L 3.12.30), défendre un budget rendu périlleux par la prévision des dépenses inattendues (assurances chômage...), l'austérité et les expédients (projet d'amnistie pour les capitaux évadés) (L 4 et 12.12.30)

Au Reichstag, le chancelier s'en était même allé à s'adresser aux N.S. "un appel au bon sens et à la raison"

"Ce n'est pas en soulevant à tout propos la question des réparations, que vous réussirez à alléger le sort de la classe ouvrière" (M 6.12.30)

Mais de suite, SCHACHT avait rectifié le tir, arraché d'un excès de fulmination !

"Le Reich est dans l'impossibilité de payer les réparations" (L 9.12.30)

Vu le tapage organisé et savamment entretenu par les N.S. au Reichstag ou ailleurs, la prudence devait être l'inspiratrice d'une liberté de manœuvre gouvernementale forcément anémiée. Car pour ce qui était du désordre, il n'y avait aucune peine pour se convaincre de sa réussite ! Comme les mois précédents, agitations, bagarres (fomentées surtout par les N.S. contre les communistes) agressèrent partout. Voyez par exemple, à DUSSELDORF (L 30.11.30) à BERLIN (M 2.12.30) à BONN (L 9.12.30) GLADBACH (Rhénanie) - un communiste - à NUREMBERG ou dans un théâtre des N.S. devinrent "fous furieux" (L 15.12.30) bagarres encore entre N.S. et socialistes à COBLENCE ou NUREMBERG une fois de plus (L 19.12.30) etc...

Rangez aussi au chapitre de l'agitation, les réactions violentes après l'interdiction du film "A l'Ouest, rien de nouveau"

"Au service de HITLER !"

"Où l'on voit la barbe de BARBEROUSSE qui revient dans un film"

(...)

"La polémique continue, bagarres entre nationaux-socialistes et la police" ... "scènes scandaleuses dans les salles de spectacles"

Et les nationalistes blâmèrent la censure, la qualifiant de "défaite devant l'opinion", de "nouvelle défaite du gouvernement devant HITLER". Contre quoi, le comité de censure objectant que Frédéric BARBEROUSSE jouait dans le film un "rôle burlesque" elle avait estimé que :

"... le prestige du Reich pourrait être ébranlé à l'étranger"

et qu'un grand nombre de spectateurs allemands

"pourraient être froissés dans leurs sentiments politiques..."

"pusillanimité de ceux qui ont le culte de la couronne impériale", le "nationalistes indignés"

conclut LE LORRAIN (L 20.12.30)

En résumé, si l'on portait au bilan du rapprochement tout cela, les chances d'aboutir eussent été vraiment minces. Théodore WOLF, rédacteur en chef du "BERLINER TAGEBLATT" établit à ce propos que :

"Pour le moment, il semble particulièrement "incensé" de parler de la possibilité d'une véritable entente franco-allemande"

puis il argumenta en rappelant les élections, les parades des casques d'acier, l'interdiction du film d'après REMARQUE et "étant donné l'atmosphère mauvaise qui règne de part et d'autre" des frontières.

"Mais des deux côtés, au moins les lumières se font"
(M 22.12.30)

"A l'Est, quoi de nouveau ?"

ironisa le MESSIN, à l'occasion des "gérémiades allemandes pour le premier janvier"

Dans son allocution du Nouvel An, HINDENBURG affirma qu'il souhaitait :

"avec une impatience grandissante la collaboration pour épargner au peuple allemand de nouvelles déceptions"

Ah ça ! L'on jugea qu'il y allait un peu fort ! La France venait de "capituler" pour le plan YOUNG, ou tout récemment à cause du départ des deux "compagnies invisibles en SARRE", et voila ce que l'on entendait ! Et comme si cela n'eût point suffi, Mgr KAAS, tout en se targuant d'être pacifiste, exigea par moins que la révision des traités à commencer par le couloir, DANTZIG et la rectification des frontières polonaises ! C'en était trop ! (M 5.1.31)

"Est-ce là travailler pour le rapprochement franco-allemand" ? interrogea Ch. RITZ après les paroles de l'évêque à CASSEL, et sa préface d'un ouvrage de politique extérieure écrit par "un journaliste" (L 9.1.31)

En fait, KAAS venait de soulever un autre aspect du désaccord : la question des minorités... L'avenir de la Pologne et des traités était en jeu ! Mais avant de nous plonger en ce point délicat, notez cependant que les Allemands eurent de la déférence et de la sympathie pour JOFFRE, le vainqueur de la MARNE qui venait de quitter pour toujours la terre et les

combats ! (L 4.1.31 - M 15.1.31). Cette noble intention ne fit pas en tout cas oublier le reste !

En octobre 1930, d'importantes élections avaient eu également lieu, en Haute SILESIE. Les partisans du retour au Reich "malgré la finance et la propagande allemande" n'avaient totalisé que 127 000 suffrages sur plus de 400 000, passant de 6 à 3 sièges. Ce qui avait occasionné en Allemagne :

"une violente campagne de presse contre les tueries, le terrorisme, des scènes de vandalisme... tout cela au compte des Polonais" (M 29.11.30)

Voici la protestation qui fut adressée à l'agence WOLF :

"Nous attirons l'attention du peuple civilisé sur les services inouïs exercés contre la minorité allemande de Haute Silésie polonaise. Nous prions le gouvernement du Reich d'employer immédiatement tous les moyens à sa disposition pour garantir les droits des Allemands, et protéger notre pays des dangers qui le menacent, du fait de méthodes aussi condamnables employées en POLOGNE"

"Sous toute réserve, La Rédaction !" (L 29.11.30)

En réponse, le Reich renonça à demander une convocation extraordinaire du conseil de la S.D.N. pour la :

"discussion des soi-disant actes de violence contre la minorité allemande en Haute Silésie polonaise. Mais par contre, il demandera que la plainte allemande soit portée à l'ordre du jour de la session ordinaire qui commence le 15 janvier prochain" (L 28.11.30)

Ce faisant, la campagne anti-polonaise continua avec une telle ampleur qu'elle fit craindre pour la minorité polonaise, cette fois en Haute SILESIE allemande. Selon l'agence P.A.T. :

"Vu la gravité de la situation, M. SZCZEPANIAK, président de la section silésienne de l'unions des Polonais en Allemagne, s'est adressé à M. CALONDER, président de la commission mixte germano-polonaise, pour l'informer des attaques dont a été l'objet la minorité polonaise de la part des nationalistes allemands à MIKOLAJKI et à OSLAWA-DABROWA. M. SZCZEPANIAK a montré le danger de la

campagne anti-polonaise dans la presse allemande, et a cité des actes de terrorisme commis dans les mines HOHENZOLLERN et KURTEN où des ouvriers polonais ont été battus et malmenés par des partisans d'HITLER, il a enfin attiré l'attention sur les menaces proférées par les nations à l'égard de la minorité polonaise"

(L 2.12.30)

Corroborant cette intervention, l'"opinion des milieux polonais compétents" qualifia la note allemande à la S.D.N. de "brochure de propagande" (L 5.12.30) Tandis que CURTIUS s'en fut à KOENIGSBERG dans le but de rappeler que l'Allemagne n'avait pas oublié cette province éloignée (L 19.12.30) et il ajouta :

"Nous n'avons donné aucune garantie en ce qui concerne la possibilité d'exécution du plan YOUNG et toujours refusé de donner toute espèce de garantie, ni à faire des prophéties à l'égard de l'exécution de ce plan"

(M 10.12.30)

Ce que la GERMANIA appuya à sa manière :

"On peut prévoir que les ramaniements à l'Est européen une fois commencés, ne s'arrêteront pas à la seule solution du seul problème du couloir" (M 10.1.31)

Mais disons, pour être précis qu'il ne s'agit nullement d'une prise de position isolée. En réalité, en ces premiers jours de janvier, les milieux officiels durent inspirer une grande partie de la presse allemande, à l'heure où BRUNING se trouvait comme par hasard dans les provinces orientales (RUMMELBURG, POMERANIE) (L 7.1.31) Et voyez le calcul, qui des négociations franco-anglaises ramenèrent finalement aux traités, aux minorités et aux révisions des frontières de l'Est.

"la presse allemande et les négociations financières franco-anglaises" (M 5.1.31)

"les conversations financières de Paris inquiètent l'opinion allemande"

Une grande partie de la presse allemande craignit en effet, que les conversations, entre délégués de la trésorerie britanniques et les représentants des ministres des finances, eussent

constitué un

"bloc anglo-français contre la révision du plan YOUNG"

"La France aurait exploité avec succès sa puissance économique" (L 8.1.31)

"La puissance de la France repose sur la Banque de France" avança la "GAZETTE DE VOSS" Et le journal s'efforça de traduire l'anxiété des milieux politiques et publiques.

"Si un bloc anglo-français se crée et s'oppose à la révision de la frontière Est, un grave conflit intérieur risque d'éclater en Allemagne"

d'où "le dilemme insoluble"

"accepter l'argent français pour sauver l'économie allemande contre la non révision des traités ou refuser et.."

(M 5.1.31)

Et sur cette belle construction échaffaudée dans l'optique genevoise, l'Allemagne vit se poser à point nommé, un autre prétexte pour relancer encore un peu plus les questions orientales : "l'atterrissage forcé des avions polonais en Allemagne"

"Deux avions égarés dans le brouillard, ont ~~attendu~~^{atterri} à OPPELN (Haute Silésie)

"l'incident, cela va de soi est exploité de la manière la plus tendancieuse par une grande partie de la presse allemande"

"La Gazette Générale d'Allemagne" :

"Il s'agit non seulement d'une provocation inouïe contre le Reich, mais encore d'une provocation contre la S.D.N. Au moment même où le conseil de la S.D.N. est sur le point de se prononcer sur de graves violation de droit, commises par la Pologne"

"Le "TAG", groupe HUGENBERG" :

"Des pays comme nos voisins de l'Est ne comprennent qu'un langage et ce langage est tout autre que celui auquel ils ont habitué nos gouvernements avec leur politique d'entente" (L 12.1.31)

La Pologne, elle, ne réclama que la mise en liberté de ses aviateurs... (L 12.1.31)

Maintenant, d'une minorité à l'autre, il n'y avait qu'un seul pas pour toute sorte d'intérêts. Et la France eut très bien pu reconnaître le sien, chose incroyable, à cause du TYROL! Nous recherchions le rapprochement... pour l'instant, les circonstances en avaient figé l'espoir. Mais restait l'Italie... Jean REVIRE, après avoir prouvé que le désarmement désiré par nos socialistes n'était que "sophismes", abordant la question des alliances, voulu démontrer que l'erreur était du même ordre. Le pacte de la S.D.N., le pacte de LOCARNO avaient interdit les alliances russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-gréco-hongroise" !

"Si l'Italie était étroitement alliée à la France (nous avons déjà abordé ce sujet, nous rappelons le peu de distance qui sépare MUNICH du BRENNER) et, par conséquent avec la POLOGNE, la TCHECOSLOVAQUIE et la ROUMANIE, nous pourrions dormir sur nos deux oreilles" (...)

"Répétons-le sans nous lasser : l'erreur n'a pas été de rechercher le rapprochement franco-allemand : l'erreur a été de pousser l'Italie dans les bras de l'Allemagne. Il n'y a pas de danger italien, sans alliance allemande, il n'y a pas de danger allemand sans alliance germano-italienne"

"Une alliance latine nous donnerait au contraire la force suffisante pour tenir en respect l'Allemagne. Celle-ci, ayant perdu tout espoir de détruire le Traité de Versailles, aurait alors accepté avec force et reconnaissance la main que nous lui aurions tendue"

"On a mis la charrue avant les boeufs" (L 7.1.31)

Or, une occasion s'était offerte, que l'on avait laissé passer: le différent germano-italien, à cause du TYROL.

"les peuples se rencontrent-ils ?"

"Par-dessus les principes et le TYROL"

Evidemment, nous étions toujours en crise politique... et

Ch. RITZ interloqua...

"laissons un instant nos sublimes radicaux sauver une fois de plus leur République..."

car il fallait voir notre méprise. Une tension franco-italienne existait qui avait poussé l'Italie au rapprochement avec les puissances vaincues et les mécontents des traités.

"Il est advenu que, à LONDRES, l'Italie a voulu la parité navale avec la France, il est advenu enfin qu'un bloc se forme sous l'égide de l'Italie, qui comprend la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, auxquelles l'Allemagne et la Russie des soviets sont sollicitées à se joindre" (...)

"Et l'on a beaucoup parlé après la rencontre à MILAN, du soviétique M. LITVINNOF, se rendant de Genève à MOSCOU, avec son collègue des A.E. Italien, le fasciste M. GRANDI", "sorte de pendant à THOIRY" (...)

"le plus curieux est le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne : visite des casques d'acier, alors qu'une partie du TYROL autrichien est devenu la province du Haut ADIGE Italien" (L 7.12.30)

Puis, le LORRAIN confirma l'extension des rapports entre l'Italie et l'URSS, au plan économique : "exportations de matières premières, contre produits fabriqués" (L 7.12.30)

Et nous, que faisons-nous ?

Derechef, le 16 décembre, Ch. RITZ avait poursuivi :

"les peuples se retrouvent-ils ?"

"les nationalistes par-dessus le TYROL"

"MUSSOLINI récrimine contre les traités, il a obtenu le TYROL pourtant..." avec "200 000 autrichiens-allemands englobés"

"L'Italie italianise"

Selon ANDRE CHAMSON, chef du secrétariat de la Commission d'Alsace et de Lorraine à la Chambre, dans son livre intitulé TYROL :

"Dans vingt ans, le TYROL sera aussi italien qu'allemand, dans cinquante ans, plus italien qu'allemand" (...)

"Si rien ne vient changer le cours des choses, le nationalisme des casques d'acier d'Allemagne, celui des HEIMWEHREN d'Autriche, celui des fascistes italiens, se rejoindront bientôt, dans un enchevêtrement idéologique très dangereux par dessous la minorité sud-tyrolienne dont la plainte sera étouffée"

"Si l'Italie veut attirer l'Allemagne vers elle, il faut qu'elle n'oublie pas que l'allié allemand ne pourra recouvrer ses possessions perdues que dans une guerre contre la France" (L 16.12.30)

Est-ce cela que souhaitait le DUCE ? Pour le nouvel an, MUSSOLINI affirma que le fascisme n'était pas un danger pour la paix, que la paix en Europe était nécessaire pour la sauvegarde de la civilisation, au temps d'une pareille crise économique ; que l'Italie traversait de rudes difficultés, mais il convint :

"Je sais que la nation française n'est pas agressive"
(L 3.1.31)

Il nous fallait donc faire vite ! La Paix en Europe, la sécurité française avec nos alliances d'une partie des Etats Centraux, commandaient de pousser aux rapprochements, afin de contenir l'Allemagne. Pour ce dessein, la France devait rattraper sa maladresse vis-à-vis de l'Italie, mais aussi, freiner au glissement de l'Autriche vers l'Allemagne.

L'équilibre de l'Europe centrale devançait la raison européenne pour la paix. Avant la réunion de janvier à Genève, les esprits eussent bien fait de s'en souvenir ! D'autant qu'à ces craintes, le nouveau contexte venait d'en ajouter une autre : l'évolution politique autrichienne.

Il était inévitable, en effet, de ne pas penser que la force dynamique et dangereuse qui se développait en Allemagne et qui venait de se manifester en septembre, s'en fût restée confinée derrière un simple cadre frontière. Par la force des choses, l'on eût pas grand mal à redouter une contagion sur l'évolu-

tion politique de l'AUTRICHE. Aussi, les élections prévues pour novembre 1930, c'est-à-dire, un mois et demi à peine après le scrutin allemand, prirent-elles une importance inhabituelle. Et des murmures se firent entendre qui évoquaient déjà l'ANSCHLUSS. Mais sur le moment, l'on gagea qu'il existait au moins quelques éléments pour rassurer :

"la question de l'ANSCHLUSS"

"Elle n'est qu'au premier plan de revendications que chez les membre du parti "grand allemand" peu nombreux et qui, bien qu'ayant pris pour chef le Dr SCHÖBER, l'ancien chancelier d'Autriche, n'espèrent pas que le dimanche 9 novembre, leur apportera de grands succès électoraux"

(M 28.10.30)

Et puis, il y avait tellement de divergences entre les socialistes allemands et les HEIMWEHREN... (M 29.10.30). Quoi que, à en croire MUSSOLINI, les ambitions allemandes étaient réelles, et si élevées qu'elles ne reculaient pas à un ANSCHLUSS s'étendant de la BALTIQUE, jusqu'à l'ADRIATIQUE, le HAUT ADIGE, TRIESTE compris ! Si fait que le Duce, il est vrai dans toute l'ambiguïté de ses déclarations, ne donnait pas l'impression de chercher l'alliance allemande (M 3.11.30)

Le 9 novembre, l'Autriche vota. Avant d'en connaître les résultats, Ch. RITZ informa sur l'agitation qui avait secoué la campagne électorale. Au passage, il insista quelque peu sur l'intérêt que la France avait réservé à ces élections... Cela était vraiment nouveau... Mais laissant à d'autres le soin d'épiloguer, il se proposa plutôt d'effectuer une sorte de tour d'horizon politique avant la décision finale.

"les peuples se cherchent-ils ?"

"L'Autriche vote aujourd'hui"

D'emblée Ch. RITZ se félicita pour ce que VAUGOIN, l'ancien ministre de la guerre avait réussi. Grâce à son action, les "éléments austro-communistes" avait été "expurgés". C'était là une forme sur laquelle on pouvait compter !

En revanche, il montra qu'un "bloc nouveau" était surgi : les HEIMWEHREN.

"Organisations conservatrices de combat créées au lendemain de l'émeute socialiste-communiste du 15 juillet 27 à VIENNE" (...)

"Force considérable, armée organisée par centuries sous la direction du jeune prince député STAHRMBERG, que VAUGOIN a pris dans son ministère comme ministre de l'intérieur. Les HEIMWEHREN, dans leur ensemble, ne sont point à comparer aux troupes de HITLER ; elles ont eu le grand mérite de briser le terrorisme des austro-marxistes, à VIENNE surtout, où aucune réunion politique ne pouvait plus se tenir sans l'agrément des centuries socialistes"

"Poursuivant par la force, le renversement de l'Etat parlementaire, les HEIMWEHREN ont voulu, pour les élections, ne pas laisser inoccupée leur puissance numérique et, sur une grande partie de la ligne, ont fait alliance avec les chrétiens sociaux, tout en se promettant bien de continuer leur lutte anti-parlementaire, après comme avant les élections" (...)

"les HEIMWEHREN se disent forts de 800 000 électeurs et électrices"

"M. SCHÖBER, le chancelier renversé, a formé un bloc à son tour, bloc de partis moyens, fait en particulier d'organisations paysannes neutres et des Grands Allemands, les théoriciens de l'Anschluss à l'Allemagne, dont la situation, très précaire au point de vue électoral, a chance de gagner du terrain, grâce à cette fusion de listes sous les auspices de l'ancien préfet de police de VIENNE et ex-chancelier"

"Ajoutez encore à cela, six ou sept "blocs" ou partis, et vous aurez un pâle aperçu du tohu-bohu électoral de l'ancienne monarchie, où dix listes s'affrontent"

Pronostics ? Les deux grands partis chrétiens-sociaux et austro-marxistes, se retrouveraient : "avec des effectifs identiques" (L 9.11.30)

Des résultats se dégagèrent "l'échec des HEIMWEHREN" (seulement plus huit sièges) ; la stabilisation au même niveau pour les socialistes, contre leurs espérances (plus un siège) ; le recul des Chrétiens sociaux (moins sept mandats), du LANDBUND et des GRANDS ALLEMANDS (moins deux sièges)

Conclusion :

"Malgré son échec, le Dr. SCHÖBER reste l'arbitre de la situation"

"On veut espérer que les nationalistes autrichiens réfléchiront"

(dans la vignette) (M 11-12.11.30)

En tout cas, pour ne pas trop s'y méprendre, Louis MARIN, le 13 novembre, intervenant à la chambre (lors du débat de politique extérieure) laissa, au milieu de ses attaques à l'adresse de BRIAND au sujet de l'Allemagne, une large place à la question de l'Anschluss. L'éventualité était flagrante, et il ne fallait pas croire comme notre premier diplomate, que l'Anschluss, en la menaçant du "suicide" eût fait reculer l'Autriche (L 14.11.30)

Or, voici qu'une crise ministérielle vint obliger VAGOIN à démissionner. Tout n'était pas transparent là-bas et la raison européenne n'y rencontrait que bien peu de flatteries.

"les peuples se rencontrent-ils ?"

"Chemins qui conduisent à une nouvelle Europe"

Ch. RITZ inclina plutôt à penser que ces chemins suivaient la direction de l'antagonisme. D'un côté l'Allemagne qui continuait la révision des Traités : plan YOUNG, minorités allemandes, Sarre... et qui avait été remise au même pied d'égalité que les autres pays, ceux-ci ayant désarmé depuis ! Avec elle, l'Italie, mécontente, et toutes deux réunies dans un bloc hostile à la France taxée "dengereuse pour la paix" En face, BRIAND et les "Etats-Unis d'EUROPE" : France, Belgique, Pologne, Yougoslavie, Roumanie. Le décalage était sérieux ! (L 6.1.31)

Mais à Genève, la rentrée allait se faire pour "la paix européenne"... alors ! (L 14.1.31)

"Pour la paix européenne. On rentre à Genève" (L 14.1.31)

"Au moment où se développe la campagne contre les traités, les pays qu'elle menace et qui devraient plus que jamais se sentir les coudes, ont-ils réellement les contacts qui sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires ?" (M 20.1.31)

"Genève n'est que phraséologie" FRICK, ministre de l'intérieur de THURINGE (L 27.1.31)

"Lenteurs et contradictions" (l'union européenne)
(M 19.1.31)

Fallait-il se rasserener les idées parce qu'à Genève, on allait parler de l'Europe ? D'entrée de jeu, il y eut à METZ des penseurs pour boursicotter les valeurs !

- l'Union...

"ce n'est pas faire injure à M. BRIAND lui-même de dire qu'il ne sait pas trop bien, parce qu'il ne peut le savoir, ce que sera un jour, si jamais elle se réalise la Paneurope qu'il a entrevue dans une vue politique"

Unissez-donc les Pacifistes "ceux qui n'acceptent pas les traités, ceux qui voient dans l'attitude française un effort pour imposer sa volonté, d'autres un pendant aux Etats-Unis d'Amérique..."

- la réunion du conseil. Les problèmes de la sécurité "y domineront"

(16 janvier - réunion de la Commission d'études pour l'union européenne - 19 - ouverture de la session du conseil de la S.D.N.

"les poussées nationalistes en Allemagne, en Italie et en Russie ne sont pas de nature à éclaircir l'atmosphère de Genève"

- la révision des traités :

L'Allemagne : "va la faire par le détour du problème des minorités, déjà deux notes ont été envoyées au conseil sur la persécution des minorités allemandes en Haute-Silésie polonaise" ...

"CURTIUS a renoncé à la présidence du conseil, pour garder sa liberté de manœuvre, c'est un signe"

(L 14.1.31)

"L'Allemagne et les traités"

"L'offensive allemande contre les traités va s'accroître à Genève"

"L'Allemagne va demander aux nations créancières de relever son économie nationale en lui procurant des débouchés pour ses produits industriels et en lui accordant un emprunt autrement dit, si l'on veut que l'Allemagne paye, il faut l'y aider et en même temps aider les industriels à retrouver leur prépondérance de l'avant guerre (...)

Pour cela :

"les allemands parleront de marasme économique, mais omettrons de parler de leur effort d'armement"

Voyez quelle était l'opinion de la "RHEINISCH WESTPHALISCHE ZEITUNG" ("l'un des plus importants journaux d'Allemagne, représentant les plus grandes puissances économiques de l'Allemagne")

... pas d'emprunt, mais la suppression totale du plan YOUNG !

CURTIUS arriva à Genève

"remonté" par ses collègues du ministère et par les chefs politiques, autant par les nationalistes et les hitlériens, que par KAAS et le ZENTRUM"

"SCHÖBER, ex-chancelier autrichien, va tenter à Genève de jouer un rôle important. Partisan de l'Anschluss, il va essayer de regrouper les puissances centrales autour de l'Allemagne et de l'Autriche"

"A Vienne, on songe, semble-t-il, à inviter BRUNING et CURTIUS"

Le sujet : "l'ANSCHLUSS"

"L'Anschluss progresse en Autriche" (M 20.1.3 P)

(Le 15 janvier, au comité DUPLEIX, Louis MARIN avait argumenté à peu près de la même façon, en pressant toutefois sur l'évolution allemande vers la dictature ; la lutte du Reich contre le plan YOUNG pour la Sarre, la remilitarisation de la rive gauche ; sur la perte de nos garanties outre-Rhin, sur le retour de l'impérialisme commercial avec la conquête de marchés extérieurs" (L 16.1.31)

Evidemment, autant de présomptions inclinèrent l'opinion messine à ne rien attendre de vraiment positif à Genève. Donc, le 16 janvier, pour les "Etats-Unis d'Europe", l'on rentra à Genève. Selon la logique la plus élémentaire, on laissa à BRIAND le soin d'ouvrir les travaux de la commission d'études pour l'Union Européenne. Il évoqua la crise, la coopération, la "marche collective" (L 17.1.31) ; souligna la "volonté de paix effectives et constructive" (M 17.1.31)

CURTIUS acquiesça, mais insista surtout sur l'égalité absolue de tous les Etats... (L 17.1.31)

Comment évoluèrent les débats ?.... Ceux qui entendirent y mirent beaucoup de discrétion... Pour cela, RITZ transcrivit à sa manière !

"Les peuples se trouvent-ils ?"

"L'heure est aux rapprochements"

Puisque toute construction européenne passait fatalement par le rapprochement, RITZ rapporta l'état d'esprit chez les catholiques allemands d'après une étude de la "Nouvelle Revue des Jeunes" (Jésuites) du 23 novembre 1930. La revue avait elle-

même repris un article du journaliste catholique allemand WERNER THORMAN qui, le 31 août 1930, dans la Gazette du Rhin et du Main, avait affirmé :

"la politique d'entente entre la France et l'Allemagne n'est plus qu'un monceau de ruines. Nous sommes revenus en-deça de LOCARNO"

C'est pourquoi les Français devaient au contraire :

"... s'abandonner à la méfiance, par les manifestations nationalistes qui ont suivi l'évacuation de la RHENANIE, l'intransigeance du maréchal HINDENBURG en faveur des casques d'acier, les discours de M. TREVIRANUS, les programmes électoraux des partis bourgeois qui parlent plus de révision des Traités que de paix..."

"M. D'HARCOURT" (professeur à l'institut catholique de Paris) fit parler l'"ALLGEMEINE RUNDSCHAU" dont le directeur était l'abbé MOENIUS.

"L'aile droite, qui au lieu de condamner le racisme, prend en quelque sorte un point d'appui sur lui pour montrer ce qu'il contient de légitime et ce qu'il peut avoir de fécond"

"Pour l'aile gauche, le scrutin de catastrophe du 14 septembre est un fruit de l'esprit de BISMARCK"

"HITLER est le produit normal de prussianisme, de l'esprit de l'Est"

"Son triomphe est un péril très grave pour le catholicisme"

Enfin, dans la revue "ETUDES" du 5 janvier 1931, Pierre WALINE, le directeur, lui aussi spécialiste des questions germaniques, déclara que les catholiques de France et d'Allemagne s'avouaient

"incapables de consolider la paix et se résigneront à l'éventualité d'une nouvelle guerre"

"Et il n'est pas d'autre moyen pour s'entendre que de chercher à se comprendre" (L 18.1.31)

Le grande passion du moment exaltait peut-être les esprits au rêve des Etats Unis d'Europe... Mais il convenait de les "bâtir avec prudence". Car il était bien peu solide le ciment unitaire qui jadis avait assemblé l'édifice américain. Cet

argument de fond, REVIRE le soutint en s'appuyant sur un article de DANNIE HEINEMAN (américain) qui avait paru dans "l'EUROPEEN" le 7 janvier.

"Esquisse d'une nouvelle Europe"

HEINEMAN avait mis face à face les deux entités. L'Américaine, avait d'abord commencé par se définir des Institutions politiques fédérales avec un congrès, un président élu au S.U., un Sénat fédéral, une administration fédérale, une unité douanière. belle réalisation qui s'était pourtant révélée impuissante à éviter la guerre civile de SECESSION... Maintenant l'espoir européen.... D'abord, il fallait à coup sûr, octroyer de grandes attributions à la B.R.I., puis étoffer une collaboration constante des gouvernements et administrations des différents états. Ainsi, établir une commission permanente des chemins de fer, des postes, télégraphes, aviation, hygiène... chaque parlement restant souverain. De plus, aider toutes les régions défavorisées... Seulement il s'avèrait que l'Europe n'était pas faite d'un brassage de races, comme aux U.S.A. ; que, considérant les progrès économiques des Etats Unis d'Amérique, l'or était parti de rien ; que l'Europe avait un niveau élevé risquant de concurrencer, ruiner... ; que France et Angleterre possédaient des territoires d'outre-mer... Comment concilier tout cela ?

Non, la "prudence" devait être la meilleure conseillère !

(L 21.1.31)

Autant dire tout de suite, que sur ce point, la réunion de Genève s'acheva, sans jamais avoir su s'ébrouer du spectaculaire. D'ailleurs, le seul problème des minorités eût facilement persuadé du contraire.

Enfin, on avait tout de même beaucoup discuté, notamment sur les démarches relatives à l'admission d'un pays européen non membre de la S.D.N. ! "lenteurs et contradictions" empêchèrent trop ! (M 19.1.31)

Alors, est-ce que du côté de la Session de la S.D.N. inaugurée le 19, l'on eût de meilleures augures ?

Afin de préparer le terrain, dès le 16 janvier, la Pologne avait adressé une note, réfutant les deux autres, les allemandes et leur interprétation très personnalisée de la questions des minorités (L 17.1.31) De fait, la tension germano-polonaise avait couru à l'aggravation...

Mais ZALESKI, pour apaiser les inquiétudes, avait proposé en guise de bonne volonté de la part du gouvernement polonais, la ratification du traité de Commerce.

"CURTIUS voudrait bien accepter, mais nationalistes et même une fraction des populistes, attendent qu'une occasion de le renverser et de placer un de leur homme."

"En Allemagne, l'opinion ne connaît que l'interprétation allemande des faits"

A Genève : "On se devra d'étudier les deux thèses "antagonistes et de décider, en laissant du temps passer" jusqu'à la prochaine session de mai".

Puis, quand les travaux démarrèrent, comme on pouvait s'y attendre :

" le ministre des A.E. du Reich, dans son discours, a soutenu que les récents événements de Haute SILESIE, avaient été inspirés par une volonté uniforme dirigée contre la minorité allemande" (M 22.1.31)

On était en plein dans "le guêpier des minorités". Poursuivant CURTIUS, donna des exemples de mauvais traitements infligés aux minorités allemandes, et déclara que l'Allemagne poursuivait la révision de ses frontières de l'Est"

A la thèse allemande, s'affronta la thèse polonaise ! ZALESKI affirma que des campagnes de propagandes allemandes rappelaient périodiquement le retour à la mère patrie, ce qui suscitaient des mouvements au sein de la population allemande (ainsi les discours de TREVIRANUS) ; que des sanctions sévères avaient été appliquées à ceux qui avaient été reconnus coupables. Qu'il n'y avait jamais eu de morts comme le prétendaient les allemands...etc (L 22.1.31)

Bref, le 24, le conseil de la S.D.N. se sépara après n'avoir pu trouvé sur l'heure, qu'une "solution provisoire", une "entente à l'amiable" et avoir lancé un "appel à la conciliation" ! (L 25.1.31)

Tout était à refaire ! Pourtant CURTIUS sembla ne pas demander mieux que "de liquider rapidement le conflit" (M 24.1.31)

"L'Allemagne satisfaite du règlement du conflit germano-polonais"

"Dans les milieux raisonnables, on estime que le Reich a obtenu un grand succès" hormis "l'extrême droite et pan-germaniste de HUGENBERG, dont la mauvaise foi est proverbiale"

La GAZETTE DE VOSS reconnut le succès, mais objecta qu'on avait hâtivement abordé les relations avec la France...

(M 26.1.31)

A Genève, on avait frappé un grand coup d'épée dans l'eau !

Après Genève "de la coupe aux lèvres" (Paul DURAND (L 14.2.31)

"On parle de Paix, SPA, LA HAYE, GENEVE, LOCARNO..."

"Sans doute, sans doute. Mais qu'à-t-on fait de tout cela ?" (L 14.2.31) Paul DURAND

"Une opinion étrangère (...) Un journal allemand (DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG du 19 janvier) montre qu'en Allemagne on persiste à ne pas vouloir apprécier à leur valeur les sacrifices que la France n'a cessé de consentir à la cause de la paix" (M 30.1.31)

"Ce n'est plus notre pays, c'est l'Allemagne qui a consenti de nombreux sacrifices pendant ces dernières années. Des nationalistes aux sociaux-démocrates, tous sont d'accord pour prêcher le même sujet" Paul DURAND

(L 5.2.31)

Pour avoir tant attendu des réunions genevoises, un si petit résultat enfariné d'une impression bâclée et malsaine, fit hausser les épaules, attrista, écoœura presque. Et tout repartait, entraînant, en cahotant, comme si l'on eût été encore assez sot pour croire au bienfondé des conférences internationales et les chances d'y soigner le rapprochement ! Si une majorité de l'opinion publique et politique française se laissait folâtrer à quelques rêveries toutes roses, METZ refusant la badinerie, trancha crâment pour la vérité au ras de terre !

Fin janvier, nous nous débattions pour trouver un gouvernement à la France ! A cause de cela et des Radicaux, METZ tempetta. Elle ragea quand KAAS marqua son passage à TREVES d'un discours catégorique et froid

"les hommes responsables en Allemagne ne doivent poursuivre qu'une politique de libération. Puisque la révision du traité de VERSAILLES est aussi certaine qu'inéluctable, pourquoi n'y pas procéder tout de suite ?"

(M 31.1.31)

Il nargua que le plan YOUNG était "inexécutable sans la coopération internationale", que la politique "révisionniste de l'Allemagne" était "sans danger pour la France (L 30.1.31) Et puis, il fallait comprendre que la désorientation de la politique allemande provenait d'une espérance déçue qui avait fait tomber au désespoir. 1931 devait être l'année décisive pour l'Allemagne et pour l'Europe, dans une volonté "d'entente pacifique", de "reconstruction méthodique de l'Europe", "d'entente franco-allemande". Car les élections de septembre avaient "coûté trop cher à l'Allemagne"... A la France d'accepter les révisions ! (M 7.2.31)

"De l'Est à l'Ouest" "la politique de rapprochement" était elle possible ? Théodore WOLFF (rédacteur en chef du BERLINER TAGEBLATT) posa lui-même l'objet de la question

"la majorité des Allemands sont-ils sincèrement partisans d'une politique de paix et de rapprochement ?"

Au moment où les problèmes économiques et politiques qui se posaient en Allemagne, prenaient une acuité des plus graves, préoccupant le monde entier :

"le nationalisme germanique qui affecte des manières brutales et primitives peut-il être considéré comme invincible ?"

L'on ne devait pas y voir un "obstacle insurmontable au rapprochement franco-allemand" (M 6.2.31)

L'article de WOLFF était-il un ballon d'essai pour appuyer le chancelier BRUNING au Reichstag qui se réunissait (3 février) ou pour élaguer un peu sur le chemin de l'aide financière française ? Sans doute ! En tout cas BRUNING affectant une raideur qui eût donné l'impression d'une certaine autorité au milieu du vacarme évita de trop approfondir les affaires extérieures. Il axa essentiellement sa déclaration sur la crise, les possibilités financières de l'Allemagne, demandant notamment que l'étranger comprît s'acquitter des réparations s'entendaient des mesures de redressement.

Pour les réserves de BRUNING, SAINT BRICE "du "JOURNAL") se montra sceptique... Dans son discours, le chancelier avait dit quelque part que l'Allemagne était dans l'impossibilité de payer, puis à un autre endroit, il avait rappelé KAAS... cela en disait long !

Quant à SCAPINI (dans le Figaro), il souhaita une réorganisation économique de l'Europe, par voie de contingentement de la production, soulageant par là même l'économie allemande, qui dans l'immédiat ne cherchait que des débouchés et des crédits (M 9.2.31)

D'après l'ECHO DE PARIS, l'on s'informa de ce que :

"La France accorderait à l'Allemagne un crédit de 800 millions de francs" (L 6.2.31)

FRANKLIN BOUILLON et DUMAT (député de Paris) promirent sur le champ une interpellation à ce sujet (L 7.2.31) Et le MESSIN menaça :

"Tout gouvernement qui prêterait un sou à l'Allemagne sans un solide faisceau de garanties, commettrait un abominable acte, un véritable crime de lèse-patrie"

(M 10.2.31)

Tandis que le LORRAIN "à propos d'un emprunt" essaya d'avertir :
"Comment le Reich organise le gaspillage des deniers publics" (L 12.2.31)

Mal avertis et pour leur gouverne, à la fin de la réunion de la Commission des A.E., GRUMBACH et FRANKLIN BOUILLON demandèrent à BRIAND des explications sur le crédit international à l'Allemagne. Le ministre exposa brièvement, que l'opération, il l'avait pensée "conforme à la politique de coopération européenne résultant de la conférence de LA HAYE, qu'il y avait plus d'avantages et aucun inconvénient"

FRANKLIN BOUILLON demanda que le ministre fût entendu plus longuement...

Debat inutile, puisque le 13, on apprit d'une "information publiée comme émanant de source bien informée" que l'emprunt des chemins de fer allemands était pratiquement conclu. Et la note ajouta :

"Suivant l'avis des milieux politiques berlinois, l'importance de cette transaction réside moins dans l'importance du montant qui ne s'élève qu'à 130 millions de marks, que dans le fait que des milieux financiers français et anglais participent à cette affaire. On voit dans cette transaction une preuve d'un retour à la confiance de l'étranger dans l'Allemagne" (L 13.2.31)

Puis, tandis que BRUNING s'en tirait assez bien au Reichstag, la chambre se réunit pour étudier le projet d'opérations bancaires franco-allemandes.

DUMAT, exposant la situation, voulut connaître vraiment qu'elles étaient surtout les intentions du cabinet BRUNING...

FLANDIN répliqua qu'il s'agissait d'une simple opération bancaire sans garantie du gouvernement.

DE LASTEYRIE intervint à son tour :

"une seule question se pose pour nous : c'est de savoir si l'argent que nous prêterons servira ou non aux armements de l'Allemagne ?"

Un vote de renvoi écourta la séance ! (550 voix contre 11 !)
(L 14.2.31)

Voilà pour les espérances de BRUNING... restait le discours lui aussi forcément attendu au Reichstag de CURTIUS. A propos d'un film de guerre de José GERMAIN, Paul DURAND "de l'écran à la rue" se proposa d'élever une réflexion à travers "des faits et des hommes"

"Non, il n'y aura rien de nouveau dans le discours du ministre des A.E. Puis dans l'engrenage d'une machine qu'ils ont forgé de leurs mains, les dirigeants du Reich ne peuvent plus se libérer à l'heure actuelle. Le voudraient-ils seulement ?"

"L'attitude de l'Allemand moyen est compréhensible. Depuis dix ans, on lui répète qu'une horde de vainqueurs -auxquels la victoire aveugle comme la Justice, n'aurait souri que par un effet du hasard- s'acharnent sur l'Allemagne riche et autrefois prospère. On lui raconte que le traité de VERSAILLES ne porte pas la signature d'un vaincu, mais la griffe d'un affamé, donnée un soir de détresse. Et cette thèse on l'étaie de preuves"

"Depuis dix ans, le Reich lutte au sujet des sanctions et réclame des allègements. Grâce à ses campagnes, la Rhénanie a été évacuée, le plan DAWES s'est métamorphosé en plan YOUNG ; l'Allemagne est admise à Genève sur un pied d'égalité. Au-delà des frontières, l'Italie -pays vainqueur- s'associe aux Allemands pour poursuivre une politique révisionniste. Ne sont-ce pas là autant de preuves de l'injustice du "DIKTAT" de Versailles ? Pourrait-on prouver de façon plus éclatante, la mauvaise volonté de l'impérialisme de la France ?"

"Ce n'est plus notre pays, c'est l'Allemagne qui a consenti de nombreux sacrifices pendant ces dernières années. Des nationalistes aux sociaux-démocrates, tous sont d'accord pour prêcher le même sujet"

"Le peuple ne peut que suivre ses dirigeants, par discipline et absence d'esprit critique d'abord par persuasion surtout. On lui a tant répété qu'il a été victime d'une criante injustice, qu'il soupire après la libération promise" (...)

"Les hommes politiques ont toujours su combiner, puis utiliser la placidité et l'orgueil de leurs nationaux. Les trésors d'une âme langoureuse et les réserves d'une énergie brutale sont tour à tour mis en action. C'est tantôt l'Allemagne soumise, acceptant le règlement des réparations, tantôt le Reich impatient, menaçant d'en appeler à l'arbitrage du monde si justice ne lui est pas rendue. C'était hier le vaincu souscrivant au plan YOUNG, c'est aujourd'hui le débiteur qui se dit à bout de souffle et demande une nouvelle révision"

"Et le peuple que l'on conduit par ces alternatives de basse et haute tension, en approuve tout naturellement le chef du parti du Centre, lorsqu'il déclare : "c'est l'Allemagne qui actuellement peut, en invoquant les dispositions du Traité de Versailles et de nombreux traités ultérieurs, réclamer l'exécution d'engagements formels dans le domaine du désarmement, de la protection des minorités et de l'égalité des droits entre les peuples"

"Demain, le même homme politique se fera applaudir quand il répètera que le "SAMSON allemand ne se laissera pas lier à perpétuité de la meule de Versailles"
(...)

"Tant que des hommes politiques façonneront l'opinion publique à l'image de leurs ambitions, l'horreur de la guerre restera figée sur l'écran"
Les hommes demeureront ce qu'ils étaient avec une âme conciliante ou un cœur pour haïr. Il suffira d'un fol orgueilleux pour déchaîner une nouvelle catastrophe"

Le 10 février, CURTIUS prit la parole... Les N.S. avant le succès inopiné de BRUNING avait demandé la dissolution du Reichstag, ainsi que le retrait allemand de la S.D.N.

(M 3.2.31)

quittèrent la salle. Le prétexte qu'ils trouvèrent fut de clamer leur hostilité à la réforme intérieure du Reichstag, "violation de la constitution" et de signifier leur intention de faire appel à HINDENBURG pour la séparation de l'Assemblée (L 11.2.31). Ce qui fit dire à METZ : "les relations franco-allemandes, pierre angulaire des questions européennes, Quand CURTIUS monte à la tribune, les N.S. quittent la salle"

(M 11.2.31)

CURTIUS parla donc sans eux... et pour une fois dans le calme ! Il commença par les discussions de Genève évoquant notamment la réponse allemande au mémorandum français :

"le point de vue exposé dans la réponse allemande reste naturellement déterminant pour nous. Il a constitué la base de notre attitude à Genève, au cours des récents travaux, c'est-à-dire l'égalité complète et équilibrée des nécessités vitales de tous les peuples"

Quant aux relations franco-allemandes, les

"coups et contre-coups de ces derniers mois" devaient "être surmontés"

"Il serait fatal si, de l'autre côté du Rhin, on ne se convainquit pas qu'il est d'une impérieuse nécessité d'aborder des états de choses qui se révèlent intenable"

Puis il exprima le sentiment allemand de communauté à la construction de l'Europe et formula l'"espoir que le peuple français se rencontrera avec le nôtre dans cette voie"

Contre les N.S., il défendit le maintien dans la S.D.N. afin d'y faire valoir les droits allemands, par exemple au sujet du désarmement. Il poursuivit en affirmant la non-culpabilité allemande et termina par le plan YOUNG. La paiement des dettes était inviolable, mais vu la détresse allemande actuelle :

"l'Allemagne n'a jamais dit et ne peut donner toutes les

garanties à son exécution" (...)

"Il faudra choisir le moment à son allègement" (L 11.2.31)

255 suffrages soutinrent CURTIUS contre 87 et 29
abstentions (L 13.2.31)

En Allemagne, ce discours fut très peu commenté par la presse

La "GAZETTE DE VOSS" trouva la "déclaration calme et claire", et avec la volonté de continuer sur la même voie, sans se laisser distraire par les troubles à l'intérieur, par les inquiétudes à l'extérieur"

La GERMANIA dit à peu près la même chose, en insistant juste un peu plus sur les relations franco-allemandes

"Elles doivent être le point de mire de la politique européenne de l'Allemagne, mais la résistance française au statu quo, permet difficilement d'envisager un chemin unilatéral commun"

La DEUTSCHE TAGE ZEITUNG jugea le discours :

"académique, ni chaud, ni froid"

Par contre, la presse de droite, ignorant complètement la déclaration ne la publia même pas ! (L 12.2.31)

METZ énonça aussi... ni chaud, ni froid, franchement glacé !

"Autour du rapprochement franco-allemand"

"Que veut l'Allemagne ?" (M 13.2.31)

Dans le temps où certains milieux politiques français semblaient mettre le rapprochement "à la mode" (M 13.2.31 - 1e article), le discours du premier diplomate allemand eût pu causer une :

"pénible impression" (...) "sur tous ceux qui s'imaginaient que les Allemands voulaient entrer dans la voie du rapprochement avec la France" (...)

"CURTIUS a repris les vieilles thèses allemandes : hostilité aux traités" ... luttas "contre le bolchevisme... finalement tout ce que KAAS ne cessait de revendiquer"

Homme "modéré" et "si conciliant", son discours :

"... n'a pas fait avancer d'un pas cette question du rapprochement. Il semble plutôt qu'il leur ait fait perdre beaucoup de terrain" (...)

(dans la vignette)

"le ministre des A.E. du Reich est locarnien, mais dans la stricte mesure où Locarno lui permet de préparer sa revanche en toute tranquillité d'esprit, voire avec le concours pécuniaire de notre pays" (M 13.2.31 - 2e article

Facheux, stupide, l'on eût trop su le dire ! Mais l'on était pas loin

"De la coupe aux lèvres"

"Et in terra..."

"On parle de paix : SPA, la HAYE, GENEVE, LOCARNO..."

"Sans doute, sans doute ! Mais qu'a-t-on fait de tout cela ?"

"les conférences ont succédé aux conférences, mais les méthodes n'ont guère changé. La politique de collaboration internationale ressemble de plus en plus à la politique du chien de faïence. Certes, nous trouvons en Allemagne une bonne volonté toujours grandissante, mais une bonne volonté qui ne se traduit qu'en paroles. Chez CURTIUS, comme chez STRESEMANN, mêmes restrictions mentales et aujourd'hui comme hier, on attend encore que les promesses se réalisent. On signe et paraphe traités sur traités. Des engagements solennels sont pris, mais à longs termes et renouvelables à volonté"
(...)

"L'Italie fasciste a adhéré au bloc révisionniste, il y a l'Autriche et l'ANSCHLUSS, la HONGRIE et sa restauration monarchique, la GRECE énigmatique... Pourtant, on parle de collaboration, et pourtant on pratique la politique de la couverture à soi"

"Et c'est avec cette mentalité là que l'on veut consolider la paix mondiale ?"

"Quant à GENEVE ou ailleurs, les hommes d'Etat de pays différents se rencontrent, nous croyons toujours assister à un grand dîner d'une famille désunie"

Paul DURAND (L 14.2.31)

Et pour le comble, TREVIRANUS "ministre sans portefeuille", fit encore une fois parler de lui !

"M. TREVIRANUS réclame une fois de plus la révision du plan YOUNG, une fois de plus la ratification des frontières de l'Est et le réarmement du Reich" (L 17.2.31)

"Les Allemands ne changeront jamais !"

"La suppression des réparations est une question d'honneur puisqu'elle est le mensonge de notre responsabilité de la guerre" TREVIRANUS (M 17.2.31)

Puisque la parlote avait fait les conférences oiseuses, et que d'aucuns à force de dévoyer, en tiraient bénéfice, vous ne vous étonnerez pas que l'opinion ~~messian~~ sourcilla quant il y eut du neuf à Genève.

En effet, la séance plénière du comité économique de la S.D.N. venait de s'ouvrir le 18 février 1931. Evidemment, en période de crise, les questions économiques et la coopération internationales s'imposaient de fait seulement :

"Par la force des choses, les entretiens internationaux prennent un caractère presque exclusivement économique, toutefois on demeure encore un peu trop sur le seul terrain des bonnes intentions, car la mise au point des remèdes à supporter à la crise économique en générale n'est pas facile, en raison surtout de l'attitude politique de certaines puissances"

Pour ne prendre qu'un exemple, la convention douanière de mars 1930, établie à la S.D.N. n'avait été que "lettre morte"

Edmond LARGIER, député de l'ARDECHE

Membre de la commission des A.E. (M 23.2.31)

"Bonnes intentions"... "certaines puissances" ... il ne fallait pas chercher bien loin pour comprendre. D'ailleurs, juste avant la réunion, un des représentants "les plus éminents de l'Industrie allemande", le professeur Dr KARL BOSCH, avait montré dans le "COURRIER DE LA BOURSE", les visées du système ! Une entente économique franco-allemande était possible sur cette double base : aide financière de la France

"les capitaux à profusion en France, manquent à l'Allemagne" ;

"troc, minerai français contre charbon de la RUHR"

(L 18.2.31)

Et il se rencontra encore d'autres "bonnes intentions" en ces jours. Ainsi, l'article de "M. Robert WEISSMANN" sur le problème franco-allemand, dans la nouvelle revue politique "DER STAAT SEID IHR" (l'Etat c'est vous...) On put y lire notamment, que le secrétaire d'Etat prussien, souhaitait l'entente "impératif, catégorique de la raison européenne" et pensait que l'idée de BRIAND était de plus en plus acceptée

(L 21.2.31)

AUTRE initiative, la réponse à "un manifeste intellectuel français" autour du rapprochement

"des intellectuels allemands répondent à leurs collègues de France : on a imposé au peuple allemand des charges morales et matérielles qu'il considère comme injustes et insupportables"

Une invitation fut adressée aux intellectuels français à venir "discuter pour la paix" (L 28.2.31)

... Sans pouvoir soutenir si en ces heures, l'enfer était pavé de bonnes intentions, en tout cas, il y eût après ces petits gestes, quelque chose qui troubla énormément...

Le 2 mars 1931, l'on apprit que CURTIUS rendait visite à VIENNE...

"la visite à VIENNE de M. CURTIUS n'a besoin d'aucune justification"

confia le chancelier ENDER à l'Agence WOLFF. Mais le chancelier se crut obligé d'en rajouter un peu et emberlificota sur l'accueil : "sentiments cordiaux" comme un parent reçu par des parents"

"non comme un membre du gouvernement mais comme un représentant de la nation allemande, dont l'AUTRICHE en est une partie"

Il dit les "sentiments intimes" qu'ils s'étaient échangés, et ne renia pas qu'il y avait eu quelques conversations autour de la situation économique (M 2.3.31)

Et puisqu'en ce début mars, la Chambre abordait le budget des A.E., il y eut tout de même quelques échos relatifs à ce tout dernier événement

"la discussion du budget des A.E. provoque une vive controverse entre MM. FRANKLIN BOUILLON et BRIAND
(L 4.3.31)

Pourtant, quand la séance avait débuté, il n'y avait même pas eu plus qu'une simple routine. GRUMBACH (non cité par le Lorrain) et BRIAND s'étaient contenté d'annoncer un grand débat sur les relations franco-allemandes avant Pâques. Et, afin d'en donner un avant-goût, GRUMBACH évoquant l'agitation supposée en Allemagne contre la responsabilité -paragraphe 231), assura :

"... l'Allemagne républicaine et pacifiste se redresse contre l'Allemagne raciste et l'Allemagne de revanche"
(Ch. des députés 3.3.31)

Son affirmation lui permit ensuite de justifier l'oeuvre française sur le désarmement. C'est alors que FRANKLIN BOUILLON reçut la parole. D'abord, il rappela ses interventions à propos de l'ANSCHLUSS.

"Comment soutenir que l'Allemagne aujourd'hui témoigne de plus de cordialité ?" (C des D. 3.3.31)

"Aujourd'hui, je suis obligé de porter les mêmes faits à la tribune. J'ai retrouvé chez les Allemands ces trois volontés :

- 1- volonté de réviser le plan YOUNG
- 2- volonté de réarmer au lieu de désarmer
- 3- volonté de détruire les frontières du Traité de Versailles"

Après quelques invectives sur l'accord naval, il énonça les discours de KAAS, TREVIRANUS, DINGERLDEY... tous allaient dans le sens révisionniste (L 4.3.31). Il avait commencé par dire que le rapprochement avait été basé sur un "malentendu", il acheva, en prouvant que la méprise conduisait présentement à un "malentendu tragique" (M 4.3.31)

Des remous s'élevèrent dans l'hémicycle... la réplique promettait. BRIAND, sûr de ses convictions et de son formidable talent oratoire, monta les quelques marches... D'emblée, il fit un bel effet, en indiquant qu'il avait toujours le même adversaire !

La sympathie se canalisant maintenant sur lui, il réaffirma sa profession de foi pour la politique de rapprochement, et par devant les "passions montées", ainsi qu'il en avait été après les élections du 14 septembre.

"L'homme politique doit avoir du cran"

Il devait "prévoir et réfléchir" afin de préparer la conférence sur le désarmement, rejeter les suspicions craignant pour l'Anschluss :

"le danger s'éloigne, l'Autriche a pris conscience de sa nationalité"

Et puis, il y avait l'Europe, presque comme un "déficit", fort des réponses de 27 nations.

Attéré, FRANKLIN BOUILLON souligna que BRIAND n'avait pas répondu aux attaques contre le plan YOUNG ; qu'en ce qui concernait les relations germano-autrichiennes, CURTIUS était toujours à VIENNE (L 4.3.31). Ce que confirma le Lorrain (L 4.3.31)

BRIAND eut sa victoire : 551 voix contre 14 ! Pour une meilleure clarification, le Lorrain opposa les deux thèses : ses analyses privilégièrent beaucoup plus FRANKLIN BOUILLON que le ministre ! Au député courageux, on osa cependant, mais aimablement, faire remarquer que sa politique risquait l'isolement de la France par rapport aux autres nations. De toute façon, à ses desseins, ce qu'il leur manquait le plus, s'était bien l'assentiment de la majorité de l'opinion publique... !

"Il reste donc des coups de hache distribués avec une noble fureur par le député de Seine et Oise aux colonnes du temple de la paix, que M. BRIAND est en train de construire, un avertissement peut-être utile, pour ceux de nos dirigeants qui auraient une secrète tendance à ne pas faire une suffisante attention aux protestations allemandes contre les traités" (L 4.3.31 - 3e article)

Le 6 mars, on informa que le Dr CURTIUS venait de prendre contact avec le parti Grand Allemand d'Autriche (L 7.3.31)

Pourtant, à l'instant, les esprits messins vaquèrent aux préoccupations immédiates et mieux connues : les négociations pour le désarmement. Songez que d'un accord naval eût pu en sortir un autre rapprochement entre l'Italie et la France celui-là !

Mais rien ne fut cédé à l'oubli. Le 20 mars, alors que le Reichstag s'appêtait à voter le budget de la Reichswehr, on se posa la question de savoir si l'Union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne eût des chances d'y être débattue.*

Car un fait troublant s'était produit : VIENNE et BERLIN venaient simultanément de tenir leur conseil des ministres. Cela, c'était sans doute la résultante du voyage de CURTIUS.

"Il s'agirait de la constitution d'une véritable union douanière, dont les modalités seront publiées dans quelques jours" (M 20.3.31)

Puis, l'idée s'affirma :

"l'Allemagne et l'Autriche vont assimiler leurs régimes douaniers et de politique commerciale" (...)

... et la surprise prit de court nos milieux diplomatiques !

"On refuse d'exprimer un avis sur la conclusion du nouvel accord économique tant qu'on n'en connaîtra pas officiellement la teneur"

"Pour le moment, les cercles officiels se bornent à rappeler que l'Autriche, au moment où elle a accepté le concours de la S.D.N. pour son relèvement financier, s'est engagée, le 4 octobre 1922, envers les quatre

puissances garantes de l'emprunt (France, Italie, Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie) à ne rien faire qui ait pour résultat d'aliéner son indépendance économique ou politique" (L 22.3.31)

... la France s'était trompée !

2 - "Le coup de VIENNE" (Jacques BAINVILLE) (PL 19.4.31)

"L'Empire se reconstitue" M. GROSDIDIER de MATONS
(L 29.3.31)

"M. CURTIUS joue les innocents" Ch. RITZ (L 1.4.31)

"L'accord austro-allemand et le ZOLLVEREIN"

"l'éternel recommencement de l'HISTOIRE" (L 11.4.31)

"le nouveau "DRANG NACH OSTEN" (M 5-6.4.31)

"le symbole de l'Union austro-allemande est que l'Allemagne reprend la réalisation par tous les moyens, intrigues et brutalité de ses projets les plus impérialistes d'avant guerre et de la guerre même, quand elle croyait à la victoire (L. MARIN) dans la Vignette du L. 14.4.31)

"BRIAND s'est laissé prendre au piège par les Allemands"
(M 16.4.31)

"Mittel Europa ou Europe ?" Henry BERENGER (M 22.4.31)

AH cà ! Pour un beau coup, ce fut un grand coup ! METZ avait présumé, mais jusqu'à l'accomplissement il y avait un pas ! Aussi, comme l'on pouvait s'y attendre, il y eut d'abord l'effet de surprise. A Paris, aussitôt la nouvelle connue, le président DOUMERGUE le 23 mars, fit réunir ses ministres à l'Elysée. BRIAND promit une concentration des nations intéressées, et de faire en sorte que "traités et conventions" fussent respectés.

A LONDRES, l'on ne cacha point une "certaine sensation" des milieux diplomatiques, malgré la communication des représentants des gouvernements allemand et autrichien. Et les Anglais demandèrent des précisions supplémentaires, tout en qualifiant l'Union d'"initiative malencontreuse" préjudiciable à l'accord naval et à la prochaine conférence sur le désarmement.

Du côté des protagonistes, SCHOBBER déclara qu'il ne s'était pas agi que d'un "simple échange de lettres" ; que les deux gouvernements se tenaient prêts à engager des négociations avec tout autre état européen ; que le projet pouvait se confondre dans le cadre des accords régionaux suggérés par la S.D.N.

BERLIN demeura calme, mais fit remontrance de ce que les gouvernements qui protestaient avaient été prévenus deux jours avant l'annonce (L 24.3.31)

Tout n'était certainement pas exact dans ces propos, car au Reichstag, le 24 mars, le député socialiste BREITSCHEID s'étonna que l'accord préliminaire austro-allemand n'avait pas été porté à la connaissance de la commission du Reichstag pour les A.E., avant d'être communiqué aux puissances étrangères
(L 25.3.31)

Dans la presse allemande, les premières réactions ne furent pas trop mécontentes...

La Gazette de Cologne par exemple, se plut à anticiper un peu :

"Si l'Anschluss est encore dans le lointain, on ne peut pas méconnaître et nous n'avons aucune raison de le nier ou de le dissimuler, que l'union douanière marque en tout cas une étape dans la voie de l'Anschluss"

Et la VORWARTZ continua :

"une dispute entre la France et l'Allemagne serait pour la création de la Paneurope, l'introduction la plus mauvaise. L'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche est un progrès. En France, on ne devrait pas songer aux moyens de l'empêcher, mais plutôt comment elle pourrait aider à réaliser le but qu'a montré M. BRIAND" (L 25.3.31 - 2e page)

A METZ, la rage fut profonde, on peut le croire, et tous les jugements dont on foudroya n'eurent en fait qu'une seule finalité : réagir pour :

"Briser dans l'oeuf cette initiative dangereuse"

(M 25.3.31)

"Les mots ne sont que des abris passagers pour les idées. Sous le couvert du régionalisme économique, il faudrait être aveugle pour ne pas découvrir l'impérialisme allemand, que la guerre n'a pas tué, mais que la défaite a pour un temps obligé à se dissimuler" Léon BOURGEOIS

(M 26.3.31)

Afin de conduire avec sagacité la logique de la démonstration, il fallait partir d'un historique. L'on en trouva un ! Mais voyons...

"En marge des traités, l'union austro-allemande"

"Le récent accord économique, entre l'Autriche et le Reich n'est que le premier article de la confédération européenne des peuples de langue allemande"

En 1918, la sociale démocratie avait décidé de réunir l'Autriche à l'Allemagne, mais le Traité de VERSAILLES avait interdit l'ANNSCHLUSS. Alors commença une lente évolution, motivée par la constance des dirigeants allemands, complètement entêtés à réaliser un jour la première étape à "leur projet pangermaniste". Et, petit à petit, les chrétiens-sociaux avaient atténué sensiblement leur opposition, tandis que les partis bourgeois, dont le grand homme, le Dr. SCHÖBER, s'étaient entendus avec les sociaux-démocrates sur la question de l'Anschluss. En 1929, de passage à PARIS, SCHÖBER avait déclaré :

"l'Allemagne et l'Autriche, deux Etats, une nation"

Quant aux dernières élections législatives, elles avaient renforcé la situation des partisans de l'Anschluss...

... "HEIMVEHREN en totalité et puisque tous les chrétiens sociaux se sont ralliés au projet du Dr SCHÖBER et de la sociale démocratie"

Enfin, le récent voyage de CURTIUS à VIENNE avait eu pour mission d'activer le processus. Désormais, il n'y avait plus d'illusion à se faire, la première étape commençait. De là, l'émotion à Londres, Prague, Paris contre l'atteinte manifeste aux dispositions du Traité de Versailles. Avec l'Italie, quatre puissances qui s'étaient portées garantes de l'emprunt qui avait permis la reconstruction économique de l'Autriche. L'union, si elle devenait effective, eût par conséquent, modifié les conditions de garantie jadis données.

A ce grand pas accompli vers l'Anschluss, les grandes puissances avaient donc "bien le droit de s'en inquiéter" (M 24.3.31)

C'était là une "violation" du traité, rendant de surcroît les Etats Unis d'Europe "chimériques"

"C'est l'hégémonie allemande sur l'Europe Centrale qui se dessine aujourd'hui" Jean RAYDD (L 26.3.31)

A la France, à l'Angleterre, à l'Italie, aux Etats de la petite Entente de :

"briser dans l'oeuf cette initiative dangereuse"

... et pour cela on n'avait qu'à arrêter par exemple, les crédits consentis à l'Allemagne (M 25.3.31)

Jour après jour, l'indignation grandit encore dans la presse française ou européenne (M 25.3.31)

Coup du sort, ou action calculée, le comité de la commission d'études pour l'union européenne se réunit juste après l'annonce du projet austro-allemand. Le comité devait étudier la résolution du 21 janvier... (L 26.3.31) BRIAND, élu président, conféra avec HENDERSON. Après examen de l'accord germano-autrichien, les deux hommes se déclarèrent convaincus qu'avant la session du conseil de la S.D.N.

"On ira pas plus loin" (L 27.3.31)

Cette petite fermeté ne fut pas de trop, car déjà le gouvernement/allemand manoeuvrait pour

... "se concilier des approbations au conseil"

et "si la S.D.N. est saisie du problème et refuse ?" (

(M 26.3.31)

Dans un discours prononcé le 24, BRUNING fit savoir que l'Allemagne était décidée à aller jusqu'au bout (M 25.3.31)

"BRIAND qui s'est entretenu avec l'Angleterre et l'Italie, ne semble pas vouloir capituler" (M 26.3.31)

En attendant les grandes décisions, l'on réfléchit alors plus longuement sur les conséquences multiples et graves de l'union préméditée. Comment vous dire brièvement, les idées forces qui frappèrent le mieux vue l'énormité ? Au fond, l'on eut peut-être compris en ces temps que le traité avait eu une autre blessure, la France une autre gifle, l'union européenne, une concurrente sérieuse et obstinée : la MITTEL EUROPA !

Mais suivons plus clairement ces quelques argumentations, et d'abord la première :

l'"union douanière germano-autrichienne et la politique française"

Au congrès de l'Industrie et du Commerce, BRUNING avait spécifié que l'entente n'était que purement économique et qu'elle ne regardait que les deux pays.

Mais nonobstant cette interprétation, BRIAND et le ministre du FOREIGN OFFICE venaient de tomber d'accord pour en saisir le conseil de la S.D.N.. Dès lors, plus de mystère sur la nouvelle stratégie austro-allemande :

... "gagner du temps avant la réunion du conseil en mai" car "leur initiative ne se heurtera pas à autre chose qu'à des protestations platoniques"

Pourtant, le mémorandum de mai 1930, qui avait jetté les bases de l'union européenne, avait souligné qu'une pareille union était directement contraire au but proposé. Et BRIAND, le 3 mars, d'ajouter :

"En ce qui concerne la révision des traités, l'Anschluss était autrefois le danger le plus pressant. On me disait "vous êtes aveugle. Demain, après demain au plus tard, l'Anschluss sera réalisé, malgré et vous et contre vous par quelque coup de force" Les mois, les années ont passés, l'Anschluss a pris plus solidement conscience de sa nationalité..."

"BRIAND s'est trompé"

"L'union douanière germano-autrichienne est une insulte personnelle, -le mot est peut-être trop fort, mais nous n'en connaissons pas d'autre- à toute la politique du quai d'Orsay. On a attendu une riposte du ministre des A.E., surprise, il n'en a rien été"

"C'est cependant un veto absolu qui serait nécessaire dans le cas présent. Un moment doit venir, malgré tout, où il faut savoir dire : "NON". L'union douanière germano-autrichienne marque, en même temps que les défauts

des méthodes officielles qui ont présidé aux tentatives de rapprochement franco-allemand, la limite des concessions au-delà desquelles notre avenir et notre sécurité nous interdisent formellement d'aller"

"Pour les Allemands, dans la destruction du Traité l'Anschluss n'est qu'une étape..." ... "puis les réparations, le couloir de DANTZIG, les colonies, les minorités..."

"Tolérer cette initiative qui prélude à une union politique, ceci conduira à admettre les autres revendications (...)

"Ne pas tergiverser" (...) (L 28.3.31)

Et l'on précisa encore à l'aide d'un article de PARIS MIDI

"Après l'Anschluss, le couloir"

"l'Allemagne songerait à soulever la question du "couloir polonais" (...)

"L'Allemagne songerait à soulever la question de la révision de la frontière avant la conférence mondiale sur le désarmement"

... "rétrocession des terres polonaises jusqu'à la NETZE"

... "droits polonais respectés"

... "accès libre de la Pologne à la mer de DANTZIG, garanti par un traité international"

... "territoire du couloir démilitarisé"

... "remboursement des dépenses de l'aménagement du port de GDYNIA, et des chemins de fer de KATTOWITZ GDYNIA"

... "l'Allemagne pousserait à ce que la LITHUANIE s'entende avec la POLOGNE, de façon à ce que le territoire de MEMEL devienne un CONDOMINIUM polono-lithuanien et le port de MEMEL un port polono-lithuanien"

Les Lithuaniens accordant aux Polonais, la zone franche dans le port de LIBAU (L 29.3.31)

Et ce ne fut pas tout ! Au sujet d'EUPEN et MALMEDY, une mo-

tion fut déposée au Reichstag, invitant le gouvernement allemand à entreprendre des démarches destinées à provoquer le rattachement des deux cantons ! A cause d'elle, le ministère des A.E. belge, dut sentir le feu d'une interpellation !

(L 27.3.31 - 3e page)

Vraiment l'on dut trouver au traité de Versailles une mine bien pâle !

Raymond HENRY (dans l'EUROPEEN) rappela d'abord la sensation qu'avait causé le projet, semblablement à l'"éclatement d'une bombe" "bien que la question était en l'air depuis longtemps"

Aussi VIENNE et BERLIN, afin de calmer l'émotion, avaient cherché à minimiser, prétextant les considérations économiques; le poids de la crise... le besoin d'élargir le marché intérieur etc... Ils avaient également voulu rassurer sur l'indépendance des deux pays en matière juridique, voire encore économique, puisque les recettes douanières comptaient comme gage des emprunts DAWES (1924) et de la S.D.N. à l'Autriche. Et là, rien ne changerait au service des emprunts. C'était un point de vue, sur lequel Henry y trouva d'autres préoccupations, politiques celles-ci, et plutôt inavouées. S'afférer de la sorte était-ce bien là un désir sincère d'oeuvrer à la PANEUROPE ou au contraire, à la réalisation d'"une puissante" MITTEL EUROPA"

"manifestement destinée à faire bloc contre les puissances occidentales en général, et contre la France en particulier ?" (...)

... "Bloc avec l'Autriche, mais élargi à tous les pays danubiens..." et c'était là le sens qu'il fallait attribuer aux négociations ébauchées avec BUDAPEST et la ROUMANIE, ainsi que les échanges commerciaux, très en progrès avec la YOUGO SLAVIE...

La complémentarité économique allait de soi : produits agricoles contre produits fabriqués dans les pays allemands "sur-industrialisés"

Maintenant, l'"élargissement du ZOLLVEREIN germanique"

préludait-il à un rapprochement politique, comme naguère, l'avait permis l'Empire allemand ?

"L'union douanière germano-autrichienne est l'évènement le plus considérable qui se soit produit depuis la guerre. Elle est, en effet, la première atteinte aux traités de paix, qui interdisent l'Anschluss. Or, il n'est pas d'union européenne possible sans le respect des traités de paix comme condition préalable et essentielle"

"En ce sens, l'Anschluss économique germano-autrichien, est directement contraire à l'union européenne. Les journaux allemands eux-mêmes n'avouent-ils pas que l'indépendance des deux Etats ne sera qu'une fiction, puisque déjà la "Gazette de Cologne" inscrit triomphalement en manchette : "un seul peuple, une seule économie ?"

(L 27.3.31)

Marcel GROSDIDIER de MATONS chargea lui aussi l'Anschluss pour ses desseins politiques. "L'HISTOIRE recommence" l'"Empire se reconstitue" s'écria-t-il ! (L 29.3.31) (Ce dimanche là, le LORRAIN consacra six des sept colonnes de sa première page à l'Anschluss)

De tout cela, l'on débattit au Sénat où une grande indignation s'éleva.

La France s'indigne "l'Allemagne fait le bon apôtre"

(M 31.3.31)

Au Sénat :

"M. BRIAND sur la selette"

"les passages les plus applaudis : ceux dans lesquels M. BRIAND a souligné la déloyauté allemande" (L 29.3.31)

"M. CURTIUS joue les innocents" (L 1.4.31)

"l'Allemagne fait le bon apôtre" (M 31.3.31)

Le samedi 28 mars 1931, vu les circonstances, l'on ne recula point à réunir le Sénat. BRIAND dut s'expliquer...

"Après un pâle discours de M. BRIAND, le Sénat vote le budget des A.E. (L 29.3.31)

Quelque peu abattu, le ministre ne cacha pas sa déception... Mais eût-il seulement pu la taire ? et il se dit en avoir éprouvé une "émotion désagréable". Il reconnut que la procédure était interdite, qu'elle s'opposait à la convention de 1922. Il chercha à rassurer un peu, en déclarant que la France venait d'obtenir d'autres pays, une démarche réprobative identique, ainsi l'Angleterre (M 29.3.31)

Il essaya ensuite de se justifier, certainement sans grande conviction, mais en rappelant qu'il avait toujours dénoncé les manoeuvres allemandes qui risquaient de conduire à l'Anschluss.. Après LOCARNO, un emprunt avait été concédé à l'Autriche, pour lui éviter d'être trop attirée, à cause de ses difficultés, par une Allemagne de 60 millions d'habitants... Et puis, il n'y avait rien de définitif, le conseil de la S.D.N. en jugerait... Mais BRIAND dût se rebaisser et lâcha :

"C'est évidemment un temps d'arrêt dans nos relations avec l'Allemagne" (L 29.3.31)

Les terribles attaques de LEMERY "qui est un peu le FRANKLIN BOUILLON de la Haute Asemblée", achevèrent son humiliation
(L 29.3.31)

Et, en ce jour noir, la presse française ne lui accorda pas plus de pitié

"Menace" (le Soir)

"la "kaiserité" sévit toujours" PARIS MIDI)

"Sanction nécessaire" (journal industriel)

"Affaire sérieuse" (Petit Journal)

"Résistance" (l'Intransigeant)

"Jeu serré" (le Temps)

(M 29.3.31)

"... regain de méfiance à ceux qui croyaient au rapprochement franco-allemand" (M 29.3.31)

L'addition avait été sévère au Sénat... mais il restait encore la chambre. Déjà l'émotion gagnait... si bien que l'on pût s'attendre

"à un grand débat d'ici le mois de mai"
juste avant la réunion du conseil à Genève... (L 29.3.31)

Maintenant, restait aussi l'attitude allemande... BRIAND dût certainement y ressentir la plus grande blessure.

Interviewé par la "NEUE FREIE PRESSE" le vice chancelier SCHÖBER déclara :

"ne pas comprendre le bruit qui se fait autour du protocole de VIENNE" (...)

"Autriche et Allemagne ont tracé les directions d'une coopération économique, rien de plus" (L 30.3.31)

Quant à l'Allemagne...

"l'Allemagne fait le bon apôtre"

"M. CURTIUS et les ministres autrichiens ENDER et SCHÖBER feignent de s'étonner du retentissement de leur accord"

(M 31.3.31)

"Aucun traité n'a été conclu", sinon "les bases d'un traité à conclure" (SCHÖBER) (L 31.3.31)

"Les Allemands jouent "à l'étonné" au sujet du discours de M. BRIAND"

... L'union ne heurtait nullement le traité... il n'y avait pas de fait accompli... etc

Pour clore, on annonça une mise au point de CURTIUS à l'occasion de la réunion du conseil d'Empire (L 31.3.31)

Résultat immédiat :

"M. BRIAND ne quitte pas Paris. Des nuages plus noirs à l'horizon politique en Europe ? "

Notre premier diplomate devait accompagner le président DOUMERGUE à TUNIS... beau voyage, mais dont il dut se passer !

Et ch. RITZ tenta de démontrer que le projet d'Union prouvait et présageait la volonté allemande de dominer la marche économique polonaise de l'Est et du Sud européen.

"Car la constitution annoncée du bloc douanier germano-autrichien n'est que le commencement de ce "DRRANG NACH OSTEN", rêve éternel de l'Allemagne et rêve d'autant plus facilement réalisable que les Etats successeurs de l'Autriche sont petits, sans cohésion suffisante et -ce qui est plus grave- ont besoin du bloc austro-allemand pour exporter en moyenne 40 à 50 % de leurs produits. Qui ne voit que, un jour ou l'autre, ces petits états producteurs ne seront pas entraînés dans le sillage dont Vienne marque la première étape et BUDAPEST marquera la seconde ?"

"M. BRIAND a dit qu'il fallait faire l'union européenne : l'Allemagne l'a commencée"

"Après le resserrement franco-italien, l'Allemagne à lancé le pétard de l'union douanière. Nous sommes à la "paix fixe" et le Reich a raison d'en profiter" (L 31.3.31)

Pour ne rien faciliter, aux élections municipales autrichiennes de la province de SALZBOURG les hitlériens très en verve gagnèrent 64 mandats ! (L 31.3.31)

Le 31 Mars, CURTIUS répondit à BRIAND. Il insista beaucoup sur les problèmes économiques des pays centraux, sur ^{l'}importance des ententes régionales... à ce titre, le projet ^{ne} contredisait pas les traités. Il signala que l'Allemagne avait accepté la proposition anglaise de soumettre le projet au conseil de la S.D.N. (L 1.4.31)

Puis il se dit convaincu que d'ici la réunion du conseil de la S.D.N., les vagues d'agitation seraient tombées et que les puissances corrigeraient leurs revendications à l'égard du protocole d'union allemande. Allemagne et Autriche entendaient rester fidèles aux Traités, mais la détresse économique les avait poussé à cette ultime solution... (M 1.4.31)

Enfin, il expliqua que tous les gouvernements internationaux avaient été mis au courant de l'état des négociations.

"Le 19 mars seulement, les conceptions concordantes entre VIENNE et BERLIN ont été arrêtées; et le surlendemain, les démarches des chefs de mission allemands et autrichiens ont été faites à Londres, Paris et Rome"

"Aussi longtemps que l'Allemagne et l'Autriche ne savaient pas elles-mêmes exactement ce qu'elles voulaient, il n'était pas possible de mettre au courant les autres gouvernements. Du point de vue international, on ne peut agir plus loyalement qu'en exposant devant tout le monde; avant la conclusion d'un traité, les intentions et les idées fondamentales de ce traité"
(...)

"Un traité qui restera qu'économique"... "ne gênant en rien la conférence sur le désarmement" (L 1.4.31)

METZ entailla du couperet de sa réplique :

"les arguments de M. CURTIUS sont à réfuter, car la confiance dans la loyauté allemande est trop sérieusement ébranlée pour qu'on puisse se fier aux simples apparences que BERLIN s'efforce encore de créer" (M 2.4.31)

"Les événements qui ont ensanglanté l'EUROPE depuis 60 années sont nés des traités économiques. Il serait impardonnable de ne pas parer énergiquement à la nouvelle menace de guerre, qui se présente sous la forme d'un ANSCHLUSS austro-allemand" (M 3.4.31)

"Il n'est sans doute pas superflu de prévoir et de souligner leurs souvenirs. Aux termes de l'article 80 du Traité de Versailles "l'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières fixées par traité passé entre cet Etat et les Puissances alliées et associées ; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable si ce n'est du consentement du conseil de la S.D.N."

"Mais répond M. CURITUS, l'union douanière n'est pas l'Anschluss" (L 1.4.31)

"M. CURTIUS joue les innocents"

"Il fallait s'y attendre à la réponse de M. CURTIUS telle qu'il l'a faite hier au conseil d'Empire. Elle est aussi pâle qu'était le pâle discours de M. BRIAND au Sénat : l'Allemagne voulant la paix et le désarmement, comment donc supposer qu'elle aurait commis un acte pouvant compromettre sa politique pacifiste et de complet désarmement ? Mais cette union douanière incluse dans l'accord austro-allemand !" Rien d'autre qu'un commencement de Fédération européenne. La preuve : l'Allemagne est prête à conclure pareil accord avec tous autres pays. Mais les droits de regard et d'examen de la S.D.N. ? A votre service répond l'Allemagne ; nous sommes prêts à soumettre au conseil de la S.D.N. notre accord germano-autrichien. Il peut être retourné, tel SAINT LAURENT sur le gril de la diplomatie européenne : nous sommes certains qu'on n'y trouvera rien à redire... mais à la condition, dit M. CURTIUS qu'à Genève, on n'examine pas l'accord comme un danger pour la paix"

"Nous vous le disions hier, chers lecteurs, le baromètre est à la paix fixe. L'Allemagne veut la paix, la France veut la paix. Donc, il est impossible que l'accord entre le Reich et l'Autriche soit contre les traités et contre la paix. Dormons tranquilles...et en paix" Ch. RITZ
(L 1.4.431)

Un autre point de vue fut tout aussi surprenant que l'ironie de RITZ ! L'opinion d'un journaliste allemand, VON GERLACH, jugeant la politique de CURTIUS (WELT AM MONTAG 2 avril)

VON GERLACH avoua que le projet ne l'avait pas enthousiasmé et que s'il était étendu à la HONGRIE, ROUMANIE, YOUGOSLAVIE l'entrée en franchise des produits agricoles de ces pays n'aurait qu'aggravé la crise agricole allemande. Puis, il eut le courage de prétendre que CURTIUS n'avait pas su comprendre les négociations habiles de STRESEMANN, "nettement à l'Ouest, en vue d'une alliance avec la France"

Au fond, l'Autriche et ses six millions d'habitants qu'attendait-elle de l'Allemagne ?

"Quelque chose comme l'admission dans une oeuvre d'assistance"

Contre quoi, l'Allemagne ne pouvait espérer le moindre allègement à ses difficultés.

Où alors, avait-on considéré l'Autriche comme un pont vers le Sud'Est : HONGRIE, ROUMANIE etc... A ce moment-là, l'accord ainsi étendu pouvait-il avantager l'industrie allemande, mais au prix inévitable de la concurrence agricole.

"l'union allemande avec l'autriche ne nous sert à rien. Si le gouvernement français fait sienne la dénonciation de l'accord commercial, l'Allemagne perdra la France pour la petite clientèle de l'Autriche"

L'on prêta bon oeil à VON GERLACH, mais toutefois, l'on mit à part le fait qu'il n'avait envisagé que l'aspect purement économique de la question, car CURTIUS et SCHÖBER avaient plutôt distingué l'attrait politique de l'évènement (M 4.4.31)

Pour la précision, notez que ROME prêta un ton favorable au discours de CURTIUS.

"l'ITALIE semble lâcher la France"

"Tous ce qui est de nature à affaiblir la petite entente est bien accueillie" (L 2.4.31)

Là, il y avait beaucoup à dire... C'est que le nouveau "DRANG NACH OSTEN" modifiait considérablement l'Europe centrale. ZOLLVEREIN, unité allemande... il y avait ici suffisamment de présomption pour obliger la France à réagir. Et parmi les conséquences, l'on trouvait encore la fermeture du marché polonais avec l'Autriche... (d'après la "correspondance universelle")

(M 5-6.4.31)

(Jean RAYOD voulut aussi attirer l'attention et faire toute :

"la vérité sur le "corridor" polonais" (...)

"après le coup de Vienne" il serait utile d'en parler"

Pierre SOUTY
Il fonda son étude sur une petite brochure de POMERELLE
"La Pologne et la mer" 1930 (des Amis de la Pologne.) Il reconstitua la POME-
polonaise sauf de 1308 à 1466 et 1772 à 1920, à population pou-
majorité polonaise. Il montra le rôle vital de la mer pour la
Pologne

"Sans ce libre succès à la mer, la POLOGNE serait étouffée économiquement et politiquement"

Alors l'économie allemande était-elle en péril ? Le Traité de Versailles avait accordé le transit, sans douane.

"A ces plaintes, il n'y a point d'autres causes qu'un désir de prestige et une volonté de rompre morceau par morceau, le statut actuel de l'Europe. Ace désir et à cette volonté, nous devons opposer, sans éclat inutile, mais aussi sans faiblesse et avec la plus tenace persévérance des arguments bien plus décisifs du droit et de la justice internationaux" (L 7.4.31)

Maintenant, en additionnant tout cela avec l'attitude italienne, MUSSOLINI étant "en coquetterie avec l'Allemagne", il va de soi que la petite entente avait de quoi s'impatienter sur la résolution française qui tardait (M 9.4.31) Emile BURE (dans l'ORDRE) conseilla en opposant la petite entente au "ZOLLVEREIN austro-allemand" et du bloc espéré (M 9.4.31)

Mais qui pouvait donner la réplique ? Certainement pas BRIAND. En partance pour TUNIS, le président DOUMERGUE s'arrêta à NICE certainement pas pour la promenade... ! Afin d'achever son septennat sur une note moins fautive que la sienne de BRIAND, il déclara (11 avril 31) :

"Elle (la France) vient de se trouver subitement en présence d'un événement brusque, dont il n'est permis de méconnaître ni l'importance dans le présent, ni les conséquences dans l'avenir, parce que l'histoire même du pays où il s'est produit contient un précédent plein d'enseignement qu'il serait dangereux de ne pas oublier"

(M 21.4.31)

"le chant du cygne à Nice" porta un coup dur à BRIAND...

Et l'oeuvre emboîta le pas en reprochant au ministre, non son idée de la fédération européenne, mais de n'avoir pas prévenu par les moyens diplomatiques dont il disposait l'Anschluss économique : de n'avoir pas traité publiquement au Sénat le

"désagrément passager" (12.4.31) L'on entendit de semblables accusations par MARIN et DUBOIS au meeting de la fédération républicaine à la salle WAGRAM le 13 avril (L 14.4.31 - 2e page)

Et ce ne fut point sous le poids du hasard que le Lorrain reprit une citation de la GAZETTE de COLOGNE

"Ce serait prendre les adversaires de l'Autriche et de l'Allemagne pour moins intelligents qu'ils sont que d'affirmer -et de leur demander de le croire- que nous ayons renoncé à toute tentative de révision. Nous faisons des efforts en vue de la révision par des moyens pacifiques. L'accord douanier austro-allemand constitue incontestablement la révision d'une des nombreuses stipulations absurdes des traités de paix"

La France devait rester "solide" (L 14.4.31)
Combien donc le discours de DDUMERGUE avait-il été le bienvenu !

"Succès du discours de Nicé" (...)

"BRIAND s'est laissé prendre au piège par les Allemands"
(M 16.4.31)

(FOUGERE, LAURENT EYNAC... prévinrent déjà de leurs interpellations pour la session de mai (1.4.31)

Cette première remise au point fut une réponse à beaucoup ! Première... car il y en eut une deuxième... venue d'Angleterre.

Après les propos de CURTIUS, LONDRES avait estimé le discours

"susceptible de créer une impression favorable"
(L 2.4.31)

Avec autant de nuances, les susceptibilités des ~~qu~~s, la France par exemple, pouvaient être écorchée, la joie des autres (l'Allemagne) revivifiée... Mais à la seconde, l'opinion messine ne releva pas...

Quand, moins d'une semaine après, l'on entendit comme un sinistre bruit de craquement...

"MM. BRUNING et CURTIUS sont invités à LONDRES par le gouvernement anglais. L'agence WOLFF confirme l'exactitude de la dépêche du TIMES" (L 7.4.31)

Bon, l'Italie nous délaissait... mais après l'Anschluss l'on avait cru qu'il n'y avait pas d'isolement, car l'Angleterre paraissait "de suite à nos côtés" (L 5-6.4.31)

Y avait-il dorénavant un malentendu ?

La "mise au point anglaise" (L 9.4.31)

"contretemps diplomatique" (M 12.4.31)

Pour échapper aux effets d'une tension nerveuse ou chaque fait menaçait de spasmes coléreux, il fallait avoir beaucoup de sang froid. L'opinion messine, qui avait si souvent souhaité l'entente cordiale tout en appréhendant constamment la décision des travaillistes anglais, perdit d'emblée sa maîtrise. Sans vraiment savoir s'il y allait d'une indélicatesse ou d'une petite confusion, elle prit sur elle de mettre en cause la responsabilité anglaise

"l'Angleterre "fara da se"

(c'est-à-dire comme l'Italie qui nous abandonnait...)

"MM BRUNING et CURTIUS seront à Londres du 2 au 4 mai"(...)

"l'Angleterre, une fois de plus fait sa politique à elle"

(...) "comme la politique italienne" (...)

"On déclare, à Londres, que M. BRIAND n'a pas été invité c'était un comble à la veille de la réunion du conseil de Genève.

"Pourquoi donner aux représentants allemands l'impression que l'Angleterre n'est pas d'accord avec la France sur la marche à suivre vis à vis de l'union douanière et leur faire ainsi reprendre courage ? Et de quel droit, une fois de plus, les travaillistes anglais s'érigent-ils en arbitres des questions où la France est engagée !"

"BRIAND n'a qu'à faire comme eux "une politique française, uniquement française, et à commencer par tenter la fédération danubienne"

Toutefois, l'on précisa que selon la Gazette de VOSS, l'invitation avait été faite que verbalement pour informer le gouvernement allemand de l'accord naval franco-anglo-italien

(L 8.4.31)

Evidemment, dans son ensemble, la presse allemande fit taire ce dernier point...

La GERMANIA parla d'une "invitation décisive", capable de "dissiper le malentendu de ces derniers temps"

La GAZETTE de VOSS poursuivit en suspectant BRIAND de vouloir obtenir une victoire complète à Genève au sujet de l'union, et vit dans l'invitation, que l'Angleterre n'était pas disposée à le suivre.

Le BERLINER TAGEBLATT ne s'en tint pour l'instant qu'à la raison officielle avancée : renseigner sur l'accord naval

(L 8.4.31)

Que fallait-il penser de tout cela ?

"les cartes brouillées"

Pour comprendre, il était plutôt difficile d'aplanir sur ce chemin catholique. La GAZETTE DE VOSS, avait rappelé que l'invitation avait été transmise avant la connaissance de l'accord économique austro-allemand. Mais cela, n'excusait en rien le principe même de l'invitation qui subsistait !

"L'accord naval passe au second rang, l'accord austro-allemand et la question du désarmement prennent la vedette"

Chose troublante, le DAILY HERALD, l'organe officiel du parti travailliste, venait d'annoncer également la présence de GRANDI, voire de MUSSOLINI... Logiquement, l'on pouvait donc imaginer que si HENDERSON n'eût seulement désiré renseigner l'Allemagne sur l'accord naval, il lui eût été plus facile de trouver un moyen conventionné : une conversation d'ambassadeurs valant mieux qu'une aussi si grande publicité...

On sait par ailleurs, de quels arguments le ministre des A.E. allemand entend se servir, en présentant l'accord austro-allemand comme un premier pas vers l'accord économique européen, proposé et envisagé par BRIAND lui-même"

"l'argument est habile. Malheureusement, l'examen du traité révèle une véritable inféodation économique de l'Autriche à l'Allemagne"

"M. BENES, dans son rapport sur la politique étrangère au congrès du parti socialiste national tchécoslovaque, a exposé "lumineusement" que si la TCHECOSLOVAQUIE adhérait au même projet, comme elle, risquait de subir l'influence politique de l'Allemagne"

"Cela M. BRIAND le sait"

"Mais ce qu'il convient de souligner, c'est la signification particulière que prend l'initiative du gouvernement travailliste anglais, qui prétend jouer, sans y avoir été, le rôle d'arbitre, et cela à la veille de la conférence du désarmement qui doit avoir lieu en 1932"

(L 8.4.31)

Crise du doute le 8, soulagement le 9 après la "mise au point anglaise".

Londres annonça que l'invitation de mai, était reportée au 5, puis au 9 juin !

De sources "autorisées", l'on apprit que le 1er dimanche de mai

MAC DONALD n'aurait pu participer à l'entrevue, et que le dimanche suivant, serrait de trop près la session de GENEVE.

Enfin, il fut rappelé que BRIAND avait bien été invité.

"Ajournement"

lança l'agence REUTER

"la presse allemande est peu satisfaite de ce retard"

"la presse est mécontente"

La VORWARTS, d'emblée, fit remarquer qu'une visite après GENEVE

"perdrait beaucoup de son caractère sensationnel"

"MM MAC DONALD et HENDERSON, ne veulent pas rétracter l'invitation faite avant l'annonce de l'union douanière, mais (...) s'efforcent, en ajournant celle-ci juste après la session de Genève, d'éviter l'apparence d'une intimité particulière entre l'Allemagne et l'Angleterre qui, juste en ce moment, choquerait la France"

La Gazette de VOSS regretta, indiquant qu'il était :

"difficile de comprendre le but et le sens d'une conversation germano-anglaise après la session du conseil de la S.D.N.

... et BERLIN ne se borna qu'à reproduire l'annonce officielle de l'invitation aux CHEQUERS du 5 au 9 juin ! (L 9.4.31)

"On déchanté à BERLIN" (L 9.4.31)

"La presse allemande a eu la maladresse de présenter cette rencontre comme des plus favorables à l'Allemagne"

"l'Angleterre a donc reculé la date de la rencontre pour juin..."

"Contre temps diplomatique !" (12.4.31)

Résultat final :

"la visite prend maintenant le caractère de simple démarche amicale"

"M. HENDERSON semble donc en être pour ses frais. L'idée que son initiative réussirait à rassembler son parti socialiste avec tous les autres partis socialistes du monde

entier est compromise"

En soi, l'idée était "erfonée" (L 9.4.31)

Et sûrement pour enfoncer davantage; le Lorrain traita avec sarcasme BLUM, qui revenant du congrès du parti ouvrier belge, fantasma sur le désarmement, et lui jetta aux pieds le fait que les socialistes allemands avaient toujours voté les crédits de la Reichswehr et se devaient de soutenir BRUNING, l'un des promoteurs de l'Anschluss ! (L 9.4.31)

Rassurée, l'opinion messine laissa vite nos Anglais, même socialistes, tranquille ! Le 14 avril, HENDERSON demanda à la S.D.N. d'examiner l'union douanière austro-allemande à sa prochaine session (L 15.4.31). Dès lors, l'on eut point de cesse que pour deux intérêts majeurs en mai : le débat à la Chambre sur l'Anschluss, qui par la force de ses conclusions, prélude-rait de l'attitude française à la réunion de Genève. Dans les derniers jours qu'il restait, l'opinion messine prit les devants : prévenir valait mieux que regretter, la France devait condamner l'initiative allemande !

L'Horizon européen doit s'éclaircir !

"Jamais la politique pacifiste et sincère n'a été plus menacée par les machinations de la diplomatie secrète. Les amis de lapaix doivent être prudents"

"M. HERRIOT dans un journal de BELGRADE à propos de l'accord germano-autrichien" (L 19.4.31)

"Mittel Europa ou Europe ? C'est tout le problème de l'Anschluss qui sera posé à Genève" (Henry BERENGER dans Actualités) (M 22.4.31)

"La mauvaise foi allemande. Les ombres sur l'Europe"
(H. BERENGER) (M 4.5.31)

Se méfier, toujours se méfier ! Voilà quelle devait être notre seule ligne de conduite. Voyez comment l'Allemagne nous le rappela elle-même juste avant mai.

Officiellement le 15 avril, le gouvernement du Reich signifia qu'il tenait à se justifier devant la S.D.N. (L 16.4.31). Cette prise de position fut immédiatement suivie par la décision autrichienne, de suspendre les négociations jusqu'à examen de la question par la S.D.N. (L 17.4.31) Mais officieusement, les "Allemands" maintinrent que l'Allemagne et l'Autriche avaient accompli un "premier pas" au projet d'union économique de BRIAND (L 19.4.31). Et SCHURFF, ministre de la justice à BRAUNAU, dans le TYROL, prédit une grave augmentation de chômage dans la région si l'Anschluss était enterré ! (L 20.4.31) Sur ce dernier point, RIETH, nouveau ministre du Reich à VIENNE, prétendit que son arrivée coïncidait avec un "moment important" et se déclara convaincu du succès (L 26.4.31). Ce que souhaita aussi l'industrie allemande (L 26.4.31)

Evidemment, entre l'officiel et l'officieux, cette façon peu sincère de l'action allemande pouvait surprendre. Mais comme l'affirma dans "DIE ZEIT" le professeur exilé FOERSTER, l'Allemagne était "aveugle" Elle avait tenté de mettre de l'ordre dans ses affaires économiques que par des agressions qui, inévitablement, avait réveillé partout la crainte d'une nouvelle guerre :

"avancer la frontière de l'Est, marcher main dans la main avec les soviets, s'annexer l'Autriche..."

"Cette politique empêche son redressement et ne tranquillise pas l'Europe. L'Europe qui souffre d'une maladie de coeur qui ne peut être guérie qu'en Allemagne. Mais une force démoniaque pousse l'Allemagne vers une politique qui fera de nouveau du Reich une source d'inquiétude pour le monde entier. Etat de choc qui trouble le fonctionnement du Reich et qui entraîne le trouble en Europe. Cet état de chose deviendra chaque jour plus grave, jusqu'à devenir incurable. A quoi bon le redressement si l'orientation absolument fausse, n'est pas corrigée ?"

(M 2.5.31)

Folle, fougueuse et brutale, ignorante d'aucune limite, la volonté allemande s'obstina donc dans son acharnement à détruire tous les obstacles des traités. Sur l'heure, on la soupçonna de vouloir réclamer après l'Anschluss, la révision du plan YOUNG (M 30.3.31 et L 2.5.31) et de propager pour le retour d'EUPEN, MALMEDY et SAINT VITH. Beau "synchronisme de la politique extérieure allemande, fit remarquer R. HENRY dans l'"EUROPEEN" (M 23.4.31)

"Problème européen"

"Faut-il céder sur la révision des traités ?"

Emile BURE dans "l'AVENIR" exposa que WILSON faisait regretter BISMARCK... C'est que devant les succès allemands, beaucoup avaient fini par perdre la foi dans la durée des traités

"Il faudrait un BISMARCK, c'est-à-dire quelqu'un qui tienne solidement en mains les rênes de l'attelage des puissances sorties victorieuses de la guerre"

RITZ rappela que cet avis, son journal l'avait souvent démontré notamment dans sa rubrique "Peuples qui se cherchent"

"Alors qu'on parle d'Anschluss, on a préféré, après la balkanisation de l'Europe, laisser l'EUROPE balkanisée"

Pour éviter le feu dans cette poudrière européenne, Henry BERENGER (dans "ACTUALITES") y mérita beaucoup d'honneur.

"Mittel Europa ou Europe ?"

"C'est tout le problème de l'Anschluss qui sera posé à Genève. Il faut substituer une union douanière européenne à l'union douanière austro-allemande"

Parce qu'une émotion avait été provoquée, on venait de comprendre brusquement que le sort de l'Europe était en question.

"Si l'Allemagne fidèle à sa politique prussienne séculaire avait escompté mettre les autres puissances devant le fait accompli, 15 jours auront suffi pour la détromper"

"La France, l'Angleterre, la Petite Entente, et même l'Italie, ne peuvent accepter de laisser se développer un pareil geste"

"C'est donc à Genève que va être débattue publiquement l'affaire austro-allemande"

Il y avait eu la mise en garde française, l'ajournement des CHEQUERS...

Et à Genève, le conseil de la S.D.N. étudierait ce problème en tirant référence de l'article 88 du Traité de Saint Germain, et des protocoles du 4 octobre 1922, interdisant à l'Autriche d'aliéner son indépendance et de signer des accords exclusifs douaniers entre autre, avec un seul état. La question serait de savoir si le protocole douanier austro-allemand était compatible avec les obligations contractées.

Et puis, il y aurait aussi le problème polonais, c'est-à-dire le problème du rattachement, de la MITTEL EUROPA.

"Comment l'Europe Centrale va-t-elle s'organiser : sous le signe de BERLIN, ou celui de GENEVE ?"

Les états producteurs de céréales : ROUMANIE - HONGRIE - YOUGOSEAVIE - AUTRICHE, avaient besoin de trouver de grands marchés d'exportation. Les états producteurs d'industries : ALLEMAGNE - TCHECOSLOVAQUIE - ITALIE - FRANCE - ANGLETERRE, avaient besoin de débouchés accrus pour leurs exportations.

Alors, selon les intérêts de chacun, il faudrait établir un ensemble de tarifs préférentiels et d'échelles mobiles pour maintenir l'équilibre de tous dans l'indépendance de chacun.

"Il faut, en bref, substituer l'union douanière européenne à l'union austro-allemande. Pas d'Anschluss, encore moins de MITTEL EUROPA certes, mais alors une Europe organisée où chaque puissance libre puisse vivre et trouver son compte"

"Harmoniser l'Europe industrielle avec l'Europe agricole, c'est la première condition d'une union européenne indépendante"

"Le sort de l'Europe Centrale, c'est celui de la paix ou de la guerre européenne, sinon mondiale" (M 22.4.31)

L'enjeu était capital, mais y parvenir supposait plus qu'un désir, une volonté ferme, forte, décidant et sanctionnant...

La S.D.N. avait peut-être l'esprit, mais avait-elle au moins une efficacité contraignante ?

"la mauvaise foi allemande"

"les ombres sur l'Europe"

Reprenant le flambeau Henry BERENGER osa regarder la vérité en face :

"Que peut la S.D.N., moralement puissante, matériellement fragile, avec son autorité sans sanctions, en face des manoeuvres germaniques ?"

"La MITTEL EUROPA, a pour elle la fourberie et la violence, l'Europe de GENEVE, la majesté du droit et l'autorité morale"

... la situation interne de l'Europe ?

"Que de fils embrouillés dans cette toile d'accords douaniers, navals, financiers, que nul ne peut toucher sans risque de déchirement ou d'explosion"

Il y avait un un semblant de coïncidence...

"L'essai d'Anschluss juste au lendemain de l'annonce d'un accord naval anglo-franco-italien, qui aussitôt est remis en question"

"Là-dessus, remue-ménage maritime en occident, remue-ménage douanier en centre de l'Europe, remue-ménage économique en Orient"

"Les Soviets passent pour 350 millions de livres de commandes navales à l'ITALIE contre des crédits à longs termes, un marché de commandes "métallurgiques" contre des crédits aux Allemands, et pendant que ces derniers en profitent pour envoyer à WASHINGTON une importante délégation à la Chambre de Commerce internationale, avec la volonté d'y attaquer le plan YOUNG et d'y continuer sur l'opinion américaine, l'offensive, depuis longtemps commencée d'un moratoire au paiement des réparations en 1932 et 1933" (M 4.5.31)

Pour donner à tant de preuves singulières la place qu'elles requerraient, l'opinion messine espéra que les débats à la chambre en eussent tenu compte, préparant ainsi une réaction catégorique à Genève. Encore que BRIAND n'inspirait pas confiance... mais de ce côté, il y eut une petite lueur...

BRIAND pouvait fort bien devenir président de la République (L 24.4.31) ou mieux chuter sur une interpellation (L 30.4.31) Dans cette hypothèse, quel eût été son successeur ? TARDIEU ? LAVAL ? Le premier prolongerait la même politique (L 24.4.31) Le second avait une meilleure image. Le 16 avril, il avait donné une importante conférence suivie d'un discours le 3 mai à la COURNEUVE, dans le but de faire le point de la politique intérieure et extérieure françaises "avant la rentrée des Chambres" (PM 4.5.31)

Devant 2 000 ouvriers, LAVAL déclara que la France s'était associée à toutes les mesures qui avaient tendu au rapprochement des peuples sans pour cela oublier "le souci légitime de sa pleine sécurité". Cela c'était pour la politique d'entente internationale. Mais il y avait eu l'accord austro-allemande, ressenti avec une "profonde amertume" Il était donc impératif de construire l'organisation économique de l'Europe. Pour se faire, il encouragea la création d'une société internationale de crédit hypothécaires agricoles, une entente entre les pays vendeurs de céréales, une entente entre les pays acheteurs par l'octroi d'une facilité douanière.

"N'est-ce pas le type d'une politique internationale ?...

"A Genève, la France défendra un programme d'action économique auquel tous puissent se rallier" (...)

Et la paix : sécurité, arbitrage, limitation des armements... autant de

"formules magiques d'un monde nouveau qui cherche à s'organiser, mais qui ne trouvera son salut qu'en harmonisant d'abord ses intérêts matériels. Tant qu'il n'y aura dans le monde des milliers d'hommes en chômage ou dans la misère, la paix restera incertaine et nos vieilles civilisations exposées à tous les périls"

(L 4.5.31)

Ch. RITZ trouva dans ce discours des satisfactions, d'abord parce qu'il signifiait en clair : pour ou contre, la politique

de BRIAND, pour ou contre sa candidature à l'Elysée...
Restait maintenant le plus important : l'action...

(L 7.5.31)

Enfin, la Fédération Républicaine adressa l'ultime mise en garde, avant que la Chambre n'entrât dans le vif du sujet. Au ~~critique~~ critique d'hiver, le 6 mai, elle organisa un 2e meeting de protestation contre l'Anschluss. Opposition à BRIAND par tous les orateurs, répétition pour certains avant leur passage à la tribune de la Chambre (PM 7.5.31)

"MM. REIBEL, FRANKLIN BOUILLON et L. MARIN ont tous fait le procès de la politique de M. BRIAND qui, d'après ces trois orateurs, fut une duperie politique d'illusions et d'équivoques" (M 7.5.31)

La lutte était engagée.

"Au PALAIS BOURBON : le grand débat sur l'Anschluss"

(8.5.31)

"L'ANSCHLUSS, une grande bataille politique" (M 9.5.31)

"... débat sur le ZOLLVEREIN austro-allemand" (L 8.5.31)

" Interpellations sur l'ANSCHLUSS" (L 9.5.31)

"La paix du monde est assise sur les traités de paix : le jour où la révision des traités viendrait sur un point quelconque à être décidé ou même envisagée, l'Europe ira tout droit à un nouveau cataclysme"

Ch. REIBEL (dans la Vignette)

(M 8.5.31)

Le 5 mai 1931, le Parlement fit sa rentrée. Mais après une courte séance, la chambre décida de discuter les interpellations le jeudi 7. Première séance, peut-être courte mais très animée... marquée par un pugilat entre un "député socialiste et un moscoutaire" : AMBROSINI (député socialiste des Bouches du Rhône) contre André MARTY (député communiste de Paris) Si l'on ne connut point le vainqueur, l'on apprit tout au moins la cause : GRUMBACH avait proposé de dépêcher des vagues de sympathie au nouveau gouvernement espagnol... C'est

alors que Marcel CACHIN (député communiste) avait injurié le nouveau régime espagnol le taxant de "république bourgeoise" A cet instant, s'était déclanché le pugilat ! (L 6.5.31)
Heureusement, le sérieux se fit le 7, pour le "grand débat sur l'Anschluss (M 8.5.31) ou sur "le ZOLLVEREIN austro-allemand" (L 8.5.31)

L'on entendit les attaques de NOGARO ETFOUGERE sur l'aspect économique (L 8.5.31) puis d'YBARNEGARAY (député depuis 13 ans des Pyrénées) YBARNEGARAY rabaisa BRIAND qui, collaborant depuis si longtemps avec les Allemands et n'avait "rien su soupçonner". Il menaça : "l'Anschluss, c'est la MITTEL EUROPA ; il avertit que la bonne volonté française avait mal été "récupérée par l'Allemagne" ; il incita à l'assainissement européen pour contenir la "puissance germanique" ; il montra la France isolée, ses espoirs en l'Angleterre ou l'Italie évanouis (M 8.5.31)

Le 8 mars, les interventions défilèrent pareillement : FOUGERE FABRY (Ch des députés 8 mai 31) SCAPINI et FRANKLIN BOUILLON SCAPINI combattit "vigoureusement" la politique de BRIAND (L 9.5.31)

mais rien ne valut le "réquisitoire de FRANKLIN BOUILLON" (M 9.5.31)

"BRIAND s'est étonné de l'acte : personne en Europe n'en a été surpris"

et l'Allemagne avec l'Autriche d'ajouter :

"Rien ne nous arrêtera" (...)

"BRIAND n'a pas réussi l'union des alliés" (...)

"L'accord naval ?" (... "espérances déçues"

et l'Allemagne ?

FRANKLIN BOUILLON affirma que l'Allemagne de la démocratie était morte et qu'une "dictature gouvernementale" lui avait succédé

(Le député insista aussi sur la position délicate du parti socialiste allemand. Pour freiner la montée hitlérienne et communiste, il avait remis l'Allemagne aux mains de la Reichswehr. Fait grave, les socialistes ne s'étaient pas élevés contre les crédits militaires.

GRUMBACH, cherchant à couvrir BRIAND vit dans le projet austro-allemand une "question ancienne". Il déclara que tout le monde avait déploré septembre. Maintenant, que fallait-il faire ? Réoccuper une fraction du territoire allemand ? Faire la guerre ? Pour l'instant, la France devait aider l'Autriche)

"BRIAND veut qu'on le juge sur l'ensemble de son oeuvre. Eh bien ! son oeuvre est LOCARNO? Tout en découle. Elle est jugée par ses conséquences" (M 9.5.31)

Les interpellations étant achevées, BRIAND eut l'angoissante épreuve de défendre sa politique... Il en rappela la volonté sans relâche qui, depuis la guerre avait continuellement travaillé à la "pacification entre les hommes conduisant à l'Europe", il redit son attachement aux soucis économiques plus que politiques dans le contexte actuel ; il termina en soulignant que l'Anschluss n'avait reçu une approbation de nulle part

(L 9.5.31)

(le MESSIN publia la réponse du ministre en 3e page)

Résultat :

"Par 430 voix contre 52, la Chambre fait confiance à M. BRIAND et le charge de s'opposer à la conclusion du Zollverein austro-allemand" (L 9.5.31)

La première conséquence fut pour le moins assez inattendue... Le 10 mai, CURTIUS prononça un discours au banquet de la presse étrangère. Toute l'information était là pour entendre la réplique à la déclaration de BRIAND... CURTIUS n'en fit rien !

"à cause du succès de BRIAND, sans doute"

qui venait de plonger les milieux politiques allemands dans un complet désarroi ! (M 11.5.31)

Le succès plutôt inespéré, flairait en effet comme un relan de bizarrerie !

Mais l'opinion messine, indiqua toutefois que ce vote n'absolvait pas complètement BRIAND. Au milieu des débats, l'on s'était même posé la question de savoir si notre premier diplomate allait maintenir sa candidature à la présidence (L 8.5.30) La séance terminée, l'on présenta sa position comme très "affaiblie" c'est-à-dire compromise ! (L 10.5.31) Mais anticipons un peu : Le 12, BRIAND confirma sa candidature... Le 13, DOUMER fut élu ! (M 14-15.5.31)

"Que fera BRIAND : M. BRIAND est démissionnaire, et c'est pour faire ses adieux à la S.D.N. qu'il est parti à Genève" (M 16.5.31)

pas tout à fait !

"Suite à son échec, M. BRIAND remet son portefeuille à la disposition du chef du gouvernement, puis ~~la~~ retire provisoirement pour se rendre à Genève" (L 16.5.31)

"L'ANSCHLUSS devant la S.D.N." (L 17.5.31)

"Le meilleur moyen de préparer le rapprochement sincère avec l'Allemagne, ce n'est pas de lui céder toujours..." (M 19.5.31)

"L'échec de l'Anschluss" (M 20.5.31)

"Si l'Anschluss se fait, la Fédération européenne se fera, mais différemment à ce que pensait M. BRIAND, elle aura pour capitale BERLIN et elle comportera la vassalisation de notre pays" (M 27.5.31)

La commission des études pour l'union européenne s'ouvrit le 15 mai à GENEVE, entendrait-elle le "chant du cygne de BRIAND ?" (M 16.5.31)

Notre ministre et président de l'Assemblée ouvrit la séance. Mais de suite, pour lui épargner toute atteinte à son amour-propre, HENDERSON, contrit et généreux, faisant allusion à l'élection présidentielle française, assura BRIAND :

"de la reconnaissance de la S.D.N. pour son oeuvre"

BRIAND reprit alors la parole et acheva en disant :

"Que ce soit ici ou hors d'ici, que ce soit comme représentant de la France qui est passionnément attachée à l'oeuvre de paix, ou comme propagantiste, voyageant avec le bâton de pèlerin, mon idéal restera toujours le vôtre et c'est vers lui que je tendrai mes faibles efforts"

"Paroles d'adieu"

engagea le Lorrain (L 16.5.31)

Mais sur le moment, les conversations continuèrent et BRIAND opposa un "mémoire constructif" au projet d'accord austro-allemand. Il substitua la collaboration de l'Europe à l'accord à deux, et déclara se rallier au régime préférentiel pour les Etats exportateurs. Quant à l'aide à l'Autriche, il estima que les puissances qui avaient reçu de l'Autriche l'engagement solennel de ne pas aliéner son indépendance économique, avaient aussi le devoir de contribuer à son développement matériel"

(L 17.5.31)

Rapidement, les thèses allemandes et françaises s'affrontèrent. CURTIUS commença d'abord par bannir une fois pour toute le terme d'Anschluss", lui préférant l'appellation "plan austro-allemand" (M 17.5.31). Puis il défendit que les ententes à deux devaient se généraliser (L 17.5.31) à partir de "l'élargissement progressif des territoires économiques (M 17.5.31)

Fâché, BRIAND protesta encore contre la tentative de CURTIUS de justifier le projet d'union douanière austro-allemande. C'est une solution d'ensemble qu'il fallait et non l'inverse. Et il donna l'exemple de la tentative d'union franco-belge, qui avait fait s'élever des clameurs en Europe (L 17.5.31)

Bien sûr, c'est la crise qui était la "principale cause" de tous les maux, et les peuples de l'Europe n'avaient pas su faire "les efforts d'ensemble pour discipliner leur production et leurs échanges"

Mais cela ne devait pas être une raison pour rechercher les unions de base, interdites par les traités ou les conventions internationales (M 17.5.31)

GRANDI exposa en faveur d'une trêve douanière ; F. PONCET insista sur la nécessité d'un plan

"Sans une union politique étroite et sans organes communs une combinaison économique est impossible"

SCHOBBER évoqua les déboires de l'Autriche (L 17.5.31)

Mais la France ne cédant en rien, elle paufina son mémorandum :

- 1- régime préférentiel pour les céréales
- 2- ententes industrielles et agricoles internationales
- 3- entr'aide financière atténuant les difficultés de crédits de plusieurs états d'Europe, dont l'Autriche
- 4- aide spéciale à l'Autriche pour lui préserver son indépendance (M 18.5.31)

"Le mémorandum français semble embarrasser les délégations allemandes et autrichiennes (...)

Les milieux allemands :

"rendent hommage à la valeur des propositions françaises, dont on ne conteste pas le caractère concret et pratique, mais on s'y rend compte également de l'intérêt qu'elles représentent pour combattre le projet d'union douanière austro-allemande"

"Inquiétude au sein de la délégation allemande"
par conséquent !

(le 17 dans l'après-midi, les délégations allemandes et autrichiennes se rencontrèrent) (L 18.5.31)

Le 18 mai, la question de l'Anschluss fut portée devant le conseil de la S.D.N. (63e session) qui venait de s'ouvrir, présidé par CURTIUS ! (PM 19.5.31)

"le grand débat sur l'Anschluss" (M 19.5.31)

"l'Anschluss a fait hier l'objet d'un grand débat au cours duquel les différentes opinions se sont affrontées"

"l'Autriche s'engage à ne pas poursuivre les négociations avant que la cour de LA HAYE ne se soit prononcée"
(L 19.5.31)

Cette nouvelle et bonne fortune, on la dût à HENDERSON. Le représentant anglais avait fait remarquer que si le projet se réalisait :

"Il serait contraire aux stipulations de certaines obligations internationales" (...)

"La compatibilité du projet avec ses obligations est apparue au gouvernement britannique comme impliquant l'examen de problèmes purement juridique pour la solution desquels un système de procédure a précisément été prévu par la S.D.N.. En conséquence, il a l'honneur de soumettre à ses collègues le projet de résolution suivant :

"le conseil de la S.D.N. a l'honneur de demander à la Cour permanente de Justice Internationale d'émettre un avis consultatif, conformément à l'article 14 du pacte sur les questions suivantes. Un régime établi entre l'Allemagne et l'Autriche sur la base et dans les limites des principes posés par le protocole du 19 mars 1931, est-il compatible avec l'article 88 du traité de Saint-Germain et avec le protocole numéro un signé à Genève le 4 octobre 1922 ?"

Puis, HENDERSON demanda à l'Autriche de suspendre toute négociation sur l'affaire aussi longtemps que la Cour n'eût émis l'avis consultatif.

SCHÖBER argumenta contre la France en reprenant ses explications antérieures : l'accord n'était pas défavorable à l'Autriche, il n'y avait pas eu de négociations secrètes, ni de menace à l'indépendance autrichienne ; les deux pays avaient seulement voulu établir des tarifs douaniers communs, pour une durée limitée à trois ans, sur la base d'une égalité absolue. Il conclut en se déclarant convaincu que l'examen juridique serait conforme à ses vues ; s'engagea à ne rien entreprendre jusqu'à la décision de la Cour.

Une fois de plus BRIAND rappela l'émotion provoquée en France, re-dit la non-conformité aux traités et à la souveraineté du conseil. CURTIUS calqua ses paroles sur celles de SHOBER, mais finalement se rallia à la proposition d'HENDERSON (L 19.5.31)

Le 19 mai, à l'unanimité, le conseil de la S.D.N. accepta de porter devant la Cour de LA HAYE la question de l'Anschluss (L 20.5.31)

CURTIUS s'obstina encore à affirmer que l'Allemagne n'avait pas voulu porter atteinte à l'indépendance autrichienne ; qu'elle ^{avait} donné un accord faisant évoluer la solidarité internationale et qu'elle prêterait attention aux vœux de LA HAYE. Mais il pérorra :

"Nous refusons de nous laisser citer devant un forum international comme perturbateurs de la paix" (L 20.5.31)

Le 23 mai, le conseil de la S.D.N. acheva ses travaux, marqués également par une discussion au sujet de la minorité allemande en Silésie et en Posnanie... La reprise fut reportée à septembre (L 24-25.5.31)

"Après la victoire de Genève" (23.5.31)

"l'horizon s'est éclairci" (Etienne FOUGERE) (PL 24.5.31)

"l'Allemagne essaiera de sauver la face" (L 22.5.31)

"Après Genève, M. BRIAND s'en ira-t-il ?"

"Au retour de Versailles" (L 29.5.31)

"BRIAND et la Chambre" (M 28.5.31)

"Paroles à retenir"

"Tant que la S.D.N. n'aura pas à sa disposition une force militaire suffisante pour imposer l'essentiel de ses décisions à qui ne voudrait pas s'incliner devant elle, la France devra continuer à se tenir sur ses gardes et à compter surtout sur elle-même, pour assurer son indépendance" G. DOUMERGUE (L 29.5.31)

Chose étonnante car rarissime, l'on vit pour une fois l'opinion messine paraître la mine réjouie ! Songer ! La France n'avait pas cédé devant l'Allemagne ! Certes, sans vouloir

enfoncer complètement l'adversaire, on se préoccupa sur le champ de savoir ce que l'Allemagne allait faire.

"L'Allemagne essaiera de sauver la face" (...)

"Tout ce qu'elle fera, ne sera vain, si l'accord qui s'est fait à Genève, entre la France, l'Angleterre, l'Italie et la Petite Entente se maintient" (...)

"La Cour de LA HAYE n'acceptera pas la thèse allemande"
"CURTIUS va-t-il rattraper sa faute en se ralliant à une politique de coopération européenne ?" (...)

"La France doit continuer la politique de rapprochement avec l'Allemagne, sans espoir, au moins, en agissant loyalement on obtiendra le concours des alliés" (...)

"L'Allemagne a trouvé devant elle pour une opération en apparence purement économique, le bloc de tous les autres pays d'Europe. Elle doit s'attendre à les retrouver également unis le jour où elle voudrait modifier, soit à l'Est, soit à l'Ouest, son statut territorial" (L 22.5.31)

Côté allemand, CURTIUS rentra sans avoir obtenu... Une violente campagne de la droite se déclencha contre lui, ainsi les invectives de la Gazette Générale d'Allemagne (M 22.5.31) ...

Ou des "HAMBURGER NACHRICHTEN" :

"les allemands furieux de leur échec, menacent de quitter la S.D.N. et de s'allier ouvertement avec la Russie"

Voici en substance ce qu'avait proféré le journal :

"Si la S.D.N. doit continuer à rester un instrument de puissance pour la France, servant à rogner la souveraineté allemande, nous n'avons plus rien à y faire"

(M 23.5.31)

Et contre certaines feuilles allemandes qui juraient la bonne foi de l'initiative douanière, le MESSIN rétorqua :

"Lorsque les allemands affirment ne pas vouloir toucher à l'indépendance des autres peuples, on sait généralement à quoi s'en tenir !"

Mis à part les organes de droite, le reste de la presse adopta une attitude générale plus modérée, formulant l'espoir de gagner le procès (M 24-25.5.31) Dans le "WELT AM MONTAG" VON Gerlach montra à nouveau que CURTIUS s'était écarté de la tradition naguère élaborée par STRESEMANN

"Il a organisé l'union allemande avec l'Autriche, il a reçu l'isolement des grandes puissances"

Finalement, cet échec portait un rude coup à la déjà difficile situation du cabinet BRUNING. Le chancelier avait accepté le projet, avait collaboré au tumulte qui venait de se faire autour du lancement du croiseur A ; avait défendu dans une période financière périlleuse, la construction des croiseurs C et B. Quant aux décrets-lois, BRUNING était allé en delà de ce qui était imposé pour lutter contre la guerre civile (M 27.5.31)

Il dut sentir que sa faiblesse était grande...

Mais s'il y avait des soucieux, il y avait forcément des plus sereins, ceux-là étaient français, mais BRIAND n'en faisait plus partie...

"Après Genève, M. BRIAND s'en ira-t-il ?"

On avait, une fois n'est pas coutume, apprécié sa fermeté...

"M. BRIAND a pris soin, pour le cas improbable où la Haute Cour de Justice internationale ne trouverait pas dirimantes les objections d'ordre juridique auxquelles se heurte l'Anschluss économique, de souligner :
"le danger de développements politiques qui feraient courir à la tranquillité de l'Europe, le plus grave des risques" (...)

"... Et tout ce qu'il y a de plus sensé dans le monde approuvera sa conclusion : "Pour un avantage incertain, le projet d'accord austro-allemand créerait une nouvelle politique, qui interviendrait en Europe des conditions d'insécurité dans lesquelles il est illusoire d'espérer un développement de la prospérité économique"

Mais d'où cette fermeté lui était-elle venue ?

"Il a obéi aux vœux de la Chambre, qui collabore à nouveau avec lui, même ceux qui ne l'ont pas aidé à l'accession à la présidence" (L 19.5.31)

Pour clore la réunion de la commission pour l'Union Européenne, BRIAND, dans un discours qui émut son auditoire, sembla faire ses adieux. Dressant un bilan, il se déclara heureux à la pensée de tous les points qui seraient marqués dans "votre marché vers le Bonheur" (L 22.5.31) Pourtant, revenu du Genève, BRIAND ne souffla toujours pas mot sur sa décision sans doute déjà arrêtée.

23 mai : "M. BRIAND s'en ira-t-il ?" (L 23.5.31)

24-25 mai : "M. BRIAND restera-t-il au quai d'Orsay ?"

(L 24-25.5.31)

BRIAND démissionnera-t-il ?" (M 24-25.5.31)

27 mai : "Que va faire M. BRIAND ?"

Rester, eût enthousiasmé l'extrême gauche... donner un regain de dynamisme au mouvement pacifiste.

S'en aller, eût au contraire rendu la situation parlementaire du cabinet LAVAL plus facile (L 27.5.31)

28 mai : "BRIAND reste" (L 28.5.31)

... "M. Aristide BRIAND retire sa démission" (L 28.5.31)

Suite logique de l'épisode :

"BRIAND et la Chambre" (M 28.5.31)

"M. BRIAND présentera devant les Chambres, les récentes décisions de Genève. S'il a la confiance du Parlement, il continuera à diriger la politique extérieure de la France"

Il fut convenu du 28 mai pour le présent débat, en revanche, les interpellations sur la politique extérieure furent fixées à partir du 5 juin, certainement afin de connaître les résultats de la visite des dirigeants allemands aux CHEQUERS.

A l'occasion du premier débat "au retour de Versailles"

(L 29.5.31)

LAVAL dans "une heureuse intervention", commença par rassurer la "majorité d'abord hésitante"

"les délégués à Genève ont-ils rempli leur mission : oui, dans la mesure du possible" " L 29.5.31)

Cependant, à ces bons auspices, FRANKLIN BOUILLON, ne put rester muet... BRIAND reçut son "blâme" (M 29.5.31)

"BRIAND avait pour mission de combattre l'Anschluss à Genève. Il devait le faire sur le plan politique (80 % du problème) et non sur le plan économique (20 %) ..."

De la sorte, il jugea son

"mandat imparfaitement rempli"

"la France n'a rien obtenu et, pour ne rien obtenir, nous avons payé 160 millions de livres sterling, à ceux qui ont volé les traités. M. SCHÖBER a répondu avec insolence pour l'emploi de cet argent. C'est toujours la même politique : pour éviter la révision du plan YOUNG, pour éviter l'Anschluss, c'est à la France de payer" (...)

"On a devant nous, depuis le 13 mai, plus un ministre des A.E. mais un chef avoué du CARTEL"

Puis, il termina en fulminant contre la campagne lancée par la gauche sur :

"Ceux qui veulent la paix, ceux qui veulent la guerre"

BRIAND se défendit comme il le put... S'il était encore à son poste, c'est parce qu'il avait voulu prouver qu'il ne tenait pas rancune de son échec à Versailles (L 29.5.31). En ce qui concerne l'Anschluss, il voulut stopper net :

"Je considère que l'affaire de l'ANSCHLUSS est rayée"
(M 29.5.31)

Résultat final :

"Malgré une vigoureuse attaque de M. FRANKLIN BOUILLON, la Chambre approuve les déclarations de M. BRIAND et fait confiance au gouvernement par 332 voix contre 256"
(L 29.5.31)

(Curiosité du scrutin, 68 députés comptant pour "ses amis" avaient voté contre le ministère, sauvé par "ses adversaires"!
(M 30.5.31)

Sur ce, l'on chercha à s'enquérir des nouvelles de la réunion aux CHEQUERS... changeant leur fusil d'épaule, BRUNING et CURTIUS, abandonnèrent d'un coup le projet germano-autrichien, et posèrent là-bas la question des réparations ! Cette modification profonde du contexte, auquel il fallut porter la grande parade des casques d'acier à BRESLAU le 1^{er} juin, dénatura complètement l'objet des débats de la Chambre. Plus d'Anschluss, mais les réparations, c'est-à-dire la politique de BRIAND et le défilé de BRESLAU. C'est là-dessus que FRANKLIN BOUILLON circonstancia son interpellation, attaquant violemment BRIAND :

"Depuis trois ans, on trompe le Parlement" (M 17.6.31)

L'on ne reparla donc de l'Anschluss qu'en septembre, juste avant l'ouverture de la 64^e session du conseil de la S.D.N.

"La renonciation à l'Anschluss" (Messin 5.9.31)

"l'Allemagne et l'Autriche ne renoncent provisoirement à l'Anschluss que parce qu'elles ont besoin de notre argent" (M 4.9.31)

"l'Anschluss condamné par la Cour de LA HAYE" (L 6.9.31)

Plus de trois mois après les derniers débats à la Chambre, la situation paraissait changée énormément. Maintenant, pour comprendre, il convenait de détenir des données mieux actualisées. Comment donc le projet sur l'Anschluss avait-il évolué chez les deux protagonistes ? Sur ce sujet, l'on trouva une réponse très éloquente :

"les autrichiens veulent renoncer à l'Anschluss. Mais les allemands persistent dans leurs ambitions pangermanistes"

Pour cela, ils prétextaient la catastrophe allemande, la crise monétaire anglaise, l'appui financier sollicité par l'Autriche à la S.D.N., et le rôle de la France à cette demande

Mais la volonté autrichienne s'était, elle au contraire affaiblie.

Le souhait à l'Anschluss avait reculé car la crainte de la subordination à l'Allemagne avait ^{fait} son chemin. Même en cherchant bien, l'on aurait plus désormais découvert l'unanimité sur ce point et l'influence des sociaux-démocrates avait régressé !

De fait, la presse allemande en général, avait plutôt choisi la réserve. Oui, mais les milieux nationalistes et pangermanistes continuaient toujours leur ardente bataille "incorrigible" qu'ils étaient !

"Au moment où ils sollicitent la compassion du gouvernement français et l'appui financier de nos grandes banques, ils continuent à vouloir troubler la tranquillité de l'Europe par leurs projets pangermanistes dont l'Anschluss est certainement le plus redoutable"

(M 2.9.31)

Le conseil de la S.D.N. s'ouvrit le 1^{er} septembre 1931, sous la présidence de LERROUX (ministre des A.E. d'Espagne), BRIAND étant absent et remplacé par FLANDIN (PM 2.9.31) le trois, Allemands et Autrichiens renoncèrent à l'Anschluss :

"MM SCHOBER ET CURTIUS déclarent que leurs gouvernements n'ont pas l'intention de poursuivre le projet primitif envisagé" (M 4.9.31)

Satisfait, FLANDIN, mit bon espoir dans la "dissipation du malaise"

"laissant libre la voie à une coopération européenne plus étroite" (L 4.9.31)

Outre-Rhin, CURTIUS soupira... La presse de droite fut d'une extrême virulence contre lui, et demanda même son départ.

Dans l'autre camp, la GERMANIA parla d'un "dur sacrifice" mais peut-être de nature à :

"faciliter le rapprochement spirituel et économique franco-allemand" (L 5.9.31)

Première et pénible attaque contre le ministre... la seconde fut encore pire. Le 6 septembre, on publia la nouvelle... condamnation de l'Anschluss par la Cour de LA HAYE "8 voix contre 7" (PM 6.9.31)

Immédiatement, la presse nationaliste proféra son indignation (L 6.9.31) Mais l'on se demanda impatiemment qu'elle allait être la réaction d'ensemble de l'opinion allemande, après un vote à une voix de majorité, et une condamnation qui n'en était pas une !

"la cour de LA HAYE s'est bien gardée de juger définitivement"

Et puis Allemagne et Autriche ne s'étaient qu'engager "pour le moment à ne pas poursuivre leur action" (L 6.9.31)

Parmi les accusations de la presse, l'on présenta surtout pour plus de sérieux, l'avis des deux grands organes du Centre. LA GERMANIA comme la GAZETTE POPULISTE DE COLOGNE investirent tellement CURTIUS qu'il fût possible de s'attendre à la fin de son mandat (L 8.9.31)

"On peut concevoir que M. CURTIUS s'est fourvoyé dans une telle affaire" vu la levée des coucliers qu'elle a entraîné..."

"... ses adversaires en profitent"

Cependant, malgré les exortations de la droite :

"... pour l'instant la démission de CURTIUS ne peut être envisagée, avant la réunion de Genève et avant la visite des ministres français à BERLIN"

"Mais après, en cas d'insuccès pour la diplomatie allemande, l'avenir de M. CURTIUS n'est pas assuré, et avec lui, celui du cabinet BRUNING" (M 7.9.31)

"Le cas CURTIUS"

"De tous côtés, on presse le chancelier BRUNING de se séparer de son collaborateur, le Dr. CURTIUS à qui l'opinion publique a retiré sa confiance depuis sa renonciation à l'Anschluss"

"En dehors des communistes et des extrémistes de droite, toutes les autres fractions politiques tiennent à conserver la Dr. BRUNING à la tête du gouvernement"

Il fallait à tout prix empêcher une démission "générale" pour éviter un vote de défiance lors de la rentrée du Reichstag, vote qui ébranlerait le cabinet BRUNING qui va rechercher une majorité pour le vote de son programme financier"

"Jusqu'à présent, BRUNING a tenu fermement à la solidarité du cabinet qu'il préside, d'autant que, responsable de la politique générale, il l'est aussi de la politique extérieure" (M 19.9.31)

Donc, sur l'heure, CURTIUS alla rejoindre BRIAND, lui aussi revenu à GENEVE.

Et si l'on reparla encore de l'Autriche, su fut à propos de la tentative de coup d'Etat des HEIMWEHREN en STYRIE (Haute Autriche) (PM 14.9.31). De suite, les hôteliers avaient fait savoir qu'ils reniaient le mouvement (L 4.9.31) Le gouvernement de Vienne ayant adressé un ultimatum, le putsch vira à l'échec (PM 16-17-18.9.31)

Près de six mois après l'initiative germano-autrichienne, le projet de l'Anschluss sembla, sinon définitivement, à tout le moins présentement repoussé.

Quand ils avaient espéré réussir, les Allemands avaient invoqué des arguments d'ordre économique et financier. Mais d'une part, ils avaient été surpris pas l'ampleur de la résistance à leur union, et d'autre part, la crise les avaient obligé à compter sur l'aide financière française... Dès avant septembre 1930, nous étions fort bien pourvu de ce côté. Allions-nous donc utiliser ce bel avantage pour régenter en notre faveur

le rapprochement avec l'Allemagne ? Allions-nous en tirer profit afin de ne plus rien concéder, ainsi que l'on avait fait de l'Anschluss ? !

Inspirer le rapprochement par notre force économique et financière, tenir solidement les dernières clauses du traité desquelles dépendaient la question des réparations : là se discernerait peut-être la solution à un rapprochement véritable, c'est-à-dire égal donc loyal !